REVUE

DES

DEUX MONDES

XXIVe ANNÉE

SECONDE SERIE DE LA NOUVELLE PÉRIODE

TOME VII. — 1er JUILLET 1854.

PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE
RUE SAINT-BENOÎT, 7

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXIVe ANNÉE

SECONDE SÉRIE DE LA NOUVELLE PÉRIODE

TOME SEPTIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE SAINT-BENOÎT, 20

1854

054
R3274
1854 [v.3]

LE

ROI CHARLES-ALBERT

LE PIÉMONT ET L'ITALIE

II.

CHARLES-ALBERT ET LES RÉVOLUTIONS ITALIENNES. [1]

I. *Gli Ultimi Rivolgimenti italiani, memorie storiche con documenti inediti*, di F.-A. Gualterio; 4 vol., Florence. — II. *Del Rinnovamento civile d'Italia*, per Vincenzo Gioberti; 2 vol., Turin. — III. *Guerra dell' independenza d'Italia nel* 1848, per un ufficiale piemontese; 1 vol., Turin. — IV. *Milano e i Principi di Savoja*, di Antonio Casati; 1 vol., Turin. — V. *Storia del Piemonte dal* 1814 *ai giorni nostri*, di A. Brofferio; 3 vol., Turin. — VI. *Memorandum storico-politico* del conte Clemente Solaro della Margarita ministro del re Carlo-Alberto, dal 7 febbrajo 1835 al 9 ottobre 1847. — VII. *Ricordi d'una Missione in Portogallo, al re Carlo-Alberto*, per Luigi Cibrario; 1 vol., Turin.

I.

Quelle était la situation réelle et précise de l'Italie au moment où la révolution du 24 février 1848 s'abattait subitement sur la France? Une insurrection avait éclaté en Sicile, et le roi de Naples, soit pour la désarmer, soit pour arrêter l'agitation qui régnait autour de lui, avait proclamé une constitution le 29 janvier. Rome et la Toscane, plus lentement préparées par un travail de deux années, n'avaient plus qu'un pas à faire pour transformer leur régime politique. Dans le Piémont, les principes constitutionnels avaient eu leur victoire, et il ne restait plus qu'à les formuler dans le *statut* qui allait être promulgué le 4 mars. L'Italie se trouvait dans cette transition toujours difficile entre un ordre ancien d'institutions et un ordre

(1) Voyez la livraison du 15 juin dernier.

nouveau. Ce serait une étrange erreur de croire que la révolution de février survenant en ce moment pût servir dans ses justes fins le mouvement italien. C'est le sort de cette révolution d'avoir tué toutes les causes qu'elle prétendait faire triompher, et d'en avoir fait prospérer quelques-unes auxquelles elle ne songeait pas. Elle ne pouvait en particulier que dénaturer le mouvement italien en faisant sortir la péninsule de ce que j'appellerai son rôle défensif vis-à-vis de l'Autriche.

Rester dans la stricte limite du droit, travailler à une transformation régulière et pacifique, environner l'Autriche au-delà des Alpes d'un cercle d'états indépendans, libres, de plus en plus habitués à identifier leurs intérêts et à combiner leur action, placer à côté de la Lombardie cette contagion permanente d'un esprit de sage progrès et d'une politique nationale, c'était certes la meilleure réponse à ce mot prononcé par M. de Metternich dans l'illusion d'un succès prolongé : « L'Italie n'est plus qu'une expression géographique ! » C'était réduire la domination étrangère à la plus cruelle extrémité, en la réduisant à l'alternative de vivre dans les conditions les plus précaires, ou de recourir à la force et d'avoir contre elle le droit et l'Europe constitutionnelle, gagnée au mouvement italien. La péninsule ne pouvait que perdre à changer d'attitude et à prendre elle-même l'offensive contre l'Autriche par l'insurrection ou par la guerre, à la faveur de l'un de ces événemens imprévus qui ne sont souvent qu'un grand piége pour les peuples. Pour avoir trop compté sur la diversion puissante des révolutions qui ébranlaient l'Europe et l'empire autrichien, on a vu où on a été conduit. Il s'est trouvé un moment où les sentimens nationaux se sont réveillés aussi à Vienne, et où des voix ont crié à cette armée allemande livrée à elle-même sur l'Adige : « Dans ton camp est l'Autriche ! » Ce jour-là, l'Italie a eu à combattre quelque chose de plus qu'un maître despotique : elle s'est trouvée en face de l'orgueil d'un peuple blessé dans sa grandeur.

Les difficultés n'étaient pas moins graves vis-à-vis de la France. La révolution de février créait pour l'Italie plus de périls que d'avantages. Jusque-là, sans se rattacher absolument à l'influence française, le mouvement italien avait du moins trouvé en elle l'appui le plus efficace. La politique conservatrice de la France avait pu parfois froisser les Italiens en ne se prêtant pas à toutes leurs illusions ou à tous leurs vœux. Au fond, elle servait l'Italie dans ses intérêts les plus évidens; elle pressait les princes de se rendre aux nécessités les plus manifestes du temps par des réformes prudentes, et elle disait aux peuples de se fier à leurs princes; elle prêtait la force de son influence et de ses conseils à ce mouvement modéré qui était lui-même une nouveauté saisissante au-delà des Alpes, et dans ces termes elle promettait plus qu'un appui moral : elle y ajoutait l'assurance d'une

garantie matérielle, si l'Autriche faisait de cette tranformation intérieure une question internationale, en sorte qu'il y avait, on peut le dire, une solidarité palpable entre la politique française et le parti modéré italien. La révolution changeait étrangement les choses; elle avait pour résultat immédiat de glacer les résolutions généreuses de quelques-uns des princes italiens, de jeter l'incertitude parmi les populations, de rendre la force et l'ascendant moral aux partis extrêmes en intimidant les esprits modérés. Si l'Italie restait fidèle à ses princes, à la monarchie constitutionnelle, sous laquelle elle arrivait à peine à se placer, elle risquait de n'obtenir qu'un appui douteux et suspect de la politique démocratique qui triomphait à Paris. Si par un esprit de puérile et folle imitation elle se laissait dériver vers la république, elle recommençait son histoire, elle allait au rétablissement de l'absolutisme à travers une anarchie gigantesque.

Gioberti, réfugié encore en France, le sentait bien; aussi, dans les lettres qu'il écrivait et qui sont jointes à ses *Œuvres politiques*, — *Operette politiche*, — cherchait-il à prémunir les Italiens contre le péril des imitations violentes. Ce qu'il proposait n'avait rien d'extrême, c'était encore l'ancien programme : compléter l'union douanière du 4 novembre 1847 par une sorte de fédération politique entre les états italiens, reconnaître le nouveau gouvernement français, se tenir sur la défensive vis-à-vis de l'Autriche, et se borner à lui demander dans l'administration des provinces lombardo-vénitiennes un système plus libéral qui était dans ses intérêts (1). C'est enfin du plus profond de cette situation que sortait la parole bientôt prononcée par Charles-Albert : L'Italie se suffira à elle-même! — *Italia farà da se!* — parole qui était l'expression d'une nécessité politique autant que d'un entraînement généreux, mais qui, en révélant la volonté de s'affranchir d'une solidarité funeste avec la révolution française, montrait l'Italie allant droit contre un autre écueil, celui d'une périlleuse offensive prise contre l'Autriche.

L'Italie frémissait tout entière et semblait n'attendre qu'un signal. Ce signal, c'est de Milan qu'il partait. Là était en effet le véritable nœud de la question italienne, puisque là était la domination étrangère. Le 17 mars arrivait à Milan la nouvelle de la révolution de Vienne, dans laquelle avait disparu le prince de Metternich. Le 18, les Milanais ouvraient la lutte. Ce n'était pas un mouvement ordinaire; il avait promptement à sa tête les chefs des plus grandes familles, les Casati, les Borromeo, les Litta. Un combat de cinq jours réduisait le maréchal Radetzky à se retirer sur Vérone au milieu des populations soulevées, et laissait les Milanais maîtres d'eux-mêmes.

(1) *Operette politiche*, Capolago, 1851. Voir une lettre du 25 février 1848 à M. Giuseppe Massari, et une lettre du 16 mars à M. Pietro di Santa-Rosa, à Turin. C'est de Paris même que Gioberti écrivait.

Venise secouait au même instant, le 22 mars, le joug autrichien. La question de l'indépendance surgissait dans toute l'Italie et allait se poser naturellement d'abord à Turin, non plus sur le terrain pacifique, mais sur le terrain bien autrement redoutable de l'action.

Il semble toujours à quelques révolutionnaires qu'il n'y a rien de plus simple et de plus facile que de se jeter dans une telle entreprise. Charles-Albert, pressé par les insurgés milanais d'envoyer ses soldats à leur secours, poussé par une grande partie de la population piémontaise elle-même, voyait donc soudainement transformé en réalité le rêve immortel de sa vie, — la guerre de l'indépendance contre l'Autriche, la création possible du royaume de la Haute-Italie sous le sceptre de la maison de Savoie. Il n'en restait pas moins vrai que, comme il le disait, il *sacrifiait la partie au tout*, et qu'il engageait en outre une lutte à laquelle l'Autriche ne l'avait pas provoqué par un acte formel. La diplomatie étrangère à Turin le lui faisait sentir, et ce n'était pas seulement la diplomatie de la Russie et de la Prusse, c'était aussi celle de l'Angleterre, dont la sympathie se bornait au mouvement libéral de la péninsule, sans s'étendre au même degré à un remaniement de territoires. Charles-Albert avait besoin de repasser dans son esprit, plein d'anxiété, ses griefs personnels et les griefs de l'Italie contre l'Autriche, — ses querelles récentes mal apaisées, et les efforts tentés autrefois par le cabinet de Vienne pour lui enlever la couronne, l'arrogance de la diplomatie impériale, les duchés de Parme et de Modène transformés en espèces de délégations autrichiennes, l'invasion de Ferrare, et même, — préoccupation étrange en ce moment! — le roi de Sardaigne faisait revivre les droits de sa maison sur le duché de Milan (1). Il y avait une raison plus actuelle et plus puissante : c'est que la Lombardie laissée à elle-même, c'était la république à Milan, et la république à Milan, c'était la possibilité d'un mouvement semblable à Turin, comme le disait le cabinet sarde au représentant de l'Angleterre, sir Ralph Abercromby. Enfin au-dessus de tout il y avait l'idée généreuse et enivrante de l'indépendance. Voilà comment, avec un esprit nourri d'une invariable pensée, Charles-Albert sentait à la dernière heure le besoin d'invoquer un autre droit que le droit révolutionnaire! Voilà comment aussi, toutes ces considérations pesées, mettant les armes de Savoie sur le drapeau italien aux trois couleurs, il adressait le 23 mars à la Lombardie et à la Vénétie la première proclamation qui inaugurait la guerre : « Les destins de l'Italie sont mûrs, disait-il; un destin plus heureux sourit aux intrépides défenseurs des droits foulés aux pieds... Peuples de la Lombardie et de la Vénétie, nos soldats, qui se concen-

(1) Voir un *Mémoire pour servir à l'intelligence des discussions qui ont existé entre la Sardaigne et l'Autriche.*

traient déjà sur votre frontière au moment où vous accomplissiez la délivrance de Milan, viennent aujourd'hui vous prêter dans des épreuves nouvelles ce secours que le frère attend du frère, l'ami de l'ami. Nous seconderons vos justes désirs, nous fiant à l'aide de ce Dieu qui est visiblement avec nous, de ce Dieu qui a donné Pie IX à l'Italie, et qui, par une si merveilleuse impulsion, l'a mise en état de se suffire à elle-même. » C'est un des traits du caractère de Charles-Albert, que, souvent irrésolu dans le conseil, il n'hésitait plus au combat. Il confiait la régence au prince Eugène de Carignan; il laissait le gouvernement au premier ministère constitutionnel, composé de MM. César Balbo, Lorenzo Pareto, Ricci, Sclopis, Boncompagni, et il ne restait plus que le soldat héroïque. La guerre de l'indépendance italienne avait son chef, son armée et son champ de bataille.

Chose étrange, Charles-Albert se trouvait sur ce Tessin où on l'avait vu, en 1821, verser des larmes amères en s'enfuyant vers Milan, et où sa fortune devait le ramener encore aux prises avec de bien autres revers. En ce moment, — le 29 mars, jour où il entrait à Pavie avec son armée, — tout semblait sourire à son entreprise. Il avait pour lui la faveur des circonstances, l'exaltation de tout un peuple, des troupes dévouées et fières de combattre, et il n'avait devant lui que des légions humiliées par une défaite, coupées dans toutes leurs communications. L'armée sarde ne s'élevait pas alors au chiffre de soixante-dix mille hommes, six mille chevaux et cent vingt pièces d'artillerie, qu'elle a atteint par la suite; elle comptait à peine vingt-cinq mille hommes à son entrée en Lombardie. Peu après elle était assez augmentée pour former six divisions, réparties en deux corps placés sous les ordres des généraux Bava et de Sonnaz. Le duc de Savoie commandait une division de réserve, le duc de Gênes l'artillerie. C'est avec ces forces que commençait, aux premiers jours d'avril 1848, entre ces lignes de défense du Tessin, du Mincio et de l'Adige, qui coupent l'Italie du nord, une campagne de quatre mois pleine d'incidens et de péripéties, compliquée de tous ces élémens qui surgissent dans l'ébullition d'un peuple enthousiaste et mobile.

Voyez l'Italie à cette époque : si la guerre de l'indépendance était la forte et sérieuse passion de bien des âmes, pour beaucoup aussi, il faut le dire, elle était une fête. Les manifestations ne manquaient pas, on ne se faisait faute d'ovations, de chants de triomphe, de bénédictions de drapeaux. Tandis que les prêtres prêchaient la croisade contre le *barbare tudesque,* les femmes jetaient des fleurs, distribuaient des cocardes, et, jusque dans les camps, des patriciennes venaient se mêler au bruit des armes. De tous les points de l'Italie, des contingens marchaient vers la terre lombarde. Un corps napolitain partait du fond de la péninsule sous les ordres du vieux général

Pepé. Les troupes pontificales se dirigeaient vers le Pô, commandées par le général Durando, qui dans une de ses proclamations rappelait le serment de Pontida béni par le pape Alexandre III, et répétait le vieux mot : « Dieu le veut! » Le général d'Arco-Ferrari, bientôt remplacé par le général Laugier, conduisait une division toscane, composée de soldats réguliers et de volontaires de Florence ou de Pise. Parme et Modène envoyaient leurs bataillons. En Lombardie, des légions de volontaires se formaient. En réalité cependant, où était la véritable force, le nerf de la guerre, si ce n'est dans l'armée piémontaise, disciplinée, obéissante et animée d'un même esprit? Sans l'armée piémontaise, il y aurait eu des insurrections, il n'y aurait point eu de guerre : non certes qu'il n'y eût de l'héroïsme chez beaucoup de ces volontaires, notamment chez ces jeunes étudians toscans qui, commandés par leurs professeurs, allaient se faire tuer sous les murs de Mantoue et sur les retranchemens de Curtatone; mais il y avait l'impuissance qui naît de l'indiscipline, — et quant aux contingens réguliers, ils restaient naturellement soumis à l'impulsion des gouvernemens qui les envoyaient.

La guerre de l'indépendance italienne peut se diviser en deux périodes bien distinctes, — l'une pendant laquelle elle ne cesse de suivre une marche ascendante et va de succès en succès, — l'autre qui aboutit rapidement aux plus cruels désastres. Le 8 avril, l'armée piémontaise livrait son premier combat et poussait victorieusement devant elle les impériaux. En quelques jours, elle s'aguerrissait par les engagemens heureux de Monzambano, de Sandra, de Pastrengo, et elle se trouvait entre le Mincio et l'Adige. Les Milanais avaient dit à Charles-Albert qu'il suffisait de se présenter devant Peschiera pour y entrer; l'armée se présentait, mais il fallut un siége régulier. On avait dit de même de Mantoue, de Vérone, et le 6 mai une forte reconnaissance sur Vérone amenait le combat douteux de Santa-Lucia. Le point culminant de la campagne était le 30 mai, le jour de la bataille de Goïto. Les Piémontais restaient victorieux; Charles-Albert et le duc de Savoie, le roi actuel, avaient été blessés dans l'action; au même instant parvenait au camp la nouvelle de la capitulation de Peschiera. Vicence était occupée encore par les troupes romaines de Durando. Il ne restait plus aux Autrichiens en Italie que quelques forteresses et le sol qu'ils avaient sous leurs pieds. Alors, sur ce champ de bataille de Goïto, put sortir de la poitrine des soldats piémontais une acclamation universelle à Charles-Albert, roi d'Italie!

Le mois de juin voyait encore quelques combats heureux à Rivoli, à la Corona, puis venait l'heure des revers. A la victoire de Goïto répondait, le 26 juillet, la défaite de Custozza; à l'entrée triomphale en Lombardie une retraite d'abord assez régulière jusqu'à Milan,

puis changée en une déroute gigantesque jusqu'au Tessin. Il faut aller au fond des choses : ces revers étaient naturels. Qu'on les explique par l'incertitude des opérations militaires, par la lenteur des chefs piémontais à profiter de leurs premiers succès et par leur inexpérience de la guerre, on n'aura fait la part que des causes secondaires. La vérité est que les revers de la campagne de la Lombardie étaient moins l'œuvre de l'inexpérience des généraux sardes, des armées autrichiennes vigoureusement ramenées au combat par Radetzky, que de toutes les passions, toutes les rivalités, toutes les terreurs qui s'amoncelaient comme un orage derrière l'armée piémontaise, et s'acharnaient à empêcher la victoire ou à se la disputer avant que le prix du sang ne fût acquis.

II.

Un des premiers coups portés au caractère moral de la guerre de l'indépendance, c'était l'encyclique du pape du 29 avril. Pie IX avait semblé bénir les armes italiennes au premier instant. Ses troupes marchaient sur le Pô. Un légat du saint-siége, Mgr Corboli, avait suivi Charles-Albert au camp; il avait pour mission de négocier avec le Piémont une ligue fédérative entre les états italiens, comme complément de l'union douanière du 4 novembre 1847. Le Piémont répondait qu'il fallait d'abord songer à l'indépendance avant d'organiser l'Italie. Cette raison ne laissait point d'avoir son poids, mais elle ne répondait pas à la pensée du souverain pontife, qui était de ne point se mettre directement en guerre, lui chef de l'église, avec un état catholique. La fédération constituant une autorité collective, c'était cette autorité qui prononçait et agissait. Soit qu'il crût voir quelque arrière-pensée dans le refus du Piémont, soit que son âme fût troublée uniquement par le scrupule religieux qui l'agitait, soit enfin qu'il redoutât un schisme nouveau en Allemagne, provoqué par son intervention, Pie IX lançait son encyclique du 29 avril, qui était un désaveu de la guerre et de ce rôle d'un Alexandre III que lui avait décerné le général Durando. Bientôt après, il est vrai, il cherchait à concilier son scrupule avec la nécessité qui parlait plus haut, en mettant les troupes pontificales sous les ordres de Charles-Albert; mais le coup était porté, le prestige n'existait plus aux yeux du monde, et l'âme religieuse de Charles-Albert en ressentait une profonde émotion.

Quant au roi de Naples, il n'avait fait que céder à un entraînement qu'il ne partageait pas en envoyant ses troupes dans la Haute-Italie; redevenu plus maître de ses résolutions après la journée du 15 mai, il les rappelait aussitôt. D'ailleurs une mésintelligence sourde existait entre le roi Ferdinand II et Charles-Albert, entre ces deux chefs

des deux plus grands états de l'Italie qui nourrissaient peut-être des ambitions égales. Depuis longtemps, leurs rapports étaient froids, surtout depuis le second mariage du roi Ferdinand, dont la première femme était une sœur de Charles-Albert : on conçoit que l'offre de la couronne de Sicile, faite par les Siciliens insurgés au duc de Gênes, — offre repoussée au surplus, — n'était point de nature à resserrer les liens entre les deux rois.

La Toscane elle-même avait ses défiances et se refroidissait sensiblement. Il s'était élevé une question délicate au sujet des territoires de la Lunigiana et de la Garfagnana, également revendiqués par les gouvernemens de Florence et de Turin. Le royaume de la Haute-Italie effrayait les Toscans, qui commençaient à craindre d'être absorbés. A Florence comme à Naples, comme dans les états romains, on faisait la guerre à l'*albertisme,* mot nouveau et transparent qui servait à caractériser l'ambition prêtée au roi piémontais de confondre l'Italie tout entière dans une seule monarchie dont il serait le chef. Et ces défiances, les princes n'étaient point les seuls à les ressentir. A Naples, le ministre libéral Bozzelli les exprimait ouvertement. A Florence, dans la chambre des députés, un banc sur lequel siégeaient quelques hommes partisans de la guerre de l'indépendance, MM. Ricasoli, Salvagnoli, Lambruschini, — ce banc était appelé avec l'exagération habituelle le banc des *parricides,* comme pour faire peser sur eux le soupçon de sacrifier leur pays (1). Le royaume de la Haute-Italie avant d'exister trouvait un ennemi dans l'esprit d'indépendance locale poussé jusqu'à la plus extrême jalousie.

Le royaume italien pour lequel se battait l'armée piémontaise avait un autre ennemi plus redoutable encore et aposté un peu partout, dans la Lombardie elle-même, la plus intéressée au succès de la guerre : c'était la république sous toutes les formes, — sous la forme fédéraliste et sous la forme unitaire. La république s'était glissée jusque dans le gouvernement provisoire formé à Milan après les journées de mars. Elle n'y régnait pas, mais elle neutralisait la tendance monarchique favorable à une annexion immédiate de la Lombardie au Piémont. De là un système perpétuel de concessions aboutissant à la plus triste impuissance. De là l'expédient imaginé dès le premier instant d'ajourner toute question d'organisation politique jusqu'après la victoire de l'indépendance, — *a causa vinta*, ainsi qu'on le disait, comme si la question de l'indépendance, telle qu'elle se présentait, et la question de forme politique n'étaient point indivisibles.

M. Mazzini arrivait dans cet intervalle à Milan, et devenait le centre, l'âme, le chef naturel de l'agitation milanaise. Spectacle étrange! en ce moment même, Gioberti, rentré dans son pays après un long

(1) Voir les *Documenti della guerra santa d'Italia,* par M. G. Massari. Capolago, 1851.

exil, accourait dans la Lombardie, comme il allait dans toutes les autres villes de la péninsule, à Brescia, à Parme, à Plaisance, à Livourne, à Rome, à Florence, prêchant partout la concorde, l'union, faisant une sorte de propagande en faveur du royaume de la Haute-Italie. A Milan, il se trouvait en face de M. Mazzini, et on était réduit à chercher dans les manifestations dont ces deux hommes étaient l'objet les symptômes de l'opinion. L'esprit républicain cependant ne parvenait point à empêcher la fusion de la Lombardie avec le Piémont; cette fusion s'accomplissait par un vote public et unanime émis en vertu d'une loi du 12 mai. D'un autre côté, dans les états vénitiens, Trévise, Vicence, Padoue devançaient Venise et l'entraînaient dans le même mouvement. La réunion des duchés de Parme et de Modène avait été également proclamée. Malheureusement encore dans l'acte d'annexion de la Lombardie se glissait l'esprit républicain par une condition qui faisait d'une assemblée constituante l'arbitre mystérieux de l'organisation définitive du pays, et, même accomplie dans ces termes, cette fusion devenait une arme nouvelle entre les mains des agitateurs. Ils cherchaient à irriter les jalousies locales, qui s'effrayaient déjà de voir Milan s'éclipser devant Turin dans la combinaison du nouveau royaume; ils représentaient l'union lombardo-piémontaise comme un acte prématuré, tandis que la véritable faute au contraire, c'était de n'avoir point dès l'origine proclamé cette union et d'avoir ainsi prolongé une situation vague qui favorisait les suspicions des autres princes italiens, laissait aux prétentions locales le temps d'éclater et semblait autoriser les espérances des sectaires. Le déplorable génie de division de M. Mazzini avait trouvé son théâtre à Milan et agissait. « Mazzini, disait Gioberti, est le plus grand ennemi de l'Italie, plus grand même que l'Autriche, qui, sans lui, serait vaincue et vaincra par lui. » Esprit mystique et futile, fanatique et vulgaire, déclamateur sans idées et artisan éternel d'obscures conspirations, M. Mazzini voyait l'Italie dans la république et la république dans sa personne. Il ne disposait point d'une armée, mais par les clubs, par les journaux, il disposait de tous les moyens révolutionnaires les plus propres à harceler Charles-Albert et son armée par un système de défiances, d'injures et de calomnies. Son parti n'était pas nombreux, il ne se recommandait par aucun nom, par aucune vertu, par aucun talent; — il était bruyant, audacieux, plein de jactance révolutionnaire; il se recrutait de toutes les imaginations incandescentes et puériles. Les revers de l'armée italienne, il les imputait à la trahison; — quant à ses succès, il les redoutait presque, il affectait de n'y voir que le triomphe de l'égoïsme royal de Charles-Albert. Le dernier mot de ce fatal parti c'était : « l'Italie autrichienne ou républicaine ! » Voilà quel foyer de passions ennemies s'agitait à Milan, à quelques marches de ces champs de bataille

où le roi piémontais et ses enfans prodiguaient chaque jour leur courage et leur vie.

Le Piémont du moins était-il tout entier à la lutte sérieuse où son armée se trouvait engagée? Le Piémont entrait dans la vie constitutionnelle avec toute l'inexpérience des peuples à qui échoit le périlleux bienfait de grandes libertés dans les circonstances les plus critiques. Or quel usage faisait-on de ces libertés nouvelles qui venaient de naître? Les clubs se formaient et s'agitaient, les journaux se multipliaient et se remplissaient de déclamations oiseuses. Le 8 mai 1848 s'ouvrait à Turin le premier parlement; il reflétait assez curieusement l'état du pays. Gioberti avait été le héros et le candidat de tous les partis. L'élément constitutionnel conservateur était représenté par MM. Balbo, Lisio, Sclopis, Pinelli, Santa-Rosa, d'Azeglio, qui allait se faire blesser en défendant Vicence. L'élément démocratique comptait MM. Valerio, Sineo, Ravina, Ratazzi, — puis, à l'extrémité, M. Brofferio, imagination exubérante et chimérique, composait tout seul une *montagne*. La masse était indécise, accessible à toutes les influences et neuve aux affaires.

La chambre piémontaise avait deux écueils à éviter, — les questions futiles et les questions irritantes, les puérils combats de paroles et tout ce qui pouvait affaiblir l'armée dans son prestige ou dans ses opérations : elle allait chaque jour malheureusement donner contre ces deux écueils. — C'était un grand objet de discussion de savoir si le discours de la couronne avait pu dire que « la providence mûrit les temps de la liberté, » ou que « la confiance dans les princes est un élément de prospérité pour les peuples. » Plusieurs jours se passaient peu après en harangues sonores sur la suppression des jésuites et des dames du Sacré-Cœur, à tel point qu'un député finissait par s'écrier : « Si nous perdons le temps à supprimer quatre moines, nous ne supprimerons jamais les Allemands! » — La loi d'annexion de la Lombardie, en plaçant le parlement sarde en face du problème du moment, venait mettre à nu l'élément le plus grave de la situation, l'antagonisme de la Lombardie et du Piémont, de Milan et de Turin. Si Milan s'était laissé flatter de l'espoir de devenir la capitale du nouveau royaume, Turin se défendait de toute la force d'intérêts nombreux, de toute la puissance de considérations politiques qui plaçaient dans le Piémont la base, le noyau ferme et solide du nouvel état. C'étaient les constitutionnels conservateurs qui pensaient ainsi, le ministère d'abord sauf M. Pareto (1), puis bien d'autres membres du parlement, dont le principal était M. Pinelli. Les conservateurs ne voulaient pas de cette énigme d'une

(1) L'opposition de M. Pareto dans le conseil s'expliquait par son origine génoise et par le vieil esprit d'antagonisme de Gênes vis-à-vis de Turin.

assemblée constituante qui pouvait tout remettre en doute, se transformer même en convention, et où le Piémont se trouverait en minorité en face de la coalition des états nouvellement annexés; ils ne voulaient pas de l'existence d'une consulte lombarde indépendante jusqu'à la réunion de l'assemblée constituante, ce qui par le fait rendait illusoire l'union immédiate qu'on prétendait consacrer. Ce qu'ils voulaient en un mot, c'était l'annexion dans des conditions que l'auteur du *Rinnovamento*, Gioberti, tout en les taxant de *municipales*, est forcé de reconnaître plus régulières. Le parti démocratique acceptait tout, l'assemblée constituante et la consulte lombarde, il avait la complicité de toutes les opinions ardentes qui ne voyaient que la fusion, quel qu'en fût le prix, et en emportant le succès, il entraînait la première crise ministérielle dans le Piémont constitutionnel. Le cabinet Balbo disparaissait et était remplacé par un cabinet qu'on pourrait appeler le ministère du royaume de la Haute-Italie. MM. Casati et Durini y représentaient la Lombardie; M. Gioia, le duché de Plaisance; Gioberti allait y entrer; M. Pareto y restait, représentant Gênes.

Qu'on songe que ce ministère du nouveau royaume italien venait au monde au moment où les désastres commençaient pour l'armée. Ces désastres eux-mêmes, comme toutes les opérations militaires jusque-là, étaient l'aliment perpétuel des polémiques de la presse et des interpellations de tribune. L'opposition démocratique piémontaise venait fatalement en aide à l'agitation républicaine de Milan, non qu'elle eût la même pensée, — elle cédait à un triste besoin de détraction et de critique. On contestait à ce roi qui était en Lombardie le droit constitutionnel d'aller braver les balles à la tête de ses soldats. On opprimait l'armée sous d'injurieuses comparaisons avec les immortelles campagnes de Bonaparte dans ces mêmes contrées. On soufflait la haine entre les officiers et les soldats. On jetait aux généraux l'accusation vulgaire de trahison, si bien que l'un d'eux, en rentrant dans le Piémont, entendait murmurer autour de lui : « Voilà le plus grand traître ! » Le sentiment amer de ces injustices se fait jour dans un livre sur *la Guerre de l'Indépendance en* 1848, qui passe pour être l'œuvre de Charles-Albert.

Or quelle était cette armée ainsi poursuivie par les républicains de *la Jeune-Italie* et par les libéraux piémontais eux-mêmes? Chaque jour, elle renouvelait ses combats, souvent dans les conditions les plus défavorables, sous un ciel brûlant, ayant à supporter la faim dans les provinces les plus fertiles de l'Europe, dans la grasse Lombardie. Il arrivait parfois aux soldats sardes d'aller au feu n'ayant pas mangé depuis trente heures. Au début de la guerre, le Piémont restait chargé de la solde de son armée, le gouvernement provisoire

de Milan s'était engagé à la nourrir. Malheureusement les vivres n'étaient pas toujours là. Il venait même un jour où le commissaire lombard quittait le camp et se faisait devancer par les approvisionnemens. « Depuis trois mois, disait un officier de ses soldats, ils n'ont pas quitté leurs vêtemens et ont toujours dormi sur la terre, n'ayant pour toit que la voûte des cieux. » Caractère original que celui de cette armée piémontaise combattant pour une cause que toutes les passions s'acharnaient à ruiner! Elle avait les mâles qualités de l'esprit militaire et nulle jactance; il arrivait un jour à un officier de se prendre de querelle avec un Lombard, qui, racontant un petit fait d'armes à un paysan, le transformait en une bataille gigantesque suivie d'une victoire non moins gigantesque. Cette armée n'avait rien de révolutionnaire, elle avait porté dans les camps les mœurs simples et même religieuses des vallées piémontaises. Un pauvre soldat était tué, et que trouvait-on sur lui? Un livre de prières où étaient écrits ces mots à la première page : « Mon Dieu, veillez sur mes parens et protégez notre armée! » Un de ceux qui ont fait cette guerre, l'auteur d'un *Journal d'un officier de la brigade de Savoie*, raconte qu'étant un soir de garde à la Madonna del Monte, entre Sona et Somma-Campagna, il entra dans une église; cette église était remplie de soldats groupés autour d'une statue de la Vierge. « Ces braves, dit M. Ferrero, qui affrontaient l'ennemi avec tant de courage sur le champ de bataille, répétaient en chœur les litanies de la Vierge. Deux énormes bouquets cueillis dans les champs et quelques cierges allumés ornaient l'autel... Lorsque les prières furent terminées, un soldat que j'avais souvent remarqué pour sa bravoure me dit : *Mon lieutenant, je viens de prier pour ma famille, j'ai cinq enfans et une mère aveugle!...* » Dans le fond, cette armée se battait pour la grandeur de son pays et de son roi : voilà son crime aux yeux de M. Mazzini!

Je sais bien que les libéraux piémontais coloraient d'un prétexte particulier l'étrange système de dénigrement dont ils poursuivaient leur armée. C'est aux généraux qu'ils faisaient la guerre, à leur impéritie, à leur antipathie présumée pour la cause de l'indépendance italienne. La vérité, le général Franzini, ministre de la guerre, l'avouait avec une noble modestie : c'est que ni lui ni aucun de ses compagnons d'armes n'avaient jamais fait une grande guerre, et qu'on ne supplée point à l'expérience militaire en chantant des hymnes patriotiques et en criant : « Mort aux barbares! » Quelques mois plus tard, Charles-Albert, qui se plaisait à entendre tout le monde, faisait venir un jour M. Brofferio. Le héros de la *montagne* piémontaise ne manquait pas de développer ses plans démocratiques, et il y ajoutait une sortie contre les généraux rétrogrades et absolutistes. Charles-

Albert l'écoutait impassible, puis il disait ces simples mots, laconique et virile réhabilitation de ces généraux accusés : « Et pourtant ils se battaient bien (1) ! »

Enfin, dans la masse du peuple, la guerre de l'indépendance trouvait-elle un écho, un appui, quelque sympathie profonde propre à lui donner un caractère national ? C'est ici peut-être qu'était la déception la plus amère. Le prosélytisme des idées d'indépendance et de liberté avait gagné les villes et les classes cultivées : il n'avait pas pénétré dans les campagnes et dans les classes populaires, restées indifférentes à ce qu'on nommait leurs *droits politiques* et leur *existence nationale*. Les villes s'insurgeaient, les campagnes ne remuaient pas. Les Piémontais n'obtenaient aucun secours des paysans lombards; on cachait les vivres, on dissimulait les ressources à leur approche; ils étaient plus en pays étranger que les impériaux eux-mêmes, et ils ne trouvaient point d'espions pour les éclairer sur les mouvemens de l'ennemi, qui pouvait arriver jusqu'à leurs avant-postes sans qu'ils en fussent informés. Accoutumés à voir l'Autriche sortir triomphante des guerres qui lui étaient suscitées, les paysans des plaines lombardes craignaient les représailles d'une victoire nouvelle. Cette indifférence, beaucoup de bourgeois la partageaient, et elle ne laissait point de se manifester par plus d'un trait curieux, témoin ce riche habitant de Volta qui disait un jour à l'auteur du *Journal d'un officier de la brigade de Savoie*, M. Ferrero : « Mon Dieu, monsieur l'officier, à vous dire franchement la vérité, peu m'importe le roi Charles-Albert ou l'empereur; ce que je désire, c'est de vivre en paix et d'être maître chez moi ! » Le type le plus bizarre, à coup sûr, de cette indifférence, c'est ce *signor Fiorino*, dont M. Ferrero trace en passant la figure. Mélange de Brighella et de Pantalone, homme d'affaires, aubergiste, quelque peu usurier, le *signor Fiorino*, avec son habit cannelle et sa culotte courte, est d'une impartialité pleine de bonhomie entre les Piémontais et les Autrichiens. « Mes chers messieurs, dit-il aux officiers sardes, je suis enchanté de vous voir, vous aimez le *vino santo* et le bon café; vous avez de l'argent, vos soldats paient tout ce qu'ils prennent, — vive les Piémontais !... Il faut cependant rendre justice à tout le monde; l'Autriche nous laissait tranquilles (*non ci tribolava*), nous vendions assez bien notre soie... n'importe, *vive l'Italie ! nous sommes tous frères !* » A travers les précieuses bouffonneries du *signor Fiorino*, on peut voir une vérité triste : Piémontais et impériaux étaient au même rang pour les populations lombardes, demeurées étrangères au mouvement politique des villes.

(1) C'est M. Brofferio lui-même qui raconte ce fait dans son *Histoire du Piémont*, qui n'est guère qu'une amplification de rhétorique révolutionnaire.

Maintenant réunissez tous ces élémens divers : les divisions intérieures de l'Italie, les défiances des princes, le dissolvant des passions locales, le travail inexorable des sectes révolutionnaires, l'acharnement des partis à harceler des troupes sans autre soutien que leur courage, l'indifférence des populations : — qu'en pouvait-il résulter? — Trois choses également désastreuses, qui sont la moralité et le dénoûment de cette première période de la guerre de l'indépendance : la décomposition de l'armée, les scènes de Milan du 5 août et l'armistice conclu par le général Salasco au nom du Piémont.

C'est le 26 juillet que l'armée piémontaise essuyait la défaite de Custozza, et se trouvait précipitée dans une retraite désespérée qu'elle illustrait encore par trois jours de combats, et que Charles-Albert s'efforçait vainement de suspendre en tentant de négocier une suspension d'armes d'abord directement, puis par l'intermédiaire du ministre anglais, sir Ralph Abercromby. La direction même de la retraite indiquait la pensée d'aller couvrir Milan. C'était une faute stratégique : cette héroïque témérité, Charles-Albert la commettait pour ne point laisser sans défense, au moment du péril, une ville où il n'avait pas voulu, au commencement de la campagne, aller chercher de faciles triomphes. Le 3 août, il se trouvait sous les murs de Milan, suivi par les Autrichiens, et le 4 il livrait sa dernière bataille, soutenant une lutte de onze heures au milieu de la pluie et du tonnerre, animant ses soldats par sa présence, et voyant autour de lui ses officiers décimés par le feu. Qui dirait cependant que ces soldats étaient reçus froidement? *L'officier de la brigade de Savoie* raconte qu'il entendait murmurer : « Quels affreux soldats! quels haillons! » Défendre encore Milan après la journée du 4, c'était certes une pensée chevaleresque; il eût seulement fallu des moyens de défense. Or, quoi qu'on en ait dit, l'argent et les vivres manquaient pour soutenir un siége : il y avait des munitions pour un jour, et l'armée était séparée de son parc d'artillerie, tandis qu'à la Porte Romaine étaient les impériaux vainqueurs, irrités et disposant de formidables moyens. Prétendre renouveler les journées de mars et les barricades en présence d'une armée relevée par la victoire et forte de cinquante mille hommes décidés à toutes les extrémités de la destruction, c'était la plus insensée des tentatives. Une capitulation protectrice pour la ville et un armistice pour l'armée piémontaise devenaient les conditions fatales de la situation.

C'est alors que se passait une de ces scènes qu'il faudrait pouvoir arracher de l'histoire d'un peuple. Ce roi qui avait laissé ouverte la route du Piémont pour faire de ses forces le bouclier de Milan, qui venait d'échapper à un dernier combat, — ce roi était assailli dans le palais Greppi par une tourbe d'agitateurs qui la veille s'étaient

tenus prudemment dans leurs murs, et qui maintenant criaient à la trahison. On parlait de s'ensevelir sous les ruines de Milan. « Eh! que m'importe à moi, disait Charles-Albert en déchirant la capitulation déjà signée, que m'importe de mourir un jour ou l'autre? » L'impossibilité de toute résistance n'en demeurait pas moins le fait accablant; la masse de la population sensée, en s'en affligeant, le reconnaissait; l'archevêque, le podestat avec quelques-uns de ses assesseurs, allaient d'eux-mêmes demander au maréchal Radetzky le maintien de la capitulation avec la condition d'un délai de vingt-quatre heures accordé à ceux qui voudraient quitter Milan. A peine ce bruit s'était-il répandu, l'émeute rugissait de nouveau autour du palais Greppi, où Charles-Albert était sans défense, ayant laissé ses soldats hors de la ville pour n'accepter d'autre garde que celle de quelques miliciens. C'était toute la démagogie milanaise faisant le siége de la royauté. Quelques-uns de ces agitateurs pénétraient dans un jardin qui touchait à la chambre du roi, épiaient ses mouvemens, et préparaient une escalade générale. Des coups de feu étaient tirés contre les fenêtres du palais. Le duc de Gênes, accouru au secours de son père, avait à subir les outrages de cette populace. Les serviteurs du roi avaient de la peine à échapper au poignard; ses équipages étaient saccagés et pillés sous prétexte de barricades. Il y avait certes à côté des exemples de dévouement. Un sergent piémontais, blessé et malade à l'hôpital, se traînait jusqu'au palais Greppi, et, appuyé sur une colonne, il repoussait les assaillans, opposant à leurs cris de mort le cri de *viva Carlo-Alberto!* Les émeutiers avaient fini par faire arriver un baril de poudre pour forcer par l'explosion la porte du palais. Heureusement, la nuit venant, le général La Marmora parvenait à s'échapper furtivement, et il allait chercher une compagnie de *bersaglieri* et un bataillon de Piémont; l'éclair de la baïonnette de ces braves suffisait à disperser les démagogues milanais. A minuit, Charles-Albert quittait le palais Greppi et gagnait à pied les remparts, où ses troupes l'attendaient frémissant d'indignation et demandant à voir leur roi.

Dès lors l'armée piémontaise poursuivait sa retraite et regagnait le Tessin, d'où elle était partie il y avait plus de quatre mois, le 29 mars; mais quelle différence avec ces premières journées de la campagne! L'armée sarde revenait épuisée, démoralisée et à demi débandée. Dans certains corps de deux mille quatre cents hommes, il ne restait plus que six cents hommes, et ce reste d'armée ne voulait plus entendre parler de se battre pour la Lombardie. Les troupes se retiraient ulcérées des scènes de Milan; elles nourrissaient un ressentiment profond contre cette démagogie italienne qui, au moment où elles affrontaient le feu ennemi, avait imaginé un jour de dire que

les boulets des canons autrichiens de Peschiera n'étaient pas des boulets sérieux, — et leur ressentiment s'étendait à ceux qui leur avaient fait la même guerre dans le Piémont. Les ministres Casati et Gioberti pouvaient à leur arrivée au camp constater cette exaspération mêlée de découragement. L'un des coryphées de la démocratie piémontaise, M. Brofferio, en éprouvait les effets par la réception menaçante qu'il trouvait à Vigevano, où il était accouru pour porter à l'armée et au roi ce merveilleux cordial d'une adresse patriotique d'un club de Turin. Quant à Charles-Albert, après avoir été le premier de ses soldats dans la campagne, il cherchait à arrêter la désorganisation de son armée. Rentré sur le sol piémontais, il ne pouvait penser sans amertume à cette succession de désastres, à tous ces coups qui étaient venus lui rendre la victoire impossible. Il avait bien sans doute quelque raison de dire : « L'Italie n'a pas montré tout ce qu'elle pouvait. » Pourtant il ajoutait encore le 10 août à Vigevano, dans une dernière proclamation aux peuples de la Haute-Italie : « La cause de l'indépendance italienne n'est pas perdue! » La veille, le 9 août, le général Salasco avait signé un armistice de six semaines qui fixait les positions respectives des armées de l'Autriche et du Piémont sur les anciennes bases de possession politique. Les frontières des états sardes et de la Lombardie servaient de limite entre les deux armées. Les Piémontais devaient abandonner les duchés de Parme et de Modène, les places de Peschiera, Rocca d'Anfo, Osopo, le port et le territoire de Venise; l'escadre sarde, qui bloquait Trieste, devait quitter l'Adriatique.

L'armistice Salasco n'était point glorieux : de cette guerre ouverte au milieu de tant d'enthousiasme il ne restait plus rien, mais il avait le caractère évident de la nécessité. « Les insurrections sont faites par les peuples, dit l'auteur de *la Guerre de l'Indépendance en* 1848, les guerres se font avec des soldats, et ceci était une guerre. Puisque les peuples n'avaient pas bougé ni ne donnaient signe de mouvement et que les soldats étaient en désordre, il ne restait plus d'autre moyen de salut qu'une suspension d'armes. » Tel qu'il s'offrait, l'armistice Salasco pouvait être pour l'Italie un moyen de se recueillir, de chercher à reconstituer une force de résistance et d'action, et c'était son avantage pour le Piémont. Il pouvait aussi, en faisant cesser un moment la guerre, achever d'user cette exaltation italienne sans que les armes fussent de nouveau nécessaires, et c'était son avantage pour l'Autriche. Pour tous, c'était une trêve de six semaines qui laissait le temps de se reconnaître, de se sonder, de recourir à des négociations de paix ou de se préparer à des luttes nouvelles.

III.

Le moment avait quelque chose de décisif pour l'Italie et le Piémont. Négocier sous le poids d'une défaite, dans les conditions issues de la fatale campagne qui venait de finir, ou rentrer dans la lutte avec une armée exténuée, dont la désertion vidait les cadres, dont le ressort moral était brisé, voilà l'alternative à laquelle on ne pouvait échapper. Il eût fallu, pour se mettre au-dessus de ces difficultés, l'effort surhumain d'un patriotisme universel, imposant silence à toutes les dissensions : ce fut l'explosion de tous les élémens dissolvans qui répondit à l'appel, et fit de cette période, — de l'armistice Salasco à Novare, — une halte tumultueuse entre deux catastrophes.

Si l'on songe que la guerre de 1848 avait été un acte d'entraînement héroïque accompli pour enlever à l'esprit révolutionnaire cette grande et généreuse question de l'indépendance, et pour maintenir l'ascendant du principe modéré dans l'ensemble du mouvement italien, on comprendra que la défaite de ce principe dut redoubler l'orgueil et la violence des passions extrêmes. Les revers des armes piémontaises n'avaient rien qui pût toucher ou éclairer l'esprit révolutionnaire; il en triomphait au contraire comme de la manifestation la plus éclatante de l'impuissance des forces régulières, de ce qu'il appelait la *guerre royale*, et il prêchait la *guerre du peuple*. Les républicains rejetés hors de la Lombardie créaient un comité d'action à Lugano. Une armée venait de fondre dans une campagne; et les sectaires de *la Jeune-Italie* avaient à opposer aux Croates cette toile d'araignée, — la république. M. Mazzini, qui avait prudemment quitté Milan à l'approche des Autrichiens, criait maintenant à la trahison contre Charles-Albert; il démontrait merveilleusement comment la guerre avait échoué, parce qu'on avait laissé debout tous les princes, parce qu'on s'était fié aux *modérés*, aux *sages*, aux *réformateurs pratiques*, aux *traîtres* en un mot. M. Mazzini soufflait la division et la révolte, en attendant son triomphe à Rome et à Florence.

Dans le Piémont même, les malheurs de la guerre mettaient aux prises tous les partis, et allumaient d'ardentes polémiques. Les opinions, un instant confondues dans la première ébullition de liberté, puis mises tout à coup en présence dans les discussions sur la fusion lombardo-piémontaise, commençaient à se dessiner sous les couleurs les plus tranchées. L'opinion constitutionnelle conservatrice, sous le coup des événemens, se repliait sur deux points de défense. Sans accepter comme irrévocable le résultat de la guerre, sans abandonner la pensée de l'indépendance, elle songeait avant tout à sauver le Pié-

mont du naufrage, s'il devait y avoir un naufrage; en se rangeant sous le drapeau constitutionnel, elle ne voulait pas livrer la monarchie aux passions républicaines qui fermentaient déjà. Elle se disciplinait sous une inspiration de résistance et de préservation. L'opinion conservatrice trouvait son expression dans un ministère formé au lendemain de la suspension d'armes, le 19 août 1848, à la place du cabinet Casati-Gioberti, qui n'avait vécu que quelques jours. Ce ministère réunissait quelques-uns des noms les plus éminens du libéralisme modéré : le marquis Alfieri-Sostegno, le comte de Revel, M. Pinelli, M. Boncompagni, le chevalier de Santa-Rosa, le général Dabormida, le général de Perron, vieux soldat émigré de 1821 qui avait servi en France et venait de rentrer dans son pays. La politique du nouveau cabinet pouvait se résumer en peu de mots : accepter l'armistice Salasco, négocier avec le concours de l'Angleterre et de la France, maintenir le plus possible l'annexion de la Lombardie sans y subordonner l'intérêt piémontais, réorganiser l'armée, et, à toute extrémité, choisir son heure pour combattre, si la lutte redevenait inévitable, tel était le système du ministère Revel-Pinelli.

Le parti démocratique, grossi de quelques conservateurs dissidens, dénonçait avec la plus extrême violence l'armistice Salasco. Dans toute pensée de paix, il voyait la négation de l'autonomie italienne et du *fait accompli* de l'union lombardo-piémontaise. Pour l'opinion démocratique, il était visible que les états sardes n'existaient plus qu'à titre de province du royaume de la Haute-Italie et qu'il n'y avait qu'à recommencer immédiatement la lutte, dût le Piémont s'abîmer et périr lui-même dans un nouveau désastre. A tout considérer, on pourrait dire qu'il y avait en présence, — au point de vue des questions de nationalité, un parti piémontais et un parti italien, — au point de vue de la politique intérieure, un parti monarchique constitutionnel et un parti qui poussait le libéralisme jusqu'à l'extrême frontière des idées républicaines. De cette opposition tranchée de principes et de tendances devaient naître les manières les plus différentes d'envisager la situation dans l'ensemble de ses élémens, de ses nécessités et de ses périls.

Un des premiers élémens de cette situation nouvelle, c'est l'intervention étrangère sous la forme d'une médiation de l'Angleterre et de la France. Quelle était l'origine et quelles étaient les bases de cette médiation, acceptée par le cabinet piémontais dès son entrée au pouvoir (1) ? Elle était la réponse à une demande de secours armé adressée à la France, elle prenait pour base une proposition faite le

(1) En fait, la médiation anglo-française était acceptée par le gouvernement sarde avant la constitution définitive du nouveau ministère, qui est du 19 août. L'acceptation résulte d'un acte signé le 15 août par M. de Revel à l'insu du cabinet Casati-Gioberti, qui existait encore et n'approuvait pas l'intervention sous cette forme. Cette anomalie s'ex-

24 mai 1848, au nom de l'Autriche, par M. Hummelauer, et communiquée en même temps à Milan et à Londres. Par la proposition de M. Hummelauer, l'Autriche renonçait à tout droit sur la Lombardie, sauf un partage équitable de la dette. Venise devait avoir une administration séparée, une armée distincte sous le gouvernement d'un archiduc. S'il y eut jamais une faute, c'est celle qui fut commise le jour où, sous l'empire d'une illusion inouie, les Lombards déclinèrent cette offre de transaction sans même consulter Charles-Albert. Ce qu'on refusait en définitive, c'était la Lombardie libre de la domination étrangère, la Vénétie transformée en une seconde Toscane et l'indépendance italienne assurée dans un avenir certain. On ne sut pas recevoir la fortune à l'heure où elle se présenta, parce qu'elle ne comblait pas tous les vœux, et le jour où l'intervention de l'Angleterre et de la France vint faire revivre ces bases Hummelauer, du 24 mai, comme un élément de transaction dans les circonstances nouvelles créées par l'armistice Salasco, il n'était plus temps; la médiation, il faut le dire, ne pouvait être qu'une tentative impuissante.

Qu'arrivait-il en effet? Si l'Autriche avait consenti à s'amoindrir au moment où elle était cernée et menacée de toutes parts, dans la période des succès de l'armée piémontaise, il est évident qu'elle ne devait point se résigner aux mêmes conditions après que son armée avait reconquis pas à pas la Lombardie et venait de rentrer victorieuse à Milan. Aussi l'Autriche ne se hâtait-elle pas d'accepter la médiation. Un instant encore, la révolution d'octobre à Vienne aurait pu favoriser une transaction; mais cette révolution sans durée ne faisait que fournir à l'Autriche une occasion nouvelle de se raffermir. Les généraux autrichiens allaient relever la fortune de l'empire sous les murs de Vienne et bientôt en Hongrie, comme la verte vieillesse de Radetzky l'avait déjà relevée dans les plaines lombardes. Le cabinet Schwarzenberg, qui sortait de cette phase nouvelle, déclinait désormais d'une manière absolue les bases Hummelauer. Il ramenait les puissances médiatrices aux stipulations des traités de Vienne, comme base unique de la paix entre l'Autriche et le Piémont. Le premier ministre impérial, le prince Schwarzenberg, n'avait pas seulement l'orgueil d'un gouvernement qui se relève, il avait le ressentiment et la fierté de cette armée d'Italie avec laquelle il avait combattu pour la suprématie autrichienne, au milieu de laquelle il avait été blessé à Goïto.

L'Angleterre et la France de leur côté étaient-elles disposées à appuyer par les armes l'œuvre de leur médiation? Au fond, elles ne garantissaient rien. L'Angleterre était guidée surtout par la pensée

plique par l'état de dislocation du cabinet Casati et par la nécessité de pourvoir d'urgence à la situation. M. de Revel, ministre des finances du cabinet qui se préparait, en prit la responsabilité et *risqua sa tête*, comme il l'a avoué depuis.

d'empêcher l'apparition d'une armée française au-delà des Alpes, qui eût provoqué une guerre générale en Europe. La France ne demandait pas mieux que de se délivrer ainsi d'une épineuse affaire. Politique étrange que celle de la France à l'égard de l'Italie en 1848! Cette question italienne se présentait en peu de mois à deux gouvernemens, — l'un, né immédiatement de la révolution de février et anarchique comme elle, l'autre, qui sortait du terrible combat de juin et imprimait à la république nouvelle la physionomie d'airain d'une puissance réactionnaire. Ces deux gouvernemens par le fait résolvaient la question de la même manière, si ce n'est que le premier prodiguait les paroles, les déclamations en faveur de la cause italienne, sans rien faire effectivement, et que le second ajoutait la retenue des paroles à la réserve des actes. La politique républicaine obéissait à deux mobiles qui n'étaient pas également sérieux et avouables. Il n'y aurait eu que de la sagesse à mesurer l'intérêt de la France au-delà des Alpes et à voir qu'une question d'influence ne valait pas qu'on mît le feu au monde; mais il s'y joignait un sentiment mesquin, c'est que tout ce qui se faisait en Italie devait tourner au profit de Charles-Albert, et que la France républicaine ne pouvait venir au secours d'un roi : telle était la grande raison! C'est ainsi que le cabinet de Paris à une demande d'intervention armée répondait par une médiation collective avec l'Angleterre, sans rien garantir, et, par une singularité bizarre, la France, sous la république, se trouvait ramenée à la politique qui avait prévalu sous la monarchie.

Je ne veux ajouter qu'un mot sur cette politique : sous la monarchie, elle était bonne pour la France, efficace pour l'Italie, qu'elle retenait sur la pente des tentatives aventureuses; sous la république, à travers le mélange de sentimens dont elle s'inspirait, elle n'était plus dans le fond qu'une faiblesse nécessaire, la rançon des périls intérieurs de la France, ou si l'on veut une inconséquence prudente. Toujours est-il que le cabinet de Vienne maintenant absolument l'intégrité de ses droits rajeunis par la victoire, et les deux puissances médiatrices n'étant nullement disposées à risquer une guerre pour l'indépendance de la Lombardie et pour le royaume de la Haute-Italie, il y avait au bout de toute négociation un nouveau choc inévitable entre l'Autriche et le Piémont, à moins que le Piémont ne subît la loi de la nécessité et ne restât dans ses frontières. Or c'est là que les partis à Turin se retrouvaient en présence. Nombre de conservateurs se fussent dès lors résignés peut-être à ajourner la question de l'indépendance. Le ministère lui-même n'eût point osé avouer une telle pensée. Sans trop se faire illusion, il laissait aller la médiation, gagnant du temps dans tous les cas pour recomposer l'armée et contenant l'incandescence des passions extrêmes.

Une seconde question d'une autre nature aurait pu avoir sans nul

doute la plus sérieuse influence sur les événemens, c'est l'organisation fédérative des divers états de l'Italie : par là une force collective se trouvait créée et pouvait exercer son action; mais c'est ici surtout qu'on peut observer à travers quel dédale de passions, d'intérêts, d'antagonismes secrets ou avoués, d'impossibilités ou d'incertitudes marchait la politique italienne.

L'organisation fédérative était une pensée de Pie IX : un légat du pape, on l'a vu, allait la proposer à Charles-Albert au début de la guerre. Le Piémont répondait que la question de l'indépendance dominait tout, et par le fait les propositions du gouvernement romain disparaissaient dans la guerre. Bientôt le cabinet Casati-Gioberti arrivait, et, en ses quelques jours de vie, inaugurant une politique nouvelle plus favorable à la fédération, il députait à Rome l'homme le mieux fait pour ramener Pie IX à cette pensée première, — l'abbé Rosmini qui allait être élevé au cardinalat. L'abbé Rosmini négociait en effet un projet de fédération d'après lequel les états de l'Italie, en commençant par les états de l'Église, la Sardaigne et la Toscane, se garantissaient leurs territoires. Le pape avait la présidence de la fédération; un pouvoir central, représenté par une diète siégeant à Rome, était investi du droit de faire la paix et la guerre, de fixer les contingens militaires de chaque état, de régler le système de douanes, de signer des traités de commerce, en un mot de veiller à tous les intérêts généraux de la confédération. L'abbé Rosmini n'avait nullement dépassé ses instructions; seulement le nouveau ministère de Turin, le cabinet Revel-Pinelli, n'accédait plus à une fédération ainsi constituée. Au projet négocié par l'abbé Rosmini il en opposait un autre qui en réalité n'était qu'un projet d'alliance offensive et défensive pour la guerre, et qui, en posant le principe d'une organisation fédérale, en ajournait l'application. De là les tiraillemens les plus pénibles et des luttes pleines d'amertume parfois entre les gouvernemens.

Les affaires à Rome se trouvaient être à cette époque aux mains de l'illustre Rossi, l'homme le mieux doué pour conduire la révolution italienne, si elle avait pu être conduite. Rossi, avec le feu d'un esprit supérieur, aussi clairvoyant à saisir les grandes questions qu'ardent à les réaliser, poursuivait le cabinet piémontais dans ses refus, dans ses lenteurs. Sentant l'impuissance de la diplomatie, il le harcelait par la presse, il intéressait l'opinion à cette œuvre de l'organisation fédérative dans laquelle il montrait la nécessité suprême de l'Italie; pour vaincre les derniers scrupules du Piémont, il modifiait le projet primitif. Le cabinet de Turin résista peut-être plus qu'il n'eût fallu en une telle circonstance, il craignit de lier les mains du Piémont. Il s'en faut cependant que la question fût aussi simple qu'elle le paraît. Le projet de *ligue italienne* ne disait rien de la

guerre et n'en pouvait rien dire; or la guerre restait évidemment le point essentiel pour la Sardaigne. Politiquement, je veux dire théoriquement, le royaume de la Haute-Italie n'avait pas cessé d'exister; le projet de fédération n'en parlait pas. Le Piémont en outre ne pouvait se dissimuler qu'il avait excité des rivalités nombreuses depuis que la perspective d'un agrandissement s'était ouverte pour lui. Rien ne peint mieux ce qu'il y avait de complexe dans cette situation que quelques lignes d'une vivacité acérée, écrites sans doute dans un moment d'impatience contre le cabinet de Turin et publiées par Rossi dans la gazette officielle de Rome.

« A quoi se réduit, disait-il, la proposition piémontaise? A ceci : Décrétons la ligue en principe, envoyez-nous des hommes, des armes, de l'argent, puis aussitôt qu'il sera possible, des plénipotentiaires se réuniront à Rome pour délibérer sur les lois organiques de la ligue. Or, avant tout, il faudrait dire clairement quel territoire le Piémont entend que Rome et la Toscane lui garantissent. Est-ce l'ancien ou le nouveau, celui qu'il possède ou celui qu'il espérait posséder? Si c'est l'ancien, il n'y a point d'objection. Si c'est le nouveau, qui ne voit que la Toscane et Rome, en garantissant seules de si magnifiques annexions, feraient sourire l'Europe? Qu'on ne dise pas que c'est là un pacte national, une condition de l'indépendance italienne. L'autonomie de l'Italie ne suppose pas nécessairemeut l'empire de la maison de Savoie du Tanaro aux Alpes. Si cet empire est une des formes que l'Italie indépendante pourrait prendre, elle n'est pas la seule. Il n'est pas nécessaire d'examiner si cette forme est préférable à toute autre, ni si en s'étendant au-delà de Plaisance et la Lombardie elle n'aurait pas quelque chose d'inopportun et d'excessif. Cette forme fût-elle la meilleure lorsqu'elle a été imaginée, aujourd'hui les conditions sont autres; il y a autant de différence qu'entre posséder et avoir à reconquérir. Quoi qu'il en soit, il est certain que l'agrandissement du Piémont et l'autonomie italienne ne sont point des choses identiques; l'une peut exister sans l'autre, et la garantie de territoires non possédés, mais désirés par le Piémont, n'est point une question à décider ainsi le pied levé (1)... »

Dans chaque mot de ce fragment, ce me semble, on peut lire le secret des susceptibilités piémontaises. La Toscane elle-même eût préféré au royaume de la Haute-Italie la création d'un état nouveau et séparé en Lombardie sous l'autorité d'un des fils de Charles-Albert (2). A tout prendre, le Piémont voyait remis en doute le but auquel il avait dévoué son armée, ses forces, ses finances. Voilà au milieu de quels embarras cheminait cette grande question de l'organisation fédérative de la péninsule.

Ce n'étaient là encore que les difficultés intérieures des gouverne-

(1) Voir le livre de M. Luigi Carlo Farini, *Lo Stato Romano dall' anno* 1815 *all' anno* 1850, t. II.

(2) C'est dans ce sens qu'étaient les instructions données au ministre toscan chargé d'aller à la conférence de Bruxelles, où devaient se traiter les affaires italiennes par la médiation anglo-française. Voyez le livre de M. Farini, *Lo Stato Romano*, t. III.

mens; ces difficultés elles-mêmes disparaissaient dans le travail de toutes les passions révolutionnaires, dans les agitations croissantes de l'Italie. Quand Rossi pressait le Piémont, en homme qui par une sorte de divination sentait le temps lui échapper, il n'avait plus devant lui que quelques jours d'existence; cette noble vie allait être tranchée par le poignard des sectaires. Pie IX, assiégé au Quirinal, n'avait plus dès lors qu'à quitter furtivement Rome et à prendre la route de Gaëte. Du meurtre de Rossi et de la fuite du pape il n'y avait qu'un pas à la république romaine et à la dictature de M. Mazzini. En Toscane, la république faisait son apparition avec MM. Guerrazzi et Montanelli, d'abord sous l'apparence d'un ministère démocratique imposé par une émeute de Livourne, puis sous son vrai nom, tandis que le grand-duc s'enfuyait aussi à Gaëte. La révolution se frayait un chemin à l'aide d'un de ces mots mystérieux et vagues qui font la fortune des agitateurs dans la confusion des passions : ce mot, c'était celui de *constituante*. Pour la première fois, on l'a vu, il avait été écrit dans l'acte d'annexion de la Lombardie; maintenant il courait partout et devenait le cri de ralliement de tous les révolutionnaires italiens, de Florence à Livourne, de Rome à Gênes. La constituante! Ce n'est pas qu'on s'entendît sur ce mot; M. Guerrazzi avait sa constituante; l'idéal de M. Mazzini, c'était toujours la république unitaire faisant son ascension au Capitole et promulguant ses décrets au nom de *Dieu* et du *peuple;* bien d'autres y attachaient un sens différent, sans compter ceux qui n'y comprenaient rien : n'importe, avec cette parole on battait en brèche ce qui restait de pouvoirs réguliers.

Le Piémont subissait naturellement le contre-coup de ces agitations de l'Italie centrale. Le ministère Revel-Pinelli résistait encore sans doute, mais il avait chaque jour à supporter de nouveaux assauts du parti démocratique, ameuté contre la médiation et la suspension des hostilités avec l'Autriche. A la nouvelle d'un succès parlementaire obtenu par le cabinet sur la question de la paix et de la guerre, une insurrection éclatait à Gênes. Les clubs de Turin délibéraient sur la constituante et marchaient d'intelligence avec les clubs de Florence et de Livourne. Ainsi se propageait partout une agitation périlleuse avec ces mots d'ordre : *la constituante et la guerre!* Ces puérils perturbateurs ne voyaient pas qu'ils créaient à leur pays un double danger : si l'Italie faisait une guerre de race, elle donnait à l'Autriche l'appui de toute l'Allemagne irritée dans son orgueil; si elle faisait une guerre révolutionnaire, elle jetait dans le camp de ses ennemis tous les hommes de l'Europe qui mettaient au-dessus de leurs sympathies pour l'Italie la sauvegarde de la société universelle ébranlée.

Il y avait à cette époque à Turin entre tous les partis un homme

dont le nom conservait encore un puissant prestige, l'auteur renommé du *Primato,* Vincenzo Gioberti. Par la supériorité de son esprit, Gioberti restait évidemment le premier des publicistes italiens. Il n'avait été ministre que quelques jours, mais il avait mieux que ce pouvoir officiel peut-être : il avait une sorte de ministère de l'opinion. Après avoir depuis longtemps, comme écrivain, montré la régénération possible de l'Italie par l'initiative d'un pape et par l'épée du chef de la maison de Savoie, n'avait-il pas vu les faits venir un moment justifier ses idées? Il s'était trouvé un jour où le *Primato* semblait mis en action. Revenu au-delà des Alpes après février, Gioberti avait fait en Italie un voyage triomphal, haranguant les peuples, l'armée, les députations des villes, les académies, et partout il s'était vu accueilli comme l'initiateur de la liberté et de l'indépendance italienne. La chambre des députés de Turin, à sa première réunion, avait eu hâte, par un vote unanime, de le nommer son président. On le considérait comme l'homme indispensable de toutes les situations, et rien ne lui eût été plus facile que de rester dans le nouveau ministère formé le 19 août. Par malheur, chez l'auteur du *Primato* le théoricien l'emportait sur l'homme d'état, la sûreté de l'action et du jugement n'égalait pas l'éloquence de l'esprit. Ambitieux, non du pouvoir en lui-même peut-être, mais de popularité et d'influence, Gioberti cherchait à tout concilier, et il ne réussissait qu'à fondre dans un mélange impossible toutes les politiques avec ce qu'elles avaient de défectueux et sans ce qu'elles avaient de net ou d'efficace. Soit entraînement d'imagination, soit ressentiment de n'avoir pu faire prévaloir ses idées dans le nouveau ministère qui s'était formé sans lui après avoir fait appel à son concours, il poursuivait le cabinet Revel-Pinelli d'une animosité implacable. Or en quoi consistait sa politique? Gioberti était trop éclairé pour ne pas voir qu'on ne rentre point en campagne avec une armée dissoute, et il ne continuait pas moins la plus étrange opposition contre l'armistice Salasco, seule condition possible d'une suspension d'armes. Il ne voulait pas de la médiation, dont il n'attendait rien; il repoussait l'intervention armée de la France, qui eût entraîné une guerre universelle, et il imaginait la plus singulière distinction entre l'intervention et un *secours* demandé à notre gouvernement. Puérile subtilité! comme si l'apparition d'une force française au-delà des Alpes eût changé de caractère aux yeux de l'Europe en prenant le nom de *secours* au lieu de celui d'*intervention*, comme si un pays tel que la France d'ailleurs paraît sur un théâtre autrement qu'en son nom et sous son drapeau, sauf à ne pas paraître du tout, s'il y voit un danger!

Gioberti combattait la *constituante,* nul n'avait fait une guerre plus vive, plus éloquente que lui à M. Mazzini et à *la Jeune-Italie*, et il choisissait ce moment pour réunir à Turin une sorte de congrès de

représentans de toutes les parties de l'Italie, il cédait aux avances des clubs piémontais, il se plaçait au centre de toutes les oppositions, en sorte que le jour où le cabinet Revel-Pinelli se vit décidément impuissant à gouverner, au mois de décembre 1848, Gioberti se trouva l'homme désigné au pouvoir par le parti démocratique, dont il avait assuré le succès sans partager au fond ses tendances. Il fut, sans le vouloir peut-être, le chef d'un ministère démocratique où entraient MM. Ratazzi, Sineo, Cadorna, Buffa, Tecchio, les hommes qui avaient fait la guerre la plus vive à la politique conservatrice.

Voilà donc Gioberti premier ministre, maître à son tour de décider de la direction des affaires italiennes et arrivant au pouvoir dans les conditions les plus critiques. Les circonstances sont pressantes, l'Italie centrale roule de plus en plus sur la pente d'une anarchie sanglante ou puérile; entre le pape retiré à Gaëte et la révolution qui reste à Rome, un meurtre a creusé un abîme. Entre le grand-duc de Toscane et les agitateurs de Florence, même incompatibilité, qui éclate bientôt par la fuite du prince. Le mouvement constitutionnel disparaît, c'est le principe républicain qui triomphe, partout règne la confusion! Que va faire Gioberti? Chef d'un ministère démocratique, il eut alors une idée, qui était celle d'un homme d'état, qui pouvait relever la fortune du Piémont, mais qui était certes la contradiction la plus éclatante du mouvement d'opinion par lequel il avait été porté au pouvoir, et que ses collègues représentaient bien plus que lui. Gioberti vit distinctement que le premier ennemi à vaincre n'était point l'Autriche, qu'il y avait l'anarchie à dompter, et qu'en tout état de cause une nouvelle guerre de l'indépendance pourrait s'ouvrir sous de meilleurs auspices, avec l'appui de l'Italie intérieurement pacifiée. Il conçut la pensée de faire du Piémont le soldat de l'ordre constitutionnel au-delà des Alpes, de rétablir les trônes, de briser cette faible république de Florence couvée par MM. Guerrazzi et Montanelli, et d'aller jusqu'à Rome étouffer dans le germe la dictature de M. Mazzini, en ramenant le pape au Quirinal. De là le premier premier projet d'une intervention en Toscane, projet auquel le grand-duc avait d'abord accédé. Il n'est point douteux d'ailleurs qu'à ce moment les soldats piémontais n'eussent trouvé qu'une faible résistance; la masse des populations les eût accueillis avec empressement. La pensée de Gioberti avait une vraie portée politique. Si elle se fût réalisée, l'Italie était rendue à elle-même, tout prétexte était enlevé à une intervention étrangère à Rome et à Florence; le Piémont regagnait un grand crédit moral dans la péninsule et en Europe; il dispersait les factions, établissait son droit d'influence au nom d'un intérêt conservateur, et refaisait pour ainsi dire un terrain où auraient pu se nouer de nouvelles alliances entre les gouvernemens italiens.

L'Autriche ne fut pas peut-être sans s'émouvoir de ces projets. Par malheur, ici comme partout, la faiblesse de Gioberti était dans la prétention de tout concilier. Il envoyait ministres sur ministres à Gaëte pour porter à Pie IX les témoignages d'une sympathie prête à agir, pour lui offrir un asile dans les états sardes, et en même temps il avait à Rome des représentans qui négociaient avec la révolution. Il en était de même en Toscane. L'idée du premier ministre de Turin semblait être de ramener la politique du Piémont, dût-elle avoir pour but une guerre nouvelle avec l'Autriche, à des conditions plus régulières, et cette politique allait s'engager dans des alliances offensives et défensives avec la Hongrie; elle interposait assez bizarrement sa médiation entre les Magyars et les races dissidentes (1); combattant M. Mazzini en Italie, elle traitait avec M. Kossuth, liait les deux causes et combinait les opérations futures des deux armées. A l'intérieur, que faisait Gioberti? Il trouvait un parlement où les opinions se balançaient, il en prononçait la dissolution, et il laissait le parti démocratique se servir de son nom pour faire sortir du scrutin une chambre où dominait l'élément exalté, satisfait pour son compte de se voir dix fois élu, — trois fois de plus que ne l'avait été M. Royer-Collard en France aux jours de sa popularité. C'est du mois de décembre 1848 au 20 février 1849 que cette situation se déroule avec toutes ses complications.

En concevant une idée juste et simple qui pouvait changer le cours des événemens, Gioberti n'avait pas vu que la force de cette idée devait s'énerver dans les détails d'une application incertaine ou contradictoire. Le résultat ne tarda pas à se manifester d'une manière cruelle. En peu de jours, au lieu de reconquérir sa position en Italie, le Piémont retombait plus que jamais dans un humiliant isolement. Le pape n'ajoutait qu'une foi médiocre à ce gouvernement qui se croyait tenu à des déférences à l'égard des autorités révolutionnaires de Rome, et il finissait par ne pas même parler du Piémont dans l'appel adressé aux puissances catholiques pour le rétablissement du trône pontifical. Le grand-duc de Toscane, qui avait accepté d'abord l'intervention, retirait son consentement, une fois arrivé à Gaëte. Le cercle se retrécissait de plus en plus autour du Piémont. S'il se retournait vers le parlement pour y chercher un appui, Gioberti n'avait rien à attendre qu'une hostilité violente contre l'expédition de Toscane. Dans le sein même du conseil, il rencontrait la plus vive opposition. Gioberti put reconnaître alors la faute qu'il avait commise en se mettant à la tête d'un ministère démocratique et en laissant élire,

(1) On peut voir à ce sujet, dans une traduction faite en Italie des *Mémoires* du général Klapka, une lettre du colonel Alessandro Monti, chef d'une légion italienne en Hongrie. Gioberti lui-même, dans son livre du *Rinnovamento*, parle de la mission donnée au colonel Monti.

à la faveur de la popularité de son nom, une chambre d'un libéralisme turbulent. Il n'y avait plus de choix qu'entre un coup d'état et la retraite du premier ministre : ce fut la retraite de Gioberti qui prévalut, et le Piémont resta avec son parlement agité et un ministère dont toute la politique se réduisait à la guerre immédiate avec l'Autriche. Gioberti avait été, sans s'en douter, le jouet du parti démocratique.

Arbitre de ces situations diverses et de ces crises que, comme roi constitutionnel, il dénouait périodiquement, Charles-Albert les voyait passer avec une singulière anxiété d'esprit. Plus que tout autre, il sentait quelle impuissance elles créaient au Piémont, et l'amertume de son cœur en redoublait. Quand les passions révolutionnaires étaient le plus effrénées autour de lui, il disait un jour à un de ses amis : « Que veulent-ils donc? S'ils veulent ma couronne, qu'ils la prennent, je n'y tiens pas beaucoup! » Les passions révolutionnaires dans un pays comme le Piémont ne demandaient pas précisément à Charles-Albert de se dépouiller de la couronne; elles lui demandaient quelque chose d'aussi insensé, — la guerre, une guerre immédiate avec l'Autriche, — allant ainsi remuer les plus secrets instincts de son âme, qui ne pouvait supporter le poids de la défaite. Par tous les conseils de sa raison, le roi eût incliné vers la paix. Il comprenait que dans la phase politique où entrait l'Europe, au milieu de l'ébranlement des sociétés, avec les odieuses diversions créées par la démagogie italienne, une guerre nouvelle n'offrait plus aucune chance sérieuse de succès. Il ne pouvait se dissimuler que tous les élémens à fois manquaient à une telle entreprise, et par là il sentait tout ce qu'il y avait de patriotique et de sage dans la politique moins belliqueuse des conservateurs les plus dévoués à son trône, au Piémont, aux idées constitutionnelles modérées. Par l'entraînement du cœur, il était ramené à la lutte. Plein de l'amer souvenir de Custozza et de Milan, il lui semblait qu'il ne pouvait se résigner à la cruelle nécessité de la paix sans livrer un dernier combat, dût-il y laisser la couronne et la vie. A ceux de ses amis qui lui montraient l'évidence du péril, il répondait que c'était une question d'honneur. Il avait pu se prêter d'abord à la politique de Gioberti, à ses projets d'intervention à Florence et à Rome, tant que ces projets gardaient un caractère simple et net; dès qu'ils ne faisaient que changer le terrain de la guerre en la compliquant, Charles-Albert aimait mieux aller droit au but. Puis il n'aimait pas Gioberti, qui semblait se considérer comme une façon de Richelieu auprès d'un autre Louis XIII. Un ministère démocratique n'était plus dès lors le libre choix de son esprit, c'était une fatalité. Le principe de la guerre immédiate accepté par Charles-Albert, l'armistice avec l'Autriche était dénoncé le 12 mars 1849.

Ainsi ce petit pays marchait de nouveau au combat avec un parle-

ment turbulent, un ministère aveuglément obstiné et l'héroïsme de son roi, — vainement averti, par l'Angleterre et par la France, qu'il resterait sans appui étranger, abandonné par tous les gouvernemens italiens, et flanqué de ces deux foyers d'agitation démagogique qui existaient à Florence et à Rome. La masse de l'opinion dans le Piémont répugnait à cette reprise d'hostilités. L'armée, à grand'peine recomposée, avait retrouvé l'habitude de l'obéissance et la discipline, non l'enthousiasme des premiers jours de la campagne de 1848, ni même la sympathie pour la cause à laquelle on la dévouait encore une fois. Le sentiment triste et résigné du devoir dominait dans ses rangs. Elle allait se battre courageusement, sans espoir, la haine dans le cœur contre les déclamateurs qui la poussaient à des luttes inutiles. Comme pour marquer la défiance de soi-même, et cédant aux criailleries des partis, on appelait un général étranger pour le mettre à la tête des troupes, le général Chrzanowski, homme de talent, mais singulièrement placé dans une guerre d'indépendance, et obligé d'agir à l'improviste avec des élémens qu'il ne connaissait pas, sur un théâtre qui ne lui était pas familier. Les chefs militaires piémontais, accoutumés à se ranger dans le péril autour de la maison de Savoie, pensaient tous ce que disait l'un d'eux quelques instans avant d'aller se faire tuer : « Étant en retraite, je pouvais me dispenser de servir. Vous savez que je n'approuve pas cette guerre;... mais je désire que tous les parleurs qui nous gouvernent fassent leur devoir comme je saurai remplir le mien. » Le roi lui-même, tout entraîné qu'il fût par son destin, ne se faisait point d'illusions, et peut-être ne cherchait-il qu'une mort héroïque. On racontait à Turin qu'avant de partir pour la campagne, il avait fait préparer une parure de deuil pour la reine, et, dans un dernier entretien avec un de ses amis, il lui disait d'une voix émue : « Adieu, mon cher ami, nous ne nous reverrons que là-haut! » Chefs et soldats avaient au fond du cœur le sentiment d'un sacrifice inutile en reparaissant sur le Tessin le 20 mars 1849, et en se retrouvant en face de l'armée autrichienne prête à combattre.

IV.

Je ne veux point raconter la campagne de Novare, cette campagne presque aussitôt finie que commencée, et qu'on pourrait justement appeler un drame en trois journées, — la Sforzesca, Mortara et Novare. La catastrophe n'est que le couronnement d'une situation impossible. Si Charles-Albert put se faire encore une suprême illusion, ce fut le 20 mars à midi, heure où expirait le délai fixé par l'armistice, — lorsque, par un soleil éclatant, il franchit le Tessin sur le pont de Buffalora en tête de ses *bersaglieri*, et salué de leurs dernières acclamations. Trois jours après, le 23, l'armée repliée trou-

vait sur le sol même du Piémont son Waterloo à Novare. Durant ces journées du 21, du 22, où des combats partiels précédaient et préparaient le dénoûment, Charles-Albert avait vu clairement l'extrémité de sa position. Sur son visage se peignaient les anxiétés de son âme. Quelquefois il allait seul à cheval en avant de son escorte, ayant l'air de méditer une grave résolution. Si quelqu'un de ses officiers essayait de le distraire de sa préoccupation, il répondait à peine. On l'entendit murmurer : « Il y aura une bataille avant d'arriver à Turin, puis on fera la paix; pour moi, tout est fini ! » Le jour de Novare, Charles-Albert ne quittait pas le champ de bataille depuis le matin, et se tenait au plus chaud de la mêlée avec une stoïque intrépidité. Un moment même, voyant ses bataillons déjà ébranlés et contraints de se replier, il s'arrêta près de l'église de la Bicocca, dans l'enfilade d'une batterie ennemie dont les projectiles pleuvaient autour de lui, et comme le général Durando le pressait de se mettre un peu de côté : « Tout est inutile, disait-il, laissez-moi mourir, ceci est mon dernier jour. » Cette bataille cependant, livrée presque sans espoir, elle était soutenue pendant huit heures. La position principale, occupée par le roi lui-même, avait été prise et perdue quatre fois, et les Autrichiens avaient trois mille hommes hors de combat.

Quand la défaite devint manifeste, Charles-Albert soutint le dernier la retraite sous les murs de Novare, comme il avait été le premier au combat, et il ne repassa la porte de la ville qu'après toute son armée. La première pensée devait être évidemment de demander un armistice au vainqueur. Le général Cossato fut envoyé au camp autrichien; le maréchal Radetzky faisait de dures conditions. Le roi, rassemblant aussitôt ses généraux, leur communiqua ces conditions : « Vous voyez, messieurs, dit-il, qu'on ne peut les accepter... Maintenant croyez-vous qu'on puisse reprendre les hostilités et combattre efficacement l'ennemi? » La réponse fut unanime, pas un des officiers présens ne pensa qu'il fût possible de prolonger la lutte. La situation n'avait point d'issue en présence de la loi inacceptable du vainqueur et d'une lutte impossible. C'est dans ce moment que Charles-Albert prononça ces paroles, qui étaient l'expression d'une résolution mûrie et arrêtée : « J'ai toujours fait depuis dix-huit ans, dit-il, tout ce qu'il m'était possible pour le bien de mes peuples; il m'est douloureux de voir mes espérances trompées, non pas tant pour moi que pour le pays. Je n'ai pas pu trouver la mort sur le champ de bataille, comme je l'aurais désiré. Peut-être ma personne est aujourd'hui le seul obstacle à un arrangement équitable avec l'ennemi; comme il ne reste plus de moyens de continuer les hostilités, j'abdique en ce moment la couronne en faveur de mon fils Victor, dans l'espoir que le nouveau roi pourra obtenir de meilleures conditions et procurer

au pays une paix avantageuse. » Puis il ajouta en montrant le duc de Savoie : « Voici maintenant votre roi. » Ainsi Charles-Albert dénouait de lui-même ce drame de son règne. Il était du reste depuis quelque temps préparé à cette abdication. Il sentait la nécessité de la paix, mais il ne se sentait pas le courage de signer l'abandon de ces espérances à la poursuite desquelles il avait usé une vie qui allait s'éteindre dans un exil volontaire. Son abdication était une sorte de testament militaire.

Charles-Albert se retirait à Oporto, dans le Portugal. Il avait à peine abdiqué, qu'il se hâtait de quitter Novare dans une petite voiture, qui, par une triste ironie de la fortune, portait encore la fière devise de la maison de Savoie : *J'attends mon astre!* Il n'en avait pas fini pourtant avec les Autrichiens; dans la nuit de son départ, il allait se heurter contre un poste d'impériaux, et peu s'en fallut qu'il ne reçût une volée de mitraille. Il se présenta au général autrichien de Thurn sous le nom de comte de Barge qu'il avait pris; peut-être ne dut-il sa liberté, pour le moment du moins, qu'au sang-froid d'un soldat piémontais qu'on interrogeait, et qui feignit de reconnaître en effet le comte de Barge, bien qu'il eût reconnu le roi. Ce dernier obstacle franchi, Charles-Albert ne s'arrêtait point dans sa course à travers la France et l'Espagne, jusqu'à Oporto. Il avait refusé l'offre de ses plus fidèles serviteurs, qui voulaient le suivre; la reine elle-même n'avait pu l'accompagner. « C'est un parti pris, répondait-il à toutes les instances; la vie que j'entends mener, je ne veux la faire partager à personne. » Et quelle était cette vie? Arrivé à Oporto, il louait pour huit cents francs par an une petite maison aux portes de la ville, avec un jardin, ayant vue sur le fleuve et sur la mer. Il manquait presque de tout d'ailleurs. « Je me suis acheté deux couverts d'argent, écrivait-il; vous voyez quel luxe! » Et il ajoutait dans une lettre au comte de Castagnetto : « En ce moment où l'état est accablé des plus cruelles et affreuses charges, je préférerais manger du pain noir tout le reste de mes jours plutôt que l'on pût dire, dans une époque aussi terrible, que je suis venu aggraver ou embarrasser encore, dans un intérêt personnel, les finances de l'état. » Charles-Albert passait son temps à lire des livres d'histoire, de guerre, de voyages. Des députations piémontaises ne tardèrent pas à accourir auprès de lui à Oporto, et il aimait à s'entretenir du passé. « Ma vie a été un roman, disait-il; je n'ai point été connu... Ah! l'Italie ne saura jamais tout ce qui a été fait pour elle. » Il se plaignait doucement parfois de tous les obstacles qui lui avaient été suscités. Accablé par l'infortune, il ne désavouait du reste aucune de ses pensées. « La nation, répondait-il avec une sorte d'animation généreuse aux délégués du sénat de Turin, la nation a pu avoir des princes meilleurs

que moi; elle n'en a point eu qui l'ait autant aimée. Pour la rendre libre, indépendante et grande, j'ai accompli avec joie tous les sacrifices; mais ces sacrifices ont une limite qui ne se peut franchir, c'est quand ils ne s'accordent plus avec l'honneur. J'ai vu arriver le moment où j'aurais dû accéder à des choses auxquelles mon esprit répugnait profondément; j'enviai le sort de Perrone et de Passalacqua (1), je cherchai la mort et ne la trouvai pas. Alors je connus qu'il n'y avait pas d'autre parti pour moi que de renoncer à la couronne. La Providence n'a pas permis que la régénération de l'Italie s'accomplisse aujourd'hui; j'espère qu'elle ne sera que différée, et qu'une adversité passagère avertira seulement les peuples italiens d'être une autre fois plus unis, afin d'être invincibles. »

Mais Charles-Albert portait en lui-même la secrète blessure des vaincus. Les anxiétés morales, le poids de la défaite, les fatigues de la guerre avaient redoublé un mal qui datait de loin et qui s'était rapidement aggravé. « Si je venais à mourir maintenant, disait-il, je serais heureux du moins; je mourrais en temps opportun. » Quand Charles-Albert parlait ainsi, il n'avait plus que quelques jours de vie : le 28 juillet 1849, il s'éteignait à Oporto, et peu après ses restes étaient ramenés à Turin, honorés comme les reliques d'un héros; le roi piémontais allait reposer dans la basilique de Superga. Tandis que Charles-Albert mourait ainsi à Oporto, quelles étaient pour le Piémont les conséquences de la bataille de Novare? Le parti démocratique s'agitait encore et criait une fois de plus à la trahison; Gênes s'insurgeait et ne cédait qu'au pouvoir des armes; le général La Marmora était obligé d'emporter d'assaut la seconde ville du royaume. La chambre des députés de Turin, cette triste chambre qui avait poussé à la guerre immédiate, refusait après la défaite au nouveau roi la possibilité de faire la paix, par ses déclamations et ses votes systématiques. Victor-Emmanuel était réduit à la dissoudre pour faire sanctionner par un autre parlement la paix définitive signée avec l'Autriche le 6 août 1849. — Charles-Albert enfermé à Superga, la paix signée entre l'Autriche et le Piémont, la république de M. Mazzini chassée de Rome au même instant par l'armée française, la guerre de l'indépendance et les révolutions italiennes n'étaient plus que de l'histoire.

Qu'on ressaisisse maintenant les traits les plus caractéristiques de cette histoire où sont si intimement mêlées les destinées d'un petit peuple et d'un homme, confondues elles-mêmes dans le puissant mouvement de toute une race. Quelle est la moralité de ces événe-

(1) Le général de Perron et le général Passalacqua, tués à Novare.

mens? quelle lumière s'en dégage pour le Piémont et pour l'Italie? sous quel jour définitif apparaît Charles-Albert? Charles-Albert reste assurément une des plus saisissantes figures de l'Italie contemporaine. Il n'a point cet éclat fascinateur des hommes heureux dans leurs desseins, qui portent leur pensée en quelque sorte sur le front et trouvent dans le succès la dernière auréole de leur vie. Ardeur concentrée et impassibilité extérieure, intrépidité du cœur et incertitude du conseil, lutte permanente du désir immortel et de toutes les difficultés, de tous les obstacles accumulés, tel est l'homme, tel il apparaît à chaque époque, à mesure qu'il semble approcher du but pour le voir s'évanouir tout à coup. De tous les Italiens de ce siècle, c'est celui dont l'âme battit le plus fortement et le plus exclusivement pour l'indépendance. Toute sa vie, il en nourrit la pensée; elle est le secret de sa politique et de ses actes; c'est pour elle et par elle qu'il est mort dans l'exil. Il n'était pas plus un puissant politique qu'un chef militaire supérieur; c'était un homme d'instinct et un soldat qui joignait au courage une sorte de foi mystérieuse. On a beaucoup parlé de *croisade* à l'occasion de la guerre de 1848; le roi piémontais fut peut-être le seul véritable *croisé* de cette époque. Sans doute l'idée de l'indépendance avait un caractère propre chez le souverain sarde; elle se confondait avec l'agrandissement du Piémont et la fortune de la maison de Savoie; elle se présentait à son esprit sous la forme nécessaire du royaume de la Haute-Italie : tout ce qu'on peut dire, c'est que, s'il y avait ambition, cette ambition tendait à la seule réalisation possible de l'indépendance italienne.

Par son caractère, Charles-Albert n'est point sans quelques traits de ressemblance avec un autre prince contemporain, le roi actuel de Prusse. Tous deux en effet n'ont-ils pas eu les mêmes velléités, les mêmes irrésolutions, les mêmes instincts des destinées de leur pays? Seulement, là où Frédéric-Guillaume hésita dans les dernières révolutions, au moment de se jeter dans la lutte pour se saisir de ce qu'on nomme l'*hégémonie* prussienne en Allemagne, Charles-Albert céda à l'irrésistible impulsion qui l'entraînait à la guerre pour conquérir l'*hégémonie* piémontaise en Italie. C'est certainement un des spectacles contemporains les plus frappans de voir l'Autriche, également servie par les irrésolutions du roi prussien et les entraînemens du souverain piémontais, sortir de cet orage plus forte et relevée dans sa fortune. Le raffermissement de la domination autrichienne au-delà des Alpes, voilà ce qu'ont produit les révolutions italiennes, et les révolutionnaires en ont rejeté la faute sur Charles-Albert après l'avoir environné de toutes les impossibilités, après l'avoir assiégé à Milan et abreuvé de toutes ces amertumes qui faisaient dire à un de

ses admirateurs, au poète Prati : « Celui qui te contriste, ô martyr, insulte l'Italie et Dieu; mais toi, ô mon roi, console-toi; la voix de l'ivresse ou de la folie ne peut flétrir la croix de Savoie! » Ambitieux et traître pour les uns, Charles-Albert reste encore pour les autres avec cette figure de martyr de la cause de l'indépendance italienne.

Mais comment l'Italie et le Piémont sont-ils sortis de cette formidable crise? Chose remarquable, après avoir été le plus engagé dans la lutte, après y avoir risqué son armée et sa fortune, le Piémont est de tous les états italiens celui qui en est sorti avec le moins d'atteintes. Il a eu, lui aussi, ses agitateurs, qui ne se contentaient pas de le pousser à la guerre, même quand elle était devenue impossible, qui voulaient encore le précipiter dans les révolutions démocratiques. Il a su se retenir sur cette pente de l'anarchie universelle, et à l'issue de la mêlée, il s'est retrouvé seul avec la constitution que Charles-Albert lui avait donnée, que son successeur a maintenue. L'explication de ce fait est peut-être tout entière dans cette vigueur primitive qui est dans la nature de ce petit pays, et qui lui a donné une consistance dont tant d'autres ont manqué. Les élémens préservateurs du Piémont ont été ses traditions, ses habitudes de discipline, ses mœurs plus sobres que brillantes, un esprit simple et pratique, difficile à éblouir et à entraîner. Au milieu de toutes les épreuves, il a reparu quelque chose de cette solidité qui fait l'originalité du caractère piémontais parmi toutes les populations italiennes, et qui est une garantie contre les surprises de l'esprit révolutionnaire, contre les brusques dissolutions. La permanence de ce vieux fonds national est encore aujourd'hui l'heureuse ressource du Piémont. Une autre de ses forces, c'est sa maison royale. Il n'est point de famille peut-être plus intimement identifiée à un pays. Ses ambitions elles-mêmes sont de celles qui popularisent une dynastie. Ce sont ces ambitions qui ont formé le Piémont et ont fait de la maison de Savoie le symbole vivant des destinées de cette petite nation. Ce n'est point seulement par là que la maison de Savoie a conservé sa popularité, c'est par une sorte de loyauté chevaleresque qui relève sa politique. Le roi actuel, Victor-Emmanuel, aurait pu sans nul doute supprimer la constitution; cela lui eût été même facile, je pense, au moment surtout où une chambre tristement inspirée lui disputait les moyens d'une paix nécessaire. Il l'aurait pu encore après le 2 décembre, à la faveur des disgrâces nouvelles du régime parlementaire. Ni les occasions, ni les conseils peut-être ne lui ont manqué. Victor-Emmanuel n'en a rien fait, et le Piémont est resté sans trouble sous l'empire d'institutions libres. Quand on y songe, — sous le coup d'une défaite qui mettait le royaume de Sar-

daigne à la merci de l'Autriche, n'était-ce pas la meilleure manière de manifester son indépendance?

La question qui s'agite aujourd'hui pour le Piémont, c'est de savoir, après les dernières commotions, ce que les hommes feront de ce régime constitutionnel, qui peut être à son tour un élément de force ou de faiblesse, un élément nouveau de puissance et d'influence, ou un élément de décomposition. Il y a des esprits qui dans la liberté politique ne voient qu'un moyen de continuer par la discussion la guerre contre l'Autriche, d'entretenir les surexcitations, de raviver sans cesse, par des déclamations passionnées, l'instinct national, pour le tenir prêt à toutes les entreprises. C'est là un piége pour le Piémont, comme il se cache toujours un piége dans la surexcitation permanente d'un sentiment qui ne peut se satisfaire. Il y a quatre siècles déjà que le pape Félix V, qui était de la maison de Savoie, écrivait à son fils le duc Louis : « C'est bien de s'agrandir et de s'étendre; mais, pour le faire il faut avoir des troupes instruites, de l'argent et *un bon titre.* » Un bon titre! là est la question. Quel est l'avenir réservé au Piémont au-delà des Alpes? quel est même l'avenir réservé à l'Italie tout entière? Nul ne saurait le dire. Ce qu'on peut affirmer, c'est que les peuples italiens, s'ils se laissaient tenter par le spectacle des complications européennes, n'aboutiraient sans doute qu'à renouveler l'histoire palpitante encore du peuple grec, et le gouvernement sarde est assez sage pour le sentir. L'ambition qu'il a bien le droit de nourrir ne peut être de celles qui se fraient un chemin à travers les embarras du monde.

Il y a dans la liberté politique pour le royaume sarde une autre faiblesse d'un caractère tout intérieur. Depuis plusieurs années, on le sait, d'irritans débats religieux s'agitent à Turin. Limitation du droit ecclésiastique, biens du clergé, organisation du mariage civil, toutes ces questions sont devenues l'aliment de la plus malheureuse guerre entre l'autorité religieuse et les pouvoirs politiques. Les relations de l'état et de l'église n'ont plus été qu'une série de conflits dont la responsabilité est au moins partagée. Qu'on y réfléchisse : là est le véritable danger du Piémont, et, je l'oserai dire, du régime constitutionnel établi à Turin. La gravité de ces luttes, en dehors même de l'ordre religieux, au point de vue national, est dans les déchiremens qu'elles entraînent, dans le trouble qu'elles jettent au sein de populations simples et droites, dans les atteintes qu'elles portent à l'unité morale du pays. Tout ce qui envenime ou entretient ces divisions, ces déchiremens, tourne nécessairement en cause de faiblesse pour la nation, en altérant cette cohésion vigoureuse, cette sève primitive qui fait sa force, — et tout ce qui altère cette cohésion diminue fatalement l'efficacité de la politique du Piémont. Appliquer

le régime constitutionnel dans un esprit conservateur et prévoyant, maintenir sans doute l'indépendance du pouvoir civil, mais sans se croire trop obligé par des entraînemens de logique à des réformes précipitées, prendre de la liberté ce qu'elle a de compatible avec les habitudes de discipline d'un peuple formé par l'action et pour l'action, telle est donc la juste et vraie politique du Piémont, autant qu'elle puisse résulter de son histoire, de ses besoins et de ses tendances. Il y a un terrain de réformes prudentes, mesurées, sagement conduites, où l'église et le gouvernement peuvent indubitablement se retrouver encore, dût cette alliance nouvelle avoir à vaincre la résistance des opinions extrêmes. C'est à ce prix que le royaume sarde peut rester la partie robuste de l'Italie, le noyau vigoureux de toutes les combinaisons de l'avenir.

Ce que le Piémont a eu en 1848 pour le préserver du naufrage, c'est justement ce qui a manqué au reste de l'Italie. Au moment où se dessinait avec le plus de puissance le dernier mouvement italien, la péninsule avait devant elle deux politiques bien claires, — l'une qui consistait à suivre l'impulsion de princes réformateurs et à rester dans les limites d'un progrès modéré, — l'autre qui se réduisait à tout sacrifier au fétichisme de quelques sinistres utopies. Elle s'est précipitée dans cette dernière voie, ou plutôt, par je ne sais quelle fatalité, elle s'est trouvée sans défense contre l'action dissolvante de l'esprit révolutionnaire. Ses espérances les plus légitimes, elle les a vues compromises dans une funeste solidarité avec tout ce qui était une menace pour les sociétés, pour la civilisation. Alors s'est relevé le terrible dilemme auquel reviennent toujours les sectaires : l'Italie républicaine ou absolue, c'est-à-dire l'anarchie ou le despotisme! Le problème a été résolu comme il l'est toujours. La péninsule a eu l'anarchie, qui a appelé la force pour la dompter, et ce mouvement éclatant de 1846 et 1847 a fini par la journée du 15 mai à Naples, par l'intervention française à Rome, par l'envoi d'une garnison autrichienne à Florence et par le retour des pouvoirs absolus dans toutes ces contrées. « L'incapacité et l'ignorance, dit Gioberti lui-même, ont coopéré à la ruine de la régénération italienne; mais l'immoralité des sectes et la corruption des individus l'ont enfantée. » Voilà l'histoire de ces dernières années! Elle reste écrite en traits éloquens dans les désastres de la papauté comme dans les défaites de Charles-Albert. Tous les élémens de destruction se sont soulevés à la fois, et l'Italie a laissé dans l'histoire un exemple de plus de ce que peut l'alliance du triste génie des rivalités locales et du génie plus malfaisant encore de toutes les passions révolutionnaires.

CH. DE MAZADE.

DE

LA POÉSIE ÉPIQUE

DANS LA SOCIÉTÉ FÉODALE

Histoire littéraire de la France, XXIIe volume.[1]

Chez nous, beaucoup savent le latin; quelques-uns, le grec; très peu, le vieux français. Dans la lecture ascendante vers les origines de notre langue et de notre littérature, on s'arrête généralement au XVIe siècle; Montaigne, Amyot, Rabelais, Marot, sont la limite qu'on ne franchit guère. Ce n'est qu'un petit nombre qui arrivent jusqu'à Froissard, les délices de Walter Scott, et le cercle se rétrécit encore quand il s'agit des histoires de Joinville et de Villehardouin, des poésies du roi de Navarre et du châtelain de Coucy, de l'œuvre remarquable où est raconté le martyre de saint Thomas de Cantorbery, des poèmes héroïques de Raoul de Cambrai et de Roncevaux, quand il s'agit enfin des innombrables productions rimées qui signalent l'époque climatérique du moyen âge, celle où le système féodal, pleinement établi, obéit à tous ses besoins, à tous ses intérêts. Et de fait, avant ces derniers temps, où l'imprimerie a commencé de les rendre à la lumière, elles étaient interdites au public qui lit; il n'y a que les érudits qui aillent secouer la poudre des manuscrits, et l'érudition ne s'était pas encore tournée de ce côté, — si bien que, pour la plupart, la littérature des XVIe et

(1) Cet ouvrage, commencé par des religieux bénédictins de la congrégation de Saint-Maur, a été continué par des membres de l'Institut (Académie des Inscriptions et belles-lettres). Il comprend aujourd'hui vingt-deux volumes in-4°; le vingt-deuxième volume a paru en 1853.

XVIIe siècles naissait directement de l'antiquité classique. Et cependant cette langue dont on se servait était autre que le latin, et provenait d'un fonds qui n'était ni si vieux que l'idiome romain, ni si jeune que celui de Montaigne et d'Amyot. Le vers même qu'on employait dans la nouvelle poésie n'était ni un hexamètre ni un pentamètre, et s'était formé pour de brillantes destinées dans cette même période, regardée comme incapable de création et d'initiative.

Au XVIIIe siècle, les bénédictins, qui avaient entrepris de grandes et précieuses collections, résolurent de publier une histoire littéraire de la France, œuvre bien considérable, bien longue, bien utile, et qui n'effraya pas l'ardeur patiente de cette savante congrégation; mais ils avaient trop peu tenu compte du milieu où ils étaient placés : quand onze volumes eurent paru, la froideur générale qui accueillait leur travail les gagna, et ils délaissèrent inachevé l'édifice qu'ils voulaient élever à la gloire de la France. Depuis longtemps ils avaient renoncé à le mener à terme, quand la révolution supprima les ordres monastiques. Dans le siècle suivant, l'Académie des Inscriptions reprit l'héritage abandonné; déjà aux onze volumes des bénédictins elle en a ajouté onze autres, immense recueil que viendront consulter tous ceux qui s'occupent de notre histoire. En ce long trajet, c'est elle surtout qui a rencontré cette liste innombrable de trouvères, cette masse énorme de poésies, et son vingt-deuxième volume est à peu près rempli de notices sur des poèmes la plupart inédits. A la vérité, celui qui en parle ici et qui compte y puiser les élémens de ce qu'il va dire a contribué, pour sa part, à le composer; mais, dans une œuvre collective si considérable, qui a été commencée il y a plus de cent ans et dont il ne verra pas la fin, on lui pardonnera une infraction où, ne perdant rien en impartialité, il gagne en connaissance de la matière.

Si l'on prend depuis le commencement cette volumineuse histoire, qui est maintenant parvenue à la fin du XIIIe siècle, on y verra d'abord figurer des Gaulois qui parlent le latin comme si c'était leur langue maternelle et qui comptent mieux dans la littérature romaine que dans la nôtre. Puis ce latin s'affaiblit et s'altère; les chroniqueurs le manient incorrectement; il est à peine meilleur parmi les ecclésiastiques et les philosophes, qui s'en servent pour traiter les nouveaux sujets de politique, de philosophie et de religion surgissant dans le monde. Enfin un autre idiome, qui n'est plus du latin, même incorrect, vient prendre dans la série une place qui s'agrandit journellement, et qui finit par occuper toute celle de la vieille langue savante. Ce n'est pas tout : au commencement, l'habitude d'écrire en vers se perpétuant (car, en ces temps de la décadence romaine, on ne peut guère y voir qu'une habitude), les auteurs versifient avec plus ou moins d'élégance; plus tard, cette versification devient sin-

gulièrement incorrecte et barbare, mais elle est toujours fondée sur la quantité des syllabes et emploie l'hexamètre, le pentamètre et les autres mesures de l'antiquité. Puis soudainement, à côté, se fait entendre une tout autre harmonie, une harmonie fondée sur un mètre différent, et le vers moderne de dix syllabes devient, dans l'Occident, l'expression de la poésie. Ce n'est pas tout encore : la langue étant faite, le vers étant trouvé, des flots de poésie débordent sur le monde nouveau; un besoin de produire égal au besoin d'écouter anime la société; des chants divers retentissent, au milieu desquels apparaissent avec un caractère dominant les *chansons de geste* : c'est le nom qu'ont porté les poèmes héroïques chez nos aïeux.

Cette formation de langues en un temps pleinement historique est un phénomène digne de toute l'attention de l'historien et du philosophe, et quand, dans nos *histoires* modernes, racontant longuement les batailles des princes mérovingiens ou les luttes des Carlovingiens, on ne donne aucun détail sur ce grand événement, il est clair que la vraie *histoire* n'a pas encore pénétré dans l'enseignement général. Le latin, l'allemand, le grec, sont des idiomes qui s'enfoncent dans la nuit des temps : nous ne les voyons nulle part commencer, tout au plus peut-on les suivre jusque sur le plateau de l'Asie, et là, dans la langue sanscrite, retrouver leur sœur, peut-être leur sœur aînée; mais là aussi, sur ce sol primitif d'où ils sont parvenus, leur mode de formation échappe aux investigations. A la vérité, une remarque se présente à l'esprit : c'est qu'il n'y a pas, à l'établissement de la société féodale, une vraie création de langues, et que ce sont des élémens préexistans qui se combinent pour donner un produit nouveau. Sans doute, mais c'est cela même qui nous manque dans l'histoire des langues antiques; il ne nous est pas donné d'atteindre, comme nous faisons pour les idiomes néo-latins, au moment où des élémens antérieurs, se combinant, enfantent le grec, le latin, l'allemand, le sanscrit. Rien autre chose que ces combinaisons ne nous est accessible, devant renoncer à pénétrer jamais jusqu'à l'origine même du langage et, pour tout dire, à l'origine de quoi que ce soit. L'histoire ne nous montrera jamais, en fait, comment les premiers hommes, d'où dérivent ceux qui parlèrent sanscrit ou grec, créèrent leurs mots avec les inflexions. Tout ce qu'on pourra gagner de plus en plus, c'est, — à mesure que l'on confrontera davantage, d'une part la faculté innée du langage, d'autre part les divers produits qu'elle a fournis sur le globe, — c'est, dis-je, de tracer avec une précision croissante le diagramme abstrait de la formation des langues; mais le fait concret lui-même nous sera toujours caché, les époques primitives n'ayant point, par cela même qu'elles sont primitives, de documens.

C'est donc seulement dans les temps historiques que l'on peut

observer les nouvelles formations de ce genre, et la plus importante est sans contredit celle qui se fit à la chute de l'empire romain. Il se développa alors quatre langues principales, dont l'une est déjà morte : l'italien, l'espagnol, le français et le provençal; c'est lui qui, après avoir jeté un grand éclat, s'éteignant à mesure que le français s'étendait, est devenu un simple idiome provincial. Des quatre, l'italien est le plus voisin de la langue mère, étant, à vrai dire, du latin moderne; *that soft bastard latin,* comme dit Byron, conserva les articulations primitives, et, sans dénaturer le corps des mots, il en dénatura les inflexions. Le français est le plus éloigné, non pas que l'élément fondamental ne soit aussi latin qu'en Italie même, l'immense majorité des mots a cette origine, mais ils ont tous été altérés d'une façon uniforme et caractéristique, à tel point qu'il est aisé de reconnaître aujourd'hui ceux qui y sont d'origine ou ceux qui y ont été plus tard introduits directement du latin. Ainsi, pour qui connaît le procédé instinctif qui présida à cette élaboration, *fidèle* est nouveau et refait sur *fidelis;* la forme ancienne est *féal,* qui est encore usité. Il en est ainsi partout : des consonnes intermédiaires tombent, des voyelles faibles disparaissent, et il en résulte un mot très contracté et désormais marqué au coin français. Il est généralement coupé sur la syllabe qui dans le latin avait l'accent; ainsi *dominus,* qui avait l'accent sur *do,* fait *dom,* qui est accentué; *domina* fait *dame* avec *da* accentué. Cette habitude se généralisant, il en est résulté que l'accent s'est trouvé toujours placé sur la dernière syllabe quand la terminaison est en rime masculine, et sur l'avant-dernière quand la terminaison est en rime féminine. Grande simplification pour la règle des accens, quand on la compare avec ce qu'elle est en italien, en anglais et en allemand, et qui compense quelques-unes des difficultés et des anomalies de notre idiome ! Vu l'uniformité de cette formation, on ne peut l'attribuer au hasard d'altérations grossières et inintelligentes; il faut y voir le résultat d'une disposition dans l'oreille et dans le gosier du peuple indigène, qui était un peuple celtique, et l'on peut dire que le français est, au fond, du latin prononcé par des Celtes. On arrive à confirmer ce point de vue quand on fait entrer dans la comparaison les caractères de quelques-uns des dialectes celtiques encore existans.

On a remarqué que, lorsque deux langues se rencontraient et se pénétraient, le produit qui résultait de cette combinaison était privé des principaux caractères grammaticaux appartenant aux idiomes qui s'étaient trouvés en contact. Ainsi les cas tombent et disparaissent, les personnes des verbes deviennent uniformes. On en a un exemple très frappant dans l'anglais; là, un dialecte germanique, que la conquête avait implanté dans la Grande-Bretagne, se heurta avec le français, qu'une nouvelle conquête amenait; le résultat fut une

langue où les désinences significatives n'existent presque plus. Il en est de même pour le persan moderne; l'invasion musulmane porta l'arabe dans le persan ancien, et cette langue, qui, comme tous les idiomes frères du sanscrit, avait abondance de flexions, a été réduite par ce mélange à un état de nudité. C'est ce qui est arrivé au latin, devenu, après la chute de l'empire romain, langue vulgaire. L'examinant soit dans l'italien, soit dans l'espagnol, soit dans le français, on reconnaît au premier coup d'œil l'effet du contact de la langue des envahisseurs sur la langue des envahis : la plupart des désinences ont été effacées. On a souvent dit que dans cet effacement était un perfectionnement qui donnait aux langues plus de précision et plus de capacité analytique. Cela peut être vrai jusqu'à un certain point; cependant, sans entrer dans cette question, on n'est point autorisé à considérer comme développement de la langue un phénomène qui est essentiellement produit par des causes fortuites, — conquêtes, immigrations, colonisations. Sans doute les langues éprouvent une évolution graduelle qui les rend de plus en plus aptes à exprimer avec plus de netteté des idées plus nombreuses, plus étendues, plus générales; mais au fond ce fait, qui tient au progrès de la civilisation totale, paraît moins dépendre des formes et des désinences que de l'élaboration qui précise le sens des mots et des locutions, les nuance et les approprie.

Une différence essentielle entre les langues antiques et les langues modernes est ce que j'appellerai la couleur, voulant exprimer par là la relation, à peu près conservée dans les premières, à peu près perdue dans les secondes, entre les idées intellectuelles, morales, philosophiques et les idées matérielles. Les langues primitives conservent, par cela même qu'elles sont primitives, des rapports bien plus directs avec leur origine; aussi tous les mots abstraits y ont, pour les moins clairvoyans, une affinité manifeste avec la forme concrète d'où ils proviennent; *spiritus*, en latin, ne pouvait pas avoir son sens abstrait d'*esprit* ou de *courage* sans avoir son sens concret de *souffle* et d'*haleine*, tandis qu'en français *esprit* n'a que la signification abstraite, et c'est seulement aux yeux de l'étymologie qu'apparaît l'idée matérielle qui est le fond. Ce résultat d'effacement est le plus complet quand une nouvelle langue, se formant d'une ancienne, n'est plus en communication directe avec les radicaux des termes employés. Les langues antiques ont de ce côté un charme que rien ne peut remplacer, et, quand elles sont maniées par un esprit heureusement doué pour la poésie, elles arrivent à des effets merveilleux. C'est ainsi qu'un sceau de beauté est mis sur le vieil Homère, type suprême de la poésie antique. Les mots sont par eux-mêmes lumineux et expressifs, ils portent en soi l'empreinte de leur origine, si bien que, sous l'inspiration du génie, se produisirent ces poèmes qui touchent si pro-

fondément même les hommes d'à présent par cette combinaison entre la pensée qui spiritualise et le mot qui a couleur et forme. Autre est la condition des langues modernes, surtout de celles pour qui les catastrophes politiques ont été une cause de formation. Là les mots, dépouillés de leur symbolisme primitif, ne sont plus en grande partie que des signes conventionnels, ne pouvant plus se prêter aux reflets et aux échos que la pensée antique trouvait dans le vocable antique. De ce côté sont supprimées des sources réelles d'art, de poésie et d'effet; mais il a bien fallu que le souffle inspirateur qui ne cessait de gonfler les poitrines humaines se fît jour. C'est ici qu'intervint le caractère de généralité plus élevée que la langue avait pris; la tendance qui résultait d'une plus haute conception du monde et emportait déjà les esprits se trouvant ainsi secondée, la poésie se fraya un chemin plein d'une sévère grandeur vers l'idéal et l'infini.

En même temps qu'à l'appel des besoins éternellement renaissans de l'esprit humain se constituait une langue nouvelle avec les débris de celle dont les événemens n'avaient plus fait qu'une ruine, des procédés de versification se créaient aussi, et ils se créaient non pas dans les écoles, car, s'ils en étaient provenus, ils auraient été marqués au coin de l'ancienne métrique; mais ils sortirent de l'atelier d'où la langue même sortait, et, à mesure que le balbutiement des peuples néo-latins devint plus distinct et plus articulé, le vers destiné à l'expression de leurs émotions poétiques apparut dans le monde à la place de l'hexamètre, consacré par de si glorieux monumens. Les érudits se réservaient le vers classique et l'employaient encore dans la vieille langue savante, que déjà le nouveau venu prenait possession de la langue vulgaire, pénétrant toutes les oreilles de sa mélodie inaccoutumée. Voilà derechef un phénomène historique bien digne d'attention. Le même travail spontané qui enfanta la langue enfanta aussi un rhythme; la voix, à peine débarrassée du filet, se cadença elle-même pour les chants de guerre et d'amour, qui commencèrent à retentir de toutes parts. On peut immédiatement faire l'application de cette production instinctive à des temps beaucoup plus reculés où l'histoire est en défaut. Nulle tradition ne nous apprend comment fut trouvé le vers qu'Homère a immortalisé dans l'Iliade; mais on doit affirmer qu'il naquit comme naquit celui des populations modernes, par le sentiment combiné d'une langue qui se forme, d'une âme qui aspire et d'une oreille qui s'exerce. Tandis que là-bas, sur les bords de la mer Égée, ce fut le jeu de la quantité des syllabes qui détermina le vers, ici, en France, en Italie, en Angleterre, le vers fut déterminé par le jeu des syllabes accentuées. Si présentement, le vers n'étant pas trouvé, on demandait à des grammairiens d'en inventer un, ils ne réussiraient pas, cela est sûr, à

imaginer rien qui satisfît aussi bien à l'expression et à l'harmonie. Sans effort, sans nom d'inventeur, le vers moderne vint prendre la place du vers métrique, qui ne fut plus qu'un exercice de classe. Le vers héroïque le plus usité et le fondement de tous les autres est le vers de dix syllabes, aussi bien en France qu'en Italie. En France, il a deux accens, l'un à la quatrième syllabe, l'autre à la dixième, comme dans ces vers du XIIe siècle :

Rois qui de France porte corone d'or
Preudoms doit estre et vaillans de son cors, etc.

Il y eut aussi dans le même temps un vers qui avait les accens à la sixième et à la dixième, par exemple :

Ainsi porte la teste en haut levée,
Com li cers que l'on chasse à la menée,
Quand li braque le suivent (1) à la ramée.

Dans le vers italien, c'est la sixième et la dixième syllabes qui sont accentuées, ou bien la quatrième, la huitième et la dixième. Tel est l'instrument à l'aide duquel la poésie moderne a produit ses chefs-d'œuvre. Qui, dans le siècle de Louis XIV, parmi ceux qui en usaient le mieux, songeait à en remercier les inventeurs? On était même venu à en méconnaître le mécanisme; on ignorait que le vers français dépendît de l'accent comme le vers italien, et il a fallu arriver jusqu'aux érudits de ce temps pour remettre en lumière un fait qui tient à la constitution même de notre langue, et dont les vieux trouvères avaient tiré si bon parti.

On ne se méprendra pas sur ma manière successive d'exposer les choses, comme si j'avais voulu dire que les hommes d'alors attendirent, pour donner essor à leurs chants, que le vers eût été trouvé. Non, le flot de poésie l'apporta avec lui.

Ce fut en effet un véritable flot qui s'épandit, une source abondante qui pendant deux siècles environ alimenta les imaginations. Il y a là de quoi réfléchir, s'étonner et rechercher. La domination romaine s'était abîmée; les dernières convulsions de la grande invasion barbare avaient cessé, les Normands s'étaient fixés. Sur les débris de l'empire de Charlemagne, qui n'avait pu se soutenir, s'était établie la forme nouvelle que devait prendre la société entre l'esclavage antique et la liberté moderne. Une noblesse guerrière avait planté ses pennons dans les châteaux féodaux; les langues modernes commençaient à être parlées. Tel est le moment précis où la Muse, s'éveillant de son sommeil, murmure des sons inconnus, et soudain, pour me servir du langage du poète, *soudain la terre entend*

(1) *Suivent* n'a qu'une syllabe, l'*e* muet à la césure ne comptant pas dans le vers ancien.

des voix nouvelles. Tous se trouvent préparés à la fois, les uns à produire, les autres à écouter. Les trouvères et les troubadours (c'est, comme on sait, le même mot, celui-ci sous la forme provençale, celui-là sous la forme française) pullulent; les barons et les chevaliers entrent dans la lice du gai savoir, et la poésie reçoit accueil parmi une population se plaisant à entendre dans le langage des vers l'écho de ses croyances, de ses passions, de ses sentimens. Que faut-il penser de tout ceci? Est-ce caprice de la société féodale? Et se pouvait-il que ce développement fût ou ne fût pas? En un mot, y a-t-il là une nécessité historique ou un simple cas fortuit? Devait-il, à supposer que les circonstances extérieures n'étouffassent rien, surgir une création poétique de toute pièce? Ou était-il loisible aux imaginations de chercher tout autre aliment, ou même de n'en pas chercher du tout?

D'ordinaire, ces questions ne sont pas posées, et en effet, pour les poser, il faut que l'histoire commence à être considérée comme un grand phénomène régi par des lois constantes, et où les perturbations, c'est-à-dire le hasard des conjonctures et les volontés individuelles, ont d'autant moins de part, qu'il s'agit de masses plus considérables. Or c'est une loi qu'arrivé à un certain point d'évolution, le génie des nations s'ouvre à l'inspiration poétique; c'est un fait du moins, car on n'a qu'à repasser en sa mémoire les annales des peuples qui se sont élevés au-dessus de la barbarie primitive, et particulièrement des peuples appartenant au tronc indo-européen et même au tronc sémitique, pour reconnaître qu'ainsi ont été les choses. Et ce fait devient une loi, c'est à-dire quelque chose qui n'est ni accidentel ni fortuit, quand on se rappelle que la faculté du beau est une des facultés primordiales de l'esprit humain.

Il y eut donc à l'entrée du moyen âge une situation analogue à la phase poétique de temps plus anciens, et qui appela l'effusion de l'esprit. Une nouvelle religion avait conquis le monde romain, une nouvelle société s'était organisée, une nouvelle langue se parlait, et tout cela récent, jeune pour mieux dire, encore loin d'aucune maturité, de manière que l'imagination seule pouvait trouver une occupation satisfaisante. Toute une noblesse est là, qui n'a d'autre goût et d'autre gloire que les armes; à côté d'elle, et, pour mieux dire, au-dessus d'elle, sont ses prêtres, qui, interprètes des commandemens divins, la gouvernent et la dirigent. Elle est pleine de foi, croit sans peine que l'intervention céleste est toujours prête à s'occuper des guerriers braves, des hommes pieux, des femmes saintes. Elle est vaillante, et se met sans effort au-dessus de la foule qui marche derrière elle au combat. Qui ne voit dans ce tableau ressortir les traits d'un second âge héroïque? Et en effet ce fut une seconde poésie héroïque qui apparut dans l'histoire.

Cette poésie est naturellement comparable à ses sœurs aînées, et en particulier à celle qui naquit dans la Grèce primitive, non pas, à la vérité, pour l'éclat immortel, mais du moins pour les conditions d'origine et de prospérité. Les Grecs, ou, pour me servir de l'expression antique, les fils de l'Achaïe, étaient à l'aurore de leur religion, car le polythéisme régulier et supérieur n'était arrivé que depuis peu parmi les populations pélasgiques; ils étaient à l'aurore de leur société, car ces petits rois qui gouvernaient n'avaient pas de longues généalogies, et tout aussitôt leur lignage était rattaché aux dieux maîtres du ciel et de la terre. Et quand les chefs grecs (j'allais dire les barons et les chevaliers) se réunirent pour la grande expédition de Troie, ils ne connaissaient pas d'autre gloire que celle des armes. Entre les siècles qui avaient ainsi fondé leur religion, leur société et leurs croyances, et les siècles où les lettres, la philosophie et les sciences allaient fleurir dans leur glorieuse patrie, était un vaste espace de temps libre pour la poésie, aussi disposé à la produire qu'à la recevoir. De même chez nous : entre les siècles qui fondèrent le christianisme et la féodalité, et les siècles qui virent, après la scolastique, l'ample développement des lettres et des sciences, on aperçoit un intervalle vide qui appelait les produits de l'imagination poétique. Voilà ce qui fait la similitude des époques malgré les différences, quoique l'une fût moitié royale, moitié patriarcale, et l'autre féodale; quoique l'une émanât de tribus barbares civilisées par le théocratique Orient, et l'autre du prodigieux empire fondé par Rome; quoique l'une eût devant elle la brillante période des Gréco-Romains et une révolution, et l'autre la non moins brillante période des modernes et une révolution qui n'est pas encore terminée.

Le sujet aussi est analogue, non pas que les trouvères se soient aucunement inspirés des souvenirs de la Grèce et de Troie. C'est tout près d'eux qu'ils sont allés prendre leurs inspirations. Charlemagne avait laissé une immense mémoire chez les peuples; la légende s'était vite emparée de son histoire, et, mêlant des faits plus anciens que lui et des faits postérieurs, elle avait fait de ce prince le défenseur de l'Occident contre l'invasion musulmane, le chef prédestiné qui avait soutenu l'étendard du christianisme contre le croissant. Le personnage légendaire, ayant ainsi pris la place du personnage historique, devint le thème éternel des trouvères, de même que la guerre de Troie, les mille vaisseaux, Achille et les héros furent le thème des trouvères grecs. L'antiquité en effet avait un nombre considérable de poèmes sur toutes les parties de cette grande légende; les poètes cycliques l'avaient traitée de mille façons, et l'on peut voir, par les fragmens qui nous en restent, combien la facture de tout cela a de ressemblance avec nos *chansons de geste*. Seul de cette nombreuse famille, Homère, chanté par les rhapsodes, conservé par l'admira-

tion de son peuple, sur le génie duquel son génie laissa une marque si profonde, est heureusement parvenu jusqu'à nous, afin que nous puissions sentir dans sa forme la plus splendide et la plus pénétrante ce qu'ont senti des âges primitifs.

Telle ne fut pas la destinée de la poésie héroïque du moyen âge. Nulle œuvre n'en est sortie qui, redite de siècle en siècle, ait son écho dans l'âme des générations successives. L'éclat en fut passager; il ne dépassa guère le temps qui la vit se produire, et depuis lors un oubli profond a enseveli ces vieux poètes que l'érudition seule a réveillés de leur poussière. Et de fait c'est justice qu'elle les réveille, car cet oubli a de beaucoup dépassé la mesure, et si certes ils n'ont pas été dignes des honneurs d'Homère, ils n'ont pas dû non plus être frappés d'une condamnation irrévocable. Quelques-uns de ces poèmes ont un vrai mérite. Je citerai surtout la *Chanson de Roland* et *Raoul de Cambrai*. Dans l'un, la légende du Charlemagne populaire est représentée avec une simplicité, une sévérité et parfois une grandeur qui captive, et dans l'autre toute l'âpreté sans merci, tout l'entrain belliqueux des mœurs féodales apparaissent comme aucun historien ne saurait le redire. Toutefois ces mérites, assez grands pour sauver les œuvres des trouvères d'un dédain mal fondé, ne le sont pas assez pour les mettre sur le piédestal à côté des chefs-d'œuvre des nations. Soit que la langue n'ait pas été encore suffisante, soit plutôt qu'il ne se soit trouvé parmi ces poètes innombrables aucun de ces génies à la fois contemplatifs et créateurs chez qui les paroles ont le pouvoir magique de faire descendre l'idéal, le fait est qu'aucun n'atteignit le but. Ce n'est pas pourtant que cette gloire suprême d'une suprême poésie ait été refusée au moyen âge; seulement cet honneur fut donné, non pas à une poésie guerrière et héroïque, mais à une poésie religieuse et catholique, non pas aux trouvères et aux troubadours, mais à un homme qui les connaissait, les aimait, les louait et les laissa tous bien loin derrière lui, au chantre inspiré de l'enfer, du purgatoire et du paradis.

Et cependant l'influence des trouvères et des troubadours fut grande; elle occupa les esprits d'autre chose que des soins vulgaires de la vie; elle leur présenta un idéal, elle les éleva au-dessus d'eux-mêmes, elle les adoucit par son charme. Qu'on se représente ce qu'aurait été l'existence des barons féodaux sans ce lien de chants, de vers et d'aspirations! Ils étaient là campés chacun dans son château, n'ayant d'autre souci que leurs terres et les armes. Quel bienfait n'était-ce pas que, cet isolement intellectuel cessant, ils pussent tous recevoir quelque ruisseau de la source féconde que les temps nouveaux avaient ouverte? Par une élaboration bien antérieure et à laquelle ils n'avaient eu aucune part, le sol était mis en culture, la

vie était assurée, une religion puissante et une société hiérarchique déterminaient leur direction morale; mais justement parce que tout cela était fondé et acquis, quiconque a l'habitude de considérer scientifiquement l'histoire aperçoit le vide qu'il fallait combler. Les imaginations, c'était leur tour, devaient avoir satisfaction, — et quelle meilleure satisfaction que la poésie racontant de mille façons les légendes nationales, célébrant les prouesses des vieux héros, et cultivant dans les âmes les heureuses semences du beau? Aussi eut-elle tout succès : accueillie, recherchée, elle pénétra dans les demeures, et l'esprit chevaleresque, cette grande louange du moyen âge, qui le distingue nettement de l'antiquité, a là une de ses sources.

Ce qui est digne de remarque, ce qui montre combien cette poésie était dans le goût du temps et propre à remplir son office, c'est que, tout en plaisant à ceux pour qui elle était destinée, elle plut aussi à des populations étrangères qui s'en montrèrent singulièrement avides. L'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre, s'emparèrent de ces compositions, qui eurent d'innombrables traductions. Ces œuvres, qui dorment maintenant manuscrites dans les bibliothèques, et auxquelles un zèle tout récent a donné une publicité interrompue pendant tant de siècles, ont jadis joui d'une faveur marquée bien au-delà des limites du sol natal. Ce ne fut pas un engouement local qui les favorisa; leur vogue fut universelle, et l'Europe féodale tout entière leur fit accueil. Aussi, dans les études qui en tout lieu ont pris une forte pente vers le moyen âge, les érudits rencontrent à chaque pas de vieilles versions témoignant du succès obtenu, et par là encore on comprend que non-seulement la religion et l'organisation sociale, mais aussi les plaisirs de l'imagination, le goût des fictions chantées et le charme des vers contribuaient à assurer la cohésion de ce grand corps politique, qui, fondé par les Romains et étendu par Charlemagne jusqu'aux dernières limites de la Germanie, est allé constamment s'agrandissant.

Je n'ai pas craint de m'appesantir sur la comparaison entre la poésie héroïque du moyen âge et la poésie héroïque des Grecs, entre les siècles héroïques des barons féodaux et les siècles héroïques des rois de l'Achaïe. C'est que, à mon jugement, il est d'un grand intérêt d'établir ces rapprochemens entre des époques qui les comportent, — non pas que la méthode comparative appartienne proprement à l'histoire : elle est spéciale à la science de la vie, où les organes et les fonctions, les tissus et les propriétés, se trouvant répétés dans une variété innombrable d'exemplaires, mais répétés avec des modifications profondes, suivant que l'exemplaire est homme, quadrupède, oiseau, poisson, crustacé, insecte, végétal même, s'offrent dans des conditions variées et pleines d'enseignement. La méthode propre

à l'histoire est celle qui, observant la filiation des choses sociales, fait voir comment les civilisations procèdent les unes des autres, et par quel enchaînement la force d'évolution qui est inhérente à la race humaine amène les phases successives, ou, pour mieux dire, les âges progressifs de cette vaste existence. Pourtant, cela dit et bien entendu, il est vrai également qu'un grand profit peut être, en histoire, tiré de la comparaison, en la réglant, comme on fait dans la science, sur les cas véritablement analogues et en considérant ce que les circonstances particulières apportent de différence dans le phénomène fondamental. Ainsi dans l'exemple qui nous occupe, des deux côtés, parmi les populations achéennes et parmi les populations féodales, religion fondée, société renouvelée, langue sortie du balbutiement, amour de la guerre, croyance au merveilleux, et pourtant vif besoin du beau, et des deux côtés aussi, poésie chantant les combats, les héros et une grande légende nationale!

L'oubli qui avait si complétement submergé les vieilles productions de nos trouvères commença de bonne heure. Dès la seconde moitié du XIVe siècle et surtout pendant le XVe, non-seulement la veine s'était tarie irrémédiablement, et aucune œuvre ne venait plus témoigner que l'imagination eût conservé quelque tendance épique, mais encore un discrédit croissant s'étendit sur ces compositions, qui cessèrent d'être lues, goûtées, comprises. C'est un phénomène curieux à se représenter que cet élan rapide et actif vers une poésie nouvelle, suivi d'une chute profonde : élan qui, dans les XIe et XIIe siècles, emplit les cours féodales de mille poèmes; chute qui, un peu plus tard, en laissa les auteurs sans mémoire et sans bruit. Tout fut sacrifié dans ce revirement, le bon et le mauvais, le regrettable et ce qui ne méritait aucun regret, — et comme s'il n'avait eu ni poètes, ni langue, ni vers, ni âge poétique, l'esprit d'alors se mit à chercher vainement quelque issue, à bégayer quelques essais, jusqu'à ce que la renaissance vînt d'un côté épaissir encore le linceul qui couvrait déjà tout ce passé, et d'un autre côté préparer avec un présent actif les germes d'un avenir brillant.

Ce ne fut pas la vieille poésie seule qui subit cette décadence; la vieille langue aussi éprouva des altérations profondes qui en changèrent le caractère, si bien qu'elle doit être tenue non pour la mère, mais pour l'aïeule du français moderne. Le français moderne est fils de celui du XVIe siècle; entre les deux, il n'y a que des remaniemens légers, et tout l'essentiel est commun de l'un à l'autre. Il n'en est pas de même par rapport au vieux français : celui-ci a des caractères spécifiques qui ne sont pas arrivés jusque dans le langage actuel. Ainsi il distingue, dans une foule de substantifs, le sujet du régime, fidèle en cela à la tradition du latin, dont il est issu directement : *li homs* et *l'homme*, *li homs* au sujet et *l'homme* au régime; *Diex* (prononcez

comme nous faisons *dieux*) et *Dieu*, l'un au sujet et l'autre au régime. C'est de la sorte que le rapport indiqué en latin pour le génitif se marquait sans la préposition *de*, qui est actuellement nécessaire, et qu'on disait l'*Hôtel-Dieu*, c'est-à-dire l'*Hôtel de Dieu*. Dans les conjugaisons, on remarque l'absence de l'*s* aux premières personnes du singulier, archaïsme qui a été conservé dans la poésie à titre de licence. Une foule de sons étaient alors dissyllabes qui sont devenus monosyllabes. Ainsi on disait *reançon* pour *rançon*, *meür* pour *mûr*, *seür* pour *sûr*, etc. (1). Il y a donc eu, à une certaine époque, un remaniement de la langue; il la laissa moins régulière et moins analogique qu'elle n'était sortie de la fournaise qui avait fondu le latin en français. A ces mots *moins régulière, moins analogique*, beaucoup sans doute, qui se sont accoutumés à regarder la langue actuelle comme élaborée et purgée de toute incorrection et la langue ancienne comme pleine de barbarie et de rouille, s'étonneront que je qualifie ainsi le changement opéré. Sans doute la langue actuelle est bien autrement polie et cultivée, les siècles, de beaux génies, une société de plus en plus florissante, ayant apporté leur tribut à l'œuvre commune; mais toute polie et cultivée qu'elle est, pourtant elle n'égale pas en correction, en régularité, en analogie, celle dont elle est descendue, de sorte qu'il est regrettable que toutes les ressources de perfectionnement et de culture se soient appliquées à un instrument moins bon, la langue du XVIe siècle, et non à un instrument meilleur, la langue du XIIe et du XIIIe.

Nous sommes là devant une solution de continuité qui mérite d'être considérée un moment. Par sa descendance directe du latin, le français primitif reçut un caractère précieux qui en fit tout d'abord un idiome civilisé, grammatical, conséquent. Les traces de l'origine ne furent pas tellement effacées, qu'on ne reconnaisse l'une de ces langues pour mère, l'autre pour fille; ceci soit dit de la barbarie prétendue qu'on attribue vaguement à l'ancien langage. Si barbarie doit signifier l'altération subie par chaque mot (et évidemment, tel ne doit pas en être le sens, car la condition du français est cette altération même), les siècles suivans ont plus aggravé cette corruption primitive qu'ils n'y ont remédié. Si au contraire (ce qui est le vrai sens) il faut entendre par barbarie les anomalies irrationnelles, les exceptions sans fondement, les interruptions fréquentes de l'analogie, en ce cas un coup d'œil comparatif montre clairement que l'avantage est du côté qui a été si longtemps regardé comme

(1) Si l'on demande comment nous savons que nos aïeux résolvaient en effet ces syllabes en deux, il est aisé de s'en assurer par la mesure des vers. Les vers, étant fondamentalement les mêmes alors qu'aujourd'hui, possèdent la propriété d'indiquer quel était le nombre des syllabes dans un mot; aussi sont-ils d'un excellent secours pour déterminer la prononciation ancienne en ce cas aussi bien qu'en plusieurs autres.

barbare et grossier, et cela se conçoit. Supposons que la culture du français, qui avait été poussée aussi loin qu'elle pouvait l'être alors par la poésie, se soit interrompue, que l'activité de l'imagination productrice se soit ralentie, et que dans cet intervalle les élémens grammaticaux, n'étant plus contenus par un régime salutaire, soient tombés dans une sorte d'anarchie et de confusion : il est certain qu'au moment où finira cet interrègne, au moment où se reprendra le cours des pensées et des œuvres, on ne se retrouvera qu'avec des pertes et des désordres qui seront devenus irrémédiables.

Or c'est ce qui est arrivé. La poésie héroïque se tut complétement. Dans le fait, il devait en être ainsi; les conditions qui l'avaient créée s'éloignaient rapidement, la féodalité se transformait, la société changeait. C'était un intervalle indécis où cette tradition qui fait que quelque chose naît quand quelque chose meurt fut mal servie. Les circonstances de leur côté furent singulièrement défavorables. Alors éclatèrent les guerres avec les Anglais, qui durèrent un siècle; les revers les plus grands y furent continuels. La nation française, qui, en tant que nation féodale, avait tenu tête aux plus puissans en Europe, ne se trouva pas habile à se servir du nouvel élément de force qu'amenaient les mutations sociales, à savoir les communes et le parlement; au contraire les Anglais y excellèrent, et ils eurent les plus grands succès. La guerre étrangère, si longue et si malheureuse, se compliqua des entreprises de la commune de Paris pour fonder un ordre meilleur et de son insuccès, des révoltes formidables des paysans et de leur extermination, enfin du saccagement que portaient en tous lieux les grandes compagnies, les routiers, les écorcheurs. Tout cela se prolongea pendant une grande partie des XIVe et XVe siècles, et quand la tourmente s'apaisa, quand les Anglais eurent été définitivement chassés, quand les libertés communales se furent résignées à abdiquer dans l'omnipotence monarchique, quand enfin on se reconnut, la langue avait notablement changé; mais on comprend, sans que je l'ajoute, qu'elle n'avait pas changé en mieux. Rien dans ce qui s'était passé n'avait été propre à l'épurer et à l'enrichir; tout avait agi, au contraire, pour y rompre les traditions et y laisser pénétrer les anomalies et les irrégularités.

Telle est l'explication, suivant moi, de cette grande mutilation. Ce fut aussi à ce moment que les vieux poèmes commencèrent à entrer dans l'oubli; la langue en cessa d'être facilement intelligible, et, quand l'imprimerie parut, il n'y eut pas d'éditeur pour songer à des livres qui n'intéressaient pas et qui n'étaient plus que très imparfaitement compris. Le développement nouveau marchant, la mémoire s'en perdit chaque jour davantage, si bien que Boileau, en plein XVIIe siècle, put dire sans exciter aucune réclamation :

Durant les premiers ans du Parnasse françois,
Le caprice tout seul faisait toutes les lois;
La rime au bout des mots assemblés sans mesure
Tenait lieu d'ornemens, de nombre et de césure.
Villon sut le premier dans ces siècles grossiers
Débrouiller l'art confus de nos vieux romanciers.

On ne doit pas, j'en conviens, exiger d'un poète l'exactitude d'un érudit; mais, en vérité, est-il possible de mieux témoigner que, de son temps, on avait perdu toute idée *des premiers ans du Parnasse françois?* Bien loin que le caprice seul fît toutes les lois, jamais le caprice n'a été tant banni de la poésie française, car l'art des vers, étant né spontanément dans un milieu suffisamment développé, était trop près des inspirations qui l'avaient produit pour s'égarer. Bien loin que les mots fussent assemblés sans mesure, la mesure est observée avec une rigueur parfaite, et, en lisant tant de milliers de vers composés par tant d'hommes différens, on est singulièrement frappé de la sûreté d'oreille qui, alors prévalant, empêchait les écarts. Bien loin que la rime tînt lieu de césure, la césure est toujours fortement marquée, tellement que l'*e* muet n'a pas plus besoin d'y être élidé qu'à la fin du vers, et il est impossible de rencontrer aucune faute contre cette règle. Bien loin que Villon ait rien débrouillé, les formes de poésie qu'il a employées avaient été trouvées par d'autres que lui et longtemps avant lui; bien loin enfin qu'il n'y eût dans ces vers d'autre élément que la rime, le fait est que la rime y fait parfois défaut, dans les plus anciens poèmes du moins, où les trouvères se contentent souvent d'une simple assonance. Le caprice! Boileau s'imagine-t-il que le caprice ait rien à voir dans la création de tout un ensemble de poésie et de versification au sein du vaste pays qui s'étend de la mer Méditerranée jusqu'à l'Escaut et à la Meuse (car ici on ne sépare pas la langue d'*oc* de la langue d'*oïl*, le provençal du français)? Comment, si le caprice avait gouverné ces choses, les poètes et les auditeurs se seraient-ils trouvés d'accord, les uns pour chanter suivant un mode, les autres pour sentir et goûter ce mode? Et comment ne pas reconnaître que le nouveau vers eut pour origine la mélodie propre à la langue qui se formait? La mesure! Mais est-ce que ceux dont le sentiment musical fut assez vif pour créer le vers héroïque avec ses dix syllabes et avec sa combinaison d'accens, et plus tard le vers alexandrin, qui n'en est qu'une modification, étaient capables de faillir contre des règles qui ne leur étaient pas enseignées dans leurs classes, mais dont ils avaient l'intuition spontanée? La césure! Boileau aurait-il été en état de répondre, si on lui avait demandé pourquoi il y avait une césure dans ce vers dont il se servait par tradition, tandis que l'oreille antique, déterminée par

l'accentuation alors mieux perçue, avait établi la suspension là où reposait l'accent principal du vers? — Villon et l'art confus des vieux romanciers! dit encore Boileau; mais, quelque talent réel qu'eût Villon, on ne peut en aucune façon le placer pour la correction, l'élégance, la force, la poésie, à côté de Quesne de Béthune, du châtelain de Coucy, du roi de Navarre, trouvères du XIIe et du XIIIe siècle, dont les chansons méritent parfois d'être mises au même rang que les *canzoni* de Pétrarque.

Pendant qu'elle s'ensevelissait ainsi dans la poudre du sol national, la vieille poésie de France produisait un rejeton inattendu et merveilleux. L'Italie, comme bien d'autres pays, avait grandement goûté les compositions en langue d'oc et en langue d'oïl; ses hommes les plus illustres, Dante, Pétrarque, Boccace, en font foi. Les récits du cycle carlovingien reçurent finalement chez elle droit de bourgeoisie, ayant pris la forme d'une compilation en prose connue sous le nom de *I Reali di Francia*. Le même attrait qui avait conduit les imaginations italiennes à conserver et à relire nos légendes poétiques conduisit des poètes à s'en emparer. Le Boiard donna l'exemple; et finalement l'Arioste, suspendu entre le sérieux qui est empreint sur ces œuvres héroïques et la légère moquerie qu'elles provoquent chez un Italien du XVIe siècle, mit au jour ce poème si riche et si heureux qui a charmé et qui charme encore sa patrie et l'Europe. Alors de nouveau Charlemagne le héros légendaire, celui qui, éprouvant les grands revers et les grands succès, conquiert l'Espagne, l'Afrique et l'Orient avec ses preux Roland et Renaud, reparut sur la scène; alors de nouveau la félone famille de Mayence, cette race de traîtres qui fait périr les douze pairs à Roncevaux et sème d'embûches les pas du grand empereur, recommença sa lutte éternelle; alors de nouveau les guerriers sarrasins, avec leurs innombrables armées, inondèrent le sol du royaume. Ces noms oubliés retentirent dans le monde; ces héros poudreux revinrent à la lumière, tout prêts, dans la nouvelle existence qu'une baguette magique leur communique, à ébranler encore la terre au galop de leurs chevaux, mais tout prêts aussi à partager le sourire du lecteur. Toujours est-il que le poème de l'Arioste ne serait pas si nos vieux poèmes n'avaient pas été. Dans la transformation singulière des choses, ils furent les matériaux sans lesquels une œuvre qui ne périra pas n'aurait pu être ni conçue ni exécutée.

Ce n'est pas pourtant que la parodie railleuse ait attendu jusqu'au XVIe siècle et jusqu'à l'Arioste pour se jouer des grands coups de lance et des héros fabuleux. L'esprit satirique inspirateur de tant de fabliaux et de cette singulière composition de *Renard*, où toute la féodalité est représentée sous des noms d'animaux, n'a pas vu ce sujet si près de lui sans y faire quelque incursion. Il y a dans le cycle carlovingien un héros très célèbre, personnage réel de l'histoire, puis

devenu légendaire, Guillaume au Court Nez, ainsi nommé parce que le glaive d'un Sarrasin, rompant le nasal et le haume et tranchant la coiffe, lui avait, comme dit le trouvère, « accourci le nez. » Après sa blessure, Guillaume n'avait plus voulu porter d'autre nom que celui qui rappelait cette mutilation :

Desoremais qui moi aime et tient cher
M'appelleront, François et Berruier,
Comte Guillaume au court nez, le guerrier.

Le preux a été l'objet favori de mainte *geste*, et son héroïsme y est peint sous les plus vives couleurs qu'alors trouvât l'imagination amie du merveilleux. Cela n'a pas empêché qu'à côté de toutes ces *gestes* il ne se rencontre un poème d'un autre ton, qui raconte la vie de Guillaume devenu moine, ou, pour me servir du terme ancien, le *moniage Guillaume*. Le héros, las de gloire mondaine, de guerres et de hauts faits, prend le parti, à la fin de sa carrière, de se retirer dans un monastère. Il suspend ses armes à un autel et vient se présenter devant l'abbé d'Aniane. Il est peu versé dans les lettres; mais, dit l'abbé,

Sire Guillaume, prudoms estes et sire;
Si m'aïst Diex, nous t'apprendrons à lire
Nostre sautier, et à chanter mætines,
Et tierce, et none, et vespres, et complies.

Malheureusement la bonne intelligence n'est pas de longue durée entre Guillaume et les moines. Le guerrier mangeait comme six, et, pour le vêtir, il fallait employer autant de drap que pour trois autres frères; enfin il aimait à boire, et, quand il avait un peu trop dîné, ce qui lui arrivait souvent, sa parole devenait rude et ses gestes redoutables. Malheur à qui lui parlait alors d'office et de prières! On a beau lui expliquer la règle. — J'aime mieux celle des chevaliers, dit Guillaume :

Assez vaut mieux l'ordre des chevaliers;
Il se combatent aus Turs moult volentiers,
Et souvent sont en leur sanc baptisié.
Mais ne voulez fors que boire et mangier,
Lire et dormir.....

C'est ainsi que la *geste* héroïque et sérieuse, pleine des ardeurs guerrières et féodales, est devenue un poème héroï-comique où le redoutable paladin, ayant désormais à combattre la bure, la règle et l'abstinence, est rarement vainqueur et se venge sur les moines de ses déconvenues perpétuelles.

L'intention n'est pas moins marquée dans le *Voyage de Charlemagne à Constantinople*, composition fort ancienne, probablement

du XIIe siècle, anonyme comme tant d'autres œuvres des trouvères et véritablement amusante et pleine de *gaberie*. Un jour Charlemagne était au moutier de Saint-Denis; il avait la couronne sur la tête et l'épée au côté; près de lui était la reine portant aussi couronne splendide au chef. Il la prend par le poing, et, la menant sous un arbre, lui demande si elle vit jamais homme sous le ciel à qui l'épée au côté et la couronne au chef fussent si bien séantes. La dame, au grand déplaisir de Charles, répond qu'elle en connaît un. « Nommez-le, dit l'empereur; nous porterons ensemble les couronnes sur la tête, et, si je la porte mieux que lui, vous paierez cher votre dire : je vous trancherai la tête avec mon épée d'acier. » La reine voudrait bien lors avoir retenu sa langue; mais enfin, pressée, elle nomme l'empereur de Constantinople, Hugues le Fort. Voilà Charlemagne avec ses douze pairs parti pour la ville du prince qui porte la couronne mieux que lui. Cette plaisante querelle se termine plaisamment. Arrivés à Constantinople et bien reçus, Charlemagne et les douze pairs boivent du vin le soir et *gabent* à qui mieux mieux, c'est-à-dire se vantent de parfaire des choses incroyables, par exemple de partager d'un coup d'épée un homme armé et son cheval bardé de fer, exploit qui, dans les chansons de geste, ne coûte rien à Roland, à Ogier, à Renaud. Cependant un espion aposté par Hugues rapporte tout au roi, et ils sont mis au défi. Ici la protection miraculeuse intervient; chacun, l'un après l'autre, accomplit son *gab*, si bien que Hugues demande merci. Les deux empereurs portent couronne l'un à côté de l'autre, et il est bien avéré que c'est Charlemagne qui la porte le mieux et le plus haut; il dépasse son rival, dit le trouvère,

..... d'un pied et de trois pouces.

Dans la grande poésie ou poésie de longue haleine, il y a plusieurs genres, distingués par le sujet et par le rhythme. Le plus ancien et le plus important est la *chanson de geste* ou la *geste*, consacrée à Charlemagne et aux barons carlovingiens. Celle-là est en vers le plus souvent de dix syllabes (quelquefois alexandrins) et en couplets monorimes plus ou moins longs. Je laisse de côté comme secondaires les poèmes peu nombreux qui ont pour matière des sujets tirés de l'antiquité, par exemple les exploits d'Alexandre, et qui, moins importans et moins originaux, suivent d'ailleurs le même rhythme.

Les légendes carlovingiennes forment le fonds national et indigène; mais cela n'empêcha pas des légendes étrangères, aussi anciennes du moins, de pénétrer dans la poésie du moyen âge et d'y former un second cycle : c'est celui d'Arthus et des chevaliers de la Table-Ronde. Il est considérable, mais non original; il faut en aller chercher la source dans les récits celtiques (car les Celtes aussi eurent leur poésie suivant le temps et la civilisation), et là les trouvères ne

furent qu'arrangeurs. Le rhythme est très différent de celui des chansons de geste; ce sont des vers de huit syllabes à rimes plates.

Les vers de huit syllabes à rimes plates sont consacrés aussi à un troisième genre de composition connu sous le nom de *chansons d'aventures*. Ce qui distingue celles-ci des poèmes de la Table-Ronde, c'est qu'on n'y rencontre plus ni Tristan, ni Gauvain, ni les autres compagnons d'Arthus, ni des personnages que le poète y veuille rattacher. Là, les héros sont de pure imagination, et on doit y voir de véritables romans en vers. On en possède un assez bon nombre, si bien qu'il est, grâce à eux, aisé de reconnaître ce qui plaisait à nos ancêtres dans ces compositions fictives qui ont pris depuis lors une part si grande dans la littérature des peuples modernes, ayant cela de précieux qu'elles indiquent avec une singulière exactitude quelques-unes des directions de l'esprit contemporain, quelques-uns des goûts, quelques-uns des plaisirs intellectuels et moraux qui dominent. Quelque libre que paraisse la fiction, elle est bornée dans un cercle restreint d'événemens, de descriptions et de sentimens; ici, dans nos chansons d'aventures, c'est, suivant l'expression d'alors, c'est *fine et loyal amour* qui est le thème favori. *Fine et loyal amour* (1), cela veut dire l'amour vouant un culte à la dame, l'amour exigeant les longs services, les hauts faits, les prouesses. Quelle que soit souvent la faiblesse des chansons d'aventures, elles portent néanmoins empreint ce caractère chevaleresque et élevé. Les influences nouvelles qui étaient nées du progrès civilisateur, prenant le dessus, mirent leur marque à ce qui se pensa, à ce qui s'écrivit, à ce qui se fit. Quiconque, familiarisé avec la lecture des anciens, comparera l'amour tel qu'il fut peint à leur époque avec l'amour tel qu'il le fut au moyen âge, sentira vite que de profonds changemens se sont opérés dans la vie sociale. Manifestement, une part d'empire plus grande dans les mœurs a été accordée au sexe faible et affectif, et, pour que la faiblesse et le sentiment aient ainsi gagné quelque chose et empiété sur la force (empiétement qui, avec celui de l'intelligence, est le résumé de toute civilisation), il a bien fallu que le monde n'eût pas infructueusement traversé la longue phase d'élaboration qui de la société gréco-romaine le menait à la société catholico-féodale. De la sorte, et par ce côté, nous rejetterons le préjugé de la renaissance, qui ne voulait pour mère que l'antiquité classique, nous disant, en toute vérité, fils du moyen âge et seulement petits-fils de la Grèce et de Rome. C'est là la solution historique, donnée par l'étude comparative des faits, dans le débat entre ceux qui, admirateurs de l'an-

(1) Amour est anciennement du féminin, comme les noms en *our* ou en *eur*, venant des noms latins en *or*, et *loyal* est au féminin par une règle dont il reste une trace dans la locution : *lettres royaux*.

tiquité, dédaignent les ténèbres féodales, et ceux qui, admirateurs du moyen âge, damnent l'idolâtrie païenne.

Le coup d'œil ainsi jeté sur la poésie épique des trouvères et des troubadours permet d'étendre le regard au-delà. Cette poésie n'eut qu'un succès éphémère et ne survécut pas aux générations qui la produisirent et l'aimèrent, ne s'étant pas personnifiée en un génie souverain. Pourtant, étudiée et comprise, elle jette une certaine lumière sur la poésie épique tout entière, sur celle qui traverse les âges, et qui vit, selon l'expression de Tacite, dans la mémoire des hommes, dans la renommée des choses.

Le premier qui se présente est Homère avec l'Iliade et l'Odyssée. Je ne parle pas ici des poèmes de l'Inde; d'abord ils ne paraissent pas de beaucoup supérieurs à nos chansons de geste; puis ils sont, selon toute probabilité, postérieurs à Homère, et dès lors ne peuvent pas être comptés dans le courant qui va de la Grèce primitive aux temps présens. Il faut en dire autant des poésies scandinaves, celtiques, et autres œuvres, qui, curieuses, remarquables, belles même à bien des titres, sont pourtant en dehors de la grande généalogie de la civilisation, ne s'y rattachant que plus tard et accessoirement. Donc Homère est la souche de l'immortelle lignée. Ce qui fait qu'il est pour nous après tant de siècles, comme il sera encore pour d'autres après des milliers d'années, une source inépuisable, c'est qu'il représente (nos vieilles chansons en font foi), avec l'idéal splendide de la poésie, tout un âge qui ne reviendra jamais. Nous nous retournons vers ces sacrés souvenirs par la même inclination qui nous ramène aux souvenirs de notre propre enfance, mais avec toute la différence en profondeur de sentiment et en grandeur de choses qui sépare la courte et humble histoire de l'individu de l'histoire infinie et rayonnante de l'humanité.

L'admiration a aussi consacré un poète qui, tout habile à manier la langue poétique, disait pourtant qu'il était plus facile d'enlever sa massue à Hercule qu'un vers à Homère. Rien n'est à contester dans la louange de ce pur et suave génie qu'inspire si bien la beauté profonde de la nature, soit qu'il étende au-dessus de l'insomnie de Didon le calme éternel de la nuit silencieuse, soit qu'il fasse arriver à notre âme la douceur pénétrante des campagnes bienheureuses et des bois élyséens; mais autre est la condition du poète, autre est la condition du poème. L'opinion hésita toujours à transporter sur l'Énéide l'admiration qu'inspirait l'auteur, et l'on était plus tenté d'y chercher d'admirables fragmens que d'y voir une épopée. Appliquons-y le critérium fourni par les chansons de geste, qui au moins nous enseignent la relation entre la poésie épique et les âges du monde. Or, à ce point de vue, qu'est-ce que l'Énéide? Une réminiscence des origines de Rome, une antique histoire du peuple-roi qu'un homme

comparativement moderne essaie vainement d'idéaliser, de l'érudition, en un mot, faite par un grand poète. Et il avait bien senti le vice incurable de son œuvre, ordonnant par son testament de brûler ce travail de douze ans. Je ne sais si une épopée était possible dans cette ruine de l'ancien monde qui coïncide avec l'avénement de l'empire romain, dans cette restauration passagère qui fut due à la politique d'Auguste: toujours est-il que ce n'est pas l'Énéide à qui revient cet honneur. Je ne sais si quelque chose d'épique pouvait naître alors: toujours est-il qu'au lieu de nous reparler des héros grecs et troyens, l'œuvre aurait transmis l'empreinte de cette décadence du passé qui renversait tout, et de ces aspirations vers l'avenir qui commençaient à tout relever.

La tradition des temps et de l'histoire nous conduit au moyen âge, où nous rencontrerions nos chansons de geste, si elles méritaient cette gloire insigne, mais où nous rencontrons Dante et son poème. Ce qu'est Homère pour l'âge héroïque, Dante l'est pour l'âge intermédiaire des croyances mystiques. On ne reverra jamais ces siècles où l'enfer et le paradis tenaient de si près au monde d'ici-bas, mais leur grande image dure éternellement. Chaque jour, Dante prend la main de quelqu'un de nous, comme Virgile prit la sienne, et l'introduit en ces demeures où éclatent la justice et la miséricorde divines. Toutes les pâles terreurs qui assaillirent son âme, toutes les splendeurs qui éblouirent ses yeux, nous les partageons avec lui, et quand on revient des profondeurs parcourues, on est tenté de croire qu'il a voulu appliquer au sentiment de réalité qu'on éprouve ces vers qu'il écrivit pour s'applaudir du sens mystérieux de son œuvre:

O voi ch' avete gl' intelletti sani,
Mirate la dottrina che s'asconde
Sotto 'l velame delli versi strani.

L'Italie a encore un poète qu'elle vante, mais à qui pourtant n'est dû qu'un rang inférieur. Le Tasse, au-dessous de Virgile pour le génie poétique, a comme lui composé une œuvre de réminiscence et d'érudition. Les croisades, la chevalerie, l'intervention des anges et des démons, tout cela n'avait plus vie au XVIe siècle. A vrai dire son poème est une chanson de geste, mais une chanson de geste faite par un homme contemporain de Léon X et de la réforme, et complétement étranger à l'inspiration des temps féodaux. C'est donc à juste titre que la critique l'exclura de ce cénacle de génies divins que Dante rencontre aux portes de son enfer et où il se range à côté d'Homère et de Virgile. Dans son acheminement éternel, l'histoire met surtout en relief les œuvres qui la reflètent avec le plus d'éclat, et elle dispose en même temps l'esprit des hommes successifs à les sentir plus profondément et à moins rechercher celles qui n'ont pas

cet ineffaçable caractère. Aussi Dante reste toujours lumineux malgré le lointain des siècles, tandis que le Tasse s'obscurcit et s'amoindrit.

Dans la chaîne de la poésie suprême, bien commun des nations civilisées, se rencontre le nom de Milton, ce poète émané des troubles civils et religieux, aveugle, mais qui, tout en se plaignant douloureusement de sa nuit éternelle, a si bien senti comment une lumière intérieure resplendissait devant son âme et teignait son langage de cette spiritualité infinie qui en fait le charme profond, *so spiritually bright,* pour citer un autre grand poète qui a dit des étoiles ce que je dis ici de Milton. C'est en effet une spiritualité sévère et brillante tout à la fois qui, naissant du protestantisme, s'est épandue en ses vers. Là est sa distinction essentielle d'avec Dante, quoique tous deux aient traité un sujet théologique et chrétien; là est la marque de la venue d'un nouvel esprit dans le monde. De Dante à Milton, tout s'est grandi immensément, et par conséquent tout s'est spiritualisé. Nous ne sommes plus, comme au moyen âge, à ce mélange intime de la terre et des régions extra-terrestres; on ne descend plus en s'égarant dans une forêt obscure au sein des infernales demeures; on ne sent plus cette foi incessante à un voisinage redoutable et surnaturel; Satan n'est plus un de ces informes démons qui peuplent les cercles souterrains. L'immensité s'est ouverte, et Milton est l'inimitable représentant de l'esprit qu'elle attire sans l'arracher encore aux chères et séculaires croyances.

Je ne m'arrêterai pas à Milton, et, pourvu du fil que je dois à nos vieilles chansons de geste, je me hasarderai en des temps plus voisins de nous, mais timidement sans doute, car ici rien ne peut tenir lieu du jugement d'une longue postérité. Byron a dit quelque part : « Si, dans le cours d'une vie aventureuse et contemplative, des hommes partageant toutes les passions qu'ils rencontrent acquièrent le profond et amer pouvoir d'en reproduire les images comme dans un miroir et avec les couleurs mêmes de la vie, vous pouvez faire très bien de leur en défendre l'exhibition, mais vous gâtez, je pense, quelque beau poème. » C'est manifestement lui que Byron désigne : cette vie aventureuse et contemplative, ces passions qu'il partage à mesure qu'il chemine, le danger qu'il peut y avoir à les lui laisser reproduire, et jusqu'au beau poème qu'on perdrait, tous ces traits sont les siens. Il ne s'est pas mépris sur la beauté de son œuvre; *Childe-Harold* et *Don Juan* étincellent, et une vive admiration les accueillit et les accompagne. Il ne s'est pas mépris non plus sur le danger : en effet ces poèmes sont pleins d'un trouble qu'ils répandent; mais ce trouble n'est rien d'individuel ni de capricieux, c'est la perturbation profonde de la société contemporaine qui vient se refléter dans son âme. Depuis de longues années, la révolution est installée en Europe, attendant pour en sortir que la réorganisation

qui marche à sa suite ait pris une généralité plus décisive. Sans doute l'état de négation et de critique est peu favorable au développement des hautes facultés poétiques. Pourtant quelque chose en notre âge vient compenser ce désavantage; jamais les profondeurs du temps et de l'espace ne se sont autant ouvertes à l'esprit humain. Toute la littérature est pénétrée de cette double influence d'une sublime inspiration et d'un doute dissolvant, et peut-être la postérité dira que nul n'a vibré plus que Byron au souffle orageux qui passe sur la société.

Ainsi, à le bien prendre, les grands poèmes épiques, ceux du moins qui sont dignes de ce nom, contiennent un sommaire de l'histoire de l'humanité, tandis que tous ceux qui ne sont pas dignes de ce nom, tous ceux où l'auteur trahi par ses forces a vainement essayé de parvenir si haut, toutes les pseudo-épopées en un mot ont pour caractère d'aller chercher par réminiscence et par érudition quelque fait historique, quelque souvenir du passé où rien ne peut plus ranimer la vie. Donc, en lisant et en s'appropriant les véritables épopées, on a non pas l'histoire abstraite ou philosophique dans ses lois et dans ses résultats généraux, non pas non plus l'histoire concrète dans ses événemens réels, mais l'histoire dans son idéal et dans sa poésie. C'est en effet l'idéalité historique qui fait le caractère et le charme de ces grandes compositions, l'idéalité par où elles nous élèvent au-dessus de nous-mêmes, l'histoire à qui elles empruntent une réalité sévère et dominante. A vrai dire même, toute idéalité est enfermée dans l'histoire et émane d'âge en âge à fur et mesure du développement; mais, dans l'épopée seule, l'idéalité et l'histoire apparaissent combinées. Nous avons de la sorte, grâce à nos chansons de geste, une idée positive et, quand on voudra, une définition de l'épopée.

C'est comme par la main qu'elles nous ont conduit à cette conclusion. Le dédaigneux oubli où elles sont longtemps demeurées rompait un chaînon de l'histoire et coïncidait avec cette tendance erronée qui voulait rattacher l'état des modernes, non à l'état du moyen âge, mais à l'état de l'antiquité. La restauration que l'érudition en a faite comble ainsi une vaste lacune. On est traditionnellement porté, quoique des vues plus saines prennent peu à peu le dessus, à attribuer toute importance aux événemens politiques et militaires qui se passent entre les empires. S'il est besoin de quelque exemple pour faire comprendre comment ces événemens peuvent être dénués d'intérêt réel, l'exemple de l'Orient suffit. Depuis une suite de siècles, il est le théâtre de guerres incessantes, de grandes batailles, de remaniemens de territoires, de chutes de dynasties; mais tout cela n'est qu'à la surface, et le fond reste immobile. Toujours au contraire l'évolution des arts et des sciences témoigne que l'esprit de l'histoire

traverse les sociétés et que le génie de l'humanité s'y incarne. Justement parce qu'alors les combats, les invasions et les conquêtes ne firent pas le seul mouvement, la vieille poésie est née, et elle a sa signification. La mettre dans le rang qu'elle tint effectivement, c'est donner à la poésie moderne des racines antiques que l'ignorance lui avait follement coupées; c'est montrer la puissance de création poétique que dans certains âge l'esprit possède à l'effet de s'adoucir et de s'épurer; c'est mettre en regard la période héroïque de l'antiquité et la période héroïque du moyen âge; c'est enfin signaler l'enchaînement des grandes compositions poétiques et les conditions qui y président.

De nos chansons de geste, de nos poèmes cycliques, beaucoup ont péri sans retour, mais beaucoup survivent encore et arrivent peu à peu à la publicité. Dans la comparaison de la vieille langue et de la nouvelle, comparaison intéressante à tous les points de vue, soit qu'on recherche l'étymologie, soit que l'on considère les mots et leur emploi, soit qu'on étudie les locutions, les tournures et les licences poétiques, les vers tiennent un rang considérable. Grâce à la mesure, à la césure, à la rime, on acquiert promptement des notions certaines sur la forme et l'articulation des anciens vocables qui, pour la plupart, sont devenus les nôtres. L'étude de la langue maternelle est une étude curieuse et utile, — curieuse pour tous, car tous sont initiés spontanément, — utile, car la langue est un instrument qui se détériore ou se perfectionne, et dont la culture importe notablement à la culture générale de l'esprit national. Ce sont deux choses connexes que l'esprit national et la langue nationale, influant perpétuellement l'une sur l'autre. Et à cet égard le service rendu par l'érudition n'est pas petit d'avoir exhumé nos vieux monumens, appelé sur eux l'attention, et prolongé ainsi de plusieurs siècles la tradition de notre idiome. Quiconque donnera quelque attention aux innombrables difficultés assaillant celui qui parle ou qui écrit en français remarquera que bien des choses qui paraissent fixées ne le sont pas, même dans l'orthographe et dans la prononciation, où de grandes incertitudes sont courantes. Quand on voudra remédier au désordre, retenir ce qui doit être retenu, rectifier ce qui est encore rectifiable, c'est à un système qu'il faudra recourir, système qui ne peut reposer que sur l'usage, la tradition, le raisonnement et les règles qui dérivent de ces trois sources.

La catastrophe qui a frappé la langue dans les XIVe et XVe siècles montre que le cours spontané des choses est capable d'amener des altérations profondes, et qu'une intervention correctrice est toujours nécessaire. De même que la main de l'homme protége incessamment contre l'invasion de l'herbe et de la forêt primitive les champs qu'elle

a défrichés, de même il est besoin de soigner ce champ du langage qui, lui aussi, a été défriché avec beaucoup de temps et de labeur. A la vérité, depuis le XVIIe siècle surtout, des grammairiens vigilans ont rendu beaucoup de services; mais l'ignorance générale où l'on était de la vieille langue a exercé son influence, et leurs travaux ont eu une direction exclusive. Ce fut un purisme abstrait qui intervint dans la décision des questions; n'ayant pas derrière lui l'appui solide de la tradition qu'il ignorait, qu'il dédaignait même, et tout disposé à traiter de barbare ce qui avait été auparavant, il prit le seul raisonnement pour son guide. De là le caractère étroit, souvent arbitraire, et par conséquent souvent incertain, qui affecte la grammaire française. Aujourd'hui que les défauts de ce régime s'accumulent, il est temps d'ajouter à l'autorité du raisonnement l'autorité de la tradition, qui s'offre féconde et abondante.

Les littératures, par le fait des langues, sont spéciales, servant à caractériser tout particulièrement les grands individus qu'on nomme peuples, à la différence des sciences, qui, elles, ne sont le bien propre d'aucun. Celles-ci ont l'universalité; il n'est ni mathématique, ni astronomie, ni chimie, anglaise, italienne ou française, et les nations, du moins celles qui tiennent le premier rang dans le monde intellectuel, concourent, chacune pour sa part, à édifier la science positive, œuvre de l'humanité où toutes les diversités nationales viennent se confondre. Mais l'individualité de la patrie est inscrite au front des littératures, et, pour connaître pleinement les peuples, il faut connaître non-seulement ce qu'ils ont fait, mais aussi ce qu'ils ont écrit.

L'érudition fournit les matériaux à l'histoire, qui, sans ce travail préparatoire, mais essentiel, chancellerait de tous côtés. C'est ne pas la comprendre que de la dédaigner comme chose de pure curiosité, car elle est aussi nécessaire à la science sociale que les observations, les expériences, les dissections, le sont à la chimie, à la physique, à l'astronomie, à la biologie. Je pourrais, si c'était le lieu, montrer combien de points de vue elle a ouverts en ces derniers temps, et combien d'études elle a renouvelées. Ce qu'on doit lui demander, c'est, faisant avec clairvoyance ce qu'elle n'a fait qu'à tâtons jusqu'à présent, de se diriger par la véritable théorie historique dont la fondation est récente. Grâce à l'objet qu'ils s'étaient proposé, et qui est l'*histoire littéraire de la France*, les bénédictins ne se sont pas écartés du droit chemin, et leur œuvre, poursuivie par l'Académie des Inscriptions, est une source inépuisable de recherches, de documens, de renseignemens.

É. LITTRÉ, de l'Institut.

LORD CASTLEREAGH

ET

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE L'ANGLETERRE DE 1812 A 1822.

IV.

LE SECOND MINISTÈRE DU DUC DE RICHELIEU, LA CRISE EUROPÉENNE DE 1821 ET LA POLITIQUE DE L'EMPEREUR ALEXANDRE, DU PRINCE DE METTERNICH ET DE LORD CASTLEREAGH. [1]

Correspondence, Despatches and other Papers of viscount Castlereagh, second marquess of Londonderry, etc. London 1853, John Murray.

I.

Le ministère qui prit, à la fin de l'année 1818, la direction des affaires de France avait été formé avec le concours et sous l'influence des hommes éminens qu'on appelait dès lors les *doctrinaires;* un de leurs chefs, l'éloquent M. de Serres, en faisait partie. L'avénement de ce cabinet fut signalé par l'abandon des derniers restes du régime répressif et exceptionnel de 1815, par le rappel de la plupart des exilés, par l'admission dans la chambre des pairs d'un nombre considérable de libéraux et d'anciens bonapartistes, et par l'établissement d'une complète liberté de la presse sous la garantie de la législation la plus généreuse que la France ait jamais possédée. Il fut signalé aussi par un redoublement d'hostilités de la part des ultra-royalistes, fortifiés cette fois de l'adhésion d'une fraction considérable de l'an-

(1) Voyez les livraisons du 15 mai, du 1er et du 15 juin.

cien parti modéré qui avait aidé naguère M. de Richelieu à contenir les exagérations de la droite, mais qui, croyant maintenant que le danger ne venait plus de ce côté, voyait avec défiance quelques-uns des nouveaux conseillers de la couronne, et s'inquiétait surtout de l'extension prématurée que l'on donnait aux libertés publiques.

Cette disposition, ces tendances, ces inquiétudes étaient aussi en général celles des gouvernemens étrangers. L'envoyé de Russie, M. Pozzo di Borgo, si intimement associé à la politique du duc de Richelieu, n'avait pu voir qu'avec un sentiment pénible le renversement de cette politique; il ne dissimulait en aucune façon le regret qu'il en éprouvait, le jugement sévère qu'il portait de celle qui l'avait remplacée, et ses rapports durent contribuer à modifier les appréciations de l'empereur Alexandre, jusqu'alors si favorable à tous les développemens du principe constitutionnel. Pour se faire une idée exacte de ce qui se passait à Paris, ce souverain ne tarda pas à y envoyer son secrétaire d'état, le comte Capodistrias, homme d'un esprit élevé, de sentimens libéraux, qui avait en ce moment sa principale confiance, et dont l'influence sur la politique extérieure de la Russie dépassait de beaucoup celle du comte de Nesselrode, chef titulaire du département des affaires étrangères. Rien ne donne lieu de supposer que les informations transmises par M. Capodistrias à l'empereur Alexandre aient contredit celles du général Pozzo.

Le cabinet britannique était trop profondément imbu des doctrines du torysme pour qu'il lui fût possible d'approuver la direction nouvelle imprimée aux affaires de France. Néanmoins son ambassadeur, sir Charles Stuart, vit avec quelque complaisance la chute d'un ministère qu'il accusait de subir trop exclusivement l'ascendant de l'envoyé de Russie. Peut-être avait-il espéré d'abord que M. de Talleyrand prendrait la place de M. de Richelieu; à son défaut, il ne tarda pas à former des rapports assez étroits avec M. Decazes. Il se vantait pourtant, dans sa correspondance avec lord Castlereagh, d'être resté complétement étranger à la crise ministérielle, bien qu'on lui eût fait entendre que la connaissance des souhaits du gouvernement britannique pourrait influer sur l'issue de cette crise, et d'avoir constamment répondu que ses instructions non-seulement lui interdisaient toute intervention semblable, mais lui recommandaient même d'éviter l'expression d'une opinion. « Peut-être, ajoutait-il, aurait-il été à désirer que tous mes collègues eussent observé la même réserve. » Ce dernier trait était dirigé contre le général Pozzo.

La France n'était pas le seul pays qui excitât en 1819 les inquiétudes des amis de l'ordre et de la paix. L'Allemagne semblait même bien plus immédiatement menacée d'une révolution. L'exaltation des

esprits, échauffés par les déclamations de certains professeurs et par les violentes provocations de la presse, était effrayante. Les universités surtout étaient en proie à un désordre moral qui se manifestait quelquefois par de grands scandales. — L'assassinat de Kotzebue, égorgé par un étudiant fanatique qui l'accusait de se faire auprès de l'empereur Alexandre le dénonciateur du libéralisme allemand, devint le signal d'une réaction énergique contre ces excès. Comme il arrive presque toujours, cet accident, symptôme dramatique d'un mal depuis longtemps évident aux yeux de tous les hommes sensés, fit plus pour éclairer le vulgaire que n'eussent pu faire les argumens les plus irréfragables, et les gouvernemens y trouvèrent la force de recourir enfin à des moyens de défense efficaces. Le cabinet de Berlin s'effrayait de plus en plus de la violence de l'orage qu'il avait contribué à déchaîner. Renonçant à ses rêves d'ambition pour ne plus songer qu'à conjurer les périls si imprudemment appelés, il se jeta en quelque sorte dans les bras du gouvernement autrichien, qui, n'ayant pas laissé affaiblir dans ses états le principe d'autorité, avait conservé une plus grande liberté d'action. M. de Metternich sut tirer parti, avec son habileté ordinaire, de ce revirement. Par ses soins, une sorte de congrès des représentans des princes allemands se réunit à Carlsbad, où des mesures de circonstance furent arrêtées d'un commun accord pour soumettre les universités et la presse à une discipline plus sévère. Des conférences s'ouvrirent ensuite à Vienne entre les envoyés de tous les états germaniques pour compléter l'organisation de la confédération, dont le pacte fédéral de 1815 avait posé les bases. Sous prétexte de les développer et de les éclaircir, M. de Metternich parvint en réalité à en modifier considérablement le caractère. En 1815, sous l'influence des idées et des préoccupations qui prévalaient alors, on avait surtout cherché à assurer le maintien de la paix entre les états fédérés; en 1820, tout fut dirigé vers la répression des troubles qui pourraient survenir dans l'intérieur de ces états, et on s'attacha presque exclusivement à la recherche des moyens de prêter main-forte aux gouvernemens contre les exigences des peuples ou des assemblées représentatives. Tel est l'objet principal des dispositions de l'acte final dans lequel on résuma les délibérations de la conférence, et qui attribua à la diète, c'est-à-dire aux deux grandes puissances allemandes dont l'accord devait nécessairement la dominer, une sorte de suprématie sur les souverainetés particulières. Cette suprématie eût été bien plus complète encore, si les plus puissans des états secondaires, la Bavière et le Wurtemberg, jaloux de leur indépendance, n'eussent opposé à M. de Metternich une résistance dont il fallut tenir compte jusqu'à un certain point. Le ministère autrichien dut aussi renoncer au projet qu'il avait formé d'obliger ces états à réviser les constitutions qu'ils s'étaient déjà données

pour en faire disparaître certaines stipulations trop libérales suivant lui et incompatibles, disait-il, avec le *principe monarchique* qui faisait l'essence de la confédération.

Cette résistance des états secondaires était encouragée par l'empereur de Russie, à qui les délibérations de Carlsbad et de Vienne causaient beaucoup d'ombrage. Il comprenait la nécessité de réprimer en Allemagne les progrès de l'esprit révolutionnaire : le meurtre de Kotzebue avait produit sur son imagination une impression très vive, et des mesures qui auraient eu pour unique objet la répression des désordres du journalisme et des universités eussent obtenu son approbation; mais son libéralisme, bien que déjà affaibli et un peu hésitant, s'effarouchait des tendances manifestes de la politique autrichienne contre le système constitutionnel. Habitué d'ailleurs à intervenir avec autorité dans toutes les grandes affaires de l'Europe, il ne pouvait prendre son parti d'être exclu cette fois des conseils où l'on débattait entre Allemands le sort de l'Allemagne, et qui, comme il le disait avec quelque raison, ne respectaient pas toujours l'œuvre du congrès de Vienne. Enfin l'ascendant que prenait l'Autriche le choquait d'autant plus qu'il était depuis longtemps, pour des motifs de nature très diverse, en mauvais rapports avec M. de Metternich. Il eût donc voulu contrarier son action, et le comte Capodistrias, après avoir visité Paris, fit un voyage à Londres pour engager lord Castlereagh à intervenir dans ce sens avec le cabinet de Saint-Pétersbourg; mais cette tentative devait nécessairement échouer. Le cabinet de Londres à cette époque prenait peu de souci des atteintes que pouvait recevoir sur le continent la cause de la liberté; il redoutait grandement l'esprit révolutionnaire, et l'union intime qui existait entre lui et l'Autriche ne pouvait que lui faire voir avec satisfaction la domination qu'elle commençait à exercer en Allemagne.

On trouve de curieux détails sur cette situation dans une lettre que le chancelier prussien, le prince de Hardenberg, écrivit à lord Castlereagh le 30 décembre 1819, après les conférences de Carlsbad, au moment où celles de Vienne allaient s'ouvrir. Après avoir félicité le ministre anglais de l'attitude noble, ferme et énergique prise par le cabinet de Londres en présence de *la contagion morale qui se manifestait presque partout*, disait-il, *et qui, sans des mesures sages et efficaces, ne pouvait manquer de précipiter les états civilisés dans un abîme de malheurs*, le prince de Hardenberg continuait ainsi (1) :

« Vous connaissez celles que nous avons cru devoir prendre de concert avec la cour de Vienne;... vous savez que les ministres des membres de la fédération sont maintenant assemblés à Vienne pour se concerter sur ce qui reste à faire, tant pour opposer une digue aux menées des révolutionnaires

(1) Cette lettre est en français dans l'original.

que pour s'arranger sur l'exécution des articles de l'acte de la fédération germanique... — M. de Capodistrias, dont nous connaissons tous les sophismes et qui nous a donné tant de fil à retordre à Aix-la-Chapelle, s'est mis dans la tête que nous ne visons à rien moins qu'à changer l'acte de fédération tel qu'il a été garanti par les puissances, que l'Autriche et la Prusse veulent empiéter sur la liberté et la souveraineté des petits ou moindres états de l'Allemagne; il craint la diminution de l'influence russe et se plaît, en puisant ses nouvelles et ses argumens dans les feuilles du parti révolutionnaire en France et dans les Pays-Bas, toutes remplies de mensonges, à tenir un langage d'improbation à l'égard des mesures prises à Carlsbad, à nourrir par-là le germe de mécontentement que l'ambition et les vues de la Bavière et du Wurtemberg n'ont cessé de conserver depuis le congrès de Vienne et à instruire les ministres de Russie à l'étranger dans un sens peu fait pour seconder les vues tout à fait pures et conformes aux traités et aux circonstances que nous partageons avec l'Autriche et la grande majorité des états allemands. Cette marche ne peut qu'opérer d'une manière très nuisible pour le bien général. — Dans la manière de voir du comte Capodistrias, il croit devoir consulter votre cour, milord, et, perdant de vue que les conférences de Vienne et de Carlsbad sont absolument dans la ligne de l'acte de la fédération et que nos alliés devraient nous exciter à prendre les mesures dont il est question si nous pouvions les négliger, il sonnerait la défiance et servirait le parti révolutionnaire, si le ministère anglais était moins bien informé, s'il n'était à même de se procurer les notions les plus exactes... Il faut que j'ajoute que l'empereur de Russie est lui-même dans de très bons principes, et que ce ne sont que les notions erronées et les opinions du comte Capodistrias qui l'entraînent à agir, en quelque façon, en opposition avec ses propres sentimens... »

Le prince de Hardenberg annonçait en même temps qu'il allait communiquer à l'envoyé d'Angleterre les rapports reçus de Vienne sur les délibérations préliminaires qui y étaient déjà engagées, et il exprimait l'espérance que l'esprit juste et conciliant de lord Castlereagh tirerait parti de ces communications confidentielles pour réfuter victorieusement les visions de M. Capodistrias.

Lord Castlereagh justifia la confiance que lui témoignait le chef du cabinet prussien. Le 14 janvier 1820, en réponse aux ouvertures du cabinet de Saint-Pétersbourg, il écrivit au comte de Lieven, ambassadeur de Russie à Londres, une très longue dépêche, rédigée avec beaucoup de ménagemens, mais qui avait pour but d'établir que, dans les conjonctures où l'on se trouvait, une intervention des puissances étrangères à l'Allemagne dans les affaires de la confédération ne serait pas justifiée. Dans une autre lettre qu'il adressa le même jour à son frère, lord Stewart, ambassadeur d'Angleterre à Vienne, pour le charger de communiquer cette pièce à M. de Metternich, il lui recommanda de conseiller à ce ministre de ne pas prolonger la polémique engagée entre la Russie et l'Autriche sur cette délicate question, et qui ne pouvait avoir d'autre effet que d'aggra-

ver les dissentimens en aigrissant les amours-propres. Il envoya également au prince de Hardenberg une copie de sa réponse au comte de Lieven, en lui faisant remarquer que, sans blesser le gouvernement russe, elle était de nature à garantir les délibérations des gouvernemens germaniques contre une intervention inopportune. Enfin il le pria de s'interposer aussi auprès de M. de Metternich pour mettre fin à l'échange de notes assez vives qui continuait d'avoir lieu entre les deux cours impériales sur des questions de pure théorie : « Nos alliés, disait-il, doivent se rappeler que nous avons un parlement, et qu'ils ont eux-mêmes un grand intérêt à ne pas y provoquer sans utilité des discussions irritantes sur des matières de politique continentale. »

Cette ingérence du cabinet de Saint-Pétersbourg dans les affaires allemandes ne blessait pas seulement les cabinets de Vienne et de Berlin, dont elle contrariait les vues particulières. Le gouvernement bavarois, dont elle semblait appuyer la résistance à la suprématie des deux grandes cours, en éprouvait lui-même quelque impatience. Voici ce qu'écrivait le 4 janvier à lord Castlereagh l'envoyé anglais à Munich, sir Frédéric Lamb (1), un des agens les plus éclairés de la diplomatie anglaise :

« ... J'ai pris connaissance de la circulaire du gouvernement russe à ses ministres. Je ne puis y voir autre chose qu'un manifeste destiné à donner aux gouvernemens allemands l'assurance qu'ils seront soutenus dans leur opposition aux mesures de l'Autriche. La Russie attache peu d'importance à la réponse qu'elle pourra recevoir de l'Angleterre, et elle s'attend à ce que le but qu'elle a en vue soit atteint par le fait seul de la mise en circulation de ce document. Cette manière de voir a été confirmée dans mon esprit par une conversation de ce matin avec le ministre des affaires étrangères bavarois, M. de Rechberg, qui est allé jusqu'à me dire que l'objet de la Russie était de tout embrouiller, et qu'il n'était pas possible de compter sur la tranquillité de l'Europe tant que cette puissance aurait sur pied une armée aussi considérable, organisée en corps, et qu'une simple signature suffit pour mettre en mouvement. Il a reconnu que la phrase du mémoire russe relative au pouvoir dictatorial à donner à la diète était dictée par une intention si évidemment malveillante, que, suivant toute apparence, elle manquerait son effet; il m'a dit en même temps que l'empereur avait décidément approuvé les mesures prises au sujet des journaux et des universités. Je crois qu'on peut en induire une distinction fondée par rapport aux sentimens de l'empereur. Il veut que l'esprit révolutionnaire soit dompté, mais il est hostile à la confédération germanique, la regardant comme une arme qu'on pourrait tourner contre lui. Je ne puis m'empêcher de penser qu'il y a eu une singulière faiblesse à demander l'opinion de la Russie sur les mesures que l'on examinait à Vienne. — ... La nécessité d'établir un système uniforme de constitutions en Allemagne est un motif très fondé de modifier ce qui est

(1) Le dernier lord Melbourne, frère du premier ministre.

établi dans quelques-uns des états particuliers, et si on n'y pourvoit pas à présent, le mal ne manquera pas de se propager et de causer beaucoup d'embarras. Rechberg exprime l'espérance que l'on pourra faire quelque chose à Vienne dans ce sens; mais le meilleur symptôme d'un résultat aussi désirable, ce serait une disposition de la part de la Bavière elle-même à permettre la révision de la constitution insensée qu'elle s'est donnée. »

Cette lettre est, à mon avis, un curieux témoignage de ce qu'étaient alors les inclinations du gouvernement anglais et de ses agens en matière de politique extérieure : sauf quelques ménagemens de forme qu'ils laissaient de côté dans leur correspondance confidentielle, ces inclinations n'étaient pas plus libérales que celles de l'Autriche. La conférence de Vienne ne réalisa pas complétement toutefois les vœux exprimés par sir Frédéric Lamb : nous avons déjà dit que les constitutions établies dans le midi de l'Allemagne ne furent pas soumises à une révision, et l'action énergique de la diète suffit pour rendre la tranquillité à l'Allemagne, où le jacobinisme, renfermé encore dans le cercle des hommes de lettres et des étudians, n'avait pas jeté à cette époque des racines aussi profondes que beaucoup de personnes le supposaient.

II.

La France était restée étrangère à ces discussions. Son affranchissement était trop récent, trop peu consolidé encore pour qu'il n'y eût pas eu de sa part quelque imprudence à vouloir s'immiscer si promptement dans les affaires des autres états, dans celles d'un pays surtout où sa domination avait laissé des souvenirs si pénibles et si irritans. Sa situation intérieure s'était d'ailleurs assez aggravée dans le cours de l'année qui venait de finir pour que la pensée de ses hommes d'état ne pût guère se porter et leur action s'exercer au-delà de ses frontières.

Le ministère libéral dont j'ai rappelé les premiers actes n'avait pu réussir, malgré ses nombreuses concessions, à désarmer les ressentimens des implacables ennemis de la monarchie des Bourbons, ni même à satisfaire toutes les exigences, à calmer toutes les inquiétudes de certains amis de la liberté trop impatiens ou trop défians. Après l'avoir d'abord accueilli comme un libérateur, on les avait vus, à son premier refus d'accéder à leurs réclamations impérieuses, lui déclarer une guerre aussi vive que celle qu'ils avaient faite au précédent cabinet. La presse périodique, à peine délivrée de la censure, était devenue contre le nouveau ministère l'instrument des agressions les plus passionnées et les plus outrageantes. Les colléges électoraux, appelés chaque année à renouveler un cinquième de la chambre des députés, ne s'étaient pas bornés cette fois à repousser

les membres de l'ancienne droite, ceux des centres avaient aussi été exclus; la majorité des nouveaux élus appartenait à l'opposition hostile. Un d'entre eux, le fameux Grégoire, réputé régicide parce que, absent de la convention au moment de la condamnation de Louis XVI, il l'avait approuvée par une lettre publique, n'avait dû sa nomination qu'à la notoriété qui en rejaillissait sur son nom, et le ministère n'avait pu faire accepter un certain nombre de ses candidats qu'en les choisissant dans les nuances plus voisines de la gauche.

Le gouvernement du roi, effrayé d'un pareil mouvement, pensa, comme l'avait pensé dix mois auparavant le duc de Richelieu, qu'il était indispensable de changer la loi électorale avant que les élections nouvelles n'eussent rendu ce changement impraticable en donnant la majorité dans la chambre au parti ennemi qui en formait déjà près de la moitié. Quelques-uns des ministres, entre autres le général Dessolle, président du conseil, n'ayant pu se mettre d'accord avec leurs collègues sur la ligne politique qu'il convenait de suivre, donnèrent leur démission, et un nouveau cabinet s'organisa, le 19 novembre 1819, dans la pensée de proposer aux chambres un système électoral qui offrît plus de garanties à la monarchie légitime. Dans le ministère ainsi recomposé, M. Decazes, ministre de l'intérieur, remplaça le général Dessolle comme président du conseil, et M. Pasquier reçut le portefeuille des affaires étrangères.

La tâche de ce cabinet était bien difficile. Pour triompher de la formidable opposition qu'il avait à combattre, il fallait absolument qu'il ralliât à ses défenseurs naturels dans la chambre des députés les faibles débris du parti ultra-royaliste, et ce parti était animé contre le président du conseil d'implacables ressentimens que l'imminence même du danger commun ne suffisait pas à amortir. Il fallait, d'un autre côté, que le nouveau projet de législation électorale, pour avoir quelques chances de succès, fût établi sur des bases telles que la droite pût en être satisfaite, sans que les opinions plus modérées et même quelques fractions libérales restées encore fidèles au ministère en fussent trop effarouchées. Les combinaisons nécessaires pour éviter ces écueils, pour concilier ces exigences contradictoires, n'étaient rien moins que faciles à trouver. Malheureusesement deux des membres principaux du cabinet, M. Decazes et M. de Serres, tombèrent malades en ce moment. La session était ouverte depuis deux mois, déjà des débats de la plus extrême violence en avaient marqué les commencemens, et la proposition du gouvernement, annoncée de jour en jour, était sans cesse ajournée. Les esprits étaient livrés à la plus pénible anxiété; telle était l'exaspération des partis, telle était la violence des écrits et des propos, qu'on se croyait à la veille d'une grande et terrible crise révolutionnaire, semblable à celles dont le souvenir obsédait encore les imaginations.

Les gouvernemens étrangers partageaient ces pénibles préoccupations. Des communications furent échangées entre eux sur ce qu'ils pouvaient avoir à faire pour prévenir les bouleversemens dont on se croyait encore une fois menacé. L'empereur Alexandre, toujours enclin aux démonstrations éclatantes, eût voulu que les puissances manifestassent leurs inquiétudes par un acte solennel qui eût mis le gouvernement français en demeure de pourvoir à sa sûreté comme à celle de l'Europe. La santé chancelante de Louis XVIII faisait craindre le prochain avénement de son frère, que les cours alliées s'accordaient à considérer comme devant donner en quelque sorte le signal d'une révolution. Le prince de Metternich était d'avis que des instructions délibérées en commun fussent envoyées, pour cette hypothèse, aux représentans des quatre cours à Paris. On parlait enfin d'établir sur un point central une conférence où les cabinets se seraient fait part réciproquement de leurs informations et de leurs idées par rapport à l'état de la France. Lord Castlereagh combattit fortement ces propositions dans une lettre ostensible qu'il écrivit à lord Stewart le 14 janvier 1820. Il y écartait d'abord, comme n'offrant aucun avantage, le projet d'une conférence permanente relative aux affaires de France, et arrivant ensuite à l'idée d'arrêter dès ce moment des instructions pour le cas de la mort de Louis XVIII, il disait :

« Vous ferez connaître au prince de Metternich que la réflexion n'a servi qu'à confirmer le ministère du prince régent dans l'opinion que toute démarche officielle à ce sujet, et à l'époque actuelle surtout, ne pourrait être qu'imprudente et préjudiciable aux intérêts de l'héritier du trône de France. Le ministère de l'empereur d'Autriche ne peut ignorer que le gouvernement britannique, malgré la sincérité de ses vœux et de ses sentimens en faveur de ces intérêts, ne saurait cependant se permettre de contracter *à priori* l'engagement de suivre une ligne de conduite déterminée pour le cas déplorable où l'ordre de succession légitime viendrait à être renversé en France. D'ailleurs, en continuant à délibérer sur cette question pour le but insignifiant que peut faire atteindre l'envoi des instructions éventuelles, le ministère du prince régent s'expose à se voir forcé de donner des éclaircissemens qui, en fournissant des armes à la publicité, ne peuvent que compromettre la cause que nous sommes tous également désireux de favoriser. Le prince de Metternich saura, j'en suis convaincu, apprécier ces considérations;... nous avons donc lieu d'espérer que le retour de ce courrier nous apportera de votre part, milord, l'assurance de ne plus nous voir appelés à revenir sur une discussion dans laquelle, par suite de la nature même de notre gouvernement, nous n'avons pu nous plier aux vues de nos alliés... Il faut que, pour conserver intacts entre nos mains les moyens de délibérer et d'agir avec succès au moment de la crise, si elle venait malheureusement à éclater,... nos alliés nous laissent persister dans l'attitude que nous avons prise et qui nous permettra d'apprécier et de juger ces événemens avec pleine

liberté, non plus comme ayant trait uniquement à l'ordre de succession établi en France (dont nos traités ne parlent pas), mais comme un objet d'un intérêt général pour la politique européenne. Sous ce rapport, sa véritable importance ne saurait être sentie d'avance, car elle ne peut se déterminer que par les circonstances qui auront accompagné ces événemens funestes. »

Après avoir justifié de la sorte le refus du cabinet de Londres de se prêter au concert proposé par l'Autriche, lord Castlereagh repoussait les explications malveillantes que certaines personnes donnaient de ce refus. On reprochait généralement à l'ambassadeur d'Angleterre en France de se montrer trop favorable au ministère de M. Decazes et même au parti ultra-libéral. A la manière dont lord Castlereagh charge lord Stewart de le défendre auprès du cabinet autrichien, on voit qu'il avait lui-même quelques doutes sur la complète rectitude des procédés du représentant britannique à Paris.

« Votre excellence saisira... l'occasion de s'expliquer de nouveau sur ce sujet avec le prince de Metternich, et de l'assurer que le ministère du prince régent n'est jamais entré en relations exclusives et confidentielles avec le gouvernement français, et n'a même jamais eu avec lui d'autres rapports que ceux qui résultent naturellement de l'état d'amitié existant entre les deux pays, et des liens que les traités publics de paix et d'alliance ont fait contracter. — Nous n'avons jamais cherché, même momentanément, à exercer une influence suivie et systématique sur les conseils de la France, et notre ambassadeur ne s'est jamais, du moins à notre connaissance, entendu d'une manière isolée avec le ministère français sur aucun objet politique. En se séparant ainsi des conseils de ses collègues les ministres des puissances alliées, il aurait agi en opposition directe aux ordres précis et réitérés qu'il a reçus de notre gouvernement. Les ministres du prince régent ne se font pas illusion sur les fautes commises par les administrations qui se sont succédé en France, ni sur les dangers qui pourront tôt ou tard résulter pour l'Europe des dissensions intérieures de ce pays;... mais le cabinet anglais a toujours douté... qu'une intervention des alliés pût être utile pour prévenir ce péril... Cette question nous a toujours paru de nature à être résolue négativement. Si le roi de France ou les ministres qui composent son conseil... pouvaient à leur gré diriger la marche des affaires..., le cabinet de Londres aurait pensé avec celui de Saint-Pétersbourg qu'un énoncé grave et solennel des sérieuses alarmes que les cours alliées ont conçues serait de quelque utilité; mais il nous a toujours semblé que les obstacles qui s'opposent en France à l'établissement d'une administration sage et stable proviennent de tout autres causes que de l'absence de bonnes intentions ou des dispositions particulières des ministres du roi. Ces obstacles, le gouvernement britannique les voit plutôt dans les effets prolongés de la révolution, dans la composition actuelle de la législature, dans la nouveauté pour la France du système représentatif...; il les voit enfin en grande partie dans les résultats des lois sur les élections et le recrutement, concessions faites aux vœux de l'armée et du peuple, adoptées sans nul doute dans les intentions les plus pures,... mais qui n'ont cessé...

d'affaiblir visiblement l'autorité royale, et qu'il était malheureusement plus facile d'introduire qu'il ne l'est aujourd'hui de les rapporter ou de les modifier..... Si le gouvernement britannique s'est prononcé moins hautement que ses alliés contre quelques-uns des actes du ministère français, s'il s'est moins fréquemment permis d'exprimer le pressentiment de dangers auxquels peut conduire le système suivi en France, soyez convaincu qu'il n'en a pas moins observé avec la plus grande attention les événemens qui se sont succédé dans ce pays. Un certain degré de réserve est l'attitude la plus convenable de la part des cours alliées à l'égard du gouvernement français dans l'état indécis où se trouvent actuellement ses affaires; mais cette réserve doit, selon nous, avoir le caractère d'une sage déférence pour le sentiment national et les institutions existantes. Nous continuons à penser que toute démarche comminatoire et toute intrusion dans les querelles qui divisent le peuple français ne feraient qu'irriter au lieu de concilier. Nous sommes loin sans doute de nous flatter de l'espérance qu'une conduite quelconque de la part des alliés puisse les garantir d'une manière absolue contre toutes les chances désastreuses de l'avenir; nous croyons seulement... que la politique circonspecte dont nous avons développé et recommandé les principes est encore celle qui offre le plus d'avantages... — La forme de notre gouvernement doit nécessairement nous rendre plus circonspects que les autres états dans nos rapports avec les puissances étrangères, mais cette circonspection est surtout indispensable à l'égard de la France, nation longtemps rivale et ennemie de la Grande-Bretagne, par conséquent plus facile à s'irriter de ses procédés que de ceux de tout autre état. »

Cette lettre, pleine d'un si admirable bon sens, fut communiquée aussi aux cours de Saint-Pétersbourg et de Berlin. Dans une autre lettre, tout à fait confidentielle, que lord Castlereagh écrivait un mois plus tard à lord Stewart, il lui disait à l'occasion du projet qu'avait eu le prince de Metternich de faire un voyage en Angleterre :

« J'aurais éprouvé une satisfaction toute particulière à le voir en Angleterre, non-seulement pour être à même de lui rendre toutes les attentions personnelles que j'ai reçues de lui pendant mon séjour sur le continent, mais parce que je me serais promis le plus grand avantage des efforts que j'aurais faits pour lui expliquer *sur place* les nombreuses particularités dont il faut tenir compte en ce pays dans la conduite de certaines portions de la politique extérieure. J'ai la conviction qu'en peu de jours de rapports personnels sur ce terrain, nous en serions venus à nous comprendre si parfaitement l'un l'autre, que notre correspondance, pour quelque temps au moins, n'eût plus été qu'un bulletin de ce qui se serait passé. »

Le prince de Metternich répondit bientôt à la communication anglaise par une dépêche à laquelle était jointe, en guise de commentaire, une lettre particulière où l'on retrouve ces formes raides et pédantesques, ce goût d'argumentation théorique qui s'allient si singulièrement en lui à un grand sens politique et à une rare souplesse d'esprit :

« Ne croyez pas, milord (1), y disait-il, que nous voyions plus en noir que les circonstances ne l'exigent impérieusement, ne croyez surtout pas que nous admettions la possibilité qu'il pourrait exister un moyen matériel quelconque d'influence de la part de l'étranger sur la France qui ne serait pas condamné par nous comme positivement dangereux; mais il ne faut pas se cacher que le sort de ce pays est placé hors de la possibilité d'être positivement calculé, et c'est ce fait que nous regardons comme le pire de tous. Les maladies aiguës sont préférables, en politique comme pour les individus, aux maladies de langueur enracinées. Ce que je vous demande est ce qui, de tout temps, eût dû exister, l'uniformité la plus entière de la marche de nos représentans à Paris. Voulez-vous qu'ils parlent? Eh bien! que ce soit d'une manière uniforme. Voulez-vous qu'ils se taisent? Que tous se taisent. Il est peu de points sur lesquels il *est* plus facile de juger des dangers dont est menacée la dynastie royale en France que tout juste du point de Vienne. Le bonapartisme se couvre vis-à-vis de nous d'un voile infiniment plus léger que vis-à-vis de tout autre. Le fait est simple; mais plus il est tel, plus il est dans le cours des choses naturel que nous devons être les plus directement appelés à avertir nos amis... Croyez que nous connaissons assez les positions pour savoir que tout ce qui est désirable n'est pas toujours possible... »

Pendant que les alliés délibéraient, ou, pour mieux dire, dissertaient ainsi sur l'état de la France, un grand changement venait de s'y accomplir : le duc de Berri était tombé, le 13 février 1820, sous le poignard du fanatique Louvel. Les ultra-royalistes avaient mis à profit la douleur et l'indignation publiques pour soulever contre le principal ministre une véritable tempête. Louis XVIII s'était vu forcé de congédier son favori, dont la vie même était menacée, et le duc de Richelieu, faisant céder ses répugnances et sa lassitude à l'intérêt du pays, aux instances du roi, aux supplications de Monsieur lui-même, avait repris la présidence du conseil. Le résultat de cette modification du cabinet fut, non pas de terminer la lutte terrible dans laquelle les partis étaient engagés, mais de mieux établir leur position réciproque. Tandis que d'un côté, par suite de la retraite de M. Decazes et de la proposition aux chambres de mesures exceptionnelles dirigées contre la liberté individuelle et la liberté de la presse, toutes les nuances de l'opinion libérale se coalisaient en une formidable opposition, de l'autre l'ancien parti modéré s'unissait étroitement aux ultra-royalistes pour le vote immédiat de ces mesures, et pour assurer plus tard celui d'une nouvelle loi électorale, dans laquelle on voyait le seul moyen de salut pour le pays. Les ultra-royalistes, satisfaits pour le moment de la chute de M. Decazes et trop affaiblis d'ailleurs par les dernières élections pour être bien exigeans, promettaient un appui sans réserve au duc de Richelieu.

La correspondance de l'ambassadeur d'Angleterre à Paris contient,

(1) L'original de cette lettre est en français.

sur les circonstances de la formation du nouveau cabinet, un détail assez curieux, mais dont j'ai peine à admettre l'exactitude. A l'en croire, on avait hésité quelque temps entre le prince de Talleyrand et M. de Richelieu pour la présidence du conseil. Ce qui est d'ailleurs certain, c'est que M. de Talleyrand, dans son infatigable ambition, s'était encore flatté, en cette conjoncture, de l'espoir de reprendre une position où il avait peine à se persuader qu'on pût se passer de son expérience et de ses talens. Sir Charles Stuart cite un billet que le prince lui avait écrit pour lui reprocher d'avoir involontairement été l'obstacle contre lequel ses espérances étaient venues échouer. Suivant cette version, il aurait infailliblement été nommé, si le duc de Richelieu, désigné antérieurement pour aller complimenter le nouveau roi d'Angleterre George IV, se fût déjà trouvé à Londres au moment de la crise produite par la mort du duc de Berri, et la prolongation de son séjour à Paris était la conséquence d'un avis que lui avait donné l'ambassadeur sur la convenance d'attendre, pour passer la mer, le rétablissement de la santé du monarque anglais, assez gravement malade alors.

Sir Charles Stuart vit avec déplaisir le retour aux affaires du duc de Richelieu, par le double motif qu'il était lui-même en très bonnes relations avec M. Decazes, et que l'envoyé de Russie ne pouvait manquer de retrouver sous le nouveau ministère une partie de l'influence qu'il avait exercée jadis. Le mécontentement de sir Charles ne tarda pas à se manifester par des propos malveillans et des tracasseries multipliées. En cela, il n'était nullement l'interprète des sentimens du cabinet britannique; comme toutes les grandes puissances, ce cabinet témoigna une véritable satisfaction d'un événement qui présentait le gouvernement français comme se disposant à lutter avec plus de résolution et avec des chances plus favorables contre l'esprit révolutionnaire.

Cet état de choses est fort bien retracé dans un rapport que l'envoyé de Prusse à Paris, M. de Golz, envoya le 31 mars à son souverain (1). Pour en bien comprendre le sens, il est nécessaire de se rappeler que peu de semaines auparavant, une révolution militaire avait éclaté en Espagne, que l'absurde et cruel despotisme de Ferdinand VII avait fait place à un régime follement démocratique, fondé sur la constitution des cortès de 1812; que les gouvernemens européens, encore pleins du souvenir des excès de 1793, craignaient de les voir renouvelés et peut-être dépassés dans un pays peu renommé alors, soit pour la douceur de ses mœurs, soit pour sa civilisation; que la cour des Tuileries surtout se préoccupait vivement du sort d'un pays où régnait une des branches de la maison de France, et que des

(1) L'original de cette lettre est en français.

bruits plus ou moins fondés accusaient certains agens anglais, sinon d'avoir fomenté la révolution espagnole, au moins d'en favoriser le développement pour détruire dans la Péninsule l'influence française.

« Le gouvernement (disait l'envoyé prussien après avoir parlé de l'émotion qu'excitaient à Paris les événemens de Madrid) a pris une attitude plus forte; une majorité... s'est formée pour le soutenir. Les ministres sont unis et marchent dans le même sens. Le duc de Richelieu se livre avec zèle et sans faire paraître de l'inquiétude à ses importantes fonctions... Le baron Pasquier a dit ces jours derniers de lui qu'il ne le reconnaissait pas, qu'il n'était plus le même, qu'il remplissait ses devoirs avec autant de courage que d'activité, qu'il allait d'un de ses collègues chez l'autre pour s'entretenir avec eux de tout ce qui lui paraissait être de quelque importance, et qu'il s'occupait particulièrement avec le ministre de la guerre des moyens de donner un bon esprit à l'armée..... La loi sur les journaux sera adoptée selon toutes les apparences. Il n'y a guère que le vicomte de Chateaubriand et deux ou trois autres écrivains royalistes qui ont assez d'amour-propre pour croire que leurs écrits, quoiqu'ils aient fourni évidemment à leurs adversaires tant de prétextes et de motifs pour attribuer aux royalistes de mauvaises arrière-pensées, ont produit un bien infini..... L'auteur sus-nommé est tellement aveuglé sur ce point, qu'il a même cru devoir voter..... contre la nouvelle loi sur les journaux, tandis qu'un républicain, M. Gallatin, ministre des États-Unis d'Amérique, qui passe avec raison pour une des meilleures têtes politiques, n'hésite pas à dire qu'il croit l'établissement d'un gouvernement absolu ou représentatif, légitime ou illégitime, en France, incompatible avec la liberté illimitée de la presse..... J'ai cru devoir me rendre, peu de jours après l'arrivée du rescrit n° 9, chez le duc de Richelieu pour lui dire tout ce que ce rescrit renferme d'agréable pour lui. Il y a été extrêmement sensible, et, après m'avoir prié d'en témoigner sa profonde reconnaissance à votre majesté, il fit la remarque qu'il désirait que les cours étrangères voulussent cependant bien avoir, en considération des grandes difficultés qu'elles ne pouvaient méconnaître, quelque indulgence pour lui. Il m'a montré au reste de nouveau à cette occasion le courage d'esprit si nécessaire à un homme d'état dans les graves circonstances actuelles, en me disant entre autres choses que la lutte était établie entre le génie du bien et le génie du mal. Au sujet des plénipotentiaires des cours étrangères, il me dit encore que nous ne pourrions mieux aider le gouvernement français qu'en n'en ayant pas l'air, parce que, la nation française étant la plus vaniteuse du monde, tout prétexte trouvé pour faire croire à une influence étrangère ne pourrait que nuire à la marche du ministère. Je lui répondis que je n'avais eu que trop d'occasions de remarquer le mal que l'on a su faire en attribuant une grande importance personnelle à l'un ou l'autre des ministres étrangers, et que toute ma conduite... devait lui avoir montré combien je partageais son opinion sous ce rapport. Il répliqua bien vite que ce qu'il disait ne m'était aussi nullement applicable, et que personne ne savait mieux apprécier que lui la sagesse et la prudence avec lesquelles le baron de Vincent et moi nous nous étions constamment conduits. J'ai vu, dans cet en-

tretien,... que le duc de Richelieu, sans supposer que le duc Decazes puisse un jour rentrer dans le ministère, le regarde cependant toujours comme un obstacle à une marche plus assurée et à une attitude égale du gouvernement français, particulièrement vis-à-vis des autres cours alliées... Je me suis aperçu malheureusement aussi que j'ai eu trop bonne opinion des réflexions que sir Charles Stuart semblait avoir faites sur sa position relative aux circonstances présentes... Il se prononce de nouveau, ne fût-ce même quelquefois qu'en haussant les épaules, contre le ministère et le système qu'il a adopté, et me trouvant hier soir... chez le duc de Richelieu, ce ministre me prit par le bras, et, en s'éloignant avec moi de la société, il me dit : « Pouvez-vous vous faire une idée de l'inconcevable conduite de sir Charles Stuart? Il semble non-seulement apprendre avec un certain plaisir les plus malheureux événemens, mais il vient, de l'air le plus indifférent, me dire même tout à l'heure, à moi, ministre d'un roi de la famille des Bourbons, qu'il était déjà question à Madrid d'un changement de gouvernement, et que l'archiduc Charles devait être appelé au trône d'Espagne. » Le duc de Richelieu ajouta que la nouvelle était évidemment fausse... J'ai tâché de calmer le duc de Richelieu,... mais j'avoue que si j'ai toujours considéré la présence de sir Charles Stuart à Paris, depuis le changement de ministère de la fin de 1818, comme un très grand inconvénient, je la considère à présent comme un véritable malheur. Un ambassadeur qui tient plus ou moins à l'opposition en Angleterre et qui se jette encore, de quelque manière que ce soit, dans une opposition qui menace l'existence même du gouvernement auprès duquel il est accrédité, ne peut que nuire à ce gouvernement et à l'intérêt général. Le général Pozzo nous avait déjà parlé plusieurs fois dans ce sens, mais j'ai cru jusqu'ici qu'il exagérait un peu, et que d'ailleurs, pour pouvoir continuer d'être médiateur entre lui et sir Charles Stuart, il fallait ne pas donner trop d'importance à ce qu'il me disait. Je crois cependant les circonstances présentes trop graves pour ne pas soumettre respectueusement à votre majesté l'opinion que les liens de la quadruple alliance me paraissent un peu relâchés, que les sentimens sur lesquels elle a été fondée sont bien les mêmes encore, mais que la direction uniforme qui lui donnait tant de force a commencé à manquer déjà depuis 1818, et qu'il serait nécessaire d'employer tous les moyens pour revenir aux principes de cette alliance et surtout à celui de sacrifier toutes les convenances particulières à l'intérêt général. Pour ce qui concerne l'influence du général Pozzo di Borgo sur les affaires intérieures de ce pays, elle est différente de celle qu'il exerçait jusqu'à la fin de 1818. Ce n'est qu'une influence d'opinion sur le système et la marche du gouvernement en général, que nous avons tous jusqu'à un certain point, suivant notre position personnelle et le degré de confiance que nous avons inspiré. Or, comme il est bien avec les royalistes depuis l'époque précitée et qu'il tâche de contribuer à l'affermissement du trône légitime, cette influence, pourvu qu'il continue à la faire remarquer aussi peu que possible, ne pourra qu'être utile à la bonne cause..... »

Le prince de Hardenberg envoya à lord Castlereagh une copie du rapport de M. de Golz. Comme on peut bien le penser, cette communication confidentielle fut entourée de tous les ménagemens, de toutes les précautions oratoires qui pouvaient empêcher qu'elle ne blessât

les susceptibilités, si faciles à éveiller, de l'orgueil britannique. Le prince, dans la lettre d'envoi, se hasardait à dire qu'à Madrid on avait cru que l'ambassadeur d'Angleterre, sir Henry Wellesley, n'avait pas été étranger à la révolution, qu'on s'était même permis d'en accuser le cabinet de Londres, que ces bruits transmis à Paris y avaient excité de vives inquiétudes, et que sir Charles Stuart les avait fort augmentées par ses propos. Celui-ci, ajoutait-il, avait surtout grandement mécontenté le gouvernement français en se prononçant avec une singulière vivacité contre la mission d'un agent diplomatique que ce gouvernement se disposait à envoyer auprès du roi d'Espagne pour essayer de le diriger dans la position terrible où il se trouvait placé, et en faisant parvenir à Madrid, par courrier extraordinaire, des avis tellement alarmans sur l'objet de cette mission, qu'une fermentation violente s'était manifestée parmi les révolutionnaires espagnols, et que la cour des Tuileries avait dû, par prudence, renoncer à son projet.

Lord Castlereagh, qui sans doute avait reçu de plusieurs côtés des avertissemens semblables sur l'attitude de son ambassadeur, se décida à le rappeler. Un des sous-secrétaires d'état des affaires étrangères, M. Hamilton, se rendit à Paris pour lui faire connaître les intentions du cabinet, et aussi pour prendre des informations précises sur ce qui s'était passé. Voici ce qu'il écrivait le 20 avril 1820 à lord Castlereagh :

« Votre seigneurie verra, par la lettre de sir Charles Stuart, en date d'aujourd'hui, jusqu'à quel point je me suis conformé à vos instructions sur la communication que j'avais à lui faire par rapport aux relations dans lesquelles il se trouvait à l'égard de la cour et des puissances alliées, et à l'opinion que le cabinet s'était faite de la convenance de prendre, pour la conduite des affaires de sa majesté en France, des arrangemens plus conformes aux vues du parti qui gouverne ce pays. Je craignais qu'il ne fût pas possible de lui exposer le jugement porté sur sa conduite par le gouvernement de sa majesté sans le blesser trop vivement; j'ai vu avec une grande satisfaction qu'il recevait cette communication dans le même esprit que j'avais eu ordre de la lui faire; il s'est contenté de déplorer la situation si difficile où il s'était trouvé placé depuis le commencement, et spécialement depuis qu'il avait cessé d'agir sous la direction du duc de Wellington. Il savait, m'a-t-il dit, qu'il avait des ennemis; il n'ignorait pas avec quelle activité on fabrique ici des anecdotes mensongères ou exagérées sur tout le corps diplomatique en général et sur lui particulièrement... — Quant à mon appréciation de sa conduite et de son langage, d'après le peu que j'ai vu de lui, je suis porté à penser qu'en plusieurs occasions il a manqué de précaution et même de prudence, mais je crois qu'il y a dans son fait plus de négligence et de laisser-aller que de méconnaissance de ses devoirs et des intentions de son gouvernement... Je ne lui en ai pas moins déclaré en termes très formels que votre décision est positive et que son ambassade finira l'été prochain... »

Sir Charles Stuart n'avait nulle envie, pour employer ses expressions, d'*aller planter ses choux à quarante ans*. Dans deux lettres confidentielles qu'il écrivit à lord Castlereagh, il essaya de se justifier. Il parla de tous les efforts qu'il avait faits pour rester en harmonie avec les représentans des autres cours. Il s'attacha à établir que ses dissentimens avec le général Pozzo n'avaient jamais eu la gravité qu'on supposait, et que même, depuis l'année précédente, ils avaient presque cessé. Il atténua autant que possible l'intimité de sa liaison avec M. Decazes, donnant à entendre que ce ministre avait bien pu chercher à en exagérer l'apparence, pour se faire une arme contre ses nombreux adversaires de l'approbation et de l'appui du gouvernement anglais. Il protesta qu'il avait toujours considéré comme un de ses premiers devoirs celui de rester en dehors des partis qui divisaient la France, et d'appuyer également tous les ministres appelés par la confiance du roi. Il raconta enfin qu'au moment de la retraite de M. Decazes, il l'avait prié d'informer M. de Richelieu de son intention d'éntretenir avec le nouveau cabinet les relations les plus cordiales, que malheureusement M. Decazes, malade ou distrait par d'autres préoccupations, avait négligé de s'acquitter de cette commission, que cet oubli n'avait pas peu contribué aux fâcheux malentendus qui avaient eu lieu, mais que maintenant tout était expliqué, et que M. de Richelieu se montrait pleinement satisfait. On voit que sir Charles Stuart tenait beaucoup à conserver sa position diplomatique, et que tous les argumens lui semblaient bons pour atteindre ce but. Ses efforts ne furent pas infructueux. Non-seulement il ne fut pas rappelé dans le courant de l'été suivant, mais il conserva son ambassade pendant dix ans encore, sauf une courte interruption, — et le gouvernement français n'eut pas toujours à s'en féliciter.

Ce qui m'a engagé à m'étendre sur cet incident, c'est que les procédés de sir Charles caractérisent assez bien l'attitude que prennent trop souvent les agens britanniques dans les pays que leur situation intérieure expose à subir l'intervention de l'étranger, c'est que l'action personnelle et passionnée qu'il s'arrogeait, quoi qu'il en pût dire, en dépit des intentions de son gouvernement, est un fait peu rare dans la diplomatie anglaise. A tort ou à raison, on a quelquefois reproché à d'autres gouvernemens de ne pas soutenir suffisamment leurs agens compromis dans des entreprises difficiles et délicates, on le leur a imputé à faiblesse. L'Angleterre a d'habitude un tort tout opposé, mais qui, à mon avis, n'est pas, à beaucoup près, une preuve d'énergie : elle ne sait pas désavouer ceux de ses envoyés qui, sans instructions et par la seule impulsion d'un zèle exagéré, se sont jetés dans des tentatives contraires à la politique

autant qu'à la justice, mais conformes, ne fût-ce qu'en apparence, aux intérêts et aux préjugés du pays.

Cependant le gouvernement français, appuyé par les vœux de tous les autres gouvernemens, poursuivait contre l'opposition libérale et l'opposition révolutionnaire, désormais coalisées, une lutte dont le résultat semblait encore fort douteux. De part et d'autre, l'attitude et le langage avaient atteint le dernier degré de violence. On se croyait arrivé à un de ces momens de crise qui décident du sort des sociétés. Le duc de Richelieu écrivait à lord Castlereagh : « Il s'agit de la cause la plus sainte, celle de l'ordre social et de l'humanité, et cette grande considération est bien faite pour donner du courage. Nous sommes tous plus ou moins sur la brèche, milord, et je ne vois plus pour les nations comme pour les gouvernemens qu'un grand intérêt qui leur est commun à tous, celui de s'opposer à l'invasion de l'anarchie, qui s'avance pour détruire la civilisation. Si, comme je l'espère, les grandes puissances restent étroitement unies, il y a encore des ressources, et j'espère que nous ne succomberons pas dans la lutte que nous soutenons. »

J'ai déjà dit que la réforme de la législation électorale était le champ de bataille sur lequel devait se livrer le combat décisif. L'Europe entière attendait avec anxiété l'issue de ce combat, qui occupa tout le mois de juin 1820. La chambre des députés était partagée en deux camps presque absolument égaux. Après de prodigieux efforts d'éloquence, après de nombreuses péripéties mêlées de ce qu'on aurait pu appeler des *émeutes parlementaires* auxquelles répondaient du dehors des émeutes d'étudians et d'ouvriers qu'il fallut réprimer par l'emploi de la force, une sorte de compromis termina enfin la *bataille des élections*, nom qu'on donna alors, non sans raison, à cette grande crise. Le ministère, qui une fois déjà avait changé son premier projet, consentit encore à abandonner celui qui rencontrait une si vive résistance, et les doctrinaires, se séparant de leurs dangereux alliés, assurèrent par leur concours l'adoption d'une loi qui, dans leur manière de voir, laissait des chances d'avenir à l'opinion libérale, bien qu'elle donnât de grands avantages au parti opposé et qu'elle lui ménageât pour le moment un triomphe à peu près certain. Les révolutionnaires, voyant ainsi échapper de leurs mains l'arme avec laquelle ils avaient cru pouvoir préparer *légalement* la chute du trône, recoururent à d'autres moyens. Une conspiration militaire, qui avait des ramifications dans la garde royale et qui comptait des adhérens dans les hauts rangs de l'armée, fut découverte au moment où elle allait éclater. Les accusés furent traduits devant la cour des pairs, qui, après une longue procédure, mit en liberté la plupart d'entre eux, et ne prononça contre les autres que

des peines assez peu graves. Le premier effet de ce complot n'en fut pas moins, comme à l'ordinaire, de discréditer le parti qui l'avait formé et de fortifier le pouvoir. Les élections qui eurent lieu peu de temps après, sous l'empire de la loi récemment votée, donnèrent à l'opinion monarchique une immense majorité, et dans cette majorité la proportion des ultra-royalistes était assez considérable pour que les ministres pussent prévoir qu'ils auraient bientôt à compter avec eux. Ils durent en effet, dès ce moment, admettre leurs deux chefs principaux, MM. de Villèle et Corbières, à faire partie du conseil, bien que sans portefeuille.

A la fin de cette année, que la mort du duc de Berri avait ouverte sous de si sombres auspices, le trône semblait donc affermi en France, et la cause de la monarchie n'y paraissait plus menacée que par les exagérations de ses défenseurs.

III.

Le gouvernement britannique, sans courir à beaucoup près d'aussi grands dangers, s'était vu aussi en butte aux attaques factieuses du radicalisme. L'Écosse et l'Irlande avaient été agitées par des troubles sérieux qui prenaient leur source dans des griefs particuliers et locaux, mais auxquels l'esprit de faction n'était nullement étranger. A Londres même, quelques misérables qui portèrent leur tête sur l'échafaud avaient projeté l'assassinat des ministres comme le premier acte d'un bouleversement général. La répression assez facile de ces désordres, de ces attentats, le dégoût qu'ils inspiraient à la nation presque entière, ne pouvaient manquer de tourner pour le moment à l'avantage du pouvoir. Sa majorité dans le parlement en devint plus ferme et plus compacte. Lord Castlereagh était plein d'espoir. « Les fonds du radicalisme sont à présent bien bas, écrivait-il au prince de Hardenberg; le parti loyalement dévoué à la monarchie a repris supériorité et confiance... Quoi qu'en puissent dire nos réformistes, la voix du parlement est encore en elle-même toute-puissante dans ce pays, lorsqu'elle se prononce d'une manière non équivoque. » Quelque temps après, il écrivait au prince de Metternich : « Votre altesse remarquera bien que nous avons fait d'immenses progrès contre le radicalisme; le monstre vit encore et se montre sous des formes nouvelles, mais nous ne désespérons pas de l'écraser avec le temps et à force de persévérance. »

Ce que lord Castlereagh ne prévoyait pas, c'est que les victoires mêmes que le gouvernement remportait sur les révolutionnaires hâteraient le moment où le pouvoir devait enfin sortir des mains des purs tories qui le détenaient depuis près de quinze ans. Leurs doctrines arriérées et anti-libérales n'étaient plus en rapport avec l'état

des esprits. La guerre étrangère, puis les menaces et les agressions radicales les avaient fait supporter, parce que dans ces grandes épreuves ils s'étaient montrés les champions toujours énergiques et dévoués, sinon toujours habiles, de la cause du pays et de celle de l'ordre. L'Angleterre, une fois sortie de ces terribles luttes, devait appeler bientôt à la direction de ses affaires des hommes plus éclairés, plus accessibles aux idées nouvelles, moins absolument, moins aveuglément attachés au maintien d'anciens abus désormais sans justification possible et même sans excuse.

Un événement qui causa en Angleterre et dans tout le monde civilisé le plus déplorable scandale ne contribua pas peu au discrédit qui commençait dès lors à s'attacher à une administration longtemps si puissante et encore environnée au dehors d'une si grande considération. Je veux parler du procès de la reine Caroline, que son mari, le nouveau roi George IV, traduisit devant la chambre des lords sous une accusation d'adultère. On sait comment échoua cette accusation, on sait avec quelle passion extravagante l'opposition et la grande majorité du peuple anglais prirent la défense d'une femme que l'on voulait croire innocente parce qu'elle était persécutée, parce que celui qui la dénonçait à la vindicte publique avait eu le premier envers elle des torts impardonnables. Personne n'ignore que les ministres avaient d'abord essayé de prévenir le honteux procès dont ils ne pouvaient méconnaître les inconvéniens. On voit, par une lettre confidentielle de lord Castlereagh à son frère, l'ambassadeur auprès de la cour de Vienne, que le roi fut sourd à toutes leurs remontrances. Il leur déclara par écrit que la persistance de leur refus de consentir à ce qu'il désirait n'aurait d'autre effet que de l'obliger à choisir de nouveaux conseillers, et que, s'il ne pouvait en trouver qui se prêtassent à ses vues, il se retirerait en Hanovre. Un moment le ministère se considéra comme dissous. Le roi se laissa pourtant persuader de consentir à des propositions qui, si la reine les eût acceptées, auraient empêché un éclat; mais cette malheureuse princesse n'ayant voulu entendre à aucune transaction, les ministres ne crurent pas pouvoir refuser plus longtemps au roi le concours qu'il leur demandait. L'opinion publique jugea sévèrement cet acte de condescendance, elle ne voulut y voir que la preuve d'un désir immodéré de garder le pouvoir, et peut-être ne tint-elle pas assez compte des difficultés très réelles de la situation. Les esprits, absorbés pendant plusieurs mois en Angleterre par ce triste conflit, semblèrent pour un moment perdre de vue les grands événemens qui se passaient dans le midi de l'Europe, et qui devaient apporter des modifications si considérables aux relations établies entre les puissances depuis 1815.

J'ai déjà parlé de la révolution d'Espagne. Un des résultats de

cette révolution, qui ne se produisit pas instantanément, mais qui de prime abord se laissa entrevoir, fut de faire passer dans l'ordre des faits ce que le congrès d'Aix-la-Chapelle avait posé en principe, — l'admission de la France au nombre des grands états appelés à délibérer sur tous les intérêts principaux de l'Europe. Il était évident en effet qu'à raison de la position topographique de l'Espagne, aucune mesure ne pourrait être prise à l'égard de ce pays sans la participation du gouvernement français.

Par un de ces pressentimens qui bien souvent devancent la réalité, que les politiques à vue courte repoussent avec dédain, mais que l'événement finit par justifier parce qu'ils sont fondés sur une appréciation instinctive de la nature des choses, le public comprit dès le premier moment que la France était destinée à devenir l'adversaire du nouveau régime établi à Madrid, et l'Angleterre à en être la protectrice. Rien pourtant dans les dispositions des deux cabinets ne semblait encore justifier cette prévision. Le ministère sincèrement constitutionnel qui gouvernait la France, loin de vouloir restaurer le despotisme qui venait de succomber au-delà des Pyrénées, n'aspirait qu'à voir la révolution se modérer, se réformer elle-même par des moyens pacifiques et réguliers, qui donnassent des garanties aux libertés publiques comme à la dignité royale. Tous ses conseils étaient dirigés dans ce sens; malheureusement ces conseils ne plaisaient ni à un roi uniquement désireux de recouvrer sa toute-puissance, ni à des partis passionnés et défians, et les constitutionnels exaltés les repoussaient comme une inspiration de l'absolutisme, tandis que les libéraux plus sages n'avaient pas le courage de les accepter. De son côté, le cabinet tory qui gouvernait l'Angleterre n'avait certes pas applaudi à la résurrection de la folle constitution de 1812, il s'étonnait des accusations qui le présentaient comme ayant contribué à la rétablir et de la créance qu'elles paraissaient trouver à Paris; mais en même temps qu'il s'indignait de cette injustice, sa jalousie naturelle de tout ce qui pouvait rendre quelque action à la France, surtout dans la Péninsule, le portait à accueillir lui-même les bruits répandus sur les prétendues manœuvres dirigées par la cour des Tuileries contre les libertés castillanes. Il devenait ainsi, presque sans s'en apercevoir, le confident, l'allié des révolutionnaires espagnols, de même que le gouvernement français, malgré ses protestations alors parfaitement sincères, commençait à apparaître aux absolutistes comme un auxiliaire et un libérateur. Ce n'étaient encore que des symptômes et des apparences; mais que la révolution victorieuse fît de nouveaux progrès dans la voie du jacobinisme, que la conduite des affaires étrangères de l'Angleterre passât dans les mains d'un homme d'état moins conservateur que lord Castlereagh, que les ministres français cédassent la place aux chefs du parti ultra-royaliste, qui se

déclarait hautement contre le libéralisme espagnol, il était facile de prévoir ce qui arriverait.

Les événemens de Madrid avaient produit une très forte impression sur l'empereur Alexandre. L'exemple d'une révolution militaire dictant la loi au souverain devait effrayer un prince qui, tout en proclamant sans cesse les vues d'une philanthropie libérale, n'avait jamais dissimulé qu'il comptait beaucoup, pour en assurer le succès, sur l'appui de ses huit cent mille baïonnettes. Il était alors possédé au plus haut degré de la manie de gouverner l'Europe au moyen d'une sorte de congrès permanent dans lequel il comptait bien jouer le premier rôle, et tout récemment il avait eu l'idée de transformer le traité de la sainte-alliance en un traité de garantie générale entre tous les états européens. En apprenant la révolution espagnole, non content de répondre à la notification officielle que lui en fit l'envoyé du cabinet de Madrid par l'expression d'un blâme formel, il proposa aux grandes cours d'établir une conférence où leurs plénipotentiaires se seraient concertés sur la ligne de conduite qu'il convenait de suivre à l'égard de cette révolution. Sa proposition ne fut pas acceptée: partout, à Londres et à Paris comme à Vienne et à Berlin, on la jugea inopportune et compromettante. Le cabinet de Londres surtout se prononça fortement contre cette tendance à exagérer le principe de l'alliance et à le généraliser au point d'en faire une source d'embarras pour un pays constitué comme l'Angleterre; il exprima l'opinion que les gouvernemens devaient chercher leurs moyens de sûreté contre les dangers d'une révolte militaire dans des précautions et des améliorations administratives et non pas dans de vaines délibérations sur des faits que l'éloignement mettait en quelque sorte hors de leur portée. On craignait d'ailleurs d'augmenter les dangers de la royauté espagnole en irritant les révolutionnaires par des démarches qui sembleraient présager une intervention. L'empereur Alexandre, repoussé ainsi de tous côtés, dut renoncer à son projet.

Les troubles intérieurs de l'Espagne ne pouvaient en réalité affecter que la France, le seul des grands états continentaux dont le territoire fût contigu à celui de la Péninsule, et ni la France ni l'Angleterre n'étant alors en disposition d'y intervenir matériellement, aucune des autres puissances ne pouvait y penser, aucune même n'y avait un véritable intérêt. Cette considération s'appliquait à plus forte raison au Portugal, où éclata bientôt un mouvement semblable. Dans ces deux royaumes, la révolution avait d'ailleurs des causes locales, elle alléguait des griefs qui permettaient de se faire illusion sur sa portée et sur les liens qui la rattachaient aux grandes questions européennes. La crise qu'on vit éclater à Naples au commencement du mois de juillet se présentait dans d'autres conditions. Là, comme le remarquait l'envoyé d'Angleterre, sir William

A'Court, homme de beaucoup d'esprit et de sagacité, bien que fort peu libéral, l'insurrection qui aboutit à la promulgation de la constitution espagnole, devenue le *palladium* de la démagogie, n'avait été nullement provoquée par les fautes et les excès du pouvoir.

« La proclamation des insurgés, disait-il, n'essaie pas même de jeter l'ombre d'un blâme sur le gouvernement existant. Une réduction à moitié de l'impôt du sel est le seul avantage qu'ils promettent au peuple. En fait, il serait difficile de trouver un sujet de blâme. Ce royaume n'avait jamais connu un gouvernement aussi paternel et aussi libéral. Plus de sévérité, moins de confiance, eussent amené un résultat différent... L'esprit de secte et la défection inouie d'une armée bien payée, bien vêtue, et qui ne manquait de rien, ont causé la ruine d'un gouvernement vraiment populaire... Un royaume qui avait atteint le plus haut degré de prospérité et de bonheur sous le plus doux des gouvernemens, et qui n'était nullement surchargé d'impôts, s'est écroulé devant une poignée d'insurgés qu'un demi-bataillon de bons soldats aurait écrasés en un moment!... Je crains que cela n'aboutisse à des scènes de meurtre et de confusion universelle. Il ne faut pas nous tromper, la constitution est le mot d'ordre dont on fait usage; mais ce qui est arrivé n'est rien moins que le triomphe du jacobinisme : c'est la guerre des pauvres contre la propriété. On a appris aux basses classes à connaître leurs forces... »

Le tableau que traçait sir William A'Court était un peu chargé; mais ce qu'on ne pouvait mettre en doute, c'est que la révolution de Naples n'était qu'un des chaînons d'un vaste complot formé par le *carbonarisme* pour accomplir ce qu'on appelait la délivrance de l'Italie, c'est-à-dire pour détruire l'influence du cabinet de Vienne dans cette péninsule et pour éloigner les forces autrichiennes du territoire lombardo-vénitien. Les démocrates et les libéraux étaient d'accord pour ce résultat; beaucoup d'hommes monarchiques y tendaient même avec eux. Une conspiration venait d'être découverte à Milan, et l'on savait qu'à Turin ces aspirations hardies à l'unité italienne trouvaient d'autant plus de faveur, surtout dans la jeune noblesse et dans l'armée, que bien des gens se flattaient de l'espoir de voir l'unité ainsi rêvée se réaliser au profit du gouvernement sarde.

Une révolution qui se présentait avec de tels caractères n'était évidemment pas un fait local. Elle menaçait incontestablement la paix de l'Europe, puisqu'on ne pouvait exiger que l'Autriche restât inactive en présence des projets formés contre sa puissance. Aussi faisait-elle déjà des préparatifs militaires qui ne laissaient aucun doute sur ses intentions. Les gouvernemens alliés comprirent donc que cette fois il y avait lieu à une délibération commune. Sur la demande de la Russie, et bien que l'Autriche et l'Angleterre eussent préféré s'en abstenir, il fut décidé qu'un congrès se réunirait à Troppau en Silésie. Comme à Aix-la-Chapelle, les deux empereurs et le roi de Prusse

durent s'y rendre en personne; mais la France et l'Angleterre, au lieu de s'y faire représenter par leurs ministres des affaires étrangères, se bornèrent à y accréditer des ambassadeurs. En attendant les résultats de ce congrès, les cabinets se refusèrent à reconnaître le nouveau gouvernement de Naples et à recevoir ses envoyés.

Tout le monde était d'accord sur un point : c'est que l'état de choses créé à Naples par la révolution ne pouvait subsister sans de grandes modifications; mais quant à l'étendue des changemens nécessaires et à la manière de les préparer, la divergence des vues était complète.

La France désirait que l'informe constitution adoptée par les révolutionnaires triomphans pût être ramenée aux proportions de notre charte; elle ne croyait pas impossible d'y arriver par la voie des négociations, en s'entendant sur les lieux avec le parti modéré, dont les vœux étaient évidemment dans ce sens, qui comptait dans son sein tous les hommes éclairés du pays, mais dont elle ne comprenait pas suffisamment la faiblesse. Elle espérait par là prévenir l'intervention armée de l'Autriche dans la Basse-Italie, soustraire ce beau pays à sa pesante domination, peut-être préparer le reste de la péninsule au degré d'indépendance et de liberté qu'il lui était permis d'atteindre sans troubler la paix européenne et sans violer les traités. Ces dispositions étaient aussi de tout point celles de l'empereur Alexandre, encore animé à cette époque de sentimens très hostiles à l'Autriche, et avec qui l'envoyé français à Saint-Pétersbourg, M. de La Ferronnays, entretenait des relations intimes qui inquiétaient les cabinets de Vienne et de Londres.

Le cabinet autrichien voulait à tout prix détruire le régime démocratique qui venait de surgir à Naples, et il désirait pouvoir le faire avec l'assentiment et l'appui moral des autres puissances; mais il ne se souciait en aucune façon de substituer à ce régime un système de liberté raisonnable qui, ayant plus de chances de durée et de succès, aurait été beaucoup plus menaçant pour son établissement et son ascendant en Italie, essentiellement fondés sur le maintien du pur absolutisme. Cinq ans auparavant, en replaçant les Bourbons sur leur trône après la chute de Murat, il leur avait interdit, par une stipulation secrète, de changer sans son consentement les institutions du pays. Il n'osait se prévaloir formellement d'une telle clause, dont la révélation eût produit un fâcheux effet; mais il comptait bien, d'une manière ou de l'autre, en conserver le bénéfice.

Je ne parle pas de la Prusse, condamnée alors, par les embarras de sa position intérieure, à suivre docilement, dans toutes les questions générales, les erremens de la politique autrichienne. Quant à celle du cabinet de Londres, je ne saurais mieux en donner l'idée

qu'en insérant ici la plus grande partie d'une lettre écrite par lord Castlereagh à son frère, lord Stewart, le 16 septembre 1820, et destinée à lui servir d'instructions confidentielles dans les conférences du congrès.

« ... Avec tout le respect et l'attachement que je porte au système de l'alliance tel qu'il a été réglé par les arrangemens d'Aix-la-Chapelle, je douterais de la prudence, ou, en réalité, de l'efficacité d'une application positive de ses formes et de ses prescriptions dans l'occasion actuelle. Si le danger existant provenait d'une violation évidente des stipulations de nos traités, une réunion extraordinaire des souverains et de leurs cabinets serait indubitablement une mesure de bonne politique; mais alors que le danger provient de convulsions intérieures d'états indépendans, la convenance de hasarder une telle démarche est beaucoup plus contestable, et quand nous nous rappelons à quels funestes malentendus, à quelle irritation populaire ont donné naissance, dans les premiers temps de la précédente guerre révolutionnaire, les conférences de Pilnitz et la déclaration du duc de Brunswick, nous sommes portés à en conclure que tout ce qu'on pourra faire pour la sûreté générale contre les mouvemens insurrectionnels de soldats conspirateurs et rebelles ne devra être entrepris qu'après une mûre délibération, de la manière la mieux calculée pour ne fournir aucun aliment aux calomnies et aux passions, comme aussi pour justifier aussi pleinement que possible les dispositions auxquelles on s'arrêtera par une nécessité locale et spécifique résultant du cas particulier. J'espère donc que l'empereur de Russie voudra bien renfermer la portée des entrevues de Troppau dans les limites prudentes que propose son allié l'empereur d'Autriche, et que tout ce qu'on pourra faire dans ce cas particulier sera fait sans hasarder de déclarations contenant des engagemens universels qu'il serait impossible de tenir... Des dissertations sur des principes abstraits ne serviraient de rien aujourd'hui, si on ne les soutenait pas... Autant que j'ai pu en juger par l'examen du mémoire que le ministre autrichien a soumis à nos réflexions, il me semble que ce mémoire touche à peine la question véritable. Il affirme en fait la captivité du roi de Naples, et il propose de fonder sur ce fait un engagement aveugle qu'aucun gouvernement responsable ne saurait contracter... La substance de ce document se trouve dans la série de propositions... par laquelle il se termine. En les joignant aux préparatifs... de l'Autriche, et à sa volonté bien connue d'envoyer une armée dans le royaume de Naples pour la délivrance du roi et la destruction de l'ordre de choses existant, il ne peut y avoir aucun doute que les propositions dont il s'agit, si on les acceptait, équivaudraient en substance à la formation d'une ligue hostile de la part des cinq puissances contre le gouvernement de fait de Naples. Si toutes sont engagées à ne le reconnaître que d'un commun consentement, si la force, dans le cas où elle serait nécessaire, doit être employée pour le renverser, toutes deviennent parties principales dans la guerre, non-seulement moralement, mais en droit, bien qu'il puisse arriver que toutes ne prennent pas les armes pour l'accomplissement de la résolution arrêtée en commun. Or c'est là un concert dans lequel le gouvernement britannique ne peut pas entrer : 1° parce qu'il se lierait par là à des

engagemens qu'il ne peut pas contracter sans mettre toute l'affaire devant le parlement; 2° parce qu'il résulterait de ce concert une ligue qui, à un moment quelconque, pourrait l'obliger à recourir à la force; 3° parce qu'une telle conduite ne pourrait se concilier avec les principes de la neutralité qu'il a cru devoir prescrire à sir William A'Court, en vue de la sûreté de la famille royale de Naples. »

Lord Castlereagh continuait, dans le cours de cette lettre, à exposer ses objections contre la proposition autrichienne; il faisait remarquer que si l'action de l'Autriche contre les révolutionnaires s'exerçait au nom d'une ligue qui par cela même en serait responsable, cette responsabilité aurait pour conséquence nécessaire d'obliger le commandant des forces impériales à n'agir que sous la direction d'un conseil de ministres de l'alliance résidant au quartier-général, chose cependant tout à fait impraticable. Une telle ligue, suivant lui, n'obtiendrait jamais l'approbation du parlement, dont le gouvernement autrichien deviendrait en quelque sorte justiciable pour tous les actes qu'il ferait en vertu de cette alliance. Ces objections, ajoutait-il, étaient insurmontables à raison de la nature du gouvernement anglais, mais on pourrait les éviter en suivant une autre marche dont il développait les principes et les détails. Bien que la révolution de Naples ne constituât pas précisément un de ces cas d'intervention prévus par les traités qui avaient fondé la grande alliance, on s'accordait à reconnaître qu'elle recelait de grands dangers pour l'Europe et qu'elle donnait aux peuples de détestables exemples, étant l'œuvre d'une révolte militaire et d'une secte qui tendait à bouleverser tous les états de l'Italie pour les réunir en un seul. Néanmoins ces dangers atteignaient d'une manière si inégale les puissances alliées, qu'ils n'exigeaient et ne justifiaient pas de leur part les mêmes mesures. L'Autriche, par exemple, pouvait se croire obligée à des mesures extrêmes et immédiates sans que l'Angleterre se sentît assez directement, assez immédiatement menacée pour qu'une intervention de sa part fût autorisée par les principes qui pouvaient être soutenus devant le parlement. Il n'était donc pas possible que les deux gouvernemens s'unissent pour assumer une responsabilité commune. L'Autriche pouvait agir pour son compte après avoir pris confidentiellement les avis de ses alliés pour s'assurer qu'ils ne la désapprouvaient et qu'ils ne la désavoueraient pas, mais elle ne pouvait agir que sous sa propre responsabilité et non pas en leur nom. Pour obtenir d'eux cet assentiment ou cette approbation, elle devait leur prouver qu'elle n'agissait pas dans des vues d'agrandissement, qu'elle ne recherchait pas en Italie une suprématie inconciliable avec les traités, qu'elle n'avait en vue que sa propre défense, et qu'elle ne demanderait à Naples d'autres sacrifices que l'entretien de l'armée destinée

à occuper le pays. « Nous désirons, disait encore lord Castlereagh, laisser à l'Autriche toute sa liberté d'action, mais nous réclamons aussi la nôtre. Il est dans l'intérêt de l'Autriche que nous gardions cette position : elle nous permet, dans le parlement, de considérer et par conséquent de respecter les mesures qu'elle prendra comme des actes d'un gouvernement indépendant, doctrine que nous ne pourrions soutenir, si nous participions à ces actes. »

L'étendue de cette lettre, dont je me suis borné à indiquer les points principaux, prouve combien les idées qui y sont développées préoccupaient lord Castlereagh. On peut la résumer ainsi : le cabinet de Londres ne voulait pas s'associer à des déclarations de principes ni entrer formellement dans des arrangemens qui eussent été difficiles à défendre devant les chambres anglaises, mais il approuvait les projets de l'Autriche, il en désirait le succès; il était même disposé, moyennant certaines précautions de forme, à y contribuer par son appui moral, et en faisant ainsi valoir la convenance de ménager une certaine liberté d'action au cabinet de Vienne, il donnait assez à comprendre qu'il n'entendait pas le chicaner sur la nature du régime qu'il établirait à Naples après y avoir renversé la constitution démocratique.

Nous avons vu que les intentions du gouvernement français étaient bien plus libérales; il eut un moment l'espérance de les faire prévaloir. D'une part, il se faisait quelque illusion sur les dispositions du cabinet de Londres, et ne pouvait le croire aussi enclin à abandonner d'une manière absolue la cause constitutionnelle; de l'autre, il comptait sur les sentimens qu'avait manifestés jusqu'alors l'empereur Alexandre, et dont, peu de jours avant l'ouverture du congrès de Troppau, ce prince renouvelait encore l'assurance à un agent français qu'on lui avait envoyé à Varsovie, où il était venu assister à la seconde session de la diète polonaise. Le comte Capodistrias, qui passait pour son ministre le plus confidentiel, s'exprimait en toute occasion dans le même sens, et le langage des envoyés russes qui recevaient de lui leurs inspirations semblait ne laisser aucun doute sur l'attitude qu'allait prendre le cabinet de Saint-Pétersbourg. Substituer à Naples à la constitution des cortès une charte à la fois libérale et monarchique, arriver à ce résultat par la médiation de la France et écarter ainsi l'intervention autrichienne, tel semblait être le but que la France et la Russie allaient poursuivre de concert dans le congrès qui s'ouvrait à la fin d'octobre 1820.

Malheureusement l'esprit de l'empereur Alexandre, déjà ébranlé par la révolution espagnole, par la conspiration militaire qu'on venait de découvrir à Paris, et par les craintes qu'elle lui fit concevoir sur la stabilité du gouvernement français, reçut en ce moment même un nouveau choc de deux incidens survenus dans ses propres états.

A Varsovie, la diète se jeta avec un emportement insensé dans une voie d'opposition systématique qui devait singulièrement blesser un prince aussi absolu dans ses volontés que libéral jusqu'alors dans ses doctrines. A Saint-Pétersbourg, des mécontentemens particuliers firent éclater dans un des régimens de la garde une sédition qui n'avait certes aucun rapport avec les révoltes de la soldatesque espagnole ou napolitaine, et qui fut bientôt réprimée, mais qui ne pouvait manquer d'humilier, d'irriter, d'effrayer même un souverain habitué à compter avant tout sur la force et le dévouement de ses armées.

C'est sous l'influence de ces impressions que l'empereur de Russie arriva à Troppau. M. de Metternich profita avec une merveilleuse habileté de la disposition nouvelle où elles l'avaient jeté. La tâche que le ministre autrichien se proposait n'était rien moins qu'aisée. Des griefs personnels existaient depuis longtemps entre l'empereur et lui; il fallait les effacer. Il fallait non-seulement changer les convictions déjà affaiblies qui avaient jusqu'alors dirigé la conduite d'Alexandre, mais lui en faciliter l'abandon en désintéressant son amour-propre, en lui ménageant la transition, en lui persuadant que, par des moyens nouveaux que rendaient nécessaires des circonstances nouvelles aussi, c'était toujours vers le même but qu'il marchait; il fallait l'éloigner peu à peu de la France, vers laquelle se reportaient sans cesse ses penchans et ses souvenirs, en la lui montrant toujours dominée ou menacée par l'esprit révolutionnaire et gouvernée par des hommes qui manquaient de la résolution ou tout au moins de la force indispensable pour le combattre franchement. Il fallait enfin, au moment où le puissant souverain du Nord commençait à se détacher du grand but auquel il avait jusqu'alors aspiré, celui de faire prévaloir partout les principes et les institutions du libéralisme, lui en présenter un autre non moins propre à occuper et à remplir son imagination comme à satisfaire son orgueil et sa conscience, — la société européenne et chrétienne à sauver des attaques du jacobinisme par le sacrifice de tous les intérêts, de toutes les préventions, de tous les dissentimens. M. de Metternich, je le répète, fit preuve en cette conjoncture d'une prodigieuse habileté. Pour mieux réussir à changer les idées de l'empereur, il feignit de renoncer aux siennes. Il affecta de reconnaître humblement qu'Alexandre seul avait bien compris la situation, lorsqu'il avait proposé à ses alliés de se concerter sur les affaires d'Espagne, et que le cabinet de Vienne, en s'y refusant, avait commis une grande erreur.

Ces artifices obtinrent un plein succès. Vainement l'envoyé français, M. de La Ferronnays, essaya-t-il de les déjouer en rappelant les assurances si récemment données à son gouvernement; M. de Metternich, puissamment aidé par M. de Nesselrode, qui commença

dès lors à prendre un ascendant décidé sur son brillant et aventureux rival Capodistrias, parvint très promptement à établir entre les cours de Russie, d'Autriche et de Prusse, un concert dont la France et l'Angleterre se trouvèrent exclues, parce qu'en réalité il n'eût pas été possible à des gouvernemens constitutionnels d'y prendre part. Le 19 novembre, les plénipotentiaires des trois cours signèrent un protocole préliminaire qui posait, en style mystique et doctrinal, le principe d'une sorte d'excommunication politique contre les états où une révolution viendrait à dominer, qui reconnaissait à l'alliance le droit d'intervenir même par la force pour la réprimer, et décrétait, au nom de cette alliance, l'occupation militaire du royaume de Naples.

Je ne raconterai pas en détail les nombreux incidens du congrès de Troppau et de celui de Laybach, qui en fut la continuation. On sait comment, sur l'invitation des souverains alliés, le vieux roi de Naples se rendit auprès d'eux à Laybach, comment, après avoir promis à ses sujets de défendre dans le congrès l'indépendance et la constitution du pays, il s'empressa, dès qu'il fut arrivé sur le sol étranger, de désavouer ses promesses et de donner une pleine adhésion aux volontés des puissances absolutistes, comment enfin, le gouvernement révolutionnaire de Naples ayant refusé de se soumettre à ces volontés que l'Autriche lui avait fait notifier dans des formes assez blessantes pour ne laisser aucune chance à la conciliation, une armée de quatre-vingt mille Autrichiens fut dirigée, au nom des cours de Vienne, de Saint-Pétersbourg et de Berlin, vers le territoire napolitain.

Les intentions modérées et généreuses du cabinet des Tuileries se trouvaient ainsi complétement paralysées. Tout avait tourné contre lui, — et la défection imprévue de l'empereur Alexandre, et le désaccord qui s'était manifesté entre les plénipotentiaires du roi au congrès, et, ce qui explique ce désaccord, les dissentimens qui existaient en France sur la grande question du moment, non-seulement entre le gouvernement et l'opposition libérale, qui eût voulu qu'on défendît les armes à la main la révolution napolitaine, mais entre ce même gouvernement et le parti ultra-royaliste, qui l'accusait de ne pas se joindre à l'Autriche pour la combattre. Ainsi contrarié et desservi de tous les côtés, n'ayant que le choix des périls et des obstacles, le ministère de Louis XVIII continua pourtant jusqu'au dernier moment à faire tout ce qui dépendait de lui pour modérer les résolutions extrêmes, pour maintenir, au moins en apparence, l'union des grandes cours que l'Autriche venait de rompre avec tant d'artifice et pour arrêter l'empereur Alexandre sur la pente où on le poussait. Les ménagemens, la circonspection que lui imposait une situa-

tion si délicate ne pouvaient manquer de le faire accuser d'indécision et de faiblesse. L'attitude de l'Angleterre paraissait plus nette, ce qui ne veut pas dire, à beaucoup près, qu'elle fût aussi franche et aussi bienveillante. Le cabinet de Londres, plus que résigné à la destruction de la liberté napolitaine et à l'établissement de la suprématie autrichienne en Italie, ne se préoccupait que d'une seule pensée, celle de mettre à couvert sa responsabilité parlementaire; représentant d'un gouvernement dont l'origine se rattachait à la révolution de 1688, il ne voulait pas qu'on pût lui reprocher d'avoir laissé énoncer sans contradiction des doctrines qui condamnaient et flétrissaient toutes les révolutions. Dans une communication adressée à l'Autriche immédiatement après le protocole du 19 novembre, lord Castlereagh n'avait pas craint de revendiquer pour les peuples le droit de modifier leurs institutions et même de déposer leurs rois, lorsqu'ils attaquaient les libertés publiques. Plus tard, les cabinets d'Autriche, de Prusse et de Russie ayant envoyé à leurs légations respectives une dépêche dans laquelle ils affectaient de ne pas douter du consentement des cours de Paris et de Londres aux mesures qu'ils venaient d'arrêter, lord Castlereagh s'empressa de protester, par une circulaire qui ne tarda pas à être rendue publique, non-seulement contre cette assertion, mais contre le principe même du droit d'intervention que s'arrogeaient les trois cours; il déclara que ce principe était contraire à l'indépendance des peuples, dès lors qu'on prétendait le faire dériver d'une théorie générale sur les révolutions, bien qu'il reconnût à chaque gouvernement en particulier *le droit d'intervenir là où sa sûreté immédiate ou ses intérêts seraient sérieusement compromis par les actes domestiques d'un autre état.*

On peut caractériser ainsi la politique de la France et de l'Angleterre dans cette grande occurrence. — La France, sans approuver les principes posés à Troppau, s'abstenait de les frapper d'une réprobation formelle pour ne pas s'aliéner complétement la Russie, son seul allié, et aussi pour ne pas abdiquer, en se plaçant tout à fait en dehors de l'action du congrès, le droit de s'interposer éventuellement soit en faveur de l'indépendance italienne, soit contre la réaction aveuglément absolutiste dont Naples était menacé. — Le gouvernement britannique, assez indifférent en sa qualité de tory et d'allié de l'Autriche à la liberté napolitaine et à l'indépendance de la péninsule, mais soigneux de ne pas fournir à ses adversaires dans le parlement un texte d'accusation qui eût pu devenir populaire, se bornait à protester contre une théorie compromettante, et dans sa protestation même il avait soin d'indiquer que ce qu'il ne pouvait sanctionner comme un principe général, il était disposé à l'admettre à titre d'exception justifiée par les circonstances. Telle est la force

des mots, que la grande masse du public, trompée par les déclamations de l'opposition française, qui s'abusait peut-être elle-même, se persuada alors que le ministère de M. de Richelieu et de M. Pasquier connivait à l'alliance absolutiste, et que lord Castlereagh défendait la cause libérale!

Il ne faudrait pas conclure de ce que je viens de dire, pour expliquer les sentimens du cabinet de Londres et la conduite qu'ils lui inspirèrent, que ce cabinet approuvait au fond tous les procédés de la cour de Vienne. Sans doute il faisait des vœux pour le prompt succès de l'entreprise où elle s'engageait, mais quelques-uns des moyens auxquels elle avait recours pour préparer ce succès lui paraissaient bien tortueux, bien peu honorables, et il ne pensait pas qu'il fût à propos de rétablir purement et simplement à Naples le pouvoir despotique. Voici ce qu'on lit dans une lettre écrite par lord Castlereagh à lord Stewart le 5 janvier 1821 :

« Après toutes les déclarations et les rétractations du roi de Naples, si j'étais à la place de Metternich, je ne voudrais pas mêler ma cause au tissu de duplicités et de mensonges dont se compose la vie de sa majesté. Je suis de l'avis d'A'Court sur la position de ce prince et sur le peu de convenance qu'il y aurait à retourner à l'ancien système après tout ce qui s'est passé. Je pense encore que Metternich a fort affaibli sa position en rendant cette question européenne, au lieu de la faire purement autrichienne. Il aurait obtenu le même appui de l'Europe en fondant son intervention sur un motif beaucoup plus facile à comprendre. Il aurait eu bien plus sûrement pour lui l'opinion publique, surtout en ce pays, s'il s'était borné à alléguer le caractère hostile et offensif d'un gouvernement *carbonaro* contre tout état existant, au lieu de *s'embarquer* lui-même sur l'océan illimité où il a mieux aimé s'aventurer. S'il eût donné hardiment à son action des bases tout autrichiennes, et il en avait de bien fortes à alléguer, la Russie et la Prusse auraient *infusé* l'intérêt européen dans leurs déclarations d'adhésion sans *délayer* la question principale, au point de l'étendre jusqu'à leurs intérêts éloignés. Mais notre ami Metternich, avec tout son mérite, préfère une négociation compliquée à un coup rapide et hardi. »

Il y a certainement beaucoup de sens dans ces considérations, énoncées avec une profusion de métaphores par trop hibernienne. On pourrait cependant se demander si lord Castlereagh tenait suffisamment compte au ministre autrichien de l'importance qu'il y avait pour lui à capter l'empereur Alexandre et de l'impossibilité d'y réussir sans flatter ses manies de théories et de principes généraux.

Les travaux du congrès étaient terminés, les souverains et les ministres n'étaient plus retenus à Laybach que par l'attente des résultats de la marche de l'armée autrichienne dirigée sur le royaume de Naples, lorsqu'une nouvelle effrayante vint troubler la confiance et

l'espoir auxquels ils se livraient. L'armée piémontaise avait, à son tour, proclamé le régime constitutionnel, et ce mouvement paraissait d'autant plus formidable, que, dirigé par la haute noblesse et par l'héritier de la couronne, moins encore dans une pensée de libéralisme que dans une préoccupation d'hostilité politique contre l'Autriche, il semblait se rattacher à une vaste conspiration italienne. On apprenait que, de tous les points de la Lombardie, les étudians, les affiliés des sociétés secrètes s'échappaient pour aller joindre les Piémontais. On ne doutait pas qu'un mouvement analogue ne se manifestât dans les autres parties de la péninsule, et déjà l'on croyait voir l'armée autrichienne, enveloppée de toutes parts, succomber sous les masses populaires appuyées par les armées sarde et napolitaine. A Milan, le vice-roi se préparait à une retraite qui pouvait devenir inévitable. En France, l'émotion ne fut guère moins grande, lorsqu'on apprit les événemens de Turin. Les passions politiques, excitées par les luttes violentes de la tribune, étaient arrivées au dernier degré d'exaspération. Les départemens de l'est s'agitaient. Des émissaires du carbonarisme les parcouraient dans tous les sens; les bruits les plus alarmans y étaient répandus avec affectation; on parlait d'une révolte victorieuse à Paris, de l'abdication du roi, de la régence du duc d'Orléans, du drapeau tricolore arboré, de la constitution de 1791 proclamée. Le parti révolutionnaire croyait toucher au moment de reconquérir par la force le terrain que les précédentes élections lui avaient enlevé, et la terreur dont ses adversaires donnaient des signes non équivoques semblait justifier sa présomption. Les ultra-royalistes, si confians naguère et qui ne cessaient de harceler le pouvoir pour l'entraîner aux plus imprudentes exagérations, étaient tombés dans un profond abattement; un de leurs chefs proposait de voter précipitamment le budget pour que les chambres pussent ensuite se séparer, laissant au gouvernement le soin de pourvoir au salut commun. Dans le conseil même, on délibérait sur la question de savoir s'il n'y avait pas lieu d'ajourner les chambres, et de recourir momentanément à des ressources extraordinaires. L'Allemagne n'était pas moins troublée; l'expédition autrichienne contre Naples y avait été vue généralement avec peu de faveur; tous ces gouvernemens germaniques, que la main puissante de l'Autriche protégeait seule contre les entreprises du libéralisme, tremblaient du sort qui les menaçait, si elle venait elle-même à succomber; la Prusse surtout, cet ardent foyer des sociétés secrètes, redoutait une insurrection de la landwehr, peut-être de l'armée, et le cabinet de Berlin ne dissimulait pas ses regrets de s'être laissé entraîner, par complaisance pour la cour de Vienne, à prendre aux délibérations de Troppau et de Laybach une part qui maintenant lui paraissait bien com-

promettante. On craignait aussi pour la Pologne, toujours remuante, et où le grand-duc Constantin semblait s'attacher à détruire, par ses caprices brutalement tyranniques, l'impression des bienfaits de son frère. L'empire ottoman lui-même n'échappait pas au mouvement qui semblait sur le point de tout emporter : le prince Ypsilanti venait de lever en Moldavie l'étendard de l'indépendance grecque, et à sa voix les populations se soulevaient dans l'Épire, dans le Péloponèse, dans les îles.

Au sein du congrès de Laybach régnait une stupéfaction profonde à laquelle on peut à peine comparer celle que produisit au congrès de Vienne la nouvelle du débarquement de Cannes. Dans les premiers instans, la consternation était telle qu'on osait à peine se regarder. Le cabinet autrichien, non content de diriger sur l'Italie cent mille nouveaux soldats tirés de l'Allemagne et de la Hongrie, se hâta de demander secours à l'empereur Alexandre, qui ordonna aussitôt l'envoi au-delà des Alpes d'un pareil nombre de soldats russes. Le prince de Metternich, naguère si confiant, semblait aussi implorer le concours de la France, qui avait constamment prédit la révolution piémontaise, qui s'en était fait un argument pour conseiller une politique circonspecte et modérée, et à qui les événemens paraissaient donner raison.

J'ai cru devoir raconter cette crise avec quelques détails, parce qu'elle fut si courte, que la génération même qui l'a traversée n'en a pas conservé la mémoire, parce que le souvenir s'en est perdu en quelque sorte dans l'immense réaction dont elle fut suivie, lorsqu'on apprit au bout de quelques jours que les révolutions de Naples et de Piémont étaient tombées, à peu près sans coup férir, à l'apparition des forces autrichiennes, et que le pouvoir absolu, un moment renversé aux deux extrémités de l'Italie, en avait repris possession.

On vit alors se reproduire une de ces illusions qui avaient déjà si souvent égaré les gouvernemens et les peuples de l'Europe, et dont on peut craindre qu'aucune expérience ne suffise jamais à les préserver. Des émeutes populaires, des révoltes militaires mal conçues, mal dirigées, et qui avaient éclaté dans des circonstances particulièrement défavorables, venaient de succomber, après un succès d'un moment, sous l'action d'une force bien organisée. On crut pouvoir en conclure que l'esprit de révolution et même l'esprit libéral, qu'on affectait de confondre l'un avec l'autre, n'avaient aucune puissance réelle, qu'il suffisait de leur tenir tête pour en venir à bout, et que si à d'autres époques ils avaient triomphé, c'était uniquement parce qu'on avait méconnu leur faiblesse, et qu'on leur avait fait des concessions aussi dangereuses qu'inutiles. On se promit donc de ne plus retomber dans une semblable erreur. A défaut du régime représen-

tatif, il avait d'abord été question de donner au royaume de Naples un régime consultatif entouré de garanties sérieuses. Ce projet, comme presque tous les projets de cette espèce, était une véritable chimère; mais M. de Metternich s'en était servi pour amadouer l'empereur Alexandre, pour l'amener à renoncer avec moins de regrets à ses rêves de constitution. Dans l'enivrement de la victoire, il fut définitivement mis de côté, ou du moins réduit à des proportions tellement insignifiantes, que les plus ardens défenseurs du despotisme auraient pu difficilement y trouver à redire. L'Autriche, pesant à la fois sur les Deux-Siciles et sur le Piémont au moyen d'une occupation militaire qu'elle se faisait chèrement payer, maintint dans ces deux royaumes l'intégrité du pouvoir absolu, et crut faire assez pour la prudence et pour l'humanité en empêchant qu'à Naples le rétablissement de l'autorité royale ne fût souillé par le renouvellement des cruautés abominables qui avaient déshonoré la restauration de 1799.

IV.

Désormais la politique anti-libérale de M. de Metternich ne rencontrait plus aucun obstacle dans la volonté de l'empereur Alexandre. Il était complétement subjugué. Les vives émotions de la dernière crise avaient achevé dans son âme ardente et faible la transformation contre laquelle il se débattait depuis deux ans. A partir de ce moment, les idées de liberté et de droits des peuples lui devinrent aussi odieuses qu'elles lui avaient été chères jusqu'alors; le mot de constitution sembla lui inspirer cette irritation, cette antipathie que l'on éprouve pour ce qui, en rappelant d'anciens égaremens, éveille au fond du cœur des remords ou des regrets trop amers. Le besoin d'activité continue dont il était possédé prit une direction nouvelle : poursuivre, anéantir partout la révolution, tel fut le but qu'il se proposa et qu'il résolut d'atteindre au prix des plus grands sacrifices. Dans son impatience, le ministère de M. de Richelieu ne se montrant nullement disposé à intervenir en Espagne, il parlait d'envoyer une armée russe renverser la constitution de 1812.

L'insurrection du peuple grec soulevé pour reconquérir son indépendance n'était à ses yeux qu'un des incidens de la grande conspiration révolutionnaire. Cette insurrection, promptement étouffée dans les principautés du Danube, où elle avait pris naissance, mais qui faisait chaque jour des progrès sur le continent et dans les îles de la Grèce proprement dite, l'irritait d'autant plus que des agens russes, s'abusant sur les intentions actuelles de leur maître, en avaient évidemment favorisé l'explosion, ce qui faisait planer sur sa

politique un soupçon de déloyauté. Son premier mouvement avait été de désavouer les insurgés de la manière la plus éclatante. Malheureusement pour la Porte, qui à cette époque conservait encore, dans son affaiblissement progressif, l'orgueilleuse et ignorante férorité du temps des Mahomet II et des Soliman, elle ne comprit pas combien il lui importait de ménager de telles dispositions, que d'ailleurs elle ne croyait pas sincères. S'associant aveuglément à l'exaspération d'un peuple barbare et fanatique, elle se livra, et contre les insurgés et contre tous ceux qu'elle soupçonnait de leur être favorables, à d'effroyables cruautés; elle ne craignit pas de fouler aux pieds les priviléges des populations chrétiennes, sans en excepter ceux que les traités avaient placés sous la garantie de la Russie. L'Europe, presque sans distinction d'opinions et de partis, se sentit saisie d'un sentiment d'indignation et de pitié auquel se mêla bientôt le plus vif enthousiasme pour l'héroïque résistance des Grecs. En Russie surtout, ce sentiment prit un caractère d'autant plus exalté, que la communauté de religion créait en faveur des victimes un nouveau lien de sympathie. L'empereur Alexandre, cédant à l'entraînement général, réclama énergiquement en faveur de l'humanité et des traités violés. Ses réclamations furent reçues de telle sorte qu'il crut devoir rappeler son envoyé; le 31 juillet 1821, M. de Strogonof quitta Constantinople avec toute sa légation.

La guerre semblait imminente. Toutes les grandes puissances s'interposèrent pour la prévenir. Leur attitude et leurs intentions n'étaient pourtant rien moins qu'identiques. Le gouvernement français, ami sincère de la Russie et partageant d'ailleurs la bienveillante pitié qu'excitaient dans toutes les âmes généreuses les souffrances du peuple grec, appelait sans doute de ses vœux un arrangement pacifique, mais un arrangement conforme à la dignité du cabinet de Saint-Pétersbourg et qui donnât satisfaction à ses légitimes griefs. Il s'efforçait de calmer le ressentiment d'Alexandre, de lui faire prendre patience, et lorsque ce prince, dans ses conversations avec M. de La Ferronnays, essayait de s'assurer éventuellement l'appui de la France en faisant luire à ses yeux des espérances d'agrandissement territorial, on laissait tomber ces offres, conçues, il est vrai, en termes bien vagues. Cependant il était évident pour tout le monde que si la guerre venait à éclater, la Russie ne compterait pas la France au nombre de ses adversaires. Il en était tout autrement de l'Angleterre et de l'Autriche. Pour elles, la grande, j'ai presque dit l'unique question, était d'empêcher la Russie, déjà si puissante en Orient, d'y faire de nouveaux progrès, d'y acquérir un surcroît d'influence. La cause des Grecs les touchait fort peu; tous leurs vœux tendaient à la prompte répression d'un mouvement insurrectionnel qui était venu déranger

l'ensemble de leurs combinaisons politiques, et, peu soucieuses de l'opinion publique indignée, elles faisaient même tout ce qui était en leur pouvoir pour hâter ce résultat. Le plus parfait accord régnait à ce sujet entre les deux cabinets. Le roi d'Angleterre étant allé, au mois d'octobre, visiter ses états continentaux, et lord Castlereagh (qui venait d'hériter de son père le titre et le nom de marquis de Londonderry) l'ayant accompagné dans ce voyage, M. de Metternich se rendit à Hanovre pour se concerter avec lui. Ils avaient espéré que l'empereur Alexandre, si enclin d'ordinaire aux délibérations communes et aux entrevues de princes et de ministres, voudrait prendre part à cette réunion, et ils comptaient beaucoup sur leur talent de persuasion pour le ramener à leur point de vue; mais cet espoir fut trompé : Alexandre ne vint pas, et la négociation dut se suivre avec lui par écrit.

Quelques mois auparavant, quinze jours avant la rupture des relations diplomatiques entre la Russie et la Porte, le marquis de Londonderry, qui comprenait la gravité de la situation, avait cru devoir recourir, pour en conjurer les dangers, à une démarche en dehors des voies ordinaires de la diplomatie; le 16 juillet 1821, il avait écrit à l'empereur de Russie une lettre ainsi conçue :

« Sire, lorsque je fus admis à prendre congé de votre majesté impériale avant votre départ d'Aix-la-Chapelle en 1818, votre majesté voulut bien me permettre de m'adresser directement à elle toutes les fois que les intérêts de l'alliance européenne pourraient justifier l'usage que je ferais de cette autorisation. — En ne me prévalant pas jusqu'à présent de la gracieuse permission de votre majesté, j'ai prouvé que je n'étais pas disposé à abuser de ce témoignage si particulier de sa bienveillante confiance... — Pour me conformer aux ordres du roi mon souverain, et sous l'impression du sentiment profond de l'importance de la crise actuelle, j'ose m'adresser à votre majesté au sujet des affaires de Turquie, et je le fais avec d'autant moins d'hésitation que j'ai la conviction intime que quelque embarras que puisse éprouver votre majesté par suite de considérations locales et des dispositions de son peuple, le jugement qu'elle porte de ces déplorables complications est d'accord avec celui qu'en porte le gouvernement britannique, et que je suis également persuadé que votre majesté impériale, triomphant de tous les obstacles, suivra en définitive une ligne politique de nature à fournir une preuve nouvelle, mais non pas inattendue, de sa détermination de maintenir inviolablement le système européen tel qu'il a été affermi par les derniers traités de paix. J'ai la confiance que les terribles événemens qui affligent aujourd'hui une partie de l'Europe ne sont pas considérés par votre majesté comme constituant, dans l'histoire du temps actuel, une question nouvelle et isolée. Ils ne proviennent pas exclusivement de la lutte des élémens inflammables dont se compose l'empire turc, mais ils forment une branche de cet esprit organisé d'insurrection qui se propage systématiquement à travers l'Europe,

et qui fait explosion toutes les fois que la main du pouvoir se trouve affaiblie par une cause quelconque. Si les symptômes en sont plus destructifs en Turquie, c'est parce que, dans ce malheureux pays, il rencontre toutes les passions, tous les préjugés, et par-dessus tout ces animosités religieuses qui donnent aux commotions civiles leur caractère le plus odieux et le plus affligeant. La position limitrophe des états de votre majesté impériale, la sympathie religieuse que la grande masse de ses sujets porte à la population grecque de la Turquie, les nombreuses relations commerciales et autres qui ont lieu réciproquement entre les populations des deux empires, et aussi les anciennes jalousies qui résultent nécessairement des souvenirs de l'histoire, placent votre majesté en première ligne sur ce théâtre de difficultés européennes.

« Il serait superflu de faire perdre le temps de votre majesté impériale en travaillant à lui prouver que la Turquie, malgré toute sa barbarie, constitue dans le système de l'Europe ce qu'on peut appeler un mal nécessaire. C'est une excroissance qu'on peut à peine regarder comme formant partie intégrante de son organisation dans l'état de santé, et cependant, pour cette raison même, toute tentative d'introduire l'ordre dans ses élémens hostiles par une intervention extérieure ou de l'assimiler à la masse peut exposer le corps entier de notre système général aux plus grands périls. La question véritable qu'il est urgent de prendre en considération est celle-ci : comment le danger sera-t-il éloigné des autres états, et comment les puissances voisines réussiront-elles le mieux à maintenir leurs relations pacifiques avec un pays livré à de telles convulsions? Cette question est surtout pressante en ce qui concerne les états de votre majeste impériale, et elle se subdivise en deux points : 1° les chances qui existent pour que la paix des provinces de votre majesté soit troublée par l'insurrection qui s'étend de ce côté; 2° les injures et les outrages auxquels ses serviteurs et ses sujets ont été et peuvent être exposés dans l'empire turc.

« Relativement au premier point, je crois qu'il n'y a rien ou du moins fort peu à craindre, et qu'avec la force imposante que votre majesté peut réunir sur les frontières, on est en droit de considérer comme impossible que la contagion pénètre dans les limites du territoire russe. Le second mal est plus pressant, et on ne peut que déplorer les épreuves auxquelles, d'après les dernières nouvelles de Constantinople, la longanimité de votre majesté peut être exposée sous ce rapport. Croire ou même désirer que votre majesté ne défende pas, au moment convenable, les justes droits de sa couronne et de son peuple, c'est ce qui ne peut entrer dans la politique du gouvernement anglais; mais moins on peut douter de la puissance de votre majesté, plus les événemens de la dernière guerre ont élevé sa position, plus aussi elle est en mesure de temporiser et de laisser l'ouragan s'épuiser de lui-même. L'empire turc, en ce moment, ne semble pas seulement infecté de tout le venin des principes modernes, mais agité jusqu'à la fureur par les anciennes animosités qui lui sont particulières. Le gouvernement aussi bien que la population a, pour l'instant, abdiqué ses facultés ordinaires de raison et de prudence, et s'est abandonné à une folie frénétique, à un esprit aveugle de guerre intérieure et exterminatrice. Ce n'est pas dans de telles conjonctures

qu'on peut s'enquérir des torts d'une manière satisfaisante et discuter les réparations. Votre majesté impériale, je me permets avec une humble confiance de lui soumettre cet avis, doit attendre le moment du réveil de la raison et de la réflexion, à moins, sire, que vous ne soyez préparé à assumer les périls et les charges d'une occupation militaire à effectuer, non pas au milieu d'un peuple chrétien et plus ou moins facile à manier, mais au milieu d'une race fanatique, vindicative et barbare. — Sans doute l'humanité frémit à l'aspect des scènes qui, à ce qu'il paraît, désolent la plus grande partie de la Turquie européenne, et il ne faudra rien moins que l'autorité imposante du grand nom et du caractère de votre majesté pour que la nation russe se résigne à voir les ministres de la religion qu'elle professe elle-même immolés avec tant de barbarie au ressentiment du gouvernement sous lequel ils ont le malheur de vivre; mais nous espérerions en vain pouvoir matériellement changer leur sort ou les délivrer de leurs souffrances et maintenir en même temps le système de l'Europe tel qu'il existe aujourd'hui. Le danger d'innover dans cette œuvre consacrée et la réflexion que, si nous ne pouvons refuser aux Grecs notre sympathie et notre compassion, ils ont pourtant été les agresseurs dans la circonstance actuelle, et qu'ils se sont laissé entraîner à la pratique périlleuse et corruptrice de l'époque, si fortement réprouvée par votre majesté impériale, peuvent bien l'engager, elle et ses alliés, à rester en observation plutôt qu'à intervenir dans l'inextricable confusion des affaires turques. — La flamme brûle en ce moment avec trop d'intensité pour que cela puisse durer longtemps; un temps doit arriver, et probablement avant peu, où la puissance turque, épuisée par ses propres convulsions, deviendra accessible à la raison, où la voix de votre majesté sera entendue et les griefs dont elle se plaint redressés, et peut-être la Providence, dans les nombreuses épreuves auxquelles elle vous a réservé dans le cours de votre vie, remplie de tant et de si glorieux événemens, ne vous a-t-elle jamais présenté l'occasion de donner au monde et à la postérité un plus éclatant témoignage de vos principes qu'en vous mettant à même de manifester envers un gouvernement fanatique et à demi barbare ce degré de modération et de magnanimité qu'un esprit religieux et enthousiaste pour le système que votre majesté a si puissamment contribué à élever en Europe peut seul inspirer, en présence de semblables provocations, à un prince armé d'une telle puissance.

« J'ose espérer que les sentimens que je me suis hasardé à exprimer ne blesseront pas votre majesté impériale et ne seront pas désavoués par elle. Quelle qu'ait pu être la divergence d'opinions dans les récentes discussions sur des théories abstraites de droit international, et à quelque point que la position du gouvernement britannique se soit écartée de celle des trois cours alliées par la ligne de neutralité que le roi a cru devoir adopter au sujet des affaires d'Italie, nous pouvons constater avec bonheur que, depuis l'heureuse époque qui a donné naissance à l'alliance actuelle, il s'est à peine présenté un exemple de dissentiment politique entre les conseils de votre majesté et ceux de mon auguste maître sur un point de quelque gravité pratique. Je suis certainement convaincu que chacun des états alliés, tout en avouant consciencieusement à la face du monde ses propres principes et en maintenant

ses habitudes particulières d'action, restera inaltérablement fidèle aux obligations fondamentales de l'alliance, et que le système actuel, conduit avec cette prudente modération, subsistera longtemps pour la sûreté et le repos de l'Europe..... »

Cette lettre est surtout remarquable, parce qu'elle nous révèle l'idée qu'un homme d'état aussi éclairé et aussi bien informé que lord Londonderry se faisait alors des dispositions de l'empereur Alexandre et de la nature des argumens par lesquels on avait le plus de chances d'agir sur son esprit. Je n'ai pas sous les yeux la réponse de l'empereur; il y affirmait que l'opinion unanime du peuple russe se prononçait énergiquement pour une guerre immédiate contre la Porte, et qu'il n'avait pu résister jusqu'à ce moment à un entraînement aussi universel sans compromettre sa popularité.

Quelques mois plus tard, le 14 décembre, lord Londonderry écrivit à sir Charles Bagot, ambassadeur d'Angleterre à Saint-Pétersbourg, une lettre destinée à être mise sous les yeux de l'autocrate, et qui reproduisait en termes plus pressans l'ordre d'idées développé dans celle que je viens de citer.

« En réfléchissant, disait-il, à l'état présent des affaires en Grèce dans leur liaison avec celles du reste de l'Europe, et on peut dire du monde, il est impossible que l'empereur de Russie ne soit pas frappé du caractère critique de la résolution qu'il a à prendre. Je veux essayer de vous exposer cette situation telle que je la conçois... C'est pourtant un sujet dans lequel je ne veux pas entrer officiellement. Je le traiterai brièvement dans une lettre particulière, et si votre excellence juge à propos d'en toucher quelque chose à l'empereur, je pense qu'il vaudra mieux ne le faire que de vive voix.

« Le premier point qui mérite d'appeler la considération attentive de sa majesté impériale, ce sont les progrès continuels du mouvement révolutionnaire sur le continent américain. Les événemens de ces derniers mois à Mexico, au Pérou, à Caracas et au Brésil ont presque décidé que les deux Amériques grossiraient la liste déjà prépondérante des états soumis à un système de gouvernement fondé sur une base républicaine ou démocratique. Un esprit analogue s'avance en Europe à pas de géant; l'Espagne et le Portugal sont lancés dans le tourbillon d'une convulsion semblable. La France vacille dans sa politique entre des vues et des intérêts extrêmes, les uns et les autres sérieusement et peut-être également menaçans dans leur nature même pour sa tranquillité intérieure. L'Italie, y compris les états du roi de Sardaigne, bien qu'arrachée pour un temps des mains des révolutionnaires, n'est contenue que par la présence de l'armée autrichienne d'occupation, et ne fait, on peut le craindre, que des progrès bien lents dans la reconstruction d'un système de gouvernement indigène propre à assurer contre ces mêmes révolutionnaires une existence indépendante. — Le même esprit s'est immiscé profondément dans les affaires de Grèce. L'insurrection dont la Turquie d'Europe est le théâtre ne peut, ni dans son organisation, ni dans les objets qu'elle a en vue, ni dans ses moyens d'action, ni dans ses relations extérieures, se dis-

tinguer des mouvemens antérieurs en Espagne, en Portugal et en Italie. La seule différence consiste dans le surcroît de complications et d'embarras résultant de ce qu'elle se trouve associée aux déplorables effets d'un autre système de gouvernement bien détestable aussi, sous la haine duquel elle cherche à cacher ses véritables projets pour exciter l'intérêt en sa faveur et atteindre ainsi son but final. — En un mot, il est impossible que l'empereur ne voie pas que la source de ce torrent révolutionnaire est en Grèce, que le flot déborde sur ses provinces méridionales par un courant presque continu et non interrompu depuis l'autre rive de l'Atlantique, et c'est sur ce principe, et non pas sur des vues de politique locale, que sa majesté, je n'en doute pas, règlera sa conduite en véritable homme d'état. — Je ne dirai pas ce que le gouvernement britannique ferait en pareil cas, parce que le principe d'après lequel nous devons toujours agir comme état est celui de la non-intervention poussée même à l'extrême, mais je suis bien sûr que si ce qui se passe maintenant en Grèce, notamment en Morée, sous la conduite d'aventuriers étrangers, était arrivé dans tout autre pays limitrophe de la Russie, l'empereur n'aurait pas attendu jusqu'à ce moment pour agir comme à Laybach, et aucune querelle particulière avec les Turcs ne l'aurait fait hésiter à s'opposer avec autorité, dès le premier moment, à l'ennemi commun et le plus formidable.

« Si je suis fondé à regarder le mouvement révolutionnaire en Grèce comme le véritable danger, si toutes les questions entre la Russie et la Turquie doivent en réalité être considérées, au moins pour le moment, comme secondaires et absorbées en quelque sorte dans l'importance de la question principale, quelle ligne de conduite l'empereur doit-il suivre dans sa sagesse? J'ai dit tout à l'heure qu'en tout autre cas l'empereur se serait décidé, et que, s'il eût été nécessaire, il aurait pris en main, contre les Grecs, la cause de l'autorité légitime du pays. — Dans le cas actuel, c'est plus qu'on ne peut attendre ou conseiller; une armée russe ne pourrait d'ailleurs pénétrer en Turquie pour y combattre la révolution sans s'y trouver engagée tout à la fois dans des hostilités contre les Turcs et contre les Grecs. Si donc l'empereur, dans ce cas spécial, ne peut réprimer le mal par ses propres moyens, c'est un motif de plus pour sa majesté de ne pas s'interposer à l'effet d'empêcher le gouvernement ottoman d'éteindre la révolte qui menace la tranquillité générale non moins que sa propre autorité comme gouvernement. — En considérant les tendances relatives des parties contendantes, quelles que puissent être les vues de la Turquie, elles sont au moins exemptes du danger révolutionnaire. La cause des Grecs en est profondément et inévitablement imprégnée, et il est impossible, au moins en ce moment, de l'en dégager. Je me permets donc de dire que l'empereur de Russie doit la désavouer comme étant devenue essentiellement révolutionnaire. Sa majesté impériale doit plutôt favoriser que contrarier les efforts du gouvernement ottoman pour étouffer l'insurrection, et elle doit regarder ses différends avec la Porte comme n'ayant qu'une importance secondaire au moins jusqu'à la destruction de cette révolte. Alors seulement l'empereur pourra sans danger entrer en compte avec la Turquie, parce qu'alors, sans encourager les principes révolutionnaires, il pourra obtenir le redressement de ses griefs et

étendre sa protection sur les Grecs, qui auront cessé d'être en état de résistance ouverte à leur souverain. »

Il règne dans ces deux lettres, dans la seconde surtout, une telle exagération, les idées et l'expression même en sont parfois si excessives, si bizarres; il y a tant d'étrangeté dans cette image du flot révolutionnaire partant du littoral américain de l'Atlantique pour aller battre le rivage méridional de l'empire russe après avoir inondé l'Espagne, l'Italie et la Grèce; tout cela enfin ressemble si peu au langage d'un homme d'état anglais, que si l'authenticité de ces documens n'était pas incontestable, on hésiterait à les prendre au sérieux. On serait tenté d'y voir une parodie plus ou moins piquante du genre d'argumentation que M. de Metternich s'était habitué, depuis le congrès de Troppau, à mettre en usage pour agir sur l'empereur Alexandre. Rien ne prouve mieux le parfait accord qui existait entre les cabinets de Londres et de Vienne.

C'est cependant à l'aide de ces raisonnemens sophistiques, c'est en exagérant outre mesure la force et les dangers de l'esprit révolutionnaire, avec lequel on affectait de confondre toute aspiration, soit à l'indépendance nationale, soit à la liberté même la plus modérée, que l'Angleterre et l'Autriche parvinrent à arrêter le monarque russe et à l'enlacer dans un dédale de négociations compliquées qui ne devaient aboutir à rien, mais qui retardèrent de sept années la lutte dont on semblait alors si près. Alexandre fut-il aussi complétement leur dupe qu'on l'a cru généralement? ou bien, comme quelques personnes l'ont conjecturé, était-il retenu aussi par une crainte secrète de compromettre dans une nouvelle guerre, dans une entreprise hasardeuse, la position si haute qu'il devait à d'heureux hasards bien plus qu'à ses talens, et faut-il penser qu'il se prêta sans trop de répugnance à dissimuler ses hésitations sous le voile spécieux d'un généreux sacrifice fait aux grands intérêts de l'Europe? Il est probable qu'en cette occasion, comme il arrive presque toujours, l'empereur fut déterminé par des motifs d'une nature complexe et dont il ne se rendait pas à lui-même un compte bien net.

La grande faute que commit alors M. de Metternich, enivré par le succès de ses artifices, ce fut de ne pas comprendre qu'il était prudent de ne point le pousser trop loin, que sans doute il était d'une bonne politique de mettre obstacle à de nouveaux agrandissemens de la puissance russe en Orient, mais que si l'on ne se hâtait de procurer à l'empereur une satisfaction honorable pour ses griefs fondés, si on ne pesait pas efficacement sur la Porte, tant pour l'amener à donner cette satisfaction que pour mettre fin aux effroyables cruautés commises sur les Grecs, toutes les habiletés diplomatiques finiraient tôt ou tard par échouer contre l'orgueil blessé

de la Russie, d'accord avec les vives sympathies qui s'attachaient, dans l'Europe presque entière, à la cause des Hellènes. M. de Metternich ne vit pas tout cela. Il parut quelquefois se livrer, avec la légèreté qui se mêle en lui à des facultés si éminentes, au plaisir de *mystifier* (si l'on peut ainsi parler) le cabinet de Saint-Pétersbourg, de lui faire concevoir des espérances qui ne devaient pas se réaliser, d'obtenir ainsi de lui des ajournemens, des concessions qui, par cela même qu'elles n'étaient pas payées de retour, devenaient des humiliations véritables. Sa partialité trop évidente pour la Porte eut le double résultat de l'encourager, de la rendre intraitable dans sa résistance et d'exciter à la longue dans le gouvernement russe de vifs et profonds ressentimens. Il est vraisemblable que l'esprit plus calme et plus circonspect du marquis de Londonderry, s'il lui eût été donné de diriger plus longtemps les affaires de son pays, n'eût pas persévéré jusqu'au bout dans cette politique imprudente; mais il n'était pas destiné à en voir le développement complet et le résultat définitif.

A l'époque où nous a conduits la suite de ce récit, les préoccupations principales des gouvernemens furent d'ailleurs détournées de l'Orient par les événemens qui survinrent dans l'Europe occidentale. Depuis quelque temps déjà, tout faisait pressentir en France un grand changement. Les ultra-royalistes, enhardis par la défaite des révolutionnaires italiens, étaient devenus plus exigeans. Le ministère du duc de Richelieu n'ayant pas consenti à augmenter la part qu'il leur avait faite dans la distribution des fonctions publiques, ils avaient rompu violemment avec lui, — et MM. de Villèle et Corbières, qui étaient entrés au conseil à la fin de l'année précédente, avaient donné leur démission. Les élections, auxquelles on avait procédé suivant l'usage annuel pour le renouvellement d'un cinquième de la chambre des députés, étaient venues grossir les rangs de ce parti, tandis que les libéraux, discrédités et découragés par leurs violences et par leurs échecs multipliés, s'étaient vus réduits à un petit nombre de nominations, et que le parti modéré, celui des défenseurs du pouvoir, avait lui-même échoué dans la plupart des colléges. Le ministère eût probablement réussi à prolonger son existence en acceptant le concours de la gauche, qui, dans leur défaite commune, le lui aurait volontiers accordé pour quelque temps à certaines conditions; mais M. de Richelieu et ses collègues pensèrent avec raison qu'après ce qui s'était passé depuis trois ans, et dans les conjonctures où l'on se trouvait, il ne convenait, sous aucun rapport, de tenter un nouveau 5 septembre. Ils se décidèrent donc, non pas encore à se retirer, mais à combattre tout à la fois les deux partis extrêmes. Il arriva alors ce qui arrive toujours en pareil cas. Les deux oppositions se

réunirent momentanément pour le renverser, et dès l'ouverture de la session elles commencèrent les hostilités par le vote d'une adresse qui, au moyen d'une équivoque difficile à justifier, donnait une expression commune à des griefs absolument contradictoires. Les ministres ne cédèrent pas encore, le roi annonça même l'intention de les soutenir avec énergie; mais la coalition irritée se livra à de tels emportemens, qu'on dut bientôt reconnaître qu'elle ne se dissoudrait pas avant d'avoir atteint son but, à quelque prix que ce fût. Louis XVIII vieillissait, sa santé affaiblie ne lui laissait plus la force nécessaire pour surmonter les obsessions dont l'entouraient les adversaires du cabinet. Une influence qui avait succédé auprès de lui à celle de M. Decazes s'employa efficacement à vaincre la répugnance qu'il avait jusqu'alors manifestée pour le parti ultra-royaliste, et le 14 décembre 1821 un nouveau ministère, où siégeaient, avec MM. de Villèle et Corbières, les représentans principaux de cette opinion, prit la direction des affaires.

On a dit que l'Angleterre et l'Autriche, inquiètes des bons rapports qui avaient longtemps existé entre l'administration du duc de Richelieu et le cabinet de Saint-Pétersbourg, et craignant que les affaires d'Orient n'eussent pour effet de resserrer cette alliance, un peu relâchée depuis les congrès de Troppau et de Laybach, avaient secrètement travaillé à préparer ce changement de ministère. Je n'ai à cet égard aucune donnée positive. Ce qu'on a publié de la correspondance de lord Castlereagh ne contient absolument rien qui soit de nature à nous faire présumer le jugement que les hommes d'état de l'Angleterre, et en particulier l'ambassadeur britannique à Paris, portèrent sur l'avénement du nouveau cabinet. On apprend seulement par une lettre de cet ambassadeur, antérieure de plus d'une année, qu'il avait vu avec satisfaction les commencemens de la faveur de la personne qui passa plus tard pour avoir contribué à frayer à M. de Villèle et à ses amis politiques l'accès du pouvoir. Voici ce qu'il écrivait à son gouvernement le 9 novembre 1820 :

« Le roi s'étant plaint à plusieurs reprises de la tristesse de la cour, et ayant fait entendre que l'absence de société depuis le renvoi du duc Decazes lui rendait son existence très pénible, il était depuis longtemps évident que sa majesté saisirait la première occasion de se créer des rapports confidentiels avec quelque personne dont les manières et la conversation pussent l'amuser dans ses momens de loisir. Il n'existe plus aucun doute sur celle qui est honorée de cette distinction. La vicomtesse du Cayla,... se trouvant engagée dans un procès avec son mari, a cru nécessaire, il y a quelques mois, de s'adresser directement à sa majesté pour lui demander sa protection. Sa conversation ayant plu au roi, il lui a exprimé le désir qu'elle renouvelât sa visite, et il en est résulté une si grande intimité, que non-seulement elle

passe une grande partie de son temps dans l'appartement de sa majesté, mais qu'une correspondance épistolaire occupe les heures où elle est absente des Tuileries. Pour être juste envers Mme du Cayla, je dois ajouter que sa majesté ne pouvait admettre dans sa société une personne plus éminemment distinguée par ses qualités intellectuelles et personnelles. »

Le parti ultra-royaliste, dont le nom seul, trois ans auparavant, était encore pour la France et même pour l'Europe un objet de terreur, était donc enfin maître du pays, et par l'effet des changemens que les faits accomplis dans cet intervalle avaient apportés à l'état des esprits, son triomphe, accueilli avec une satisfaction plus ou moins complète par plusieurs de ceux qui l'avaient jadis tant redouté, était accepté par beaucoup d'autres avec résignation. La majorité de la nation le voyait avec défiance, avec inquiétude; mais lasse de tant d'agitations, un peu désenchantée par le triste avortement des tentatives démocratiques, elle n'était pas disposée encore à seconder la vive opposition que le parti libéral commençait déjà à la tribune et dans les journaux contre un ministère dont il avait favorisé l'avénement, et bien moins encore à s'associer aux complots des sociétés secrètes organisées depuis quelque temps sur tous les points du royaume, à l'exemple des carbonari italiens. Ces complots, facilement réprimés, n'eurent d'autre résultat que le supplice de quelques malheureux presque tous fort obscurs, et leur condamnation, en frappant de terreur les ennemis de la royauté, sembla, comme à l'ordinaire, fortifier le pouvoir, en attendant qu'elle devînt contre lui un chef d'accusation, une cause d'impopularité. C'est pour la dernière fois que la France vit alors dresser l'échafaud politique.

Le ministère, appuyé dans les chambres par une imposante majorité, et en dehors de ces assemblées par une opinion ardente dont la bruyante exaltation, au milieu du découragement des autres partis, pouvait lui faire croire qu'il représentait véritablement le sentiment public, était donc en mesure de diriger la politique du gouvernement dans le sens du royalisme le plus prononcé. Déjà, tout en supprimant la censure préalable qui pesait temporairement sur les journaux depuis la mort du duc de Berri, il avait substitué aux lois si libérales votées trois ans auparavant pour régler le régime de la presse périodique une législation nouvelle dont le but évident était de la placer dans la dépendance du pouvoir. D'autres mesures, conçues dans le même esprit et réclamées par le parti victorieux, se préparaient; mais toutes les préoccupations intérieures ne tardèrent pas à s'effacer en quelque sorte devant une question extérieure qui tenait dans l'Europe entière tous les esprits en suspens : je veux parler de la situation de l'Espagne.

Les ultra-royalistes demandaient à grands cris qu'une armée fran-

çaise passât les Pyrénées pour aller délivrer Ferdinand VII, prisonnier de la révolution, et le rétablir dans l'exercice de ce qu'ils appelaient ses droits légitimes. Le cabinet était loin d'avoir à cet égard des idées aussi arrêtées. M. de Villèle, qui ne tarda pas à en devenir le chef, et qui dès lors en était le membre le plus considérable, éprouvait pour cette intervention, et en général pour tout ce qui pouvait aboutir à une guerre, une répugnance fondée, il faut le dire, moins sur un sentiment réel de modération ou sur une appréciation plus ou moins éclairée des grands intérêts de la France que sur la crainte de déranger l'équilibre financier et d'arrêter les progrès de la prospérité matérielle du pays, dont le développement était à ses yeux l'unique objet de la politique. Comme le ministère précédent, il eût voulu se borner à opérer en Espagne une transaction qui fît de Ferdinand VII un roi constitutionnel investi de pouvoirs suffisans pour assurer le maintien de l'ordre; mais une telle transaction n'eût satisfait, ni au-delà ni en-deçà des Pyrénées, le parti ultra-monarchique. Sur la pente où le nouveau cabinet se trouvait placé par les espérances même que son avénement avait fait concevoir à ce parti, il ne lui était pas possible de s'arrêter à ce terme moyen, bien difficile d'ailleurs à mettre en pratique. Les royalistes espagnols, se croyant désormais sûrs d'un appui, coururent aux armes. Les insurrections, la guerre civile éclatèrent de toutes parts. Les constitutionnels modérés qui composaient alors le ministère espagnol, compromis par les efforts même qu'ils avaient faits pour s'interposer entre les partis extrêmes, durent céder la place à de purs révolutionnaires, et l'on put dire, non sans quelque exagération, mais avec une certaine vraisemblance, que l'action d'une force étrangère était devenue indispensable pour préserver la Péninsule du renouvellement des horreurs qui avaient désolé la France en 1793.

M. de Villèle résistait pourtant encore, mais la position devenait difficile, d'autant plus que, dans le conseil même, l'intervention comptait des partisans, et que le ministre des affaires étrangères surtout, M. de Montmorency, inclinait fortement dans ce sens. Pour gagner du temps en donnant une satisfaction au moins apparente à ses adversaires, M. de Villèle consentit à ce que la question fût portée devant le congrès qui était sur le point de se réunir à Vérone pour délibérer, comme cela avait été convenu à Laybach, sur les affaires d'Italie et de Grèce. Il fut décidé que M. de Montmorency s'y rendrait, non pas pour proposer formellement l'intervention de la France comme déjà résolue par le gouvernement du roi, mais pour demander aux souverains alliés et à leurs ministres jusqu'à quel point ce gouvernement, s'il s'y décidait, pourrait compter sur leur approbation et sur leur concours.

Le parti de l'intervention était certain d'avance de l'appui de la Russie, mais il s'en fallait de beaucoup qu'il pût se tenir assuré de celui de l'Angleterre et de l'Autriche. Pour des motifs en partie différens, mais qui pouvaient tous être ramenés à une considération principale et dominante, la crainte de voir la France reprendre une action importante dans la politique européenne, ces deux puissances répugnaient également à ce qu'elle portât ses armes dans la Péninsule. Il y avait pourtant entre elles cette différence, que l'Autriche, gênée par le précédent de son intervention à Naples et par les argumens dont elle s'était servie pour obtenir en cette circonstance l'assentiment de l'empereur Alexandre, eût pu difficilement s'opposer d'une manière directe à la marche d'une armée française contre les révolutionnaires espagnols, et se trouvait réduite, pour y mettre obstacle, à la ressource des insinuations et des artifices, tandis que l'Angleterre trouvait dans les protestations formelles qu'elle avait faites contre les déclarations de Troppau un texte facile à concilier avec ses objections aux projets supposés de la France.

Dans ces graves conjonctures, le gouvernement britannique jugea que la présence du marquis de Londonderry était indispensable à Vérone, comme elle l'avait été aux congrès de Vienne et d'Aix-la-Chapelle. Il se disposait donc à partir pour le continent muni d'instructions qu'il avait rédigées lui-même, et qui lui prescrivaient de refuser son concours à toute intervention matérielle dans les affaires d'Espagne, lorsque le 12 avril 1822, dans un accès d'aliénation mentale dont ceux qui l'approchaient avaient déjà depuis quelques semaines reconnu les symptômes, il se donna la mort : il n'avait que cinquante-trois ans. Les fatigues excessives des négociations et des débats parlementaires auxquels il venait de prendre part contribuèrent sans doute à cette catastrophe; mais, autant qu'on peut en juger par des révélations encore incomplètes, on doit en chercher la cause déterminante et immédiate dans de misérables tracasseries de cour.

On sait que la mort du marquis de Londonderry fut le signal d'un grand changement dans la direction des relations extérieures de l'Angleterre. S'il eût vécu plus longtemps, il est permis de croire qu'il se serait vu bientôt obligé ou de quitter les affaires, ou de faire un pas de plus dans la voie où l'avaient déjà fait entrer ses protestations contre les doctrines proclamées à Troppau et à Laybach. Quelque attaché qu'il pût être, à raison de ses opinions personnelles et des souvenirs sur lesquels se fondaient son importance et sa renommée, à la grande alliance qui gouvernait l'Europe depuis 1814, il ne lui eût pas été possible, à lui ministre de la libre Angleterre, de continuer à en faire partie alors que cette alliance, pour

complaire aux nouvelles théories de l'empereur Alexandre, ne se contentait plus de combattre en fait la révolution, et promulguait hautement les principes du droit divin, absolu, indéfectible de la royauté. Le sentiment britannique ne pouvait s'accommoder à de telles doctrines, il ne le pouvait pas surtout dans une circonstance où elles devaient s'exprimer et se réaliser au moyen de l'occupation de l'Espagne par les forces de la France, dont l'influence sur ce pays est, depuis près de deux siècles, l'objet de la constante jalousie du peuple anglais. Ce que lord Londonderry aurait dû faire lui-même sous peine de perdre le pouvoir, mais ce qui lui eût été malaisé, engagé comme il l'était par ses antécédens, — son successeur Canning, porté au pouvoir par la force de l'opinion malgré l'aversion du roi et de la plupart des ministres, le fit sans difficulté, sans hésitation, avec l'ardeur et l'entraînement aventureux de son caractère : il rompit ouvertement avec la politique du continent, il brisa les liens de la grande alliance, et dès ce moment l'Angleterre, encore dirigée pendant quelques années dans son gouvernement intérieur par les conseils du vieux torysme, entra résolument dans cette carrière de diplomatie libérale, révolutionnaire même, où elle a marché depuis presque sans interruption.

Je viens de raconter l'ensemble des actes diplomatiques de lord Castlereagh. J'ai dit, en commençant mon récit, que ces actes, sérieusement étudiés, étaient de nature à modifier favorablement le jugement un peu sévère que l'on a souvent porté sur ce célèbre ministre. Il ne fut sans doute pas, même au point de vue restreint de la politique extérieure, un homme d'état de premier ordre. Les succès prodigieux auxquels il eut le bonheur d'attacher son nom furent, pour la plupart, le résultat d'événemens trop indépendans de son action personnelle pour qu'il en rejaillisse sur lui une gloire comparable à celle de lord Chatham faisant succéder, par la puissance de son indomptable énergie, les triomphes éclatans de la guerre de sept ans aux revers humilians qui en avaient marqué le début, ni même à celle du second Pitt soutenant seul, au milieu des revers, le drapeau de l'indépendance européenne contre l'ascendant alors tout-puissant de la France républicaine ou impériale. Lord Castlereagh n'appartenait pas à cette famille des politiques du premier rang. Il n'était pas de ceux qui maîtrisent les circonstances et qui changent les conditions dans lesquelles le hasard les a placés; mais il avait le mérite bien grand et bien rare de se rendre compte de ces conditions, de savoir apprécier ces circonstances et d'en tirer tout le parti possible. Il possédait à un haut degré le courage, la patience, la sagacité. Il est des temps et des pays où cela suffit pour faire de grandes choses.

L. DE VIEL-CASTEL.

CLIMATS DU NORD

Travels in Siberia, by S.-S. Hill, esq., London 1854. 2 vol. in-8°. Longman.

Pour désigner une conversation ennuyeuse, on dit souvent qu'il n'y a été question que *de la pluie et du beau temps*. En France, où l'instinct, le génie de la sociabilité a pris un si noble développement, d'où vient cette espèce d'anathème contre la météorologie, cette physique de la nature dont les lois régissent en définitive les productions du sol, la multiplication des animaux utiles, enfin dont les influences reconnues ou occultes apportent à l'homme ou la souffrance ou la santé, sans compter l'agrément ou la tristesse? C'est le climat de chaque contrée qui permet ou qui arrête le développement de la race humaine, qui, joint à l'industrie des populations, pose les limites à la force numérique des habitans de chaque district météorologique, et qui fait subsister quatre millions d'hommes dans la riche Belgique, dont le territoire n'est qu'une petite fraction du territoire de la France, tandis que la Sibérie peut à peine nourrir la moitié de ce nombre avec une étendue qui est vingt-six fois celle de notre pays. En suivant M. Hill dans sa traversée de Saint-Pétersbourg au Kamtchatka, nous ferons une étude de physique terrestre qui nous présentera le climat dominant l'homme et la géographie forcément liée à la météorologie.

Le domaine de ces deux sciences s'est prodigieusement étendu depuis quelques années, grâce à l'initiative prise par M. de Humboldt, qui a su voir et enseigner à voir. La lecture des voyages exé-

cutés par des observateurs compétens fournit un grand nombre de résultats que la théorie se propose ensuite d'expliquer, en sorte qu'on y étudie avec agrément les grandes lois de la nature dans leurs applications aux diverses contrées, en évitant l'aridité de la science abstraite. Je ne crains pas d'affirmer que de toutes les sciences descriptives la plus attrayante est la géographie, quand on y joint comme aujourd'hui des notions sur la population, l'industrie, la vie civile, les mœurs, les langues, les religions, les progrès ou le dépérissement des peuples. Il va sans dire que la climatologie de chaque contrée, — ainsi que sa constitution géologique, ses terrains, ses rivières, ses montagnes, — fait partie de sa description en y comprenant même les restes fossiles des animaux qui ont précédé l'ère actuelle. Si on joint à ces données les cartes géographiques, les voyages, la discussion des relations diverses, l'histoire des découvertes des Européens, qui n'ont point encore aujourd'hui exploré le globe entier, on trouvera un champ aussi vaste qu'attrayant pour cette science, que plusieurs personnes semblent regarder comme un jeu de mémoire pour les enfans, et qui embrasse au contraire dans leurs applications presque toutes les lois que le génie de l'homme a pu arracher au secret de la nature.

Tandis que dans les contrées équatoriales la vie *abonde* sous les feux d'un soleil sans ombre et avec les pluies périodiques, les climats du nord sont, suivant l'expression romaine, *privés du feu et de l'eau* par la faiblesse des rayons d'un soleil oblique et par la congélation presque constante du fluide qui est la sève de la nature. Cependant ces hivers presque permanens ne rendent point tout à fait désertes ces régions moins favorisées, et sans parler des phoques et des morses de la Mer-Glaciale qui entoure le pôle nord d'une étroite bande maritime, les deux grands océans, dans leur partie septentrionale, sont peuplés par la race gigantesque des baleines et des cachalots, dont la vie, suivant l'opinion de Buffon, doit être de dix siècles et au-delà, tandis que d'après l'image pittoresque de Lacépède, si l'on dressait une grande baleine à côté des tours de Notre-Dame de Paris, il faudrait hausser ces tours de cent pieds pour atteindre à l'extrémité supérieure de l'immense habitant des mers polaires.

Les nombreuses expéditions envoyées par le commerce à la pêche de la baleine et la découverte récente du passage au nord nous ont fait connaître assez bien toute la Mer-Glaciale. De toutes les terres arctiques, la Sibérie, — quoique soumise au gouvernement régulier d'une nation européenne, la Russie, — est celle que les voyageurs visitent le moins souvent et dont il nous arrive les relations les moins fréquentes. M. Hill est probablement le dernier des rares voyageurs

que l'instinct irrésistible de voir ce qu'on ne voit pas ordinairement a poussés au travers de tout le continent asiatique du nord, en partant de Saint-Pétersbourg et de Moscou pour arriver de l'autre côté, à Okhotsk et à Pétropaulosk, sur les rivages de l'Océan-Pacifique. En même temps qu'il a vu ce pays autrement que dans les hôtelleries, il a noté plusieurs circonstances importantes relatives aux espèces végétales et animales qui peuplent la Sibérie et aux influences des saisons, qui se réduisent à peu près à un dégel de quelques mois, même dans les parties qui, comparées à l'Europe et situées à pareille latitude, sembleraient nourrir de nombreuses populations. Le nord de la Sibérie est trop voisin du pôle, le sud est perdu dans des montagnes qui en excluent les vents du midi, tandis que les vents chauds de l'ouest sont arrêtés par la chaîne de l'Oural. Tout contribue ainsi à détériorer le climat de cette triste région, dont la plus grande partie n'admet que des hordes errantes, aussi misérables que clairsemées sur un si vaste territoire. A mesure qu'en Sibérie l'on marche vers le nord, les subsistances végétales deviennent plus rares, et avec elles les maigres troupeaux abandonnent l'homme; c'est le cheval qui les remplace, puis vient le renne; enfin il ne lui reste que le chien, devenu animal de trait, et qui partage avec l'homme les produits de la pêche et de la chasse, auxquelles il n'a pas l'instinct de participer.

Pour embrasser l'ensemble des climats du nord, énumérons les diverses contrées de l'ancien et du nouveau monde qui viennent aboutir vers le pôle arctique. Si, en quittant Paris ou Londres, on marche toujours directement au nord, on arrive bientôt aux rivages de la mer dite Mer du Nord, et de là jusqu'au pôle on ne retrouve plus aucune terre. Cette partie de l'Europe est la seule qui ait autant de mer au-dessus d'elle. Au nord et à droite s'étendent la Norvége, la Suède, la Laponie et l'extrême Russie d'Europe, limitée aujourd'hui à la chaîne des monts Ourals, anciennement monts Riphées, qui se dirigent du sud au nord de la Mer-Caspienne à la Mer-Glaciale. Sur cette même Mer-Glaciale, une immense région, la Sibérie ou Russie asiatique, verse par de vastes embouchures des fleuves nombreux qui vont prendre leur source à des latitudes moins élevées que celles de la Belgique. Une chaîne continue de montagnes, celle de l'Altaï et de ses prolongemens vers l'est, borne la Sibérie au sud et la sépare du territoire chinois; enfin cette terre atteint à l'orient le détroit et la mer de Behring en se repliant par la grande presqu'île du Kamtchatka. Pour terminer le contour du monde arctique, on suivra l'Amérique russe, qui a aussi la Mer-Glaciale au-dessus d'elle, le Canada anglais, situé de même, enfin le Groënland, séparé de l'Amérique par un large bras de mer, et que souvent on a com-

pris dans la liste des contrées européennes. On peut remarquer que l'empire russe occupe bien plus de la moitié du contour entier de la terre, et que, comme on l'avait dit autrefois de l'empire espagnol, le soleil ne se couche jamais pour lui. L'empire britannique peut prétendre aujourd'hui à la même distinction; mais ce qui est particulier à l'empire russe, c'est la continuité de son territoire,

> Où le milieu du jour arrive d'un côté,
> Tandis que minuit sonne à l'autre extrémité,

ainsi qu'on l'écrivait récemment. La Sibérie, à peu près aussi vaste que l'Europe entière, fait à elle seule au moins la moitié de la portion nord des continens de l'ancien monde et du nouveau, situés à la même latitude qu'elle; mais pour toutes ces régions également boréales, les influences météorologiques établissent des climats bien divers, et dont l'étude offre de curieuses particularités.

Remarquons d'abord que pour toutes les latitudes égales à celles de l'Europe et même un peu plus méridionales, le vent dominant est le vent d'ouest, qui apporte à l'Europe l'air chaud de l'Atlantique du nord. Tout le monde sait aujourd'hui que les courans des mers équatoriales, qui poussent incessamment les eaux chaudes des tropiques contre les rives du Mexique, occasionnent un contre-courant dirigé des États-Unis vers l'Europe, qui remplit d'eau tiède toute cette partie de l'Océan que traversent maintenant en peu de jours les puissans navires à vapeur de l'Union américaine, de l'Angleterre et de la France. L'air qui nous arrive constamment de l'ouest est donc exceptionnellement chaud, et il donne à notre Europe ce climat unique qui permet de cultiver l'orge et quelques céréales jusqu'au Cap-Nord, tandis que le Groënland, privé de ces haleines bienfaisantes, ne dégèle jamais, quoique il atteigne presque les latitudes du nord de l'Écosse. Veut-on un autre exemple? La belle, riche et savante ville de Boston, aux États-Unis, est à la même latitude où les oliviers sont cultivés en Espagne. Elle éprouve cependant des hivers qui, sur les étangs et les petits lacs d'alentour, font pénétrer la glace à un mètre de profondeur. Plus à l'ouest et presque dans le voisinage, les cinq grands lacs américains, véritables mers d'eau douce, gèlent profondément et portent l'hiver des chemins de fer improvisés, comme ils portent des vaisseaux pendant l'été. Quelle triste production que la glace auprès des vins et des huiles d'olive que le beau climat de Bordeaux et de l'Espagne fournit aux cultivateurs indolens! Eh bien! l'activité intelligente du citoyen des États-Unis a transformé cette glace même en une vraie récolte qui s'exporte dans l'Inde et dans les régions tropicales à un prix sans doute bien supérieur à ce que les Asturies retirent de leurs oliviers. Que

ne peut l'industrie américaine? Un homme d'état du temps de l'empire disait plaisamment des habitans de Genève : « Quand vous voyez un Genevois se jeter par la fenêtre, jetez-vous-y tout de suite après lui, il y a encore cent pour cent à gagner. » La république de trente millions d'âmes a-t-elle sous le rapport *utilitaire* beaucoup à envier à la république de trente mille âmes (défalcation faite des annexes catholiques)? Tout en admirant ces prodiges de navigation et de commerce, il va sans dire que je n'entends point comparer ces *articles d'exportation* empaquetés dans la sciure de bois, les feuilles de maïs et de canne à sucre, et des planches artistement jointes, avec ceux de nos vignobles, de nos mûriers, de nos arbres fruitiers et de nos marais salans, que le monde entier du pôle à l'équateur recherche et consomme, sans songer aux circonstances météorologiques auxquelles ils doivent leur existence. En faisant connaître aux lecteurs de la *Revue* mes cartes homalographiques, je mettrai sous leurs yeux le tableau des lignes d'égale chaleur et pour ainsi dire d'égal climat que M. de Humboldt a tracées sur le globe, en y joignant les limites des cultures qui en sont la suite. J'emprunte aux travaux de cet illustre savant cette remarque intéressante pour la France : c'est que vers le milieu de notre pays se trouve le point de plus beau climat du monde entier, en sorte que si vers l'orient du méridien de Paris, on choisit une localité déterminée, toute autre localité quelconque dans le monde entier, à pareille latitude, aura un climat moins favorable. La nature a donc fait beaucoup pour la France; il reste à la France à faire beaucoup pour elle-même! *Aide-toi, le ciel t'aidera.* Marchons sous les auspices encourageans de la science et de l'industrie, mais surtout sous les auspices de l'activité! Tout le monde connaît les anathèmes de Napoléon contre le *maladetto far niente.*

Le courant atlantique d'eau chaude qui revient de Terre-Neuve à l'Angleterre pour redescendre vers les côtes d'Afrique et reprendre ensuite le chemin des côtes du Mexique et revenir encore vers les côtes d'Europe (circuit qu'il accomplit environ en trois ans et demi), ce courant, disons-nous, envoie une branche dérivée qui longe la Norvége, et, dépassant le Cap-Nord, va se perdre dans la Mer-Glaciale. Ce courant que la carte de M. Duperrey, qui fait loi en cette matière, prolonge au-dessus de la Laponie, de la Russie d'Europe et de la Sibérie jusqu'au détroit de Behring, que devient-il plus loin? Continue-t-il son circuit par les mers glaciales au-dessus de l'Amérique russe, du Canada anglais, que depuis quelques mois nous savons être séparé de toute terre polaire (1), ou bien descend-il

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre 1853, article de M. Baude.

vers le sud par le détroit de Behring? C'est peut-être partiellement l'un et l'autre. Avant la découverte des Anglais sur la communication entre les eaux de la mer arctique américaine de l'est et les eaux de la même mer à l'ouest, j'avais prié M. Jacobi de Saint-Pétersbourg, l'inventeur de la galvanoplastie, et que l'Institut de France regrette de ne pas encore compter parmi ses membres, d'obtenir de son souverain que des tronçons d'arbres marqués convenablement fussent jetés à l'ouest de la communication cherchée pour être transportés à l'est au travers des glaces et même sous les glaces, et établir l'existence de cette communication, ce que ne peuvent faire les bouteilles flottantes ordinaires, beaucoup trop fragiles pour se frayer un chemin au travers des glaces ou au-dessous des champs de glaces polaires. L'essai reste à faire, et sans doute il sera mis en pratique maintenant par la marine anglaise ou par celle des États-Unis, devenues l'une et l'autre depuis quelques années *hautement scientifiques* (*highly scientific*). Nous dirons en passant que la Russie semblait désignée pour cette tâche par des antécédens que la France, ni l'Angleterre ne sauraient oublier, car il n'est pas un homme de science dans ces deux pays qui, tout en combattant *nationalement* de tout son pouvoir l'empereur Nicolas, ne regrette de voir un ennemi dans le fondateur de l'observatoire de Poulkova et dans le protecteur scientifique de Struve, de Kuppfer et de Jacobi!

Quant à ce qui regarde ce courant norvégien et son issue par le détroit de Behring ou par la baie de Baffin, *nous saurons un jour*, et sans doute ce jour n'est pas loin. Quoi qu'il en soit, le vent d'ouest, si favorable à l'Europe, vient expirer contre le mur infranchissable des monts Ourals, et, d'après plusieurs données, ce courant d'air semble tourner vers le sud, et aborder ensuite comme vent de nord les rives de la Mer-Caspienne et la Tartarie, par un effet semblable à ce qui se produit déjà à Constantinople et même un peu sur les côtes de l'Illyrie et à Marseille. La Sibérie, isolée ainsi à l'ouest par les monts Ourals, au sud par la chaîne de l'Altaï et des montagnes de la Daourie, qui la séparent météorologiquement des climats du sud, et à l'est par plusieurs rameaux de montagnes courant du sud au nord, comme la chaîne de l'Oural, offre donc un type unique, existant par lui-même sans rien emprunter ou fournir aux contrées voisines. Or cet isolement ne lui est guère favorable. Tandis que l'Europe compte par dizaines de millions les habitans des zones d'égale latitude, la Sibérie, d'après l'estime de M. Hill, n'en contient que quatre millions. Un autre géographe anglais, dont l'autorité est très grande, M. Wyld, auteur du grand *modèle de la terre*, que tant de Français ont admiré en 1851, dans Leicester-Square, à l'exposition de Londres, porte à près de cinq millions la population sibérienne; mais où trouver tant

de millions d'hommes dans les infertiles vallées de l'Obi, du Ienisséï et de la Léna? Entre les parties basses de ces vallées, qui sont noyées par les débordemens de l'été et dévastées par les froids de l'hiver, et les parties hautes, situées près des sources des mille affluens de ces immenses fleuves qui rivalisent avec le Mississipi, l'Amazone, l'Orénoque ou le Saint-Laurent, lesquelles parties hautes sont *stérilisées* par leur configuration montueuse et leur grande élévation, où se trouve la lisière fertile qui pourrait nourrir tant d'habitans? Je ne la vois ni chez les populations urbaines ni chez les minces peuplades de cultivateurs russes, tartares ou mongols. On ne peut guère compter la population des districts des mines, qui font la principale richesse de la Sibérie, et sans lesquelles on a dit que la Russie en abandonnerait bientôt la souveraineté. En réduisant donc à deux millions au plus la population de la Sibérie avec les géographes français, on sera encore, je pense, plutôt au-dessus qu'au-dessous de la réalité; encore faudra-t-il admettre, depuis l'exploration de Gmelin et de ses compagnons, un progrès que rien n'indique avoir eu lieu, surtout depuis la diminution des produits de la chasse aux fourrures, qui, comme au Canada, a coïncidé avec l'activité destructive des chasseurs modernes.

Il est donc bien établi que les vents d'ouest, qui sont les vents dominans pour toute l'Europe, apportent sur cette partie du monde la chaleur et l'humidité de l'Atlantique du nord. La chaleur nous donne le climat favorable dont nous venons de parler, et l'humidité, qui se dépose à chaque barrière élevée que franchit le vent, produit l'arrosement européen, l'un des plus avantageux du globe après celui du bassin du Mississipi et du Missouri, qu'on estime pouvoir nourrir aisément deux cents millions d'habitans. L'Europe en compte à peu près deux cent cinquante millions.

Le même contre-courant d'eau chaude qui remplit le bassin de l'Atlantique du nord se produit également dans le Pacifique septentrional, mais il remonte beaucoup moins haut, d'après la configuration des côtes d'Asie et d'Amérique. Cependant, à la faveur du vent d'ouest, il donne à l'Orégon et à la Californie un climat qui rivalise avec celui de l'Europe, et il entretient dans la Colombie une végétation forestière sans pareille dans le monde entier. Ce vent d'ouest verse sur l'Amérique anglaise ces prodigieuses masses d'eau qui alimentent les fleuves qui vont à la Mer-Glaciale et les lacs sans nombre et presque sans limites qui couvrent cette partie du globe. Ce courant d'air, passant au-dessous de l'Amérique et de la Sibérie orientale, laisse ces deux régions sous l'influence prédominante du vent de nord-est, qui est d'une froideur désastreuse, et, pendant le calme, sous l'influence non moins sévère du rayonnement vers les

espaces célestes. D'après une remarque de M. Hill, dans les froids intenses de 40 ou 50 degrés Réaumur, c'est le vent de la Mer-Glaciale qui tempère un peu cet épouvantable climat.

Au début du voyage de M. Hill, nous sommes à Nijney-Novogorod, entre Moscou et la frontière de Sibérie, sur le Volga, cette grande artère de la Russie, comme le Danube est celle de l'Europe au sud-est. Nous pouvons ainsi faire connaissance non-seulement avec les populations sibériennes qu'attire la foire de Nijney, mais avec la plupart des races de l'Europe et de l'Asie. Chaque année, au milieu d'août, Nijney devient un point de réunion pour trois cent mille étrangers, arrivant par des bateaux, par des bêtes de trait, par des caravanes de chameaux, — de l'ouest avec les produits manufacturiers de l'Europe, — du nord avec les produits des mines et des chasses de la Sibérie, — de l'est avec le thé et la soie de la Chine, — du sud avec les bestiaux, les chevaux et les produits de l'Asie centrale, comme aussi avec les riches étoffes et tapis de l'Arménie et de la Perse. Tous les peuples, hors les Chinois, qui ne sortent jamais du Céleste Empire, sont représentés à Nijney. Les vaisseaux persans de la Mer-Caspienne, les chameaux de la Tartarie, les chevaux turcomans, les voitures ou plutôt les charrettes sibériennes, avec leurs chevaux à poil polaire qui apportent les produits déposés l'hiver par les traîneaux dans les magasins des localités voisines, tout concourt à représenter un congrès de toutes les races européennes et asiatiques pour des transactions pacifiques dont le chiffre s'élève à 220 millions de francs. Dans toute cette foule de chrétiens de toutes les sectes, de musulmans, de bouddhistes, d'idolâtres chamanistes, c'est-à-dire ayant pour directeurs religieux des sorciers reconnus dans chaque localité, en était-il beaucoup qui se demandaient d'où vient le Volga?

Sans doute il vient de ses cent mille sources dans le vaste bassin récemment adjugé à l'Europe par les géographes modernes, tandis que les anciens limitaient l'Europe au Don ou Tanaïs,

Europam ex Asiâ Tanaïs disterminat amnis.

Mais ces sources elles-mêmes, qui les entretient? C'est le vent d'ouest apportant les exhalaisons de l'Atlantique pendant huit ou neuf mois de l'année. Le Dniéper, le Don, le Volga, l'Oural au sud, avec la Néva, la Dwina et la Petchora au nord, représentent à peu près tout ce que l'échange entre l'atmosphère de la mer et l'atmosphère de la terre fournit d'eau excédante à cette partie du continent. Dans les produits commerciaux que reçoit la navigation du Volga, nous avons oublié ceux de la Mer-Noire, qui passent par un petit trajet du Don au Volga. Aussi les Grecs et les Turcs sont à la foire de Novogorod en aussi grande quantité que les autres nations limitrophes de la Russie.

Je ferai grâce au lecteur de la petite pointe de satire que l'auteur se permet sur l'eau bénite de l'église russe et sur la bénédiction des eaux du Volga et de l'Oka. Le poisson des rivières bénies, le thé fait avec leurs eaux, le bol même de punch qui admettait l'eau sacrée, étaient, suivant cet *hérétique*, tout à fait sanctifiés. Suivant lui, les agriculteurs et les marchands russes comptent un peu trop sur les bénédictions cléricales pour remplir leur bourse. J'avoue que j'aime mieux les voir fonder leurs espérances sur ces bénédictions que sur le brigandage. La foire a lieu vers la fin d'août, évidemment pour laisser s'établir toutes les communications d'été des contrées septentrionales. Voici une autre remarque critique du voyageur qui pourra faire refléchir nos Européens, habitués sans contrôle à mépriser *au physique et au moral* tout ce qui n'est pas civilisé à notre manière :

« Ayant traversé le canal, nous arrivâmes à ce qu'on peut appeler un des faubourgs de la grande citadelle commerciale occupée momentanément par tant de milliers d'étrangers. Nous y trouvâmes des promenades et des *cafés* (l'auteur emploie le mot français), lesquels pouvaient presque rappeler les établissemens et les promenades du même genre des Champs-Élysées de Paris, et nous entrâmes dans un de ces cafés, où nous fûmes attirés par la musique. Nous trouvâmes au premier étage une immense salle élégamment approvisionnée de tout ce qui peut être attrayant pour un étranger. Contrairement à l'usage de pareils établissemens, où on voit un grand nombre de petites tables disposées autour de la pièce, il régnait ici tout autour une seule et même table étroite et longue avec des bancs des deux côtés. Il y avait de plus deux rangs de bancs en étages, contigus au mur, l'un plus élevé que l'autre. Sur le banc supérieur étaient assis plusieurs petits groupes de *belles* musiciennes (1). Ces groupes séparés jouaient de la harpe et d'autres instrumens à cordes; toutes ces artistes portaient le costume de leurs nombreuses contrées natales. Ainsi sous le même toit étaient réunis la beauté et le talent de la Grèce, de l'Italie, de l'Allemagne, de la Hollande, de la Russie méridionale et des autres parties de l'Europe (l'auteur évite de nommer la France et l'Angleterre), en un mot de toutes les contrées de la chrétienté, car le privilége dont jouissent les hommes de transformer leurs filles en mécaniques portatives destinées à amuser le monde entier est réservé exclusivement aux *seuls pays chrétiens*. Par suite, tous les étrangers qui étaient dans ce café étaient des hommes non-seulement d'Europe, mais en grand nombre de toutes les nations du monde, la Chine exceptée. »

Un peu plus haut, M. Hill mentionne un directeur français qui avait amené cinq cents *belles* artistes de l'Europe occidentale (probablement de France et d'Angleterre), habiles dans tous les arts qui servent à la récréation des hommes entre les heures des affaires et celles du sommeil.

(1) En anglais, le mot galant de *belles* (*fair*) ne désigne que le sexe féminin, sans préjudice pour ou contre la beauté.

Le thé, ce thé supérieur de Russie connu à Paris, où il est rare, sous le nom de *thé de caravane,* est un immense objet de commerce à Nijney-Novogorod, où il est apporté par les Tartares qui le prennent dans la Chine. M. Hill pense que ce n'est point l'air de la mer qui, comme on le croit communément, ôte au thé une partie de sa qualité, ainsi que cela a lieu pour le thé que les Anglais et les Américains vont chercher en Chine au moyen d'une immense navigation. C'est, selon M. Hill, à la qualité vraiment supérieure du thé des provinces du nord de la Chine, où les Tartares s'approvisionnent, qu'il faut attribuer l'excellence du thé russe. Au reste, le thé des caravanes est enveloppé avec un soin extrême dans des feuilles d'étain et recouvert de peaux de bœuf. Je ne trouve dans M. Hill aucune mention de l'opinion bien connue, et corroborée par le témoignage de l'expédition scientifique envoyée en Sibérie par le gouvernement russe dans le siècle dernier : à savoir que le thé fait avec l'eau provenant de la glace fondue jouit d'un arome supérieur. Si le fait est vrai, comme il n'est guère permis d'en douter, les gourmets de Paris, hommes et femmes, qui ont facilement de la glace en tout temps, peuvent se procurer ce précieux avantage, à moins que le thé anglais ne soit pas, comme le thé russe, susceptible de cette notable amélioration (1).

Le séjour à Nijney nous offre une bonne occasion pour énumérer les diverses races qui composent l'empire de Russie. M. Hill reproduit sur ces races quelques notions familières à tout le monde; nous préférons à ce que dit là-dessus M. Hill en 1854 ce qu'écrivait en 1851, c'est-à-dire en dehors de toute influence actuelle, un savant géographe anglais, M. Wyld : « La Russie (d'après M. Wyld) est un des deux empires du monde qui ont un peu plus de superficie que l'empire anglais; mais l'empire russe est beaucoup au-dessous de celui-ci et de l'empire chinois pour la population, comme pour la puissance il est bien inférieur à l'Angleterre. La Russie, dans le siècle dernier,

(1) Voici ce qu'on lit dans Gmelin, traduction de Kéralio : « La rivière de Léna passe à quelque distance de Iakoutsk, et les eaux du voisinage gèlent en hiver. Ainsi, lorsqu'on veut avoir de l'eau, il faut l'envoyer chercher très loin. Les officiers de la flotte (à Iakoutsk la Léna a douze kilomètres, c'est-à-dire la moitié de la largeur du Pas-de-Calais) qui firent usage d'eau commune et de glace fondue s'aperçurent que celle-ci communiquait au thé un goût et une couleur plus agréables : nous répétâmes leur expérience, et le résultat fut le même. Il faut observer de ne pas fondre la glace sur un feu qui fume; elle prend le goût de fumée plus facilement que l'eau commune (c'est parce qu'elle est privée d'air). On la préfère aussi pour faire du punch, et quelques-uns prétendent qu'elle cuit mieux les alimens. » (Cette dernière particularité pourrait provenir de ce que l'eau, en se congelant, abandonne certains sels nuisibles à la cuisson des légumes et en général se purifie de plusieurs corps étrangers, comme on le remarque dans la cristallisation du salpêtre et de plusieurs sels en dissolution.)

s'est emparée de la plus grande partie de la Pologne et a enlevé à la Suède ses provinces orientales; dans ce siècle, elle est arrivée au démembrement de la Turquie et de la Perse, et dans la Circassie elle soutient contre le peuple une guerre nationale; de la Sibérie, elle s'est avancée en Amérique, et a occupé une vaste étendue de pays sur la côte nord-ouest, mais sans aucun pouvoir réel. Une circonstance arrête le développement de la puissance navale de la Russie, c'est qu'elle n'a de sortie que sur des mers sujettes à geler ou fermées par des terres, comme la Baltique et la Mer-Noire... C'est la Russie européenne qui fait la force de l'empire; là l'élément slave domine. La Grande-Russie comprend vingt-huit millions d'habitans, et la Russie-Blanche douze millions; les Polonais et les Lithuaniens forment quatre millions, sans compter la Finlande et quelques autres races. La race dominante, celle de la Grande-Russie, n'est guère aimée par les autres parties de la population, et notamment par les Polonais et les Lithuaniens... Plusieurs des rivières qui coulent au nord et au sud entrecroisent leurs sources et sont unies par des canaux; une vaste voie de communications intérieures est ainsi ouverte et rappelle la ligne commerciale des fleuves des États-Unis, mais avec la navigation à vapeur sur une bien moindre échelle. »

La force de l'empire russe résidant surtout, comme le remarque M. Hill, dans la Grande-Russie et dans la Russie-Blanche, il s'ensuit que les provinces moins favorisées, — la Sibérie par exemple, — ont dans cette infériorité même un titre particulier à la sollicitude du gouvernement impérial. Malheureusement ce grand empire ne paraît pas, comme les États-Unis, savoir coloniser à l'intérieur et conquérir par une augmentation utile de population, sans sortir de son territoire, plus de millions de sujets que n'en peuvent donner les empiétemens de territoire sur les contrées mal peuplées de l'Asie centrale. Quelques petites localités de la Sibérie ont été pourvues d'habitans à grands frais; mais passé la ville d'Irkoutsk, capitale de la Sibérie orientale avec une population de dix-huit mille âmes, et celle d'Iakoutsk, bien plus au nord, sur l'immense fleuve de la Léna, avec cinq mille âmes, les Russes sont à l'orient du continent asiatique à peu près aussi rares que les Anglais et les Français. Dix mille exilés environ, la plupart malfaiteurs et *malfaisans*, sont envoyés annuellement en Sibérie, mais ils n'ont encore peuplé que de rares villages dans un pays d'ailleurs très rebelle à la culture, et ils n'ont pas la permission d'exercer des métiers ou de faire le commerce. Les exilés politiques sont traités avec quelques égards. Les Samoïedes et les Koriacks sur la Mer-Glaciale, les Tongouses, les Iakoutes et les Tchoutchis, joints à quelques Tartares, composent des populations nomades vivant de quelques bestiaux, de chasse et de

pêche. Dans leurs croyances superstitieuses, soumis à leurs *chamans* ou sorciers, ils ne s'élevent pas même jusqu'à l'idolâtrie. Quelques-uns sont cependant chrétiens au moins nominalement, mais toutes les relations modernes s'accordent à confirmer les rapports de Gmelin, savoir que c'est par politique pure qu'ils se laissent associer à la religion de leurs maîtres : « tous ces gens-là, dit-il, n'ont pas les premiers principes de la religion chrétienne; ils pensent qu'elle consiste à porter une croix, à faire le signe de la croix, à ne pas manger de chair de cheval et à observer les jeûnes prescrits. Lorsque l'archevêque vint dans ce canton, il fit assembler les habitans. Quelques-uns vinrent à lui de bonne volonté, mais la plupart y répugnaient, et il fallut que les dragons qui accompagnaient l'archevêque les fissent sortir de leurs huttes. Ces Tartares habitent le long de la Tchoulima; le lieu était commode pour les baptiser. Ceux qui refusaient le baptême étaient jetés dans l'eau. Lorsqu'ils revenaient à bord, on leur attachait une croix au cou, et ils étaient chrétiens. » On sait que dans l'église grecque le baptême s'administre par immersion totale, ainsi rien ne manquait aux néophytes sibériens. Cependant on ne peut s'empêcher de penser avec le grave Gmelin que c'était un sacrement *conféré singulièrement*. Les guides iakoutes de M. Hill s'échappaient aussi parfois la nuit pour aller faire leurs offrandes au diable.

En fait de produits minéralogiques, la Sibérie a cependant tout ce qu'il faudrait pour attirer et retenir des populations plus nombreuses et moins misérables. L'or et le platine se trouvent, comme on sait, à l'état natif en Sibérie, le long de l'Oural et dans la partie la plus élevée des montagnes et des collines du midi, c'est-à-dire dans l'Altaï et la Daourie. En voyant les échantillons de ces minerais, M. de Humboldt déclara qu'on y devait trouver des diamans comme aux Indes et au Brésil. C'était donc une troisième localité diamantifère. La prophétie s'est fidèlement réalisée, quoique l'on n'ait pas encore découvert de gisement industriellement important de ce précieux minéral. On a aussi mis récemment en circulation quelques diamans provenant, disait-on, de l'Algérie; mais, pour moi du moins, l'existence de cette gemme dans nos possessions musulmanes n'est pas encore complétement hors de doute : c'est, comme on sait, une espèce de ciment naturel rougeâtre qui indique la présence du diamant, et je n'ai point encore vu de ce ciment, dit *cascalho*, provenant des provinces françaises de l'Afrique.

L'aspect de la Sibérie est parfaitement régulier : ce sont des terrains élevés et montagneux dans le sud, qui ont une pente uniforme vers le nord et versent d'abondantes eaux dans la Mer-Glaciale. Ces eaux y arrivent par l'air comme partout ailleurs, mais on ne sait pas

bien encore d'où viennent les courans d'air qui les amènent sous forme de neige et rarement de pluie, à moins que l'on ne soit dans la courte saison chaude de ce pays. Tout le monde s'accorde à exclure les vents du sud, venant de l'Asie centrale, les vents d'ouest, arrêtés par les contreforts de l'Oural, et enfin les vents d'est, qui seraient en opposition avec le courant général, qui dans ces latitudes marche en sens contraire, c'est-à-dire venant de l'ouest et allant vers l'est. En admettant le courant chaud de M. Duperrey, qui court dans la Mer-Glaciale tout le long et au nord de la Sibérie, ce seraient les vents polaires remontant vers le sud qui déposeraient l'eau de l'Obi, du Ienisseï, de la Léna, de la Kolyma. M. Hill établit très bien que presque toujours le vent du nord en Sibérie élève la température, que la pureté du ciel et son état de calme ordinaire font descendre à des degrés désastreux. Ce problème de l'approvisionnement d'eau des grandes rivières sibériennes m'a longtemps occupé sans succès. En voici, je pense, la solution : c'est le degré très faible d'évaporation que subit la neige, qui tombe pendant une saison froide de huit à neuf mois environ, le dégel n'arrivant pour la Léna, par exemple, que vers le commencement de mai. Toute l'eau qui tombe se conserve donc presque entièrement sans déperdition, tandis que dans nos climats presque toute l'eau tombée se réévapore et retourne dans l'atmosphère par un jeu continuel de précipitation et de réabsorption. De plus, cette eau tombée ne sert à entretenir les courans immenses des rivières de Sibérie que dans les premiers mois de la fonte des neiges, où le sol dégèle seulement à une médiocre profondeur. D'épouvantables inondations et la formation d'immenses fondrières signalent la saison de la fonte des neiges. A l'automne, plusieurs grands cours d'eau tarissent, et tous éprouvent une notable diminution. On peut dire qu'en Sibérie le régime torrentiel domine. C'est ce qu'ont bien constaté les rares navigateurs russes qui ont exploré par ordre de leur gouvernement la mer glaciale de Sibérie. La cause et l'effet sont donc ici parfaitement en rapport : — peu de perte par l'évaporation et emploi de presque toute la neige tombée pour entretenir, *seulement pendant quelques mois,* les grandes rivières, lesquelles, vu le peu de pente qu'elles ont en arrivant dans le voisinage de la mer, débitent ou dépensent très peu d'eau. Elles paraissent donc d'une étendue immense, comme le Rhin et la Meuse dans les Pays-Bas. Tout le monde sait que si on donnait à la Saône la vitesse du Rhône, elle se réduirait presque à un ruisseau, et la Seine entière à Paris ne suffirait pas à la dépense d'un jet d'eau de trois cents pieds de hauteur jaillissant par une ouverture d'un pied de diamètre, d'après les calculs infaillibles de Mariotte, si légèrement critiqués par Voltaire, qui s'extasie en plusieurs endroits sur la vanité de la science, qui *s'oc-*

cupe de savoir combien il passe d'eau sous un pont. Ces notions cependant sont celles qui servent de fondement à la théorie de l'arrosement naturel et de l'irrigation artificielle des diverses contrées. Partout on peut dire comme dans le midi de la France et dans l'Espagne : *Tant vaut l'eau, tant vaut la terre.* Heureuses les contrées que la nature arrose elle-même sans exiger le travail de l'homme! Sous ce rapport, l'admirable vallée du Mississipi et du Missouri, qui, du temps de nos pères, appartenait encore à la France, est celle qui présente sur le globe entier la plus universelle et la plus énergique fertilité, et cela est dû à l'eau qui passe *sous les ponts* (quand il y en a), en dépit de Voltaire et de toutes ses plaisanteries sur les gens qui semblent avoir pour mission de *calculer* cette eau, très peu poétique et encore moins dramatique.

Nous ne ferons qu'indiquer l'itinéraire de M. Hill; notre but est surtout de nous arrêter avec lui aux stations les plus favorablement situées pour étudier le climat de la Sibérie. Sauf un petit nombre d'accidens de traîneaux accrochés ou même retournés sens dessus dessous, d'officiers de police de mauvaise humeur ou ivres, le voyage de M. Hill a été très heureux. Ayant conçu le désir et l'espoir de traverser la Sibérie de l'ouest à l'est pour arriver à Okhotsk et à Pétropaulosk, sur l'Océan-Pacifique, l'auteur des *Travels in Siberia* obtint, non sans quelque peine, les passe-ports nécessaires. Une de ses stations fut à Irkoutsk, près du lac Baïkal, d'où il se rendit aux frontières de la Chine. Il suivit ensuite, de Irkoutsk à Iakoutsk, le cours de la Léna, et courut pour ainsi dire à travers champs de cette dernière ville à Okhotsk; mais alors des fondrières, des passages de rivières à gué, des abstinences forcées, enfin des rencontres d'ours, rendirent cette dernière partie du voyage très pénible et même dangereuse. Parvenu enfin sur l'Océan-Pacifique, M. Hill se trouva sur la grande route du monde entier, et revint en Europe, rapportant beaucoup d'observations sur la nature et sur les mœurs des races qui habitent la Sibérie.

Ce qui appelle d'abord l'attention, c'est le froid intense qui désole cette contrée immense, même dans les parties les plus méridionales. Un journal tenu à Irkoutsk, dans l'hiver de 1847 à 1848, a constaté un froid habituel de 15 à 16 degrés du thermomètre de Réaumur pour décembre, janvier, février et mars. En avril et au commencement de mai, le thermomètre fut rarement au-dessus de la glace fondante; plusieurs fois la température où le mercure gèle fut dépassée, et le thermomètre à mercure ne donnait plus d'indications. On sait d'ailleurs que l'esprit de vin ne gèle jamais, et par suite on fait usage du thermomètre à alcool en Sibérie. On se sert de certains calorifères

pour échauffer les appartemens des villes, mais dans la campagne les rares habitans dépriment le niveau de leurs habitations au-dessous du sol pour y trouver une température un peu moins basse, à peu près comme dans l'Inde anglaise on creuse aussi des demeures souterraines pour éviter l'excès de la chaleur. Virgile nous peint très exactement les peuplades du nord vivant sous terre à l'abri des sévérités du climat :

> Ipsi in defossis specubus secura sub altâ
> Otia agunt terrâ.

Mais ces *loisirs* n'ont rien de poétique. Le voyageur anglais, comme tous ses devanciers, nous peint les Tongouses, les Iakoutes, les Tartares sibériens, les Tchoutchis, comme étant d'une saleté repoussante et vivant, au fond de ces trous recouverts de planches et de branchages, dans une malpropreté pire que celle des plus immondes animaux domestiques. Le thé semble une boisson meilleure que l'eau-de-vie pour combattre les effets du froid. C'est aussi ce qui fut observé par le capitaine Ross dans son voyage près du pôle sud. Tout l'équipage se trouva très bien de la substitution du thé aux boissons alcooliques. Les voyageurs en Sibérie remarquent du reste que le thé les tient éveillés, ce qui est un grand avantage, car un profond sommeil où l'organisation ne réparerait pas par un travail continuel les pertes de chaleur que fait le corps dans une atmosphère froide à 30, à 40 degrés Réaumur, ce sommeil, disons-nous, pourrait devenir mortel. Une curieuse dissertation sur les avantages que procure la glace en s'accumulant comme un masque sur la figure, au moyen de l'eau fournie par la respiration, prouve la condition violente de l'homme respirant un air si froid. M. Hill pense aussi que le froid très intense amène le calme dans l'air. Il prend la cause pour l'effet. C'est le calme de l'air et sa transparence qui permettent le rayonnement de la chaleur dans l'espace, et produisent un froid intense qui n'est point mitigé par le contact réitéré de l'air avec les corps terrestres. L'auteur observe très bien qu'on souffre plus d'un froid de 20 degrés, quand il y a du vent, qu'on ne souffre d'un froid de 35 degrés dans le calme; en effet, dans le premier cas, le renouvellement continuel du contact de l'air avec le corps enlève bien plus de chaleur que ne le fait l'air en repos, même quand le froid est plus intense. C'est ce qu'on éprouve à Paris comme en Sibérie. Le calme de l'air pendant l'hiver qui vient de finir a singulièrement diminué les souffrances du froid. Le peuple dit, surtout hors des villes : *Pas de vent, pas de froid.*

Un chapitre spécial des *Travels in Siberia* est consacré à des spé-

culations relatives au climat de la Sibérie. L'auteur est à Iakoutsk, presque sous le cercle polaire. Pendant l'été, le thermomètre de Réaumur monte à 16 et 17 degrés. Il y règne une chaleur intense, due à la présence continuelle du soleil sur l'horizon. Même à cette époque de l'année, le sol ne peut, dans certaines parties, dégeler qu'à une petite profondeur. M. Hill a vu cependant un puits, profond de cinquante-cinq pieds anglais, dans lequel l'eau ne gelait jamais; mais le terrain d'Iakoutsk est tellement bas et tellement imbibé d'eau par sa propre nature et par les débordemens de la Léna, que le froid ne peut y pénétrer et s'y maintenir. Le voyageur anglais indique le froid de 50 degrés Réaumur comme un terme atteint à Iakoutsk, et c'est beaucoup plus que l'extrême froid qu'ont éprouvé les navigateurs qui ont hiverné dans les mers au nord de l'Amérique. Au lieu de chercher l'explication naturelle de ce fait dans la position non maritime d'Iakoutsk, position qui, comme on sait, exagère toujours le climat et tend à le rendre *excessif*, c'est-à-dire sujet à de plus grandes variations de chaud et de froid, M. Hill admet une théorie beaucoup plus savante, où il fait intervenir l'épaisseur de la croûte solide de la terre, qui, suivant lui, pourrait être moindre dans certaines localités. Il y a longtemps qu'il est prouvé que l'épaisseur des continens est telle qu'il ne peut passer annuellement au travers qu'une très petite fraction de degré de chaleur, tandis qu'ici il s'agit de rendre raison d'une anomalie de plusieurs degrés. Cette cause ne peut donc être invoquée.

Puisqu'il vient d'être question des terrains en perpétuelle congélation à une petite profondeur, je dirai que tout flanc de montagne abrité du soleil, où la neige peut s'accumuler l'hiver pour ne fondre que tard dans l'été ou l'automne, me semble réunir toutes les conditions pour être constamment gelé à quelques centimètres de la surface. En effet, la glace et la neige accumulées sur le terrain ne laisseront pénétrer la chaleur dans le sol qu'après la fusion totale de la couche solide, tandis qu'en hiver rien n'empêchera le froid de pénétrer au travers de la neige, dont la température peut s'abaisser indéfiniment. Des localités placées dans ces conditions ne doivent pas être rares dans les pays de montagnes, et je pense en avoir découvert une dans l'Auvergne, sur le chemin du Mont-Dore au lac Pavin, près d'un petit village appelé, je crois, Vassivière. La température très basse des sources indiquait qu'elles coulaient au travers d'un sable volcanique ou granitique en glissant sur un fond glacé. Je n'eus pas le temps de faire creuser dans le voisinage. Un explorateur muni d'un fleuret ou sonde de mineur ferait sans peine cette curieuse découverte. Il est du reste évident ici que toute la question repose sur le temps plus ou moins long où la neige ne couvrira pas le sol, car

tant que celle-ci existera, le sol qu'elle défend de la chaleur de l'air et du soleil restera gelé, et s'il ne s'écoule que peu de jours entre le moment où l'ancienne neige aura disparu et le moment où il en tombera de nouvelle, le sol, qui n'aura pas eu le temps de dégeler à une grande profondeur, sera nécessairement, à une profondeur un peu plus grande, dans un état de perpétuelle congélation. Pour imiter expérimentalement cet effet naturel, je plaçai un thermomètre habillé d'une épaisse couche de glace, pendant des temps égaux, tantôt dans une enceinte chaude, tantôt dans une enceinte froide, et je trouvai que la moyenne des températures du thermomètre était au-dessous de la moyenne des deux températures des enceintes qu'il avait occupées successivement, parce que, pendant son séjour dans l'enceinte chaude, la fusion de la glace empêchait la pénétration de la chaleur. Si cette moyenne eût été au-dessous de zéro, le thermomètre fût resté lui-même au-dessous du terme de la congélation. Dans la nature, la succession de l'hiver et de l'été représente l'effet des deux enceintes, l'une chaude, l'autre froide, de mon expérience.

Après Iakoutsk, il est un autre point de la Sibérie bien digne de fixer l'attention des voyageurs : c'est la région qui avoisine le lac Baïkal. M. Hill a trouvé ce lac gelé, et il l'a traversé sur une couche de glace si transparente, qu'il était impossible de ne pas croire que l'on glissait sur l'eau elle-même. Cette observation curieuse avait déjà été faite. La surface supérieure de la glace était en même temps d'un poli parfait, et avec des chaussures ordinaires il était impossible de s'y tenir debout. Cette belle pièce d'eau pure est située dans l'extrême sud de la Sibérie, à la latitude de l'Angleterre. Ce lac a 600 kilomètres de long et 90 dans sa plus grande largeur. Il est à 500 mètres au-dessus du niveau de la mer, et, suivant les naturels du pays, c'est une vraie mer qui communique avec l'océan par des conduits souterrains. On y trouve des phoques et une sorte d'esturgeon comme dans la Mer-Glaciale, et même des éponges. M. Hill parle aussi de coraux et d'autres productions marines que le Baïkal rejette sur ses rives pendant de violentes tempêtes. Ce lac, comme tous les lacs d'eau douce, est traversé par une ou plutôt par plusieurs rivières. Les deux principales sont l'Angara, qui conserve son nom à la sortie du lac, et la Selenga, beaucoup plus forte, qui arrive au travers des montagnes, et en franchissant une immense distance, de l'intérieur du territoire de la Chine. L'Angara, au sortir du Baïkal, est une rivière très rapide et qui ne gèle jamais. On prétend qu'on y pêchait autrefois des coquilles perlières. Comme beaucoup de personnes se demandent, en voyant d'énormes moules de rivière à une grande distance de la mer, comment ces coquillages ont pu y naître ou y être apportés, je vais indiquer comment la nature a fait, pour les éponges et

pour les phoques du Baïkal, ces curieuses acclimatations. La pisciculture ou l'acclimatation des poissons n'est-elle pas maintenant à l'ordre du jour?

Reportons-nous à la catastrophe qui, abîmant les anciens continens et relevant le fond des mers pour en faire de nouvelles terres, laissa le bassin du Baïkal rempli d'eau de mer avec ses phoques, ses éponges, ses moules marines. Peu à peu, ce lac, recevant cent soixante-dix rivières de six cents sources diverses et déversant son trop plein par l'Angara inférieure, commença à se dessaler. Peu à peu, les phoques marins s'habituèrent à ce changement de régime et devinrent phoques d'eau douce. Je n'ai pas besoin de dire que s'il y avait une communication souterraine des eaux du Baïkal avec la mer, ce canal, où l'eau coulerait avec une vitesse de 70 mètres par seconde, aurait bientôt vidé le lac, quelque mince que fût à l'origine le conduit que l'on supposerait. Les phoques pourraient bien *s'écouler* dans la mer; mais remonter un courant d'une vitesse triple de celle d'un cheval de course, c'est aussi impossible à un phoque qu'il l'est à un ballon de marcher contre le vent. Les baleines et les dauphins font de 10 à 11 mètres par seconde dans l'eau au repos; il y a loin de là à faire plus de 70 mètres en s'appuyant sur un courant rétrograde (1). On peut croire que c'est par dessalement progressif que sont restées dans les rivières, en s'acclimatant, plusieurs coquilles maritimes qui sont devenues peu à peu coquilles d'eau douce. Voici donc un nouveau système d'acclimatation avec changement de milieu. Mettez par exemple des huîtres au bord de la mer dans un parc susceptible de recevoir un filet d'eau douce, et voyez si peu à peu vous pouvez faire vivre ces mollusques dans de l'eau en partie dessalée, et enfin si eux ou leurs descendans pourront vivre dans l'eau pure. Alors on pêcherait des huîtres entre les ponts de Paris comme

(1) Au commencement du siècle dernier, l'existence des phoques dans le lac Baïkal faisait déjà l'étonnement d'Anderson, magistrat de Hambourg, savant illustre et homme d'état distingué : « Ceci me paraissant fort extraordinaire, je pris le parti, pour m'assurer de la vérité du fait, de m'adresser à M. Heidenreich... Il me confirma la vérité de la narration, en ajoutant qu'il avait vu ces animaux sur le lieu même, qu'ils ressemblaient en tout à ceux de la Baltique, sinon qu'ils étaient un peu plus petits; que le lac étant gelé, ils savaient adroitement conserver par-ci par-là des ouvertures dans la glace pour en sortir et pour y rentrer selon leurs besoins... J'ai souvent réfléchi comment il a été possible que ces animaux et les gros esturgeons qu'on y trouve aussi soient entrés dans ce lac. » Anderson imagine que les phoques et les autres animaux et poissons marins ont remonté le Ienisseï, la Tongouska, l'Angara, et sont venus, en changeant brusquement de milieu, vivre dans le plus pur de tous les lacs du monde. Au moins il n'admet pas ce qui est mécaniquement impossible. Cette impossibilité n'a pas frappé le sage M. Hill, auquel j'ai encore à reprocher une prétendue *raréfaction de l'air par le froid* (*rarefaction of the air by the cold*) qu'il donne comme la cause d'un effet de perspective aérienne observé sur le lac Baïkal.

à Cancale, à Marennes et à Ostende. Au train dont va le monde depuis un demi-siècle, peut-on prévoir ce que seront les sociétés humaines dans un ou deux siècles d'ici?

C'est encore dans les parages du lac Baïkal que se trouve la station de Kiachta ou Kiakhta, par laquelle la Russie communique avec la Chine. C'est la seule porte de communication officielle entre les deux grandes nations. Par là, la Russie reçoit le thé du Céleste Empire, en grains et en briques, le sucre chinois, le coton de Nankin, le tabac (1) et une sorte de soie épaisse. A la fête de la pleine lune de février, M. Hill eut le bonheur d'assister aux réjouissances chinoises avec le commandant russe de la frontière, mais il n'était pas moins curieux de faire connaissance avec la population mongole soumise à l'empire de la Russie et professant la religion de Bouddha, dont on sait que le Dalaï-Lama, résidant au Tibet, à Llassa, est le représentant immortel. C'est un des plus curieux épisodes du voyage de M. Hill que sa visite à un *khomba-lama* ou grand-prêtre bouddhiste, qui, sur le territoire russe, dans les environs du lac Baïkal, est le chef de la religion de deux cent mille *bouriats* de race mongole, sur lesquels les missionnaires protestans et les Bibles n'ont rien gagné du tout. Ce *khomba-lama* et les autres de même rang, quoique inférieurs au grand-lama du Tibet, jouissent comme leur supérieur du privilége de l'immortalité. A la vérité, on les voit mourir comme les autres hommes; mais c'est une complète illusion, une étrange erreur! Leur âme passe dans le corps d'un nouveau-né, et leur existence continue. Le seul embarras est de trouver l'enfant qui est pourvu de l'âme du défunt *lama*. C'est le collége des lamas qui procède à cette reconnaissance et qui, pendant la minorité du jeune enfant, administre la *lamaserie*. N'allez pas croire au moins que cet enfant possède une âme toute développée, comme il semblerait convenable de l'admettre : cette âme, en prenant un corps d'enfant, s'est rapetissée au niveau de sa nouvelle demeure. On jurerait, à voir le petit grand-lama, que c'est un enfant au moral comme au physique. Quelquefois aussi, quand il y a un lama puissant, on reconnaît que l'âme du *khomba-lama* a passé dans son corps, tandis que l'âme de ce lama devenu tout à coup grand-lama, délogée brusquement, est allée se caser dans le corps d'un enfant nouveau né quelconque dont on ne s'inquiète aucunement. Tout le monde du reste s'accorde à rendre justice à la pureté de mœurs, à la douceur des lamas; il n'y a dans leur religion aucune trace de férocité. Ceux de Russie, outre le service des temples, sont employés comme médecins. Ils réussissent

(1) Plusieurs autorités sibériennes semblent établir que l'usage du tabac en poudre, dit en France tabac à priser, est d'origine chinoise.

bien dans les soins qu'ils prennent des malades, et sans doute leur ascendant moral vient en aide aux médicamens.

Les missionnaires protestans ayant complétement échoué auprès des adorateurs de Bouddha, on craignit naturellement de voir surgir en M. Hill un nouvel apôtre. Le voyageur rassura tout le monde et prit congé de l'immortel, avec lequel il avait tant bien que mal échangé quelques phrases. L'opinion de M. Hill est que le bouddhisme est une religion en rapport avec les intelligences qui la pratiquent, et qui ne concevraient pas l'esprit des religions de l'Europe. Sans vouloir faire ici du prosélytisme, je ne puis adopter ni cette opinion, ni les chiffres qu'on cite à l'appui. Le bouddhisme, suivant Hassell, cité par M. Hill, est la religion qui compte le plus de croyans : il en porte le nombre à trois cent seize millions en comprenant toutes les sectes. Le même auteur admet deux cent cinquante-deux millions de chrétiens de toutes les communions, cent vingt millions de musulmans, cent onze millions de bramines avec quatre millions de juifs. Les autres hommes sont idolâtres ou sans religion régulière, au nombre de cent trente-quatre millions. J'ai sous les yeux les nombres peu concordans de Malte-Brun, de Pinkerton, de Balbi. Ce dernier admet deux cent soixante millions de chrétiens : c'est la plus forte évaluation; mais comment peut-on restreindre à ce nombre les chrétiens de toutes les sectes, puisque l'Europe seule donne deux cent cinquante millions d'âmes, dont bien peu professent une religion autre que le christianisme, et que de plus la race anglaise réunit vingt-huit millions d'âmes dans l'Amérique du Nord, et la race espagnole vingt-deux millions dans l'Amérique du Sud, lesquels sont presque tous chrétiens? Il y a encore près de deux millions de chrétiens en Sibérie. L'Australie fait de rapides progrès entre les mains de la race anglaise, et dans l'Arménie, l'Asie-Mineure, la Syrie, la Palestine et l'Abyssinie, que de millions encore de chrétiens! Voilà donc une croyance et une direction de civilisation qui ont réuni sous leur bannière un tiers de la race humaine. Il n'y a pas à rechercher si le christianisme est ou n'est pas en rapport avec le génie de l'humanité; il ne s'agit pas ici de théologie, il s'agit de la science des faits et d'une forte organisation pour les sociétés modernes : or l'expérience a prononcé en faveur du christianisme, soit catholique, soit grec, soit protestant.

Pour ne pas être injuste envers les musulmans, dont la Sibérie contient un assez grand nombre dans sa partie occidentale et méridionale, où elle confine à la Tartarie et au Turkestan, il faut convenir que l'abstinence des vins et des liqueurs fermentées et enivrantes donne aux peuplades musulmanes une grande supériorité sur toutes les autres races sibériennes, qui sont non moins adonnées à l'ivro-

gnerie que les sauvages de l'Amérique, et pour lesquelles l'abus des boissons alcooliques est une cause de dépeuplement tout aussi efficace. On se ferait difficilement une idée de toutes les substances dont les Sibériens retirent de l'alcool; le blé, les racines des plantes, le lait aigri, le pain fermenté dans l'eau, la bière, les fruits sauvages, tout se change pour eux en alcool et aboutit à une ivresse continue et abrutissante. Quand un Sibérien musulman veut se faire chrétien, ses coreligionnaires lui disent : C'est par servilité que tu apostasies ou par amour de l'ivrognerie. — La plupart du temps c'est pour ces deux motifs à la fois. Les progrès du christianisme en Sibérie s'expliquent moins d'ailleurs par les efforts des missionnaires que par le mélange de la race russe avec les indigènes. Les missions et les ukases n'ont rien produit sur les tribus errantes; les alliances ont tout fait. Il y a bien là de quoi faire réfléchir les hommes d'état, rois et philosophes, qui ont la prétention de conduire le genre humain : *Erudimini qui judicatis terram!*

Intéressante par son climat et ses populations, la Sibérie mérite aussi d'être étudiée à un autre point de vue qu'il nous suffira d'indiquer en finissant : nous voulons parler des ressources qu'elle pourrait offrir à l'industrie et au commerce. Si l'on en croit M. Hill, les deux ports russes de l'est de la Sibérie, Okhotsk et Pétropaulosk, n'ont aucune importance commerciale, et cependant la pêche de la baleine, celle des morses ou chevaux marins à dents d'ivoire pourraient enrichir plusieurs villes marchandes. Maintenant que les citoyens des États-Unis sont établis sur le Pacifique, il est probable qu'ils ne laisseront pas longtemps improductive cette branche d'industrie maritime. Tous les baleiniers que vit M. Hill étaient Américains ou Français. En général on peut dire que l'occupation de la Sibérie orientale, en y comprenant surtout le Kamtchatka, est purement nominale, d'une part à cause du petit nombre de Russes qui s'y trouvent disséminés, et de l'autre par le peu d'autorité que le gouvernement exerce sur les populations nomades, dont même plusieurs sont encore insoumises. Un petit monument envoyé de Saint-Pétersbourg a été érigé à Pétropaulosk en l'honneur de notre compatriote La Pérouse, le hardi et habile explorateur de ces côtes sauvages. L'érection de ce monument a eu lieu peu de temps après le passage de l'expédition de M. l'amiral Dupetit-Thouars. Les équipages des baleiniers sont parfois obligés de prolonger d'un an leur station dans ces lointains parages pour compléter leur chargement. Les baleiniers que vit M. Hill parlaient de ces retards d'une année, comme dans la baie de Baffin on parle d'un retard d'une semaine ou d'un mois. Tout le monde sait de quelle grande importance sont les navigations lointaines pour former de bons matelots; ainsi la pêche

de la baleine, dans les mers qui baignent à la fois l'Asie et l'Amérique, n'est pas sans importance pour la France, indépendamment de la question commerciale. Dans aucune mer, les baleines ne sont aussi nombreuses, et le bâtiment de l'état qui fait le service entre Okhostk et Pétropaulosk avait le continuel spectacle de ces grands souffleurs, qui lançaient des jets d'eau comme ceux des bassins de Versailles ou de nos places publiques.

Une des plus étonnantes branches de commerce du monde est celle de l'ivoire fossile de Sibérie, que nous avons omise jusqu'ici à dessein. Iakoutsk est le centre de ce commerce (1). Cette ville, située sur la Léna, non loin du cercle polaire, communique avec les côtes de la Mer-Glaciale. C'est là, comme dans les îles que forme la Léna à son embouchure et encore dans celles qui sont situées au nord-est, que se trouvent en abondance des restes d'animaux dont l'ivoire est aussi frais que celui des éléphans actuels de l'Inde. Nos billes de billard sont souvent faites avec les défenses d'animaux non contemporains de l'homme, et si, par les prestiges de Faust, on ranimait les objets, la bille d'ivoire des cercles et des clubs modernes reproduirait non un éléphant, mais bien un mammouth ou un mastodonte. « Longtemps avant notre arrivée à Iakoutsk, dit M. Hill, plusieurs gens, montés sur des canots, vinrent à bord pour nous offrir de nous vendre de grandes défenses de mammouth : c'étaient les premiers restes que nous rencontrions de ce puissant habitant de l'ancien monde. Si le squelette qui est à Saint-Pétersbourg venait à périr, et que tout l'ivoire eût été consommé à faire des étuis, des éventails et d'autres objets de fantaisie pour les dames, l'histoire de ces animaux paraîtrait fabuleuse, et serait mise au rang des fables créées par l'imagination la plus déréglée. » — « Nous apprîmes ici, dit encore M. Hill, cette circonstance peut-être déjà connue en Europe par les naturalistes, savoir, que toutes les dents et toutes les défenses de mammouth qu'on découvre sont dans la position de l'animal debout. Quelque idée que puisse nous donner ce fait de la cause qui a détruit ces animaux, il semble au moins indiquer qu'il y a eu un changement soudain dans la condition des substances matérielles au milieu desquelles leurs dépouilles se rencontrent. Quelques-uns des indigènes nous informèrent que la partie impérissable de leurs corps existe en telle abondance dans les îles de l'Océan-Arctique, au large de la côte de Sibérie, que le sol semble en être entièrement composé. »

(1) Ceux qui trouveraient peu harmonieux les noms des villes sibériennes devront reconnaître que je n'ai pas abusé des noms russes. J'aurais pu effrayer le lecteur avec Tchernoretschineschaya, Bolschekemtschougskaya, Mabokemtschougskaya et autres stations que M. Hill a scrupuleusement orthographiées.

Tous les renseignemens sont d'accord là-dessus. Déjà Pierre le Grand avait demandé qu'on réunît autant que possible les os d'un squelette entier de cet animal, et de temps en temps on avait entendu dire que des pêcheurs avaient trouvé dans les terrains d'alluvion gelés, non pas seulement des squelettes, mais des cadavres entiers de divers animaux, tels que des rhinocéros, des éléphans, des pachydermes, lorsqu'en 1805 un Anglais, M. Adams, apprenant qu'un pêcheur avait trouvé entier un de ces cadavres dont il avait vendu les défenses, courut vers l'embouchure de la Léna, et s'empara des restes mutilés de l'immense animal. Les gens du voisinage en avaient pris la chair pour nourrir leurs chiens. Les ours, les loups, les renards, en avaient dispersé les débris sanglans sur le sol glacé, et, suivant l'expression d'un géologue (M. Buckland), semblaient s'être régalés de cette friandise antédiluvienne. Ce mammouth avait une longue crinière; on n'a retrouvé ni la trompe ni la queue. Il avait neuf pieds quatre pouces anglais de hauteur et seize pieds quatre pouces de longueur, sans compter les défenses, qui, mesurées dans leur courbure, avaient une longueur de neuf pieds et demi. Ces deux défenses pesaient ensemble trois cent soixante livres anglaises, et la tête seule pesait plus de quatre cents livres; la peau faisait la charge de dix hommes, et on a ramassé trente-six livres de poil que les bêtes carnassières avaient dispersé en dévorant l'animal. Ces précieux restes sont maintenant au musée impérial de Saint-Pétersbourg.

Depuis cette époque, on a, dit-on, fait de nouvelles découvertes du même genre, et il est bien à regretter qu'à tout prix on n'ait pas sauvé ces objets uniques et que la nature ne peut reproduire. Je me souviens d'avoir entendu dire dans le salon de M. Cuvier que l'on avait quelques soupçons que certains blocs de glace contenaient de pareils animaux, et qu'ils étaient surveillés par les pêcheurs et les chasseurs iakoutes, tongouses et koriacks, qui fréquentent les bords de la Mer-Glaciale voisins des îles Liachov. Il y a quelque temps, M. Démidof, correspondant de l'Académie des Sciences, qui a déjà exécuté un si brillant voyage dans la Russie méridionale, avait annoncé l'intention de faire une excursion en Sibérie, où il possède de riches mines entre l'Oural et l'Obi. Il s'était même assuré pour collaborateurs plusieurs jeunes gens également recommandables par leur aptitude scientifique et leur activité. Cet utile projet paraît ajourné. En attendant, on ne peut trop recommander la conservation des débris antédiluviens, car chaque perte de ce genre, on ne saurait trop le redire, est irréparable. Si les autorités de la ville de Iakoutsk avaient en dépôt une somme destinée à celui qui découvrirait une de ces précieuses dépouilles mortelles d'animaux antédiluviens, cette récompense promise stimulerait le zèle pour la

recherche et pour la conservation de ces débris. Or aucune somme destinée à des prix académiques ne pourrait être mieux employée pour la science. L'organisation intérieure de ces animaux nous dévoilerait peut-être la nature de l'atmosphère où ils vivaient, de même que les plantes et les arbustes trouvés dans leur estomac ont appris quelque chose de la flore de ces temps reculés, fort différente du reste de ce qu'elle est maintenant dans ces contrées. Le voyage de M. Démidof nous eût sans doute appris tout cela, et son activité, son amour de la science nous permettent encore d'espérer qu'il réalisera en temps utile ses projets d'exploration en Sibérie. L'exemple de cette région lointaine nous a servi à prouver combien, malgré de récentes recherches, les climats du nord soulèvent encore de questions imparfaitement étudiées. C'est à résoudre ces questions, à les éclairer du moins, que l'activité des voyageurs scientifiques doit s'employer de plus en plus.

La conclusion générale à laquelle nous sommes conduit, c'est que l'échange continuel de chaleur qui se fait entre les régions équatoriales et les régions polaires améliore grandement les climats du nord. Cet échange est produit non-seulement par les courans chauds de la mer qui remontent vers le nord tant dans l'Océan-Atlantique que dans l'Océan-Pacifique, mais aussi par la direction des vents généraux, qui reportent sur les continens la chaleur et l'humidité provenant des régions plus favorisées. Le secret du climat de la Sibérie est tout entier dans ce fait : qu'elle ne participe pas aux échanges établis par la nature pour tempérer le froid du nord et la chaleur du midi. Entre la zone torride et la zone glaciale, il y a un véritable commerce bien autrement efficace que les marchés des peuples. Or, dans ce commerce de chaleur et de froid, d'arrosement et de fertilité, la Sibérie ne prend aucune part, et l'on peut en conclure que si toutes les régions du globe étaient isolées, comme l'est le nord de l'Asie, il y en aurait une grande partie incapable de nourrir les nombreuses populations modernes à cause des alternatives de chaleur excessive et de froid intolérable qui seraient la suite de cet isolement.

BABINET, de l'Institut.

LA SOCIÉTÉ

ET LES

GOUVERNEMENS DE L'HINDOUSTAN

AU XVIe ET AU XIXe SIÈCLE

II.

INSTITUTIONS ET GOUVERNEMENT D'AKBAR.

I. *Ayîn Akbery or the Institutes of the emperor Akber*, translated from the original Persian, by Francis Gladwin; 2 vol. in-8°, Londres, 1800. — II. *The History of India*, by the honourable Mountstuart Elphinstone; 2 vol. in-8°, Londres, 1841. — III. *The History of British India*, by James Mill, with notes and continuation, by H.-H. Wilson; 9 vol. in-8°, Londres, 1844-1849. — IV. *On the Aborigines of India*, by B. H. Hodgson, *Journal of the Asiatic Society of Bengal*, 1849. — V. *Some Conjectures on the progress of the Brahminical conquerors of India*, by H. Torrens, *Journal of the Asiatic Society of Bengal*, 1850. — VI. *Parliamentary Papers respecting India*, 1851-1853, etc.

I. — L'HINDOUSTAN ET SES INSTITUTIONS APRÈS LA CONQUÊTE MUSULMANE. — LES MÉMOIRES DE BABAR ET LES PREMIÈRES RÉFORMES D'AKBAR.

On connaît la vie d'Akbăr, on a vu quelles races se partageaient son empire, les intérêts divers ou hostiles qu'il avait à concilier (1). Notre attention doit se porter maintenant sur l'organisation politique qu'il eut à créer, et dont les traces subsistent encore. Avant tout, il faut se demander quel était le régime auquel obéissaient les populations de l'Hindoustan, lorsque Akbăr les dota de ses sages institutions.

Bâbăr trouva l'Hindoustan dans une condition politique qui exigeait de sérieuses réformes. L'Inde était encore, au moment de l'occupation victorieuse du chef moghol, ce qu'elle était avant les pre-

(1) Voyez la livraison du 1er décembre 1853.

mières invasions des Arabes. Ce beau pays était déchiré incessamment par les révoltes et par les luttes intestines des princes hindous. La forme du gouvernement y était essentiellement despotique, et les *instituts* de Mânou, qui approuvent et excitent si ouvertement chez les rois l'esprit de conquête, nous montrent sous un jour assez triste la situation générale des peuples de l'Inde.

En examinant avec attention dans quelles circonstances Bâbăr s'empara de l'Hindoustan, on arrive à cette conclusion, que le succès définitif de l'invasion du chef moghol est particulièrement dû à sa supériorité individuelle, comme aussi à la force que la race conquérante elle-même puisa dans son mélange avec les populations étrangères vaincues. — C'est ici le lieu de rappeler ce qui a été dit avant nous, mais qui trouve une application des plus frappantes dans la formation de l'empire moghol. De même que les familles qui se marient toujours entre elles ne tardent pas à dépérir, de même les nations qui se maintiennent trop longtemps dans l'isolement et repoussent le mélange des races étrangères s'énervent et s'affaiblissent. Le mélange des races au contraire, pourvu que leur organisation physique et leurs institutions ne diffèrent pas trop profondément, accroît leur force d'action et leur influence sur les autres peuples, de manière à rendre cette influence irrésistible, pour peu que les ressources de l'état ainsi constitué soient dirigées par la puissance d'un commandement unique et intelligent. De la sage combinaison des institutions diverses apportées par les races qui ont concouru à la formation de cet état, résulte également la force du gouvernement intérieur.

La conquête de Bâbăr, la résolution prise par lui de s'établir dans l'Hindoustan avec ses compatriotes (ce que n'avaient fait ni Mahmoud, ni Teimour), eurent pour résultat de mettre en contact durable les Tourks, les Moghols, les Pathâns et les Hindous. La fondation définitive de l'empire moghol par Akbăr présenta sur une échelle gigantesque la combinaison et l'emploi des forces vitales propres à ces races diverses. Là est le secret de la puissance d'Akbăr, là est son plus grand titre de gloire. Pour comprendre la difficulté de son entreprise, il faut lire dans les *Mémoires* de Bâbăr le curieux tableau que le conquérant moghol trace de la condition politique de l'Hindoustan au moment où il allait s'en rendre maître. On verra ainsi quelle grande tâche léguait Bâbăr à ses successeurs. Après avoir énuméré cinq princes musulmans et deux hindous, qu'il place en tête des nombreux souverains qui se partageaient l'Hindoustan central et la presqu'île, Bâbăr s'exprime ainsi :

« Le prince Nasserätt-Shâh, roi du Bengale, avait succédé à son père, Sayed-Soultân Allah-oud-dîn. Cette transmission du pouvoir suprême par voie de succession héréditaire est rare au Bengale. Il y a un trône destiné au roi, il y a

également un siége ou une place assignée à chacun des *amirs*, *vazirs* et *mansabdars*. C'est ce trône, ce sont ces siéges ou ces places d'honneur qui sont l'unique objet du respect des peuples. A chacune de ces dignités est attaché un certain nombre d'officiers inférieurs, de personnes de la suite, de serviteurs. Quand il plaît au roi de nommer à un poste ou de remplacer la personne qui l'occupait, quiconque vient, par son ordre, s'asseoir à la place vacante est immédiatement entouré et obéi de tous ceux qui dépendent de cette place ou dignité, et cette règle s'observe, même en ce qui touche au trône royal. Quiconque tue le roi et parvient à s'asseoir sur son trône est immédiatement reconnu comme roi. Tous les *amirs*, *vazirs*, soldats, paysans, se soumettent aussitôt, et voient aussi bien leur souverain dans le nouvel occupant qu'ils le voyaient dans le prince qui siégeait avant lui (1). »

Bâbăr remarque qu'il y avait de son temps nombre de *raïs* ou *radjas* sur les frontières ou dans l'intérieur, dont la plupart, à cause des obstacles que présentait la distance ou des difficultés qu'on éprouvait à pénétrer dans leur pays, *n'avaient jamais été soumis par les musulmans*.

Au temps de ce prince, la fertilité de l'Hindoustan et la beauté de son climat étaient, comme aujourd'hui, proverbiales; mais ce qui tentait les hordes musulmanes, c'était moins la richesse du sol que les richesses minérales et les produits précieux de l'Inde; c'était moins la beauté du climat, célébrée par Abou'l-Fazl lui-même, que la soif et l'espoir du butin. Le fanatisme religieux, agissant comme prétexte et comme excitant à la fois, avait achevé de les entraîner à la conquête. Les premiers conquérans, et Bâbăr lui-même, n'avaient pas

(1) Quelque étrange que puisse paraître cette coutume, il est certain que jusque dans les temps modernes une coutume semblable s'observait à la côte de Malabar. Dans les états du *zamorin* (souverain de Calicut), il y avait un jubilé tous les douze ans : quiconque réussissait alors à pénétrer jusqu'à la personne du roi et à l'assassiner régnait à sa place. Une tentative de ce genre avait eu lieu en 1695; une autre se produisit il y a peine un demi-siècle, mais sans succès. Pendant des siècles, la possession du trône, du sceau royal ou impérial, ou la sanction donnée à l'usurpation par le *khoutbâh* (*), ont suffi pour commander le respect et la soumission, le *dévouement* peut-être des peuples de l'Hindoustan. Ces faits incontestables se rattachent évidemment aux dispositions particulières que nous avons signalées dans le caractère des Orientaux, et qui les portent à envisager l'exercice du pouvoir au point de vue de la fatalité. Un homme que nous nous honorons d'avoir compté parmi nos amis, l'illustre philosophe et moraliste hindou Ram-Mohun-Roy, qui avait étudié l'organisation sociale de l'Hindoustan avec tous les moyens d'investigation que lui donnaient sa position dans la société hindoue, son immense instruction et l'indépendance d'un esprit supérieur, nous disait que, dans sa conviction intime, les habitans des campagnes étaient encore, dans l'Hindoustan, ce qu'ils avaient été du temps de Bâbăr. Parfaitement indifférens à *la forme* du gouvernement sous lequel ils vivaient, ils n'attribuaient en général la protection dont ils pouvaient jouir, ou l'oppression dont ils étaient victimes, qu'à la conduite des fonctionnaires publics dont ils étaient les *administrés*. Il se passe bien quelque chose d'analogue chez nous autres Européens, au XIXe siècle!

(*) *Prière dans les mosquées;* c'est le *Domine salvum fac* des musulmans.

une haute idée des avantages que pouvait offrir un établissement durable dans ces contrées, et ce ne fut qu'une longue habitude qui put vaincre leurs répugnances.

La description, très remarquable et singulièrement exacte à beaucoup d'égards, que nous donne le chef moghol de l'Hindoustan se ressent d'ailleurs de ses habitudes occidentales et de ses préjugés. Il voit dans l'Hindoustan, et à juste titre, un monde nouveau. La neige qui siége éternellement sur les hautes montagnes du Tourân a disparu dans ce pays si différent des autres. Il manque à ses innombrables districts, *pargannás*, états et tribus, cet arrosement plein de fraîcheur des sources et des ruisseaux des montagnes, qui répandent un charme si attrayant sur l'Irân, le Kaboulistân et le Tourkestân. De grands fleuves, il est vrai, enflés considérablement pendant la saison des pluies, débordent de leurs rives élevées et fertilisent les pays plats du *Gar'm-sar* (pays chaud), qui a en conséquence ses arbres, ses minéraux, ses animaux qui lui sont propres, ses tribus nomades, ses mœurs et ses coutumes; mais Bâbăr n'y remarque aucun canal pour l'irrigation artificielle. Il signale seulement dans le Pândjâb, le Sirhind, à Agra et dans quelques autres endroits, des roues à puits, çà et là des étangs et quelques réservoirs, peu d'eaux courantes. Il est frappé du grand nombre d'espaces couverts de broussailles et d'arbrisseaux épineux où les paysans des *pargannás* trouvent un asile de difficile accès, lorsqu'ils veulent se refuser au paiement des contributions excessives exigées par les percepteurs : ce sont les lieux désignés en *hindwi* par les mots *djangall téri* ou *djangall tchettra*, et plus tard, dans les rôles des contributions du Bengale, par ceux de *djangall mahâls* (districts forestiers), d'où l'expression *djangall* (ou *djongle*), devenue d'un usage si général parmi les Anglais dans l'Inde. L'historien Férishta, cent ans plus tard, remarquait encore que ces touffes de bois qui s'étendent par toute l'Inde avaient favorisé plus d'une fois les révoltes des populations. Bâbăr trouve le pays uniforme, les villes mal construites, les villages misérables, les palais et les jardins indignes d'être comparés à son paradis du Kaboulistân. Les populations demi-nues de l'Hindoustan lui paraissent aussi peu recommandables que leur pays : les habitans sont surtout agriculteurs et pasteurs, mais ils ne sont pas beaux, « ne connaissent point les douceurs de l'intimité sociale » (ce qui, dans la pensée de Bâbăr, signifie qu'ils ne sont pas joyeux compagnons et francs buveurs). L'amitié, l'échange des sentimens libéraux, la vie de famille, leur sont, selon lui, étrangers. Il ne reconnaît aux Hindous aucun génie, aucune délicatesse dans l'esprit, aucun talent pour l'architecture, etc. Il énumère beaucoup de choses qui lui manquent dans l'Inde et qu'il possédait dans son pays. Il soupire après

ses bons raisins de Kaboul, ses melons musqués, ses fruits délicieux, l'eau fraîche de ses montagnes. On ne trouve pas de bons chevaux; la nourriture est inférieure; la viande et le pain sont loin de valoir ceux de Kaboul; on ne trouve ni bains, ni colléges; l'éclairage y est misérable et dégoûtant; on ne connaît pas même l'usage des chandeliers, etc.

Ce qui résulte de ces remarques un peu minutieuses, c'est qu'en effet, à cette époque (époque de décadence, à beaucoup d'égards, pour l'Hindoustan), les peuples du Tourân et de l'Irân étaient plus civilisés non-seulement que les Hindous, mais que la plupart des peuples européens. Toutefois Bâbăr rend justice à l'Hindoustan sous plusieurs rapports : c'est un grand pays, riche en or et en argent; le climat, pendant les pluies, y est délicieux; on n'y souffre pas des extrêmes du chaud et du froid comme à Balkh et à Kandahâr; l'industrie y a fait de grands progrès; les artisans de toutes professions y sont innombrables. Bâbăr remarque avec quelle facilité les populations hindoues changent de place dans un pays où la culture et l'irrigation demandent si peu d'industrie et d'efforts, comment des villes considérables sont complétement abandonnées du jour au lendemain, comment des hameaux deviennent promptement des villages, et les villages des villes.

Les imperfections que Bâbăr avait signalées dans la civilisation de l'Hindoustan disparurent en partie grâce aux efforts intelligens de ses successeurs. Il avait commencé lui-même cette œuvre de perfectionnement, et les jardins en particulier avaient pris, sous son règne, un aspect tout nouveau; mais l'impulsion donnée par le génie d'Akbăr amena des résultats d'une tout autre importance. Les défrichemens sur une vaste échelle, l'horticulture, l'architecture, etc., firent de rapides progrès. Abou'l-Fazl cite soigneusement les espèces d'arbres fruitiers ou d'arbrisseaux d'ornement dont l'empereur Akbăr introduisit ou améliora la culture. L'Inde prit une physionomie nouvelle : les bêtes fauves furent détruites, des chemins furent pratiqués dans toutes les directions, des terres vagues mises en culture, des peuplades errantes établies d'une manière permanente, des villes et des villages sans nombre fondés de toutes parts.

Le sultan Bâbăr, ainsi que d'autres grands capitaines, faisait mesurer exactement les étapes franchies par ses troupes dans le cours de ses expéditions : cet usage se maintint sous les empereurs suivans. Il donna aussi une attention particulière au service des postes. Les mesures itinéraires et agraires l'occupèrent également, et la principale mesure de longueur, *gaz Sicandery*, en usage depuis le sultan Sicănder Lôdî, fut remplacée par le *gaz Bâbery* (aune de Bâbăr), qui fut partiellement employé, même après la grande réforme d'Ak-

băr, jusque sous le règne de Djăhân-Gûir. L'usurpateur Shère-Shâh marcha résolument dans cette voie de progrès, et pendant un règne de peu de durée accomplit de grandes choses. Il éleva de nombreux édifices publics, organisa sur une plus grande échelle le service des postes, entretint des routes stratégiques et commerciales qui traversaient l'empire par des lignes de plusieurs centaines de lieues, construisit des caravansérails pour les voyageurs, et ordonna qu'ils y reçussent l'hospitalité aux frais de l'état, quelle que fût leur religion. Enfin, par la vigueur de son administration et la sagesse de ses mesures de police, Shère-Shâh améliora considérablement la condition générale de ses sujets. Aussi ce règne passager a-t-il, comme époque de transition, laissé des traces honorées par le souvenir des peuples, et Akbăr trouva, en arrivant au trône, une impulsion déjà donnée au développement des ressources naturelles du pays et du bien-être des populations.

Ces belles et riches contrées furent plus convenablement appréciées par Akbăr et par son digne ministre qu'elles n'avaient pu l'être par Bâbăr. La description qu'Abou'l-Fazl nous a laissée de l'Hindoustan, bien que montrant sous un jour trop favorable, à certains égards, les hommes et les choses, n'en est pas moins un travail de la plus haute portée, qui n'avait eu de modèle chez aucun peuple, et qui doit être considéré comme le résultat d'immenses recherches, mises en œuvre par un génie du premier ordre. Partout Abou'l-Fazl y ramène le présent vers la base historique du passé, honorant ce qui existait d'utile et de grand avant son siècle, ce qui est indigène, national. A la statistique de chacun des *soubâhs* (grands gouvernemens ou vice-royautés), il joint une table chronologique et généalogique des anciennes dynasties avant la conquête mahométane, et un précis de l'histoire du pays, dont il cite souvent les sources. Il décrit l'agriculture, l'industrie, le commerce, la population indigène, les productions, les mesures locales, les poids, les monnaies. Sa description des villes, de leurs monumens et des choses remarquables de chaque pays contient un enseignement des plus riches sur l'état des notions historiques à cette époque. On doit même vivement regretter que la philologie critique et la philosophie des sciences naturelles n'aient pas encore soumis à une étude sérieuse les indications nombreuses et importantes que fournissent les nomenclatures en langues sanscrite, hindwi, persane, arabe, renfermées dans l'*Ayîn-Akbary*. Abou'l-Fazl s'élève souvent, dans le cours de cet ouvrage, à des considérations d'ensemble qui témoignent de son instruction profonde autant que variée, et de la supériorité de ses vues. Il fait grand cas des Hindous, et donne une analyse complète de leurs institutions, qu'il a évidemment étudiées avec le plus grand

soin et une entière absence de tout préjugé. Il apprécie les ressources naturelles du pays, et résume cette appréciation, au point de vue pratique, de la manière suivante :

« Considéré dans son ensemble, ce vaste empire est supérieur aux autres pays par l'excellence de ses eaux, la salubrité de l'air, la douceur du climat et le caractère tempéré des indigènes. Il est cultivé dans toute son étendue, et si peuplé, qu'on ne peut faire un *cóss* (deux milles) sans rencontrer des villes, des villages et de bonne eau. Même au cœur de la saison froide, la terre est couverte de verdure, les arbres conservent leur riche feuillage, et pendant la saison des pluies, qui commence vers le mois de juin dans la plupart des provinces de l'Hindoustan et dure jusqu'en septembre, l'air est si délicieux, qu'il rend à la vieillesse la vigueur du jeune âge. Les Hindous, pris en général, sont religieux, polis envers les étrangers, d'un caractère affable et gai, avides de savoir, enclins aux austérités ascétiques et à la vie retirée, cependant éminemment propres aux affaires..... Ennemis redoutables, ils sont amis fidèles..... Soldats intrépides, ils sont toujours prêts à faire le sacrifice de leur vie quand on les pousse au désespoir, ou celui de leur fortune, de leur réputation et au besoin de leur existence à un ami, ou même à un étranger dans le malheur, quand il a réclamé leur protection (1). »

Tel était le pays, tels étaient les peuples sur lesquels Akbăr réussit le premier à établir une domination durable. Voyons maintenant à quelles conditions s'installa cette domination.

Dès le commencement de son règne, Akbăr donna une attention particulière à l'administration territoriale : ce ne fut cependant que vers la quinzième année de ce règne, qui dura un demi-siècle, qu'avec l'aide du radja Tăder-Măll et de Mouzăffer-Khân, Akbăr étudia les bases antiques du revenu foncier dans l'Hindoustan, et y introduisit les modifications que les circonstances nouvelles dans lesquelles le pays était placé indiquaient à sa haute intelligence. Des divisions territoriales mentionnées par Mànou, celle qui embrassait cent *grâmas* ou communes était la seule qui se fût conservée à peu près dans les conditions primitives du système hindou de gouvernement. Elle était connue, et l'est encore, sous le nom de *parganneh*. Le premier chef, ou magistrat du *parganneh*, est toujours désigné dans le Dăkkhăn sous le nom de *desmak* ou *dessaï*, et dans l'Hindoustan sous celui de *tchaoderi*. L'officier comptable s'appelle *despandi*, et l'officier percepteur *kanoungo* (2).

(1) Ceci se rapporte particulièrement à la classe militaire et surtout aux Radjpouts, dont Abou'l-Fazl exalte en plus d'un endroit le noble et chevaleresque caractère.

(2) Nous trouvons dans les temps anciens les désignations suivantes appliquées aux autorités chargées de l'administration territoriale : *bhoumer-adhipati*, souverain seigneur de la terre ; — *désâdhipati*, gouverneur d'un district ; — *grâmâdhipati*, chef de village ou de commune. Ces mots se retrouvent encore aujourd'hui à Java avec les mêmes significations ou à peu près.

Au milieu des changemens que le temps et la conquête ont amenés dans l'état politique de l'Hindoustan, la *commune* est restée l'atôme indestructible, l'élément inaltérable dont s'est composé et se compose encore aujourd'hui un état ou principauté, un royaume, un empire dans l'Inde. Aussi, dans le tableau que nous allons tracer de l'organisation des communes dans l'Hindoustan sous Akbăr, c'est la situation actuelle de ces communes que l'on retrouvera.

La *commune hindoue* embrasse une certaine étendue de terrain occupée par une association de familles qui la possèdent et la cultivent, d'après des conditions déterminées par l'usage immémorial (*ádat*, *dastour*). Les limites du territoire de la commune sont fixées avec une précision toute cadastrale et soigneusement défendues contre tout empiétement. Les terres sont classées d'après les qualités du sol et réparties entre les familles, de manière à ce que chaque portion soit décrite et que les bornes en soient définies avec la même précision que le territoire communal. L'étendue de chaque pièce de terre, la nature du produit, le nom du propriétaire, etc., sont inscrits sur les registres de la commune. Chaque commune s'administre elle-même par l'intermédiaire d'un certain nombre d'officiers municipaux et d'agens inférieurs. Cette administration locale répartit et perçoit l'impôt dû au gouvernement, ainsi que le montant des impositions destinées à couvrir les dépenses locales, telles que les réparations des murs d'enceinte, des temples, les frais des sacrifices et autres cérémonies ou fêtes publiques, les aumônes, etc. Elle rend la justice en première instance, punit les moindres délits, pourvoit en général à tous les besoins de la communauté, en sorte que, bien que soumise au gouvernement de l'état dont elle fait partie, la commune hindoue est à beaucoup d'égards une petite république, complète dans son organisation. Son indépendance et ses priviléges, quoique souvent violés, ne sont jamais contestés, même par le pouvoir le plus tyrannique, et, dans l'intérieur de la commune au moins, les élémens de l'ordre existent et maintiennent une organisation forte de ses traditions séculaires et de sa simplicité, quand l'état lui-même est bouleversé par les révolutions. Un homme d'état familiarisé par un long séjour avec les mœurs et les habitudes de l'Hindoustan, capable de comprendre et de juger, avec toute l'indépendance d'un esprit élevé et toute l'autorité de l'expérience, cette question du rôle que joue la commune dans l'existence politique du peuple hindou, s'exprime ainsi (1) :

« Les populations des villages forment de petites républiques possédant dans leur sein à peu près tout ce qui peut les rendre indépendantes de toutes

(1) *Minute* de sir Charles Metcalfe dans le *Report of select committee of House of commons*, 1832; vol. III, appendix 84, p. 331.

relations étrangères; elles seules durent où rien ne semble durable. Les dynasties s'écroulent, les révolutions succèdent aux révolutions; Hindous, Pathâns, Mahrattes, Sikhs, Anglais, deviennent maîtres tour à tour, mais la commune reste la même. En temps de troubles, les villageois prennent les armes et fortifient leurs villages. Une armée ennemie traverse le pays, les troupeaux sont rentrés dans l'enceinte des murs, et on laisse passer les troupes sans les inquiéter. Si le pillage et la dévastation menacent la commune et que les forces dirigées contre elle soient irrésistibles, les habitans se réfugient dans des villages amis, et, une fois l'orage passé, ils retournent et reprennent leurs occupations. Si toute une province est pendant des années le théâtre de la guerre et ravagée par le pillage, le meurtre et l'incendie, en sorte que les villages demeurent abandonnés, les villageois dispersés se réuniront sur le territoire de la commune aussitôt que renaîtra l'espoir d'une possession tranquille. Une génération peut disparaître, mais la génération suivante viendra rallumer les foyers longtemps déserts. — Les fils reprendront la place de leurs pères; le village sera rebâti au même endroit, les maisons seront reconstruites dans les positions qu'elles occupaient, les mêmes terres cultivées par les descendans de ceux que la guerre avait bannis; souvent ce n'est pas chose aisée que de les chasser de leur commune, et, dans des temps de désordres et de convulsions intestines, il n'est pas rare qu'ils repoussent avec succès les attaques et parviennent à se soustraire à l'oppression. — Cette union des familles dans un danger commun, cette organisation qui fait de chaque commune une petite république, ont contribué plus qu'aucune cause à maintenir la nationalité hindoue intacte, pour ainsi dire, au milieu des révolutions et des changemens qui ont affecté la condition politique des divers états. Cette stabilité relative de la commune a garanti de tout temps à la masse de la nation un degré de liberté, d'indépendance et de bonheur beaucoup plus considérable qu'on ne l'aurait supposé dans un pays qui a été le théâtre de tant de dominations établies par la guerre ou par la violence des révolutions. »

Le chef du village (*grâmâdhipati* en sanscrit, *patél* dans le Dăkkhăn et l'Hindoustan central, *mandel* au Bengale) est à la fois l'agent de la commune et celui du gouvernement. Depuis des siècles, ses fonctions sont héréditaires. En considération de sa qualité de premier magistrat, le gouvernement lui alloue une certaine étendue de terrain et lui accorde un traitement annuel; mais la meilleure partie de son revenu consiste dans les redevances que le chef du village perçoit des chefs de famille. C'est lui qui arrête chaque année, avec le gouvernement, le montant de l'impôt territorial, et le répartit parmi les villageois suivant la nature et l'étendue de leurs terres. Il loue les terrains qui se trouvent sans cultivateurs, distribue les eaux pour l'irrigation, règle les différends, se saisit des malfaiteurs et les envoie à l'officier du district. Ces fonctions municipales sont exercées en public dans un lieu désigné à cet effet, et, sur tous les points qui affectent l'intérêt de la communauté, les villageois prennent libre-

ment part à la discussion. Le chef du village est assisté par divers officiers, dont les principaux sont : le comptable du village (connu généralement dans l'Hindoustan sous le nom de *patwari*) et le garde champêtre. Le changeur, qui est en même temps l'orfévre de la commune, le prêtre et l'astrologue (l'un de ces deux est ordinairement le maître d'école), le forgeron, le charpentier, le barbier, le potier, le corroyeur, quelquefois la danseuse et chanteuse publique, complètent assez généralement le personnel des employés communaux.

Ces détails suffisent pour donner une idée du gouvernement d'un village hindou sous un chef, seul intermédiaire entre l'état et les cultivateurs. Toutefois, dans un grand nombre de communes, il existe des propriétaires principaux avec lesquels le gouvernement a à traiter, soit collectivement, soit individuellement, et dans ces villages on distingue, au-dessous des grands propriétaires, des fermiers permanens, des fermiers temporaires, des laboureurs, enfin des artisans, qui se sont établis dans le village, parce qu'ils y trouvent un marché pour les produits de leur industrie. Ceux des cultivateurs qui prennent des terres à ferme, soit des propriétaires, soit du gouvernement, sont connus généralement dans l'Inde sous le nom de *rayat*, et les petits cultivateurs, plus particulièrement sous celui d'*assami*. Les véritables *rayats* ou fermiers permanens transmettent les champs qu'ils cultivent à leurs enfans. Le détail des droits que confère au cultivateur la culture *permanente* du sol et des obligations qu'elle lui impose, droits et obligations qui varient suivant les localités, nous entraînerait au-delà de notre but actuel. Il nous suffira de constater que l'administration de l'impôt territorial, dans toute l'étendue de l'Inde gangétique (et même dans tout l'extrême Orient), reposait, avant l'invasion mahométane, sur le principe que les lois de Mânou expriment de la manière suivante : « Les sages, qui connaissent les temps anciens, regardent toujours cette terre (*Prithivî*) comme l'épouse du roi *Prithou*, et ils ont décidé que le champ cultivé est la propriété de celui qui, le premier, en a coupé le bois pour le défricher (1). » Le complément de cette règle, au point de vue gouvernemental, est contenu dans un vieil adage des Radjpouts, que nous avons essayé de traduire par ces mots : « La terre à moi, la rente au roi (2) ! »

La notion du droit du souverain à la *propriété* du sol ne date dans l'Inde que de l'invasion mahométane. La loi mahométane, telle que la comprenait une grande autorité légale de l'école *hanifâ*, Shams-oul-Aima (de Sarakhs), laissait seulement au malheureux cultivateur *de quoi nourrir lui et sa famille pendant une année et de quoi ensemencer*

(1) *Lois de Mânou* (trad. de Loiseleur Deslongchamps), liv. IX, sl. 44.
(2) Tod, *Rajast'han*, vol. Ier, p. 494.

ses terres; elle le soumettait en outre à la capitation. Les premiers souverains musulmans exercèrent impitoyablement ce droit prétendu, et Aurăngzèbe lui-même, l'arrière-petit-fils d'Akbăr, n'eut pas honte d'ordonner, par un firman qui nous a été conservé, de lever le *kharadj* (impôt territorial) *suivant la sainte loi et les commentaires d'Abou-Hanifa!* Autres étaient, nous venons de l'établir, les conditions fondamentales auxquelles devait satisfaire un gouvernement sage, et plus particulièrement un gouvernement imposé par la conquête, dans la répartition et la perception de l'impôt territorial, première source de ses revenus. Shère-Shâh fut le premier à comprendre et à mettre en pratique, dans l'Hindoustan, un système d'administration qui pût concilier les intérêts du fisc avec ceux des cultivateurs; mais la courte durée de son règne ne permit de donner à ce système qu'un commencement d'exécution. A l'empereur Akbăr était réservée la gloire d'asseoir l'administration territoriale sur des bases larges et durables. Voici comment il y procéda. Il se proposa: 1° d'obtenir un arpentage exact de la terre; 2° de déterminer le produit moyen de chaque *bigah* (1) de terre, et la proportion de ce produit que chaque cultivateur devrait payer au gouvernement; 3° de fixer un équivalent en argent pour cette proportion une fois déterminée.

Pour atteindre sûrement le premier but, Akbăr résolut et établit un nouveau système de mesures uniformes pour tout l'empire: idée simple et féconde, dont l'application devait nécessairement se ressentir de l'imperfection des connaissances mathématiques et des instrumens de cette époque, mais qui n'en eut pas moins pour résultat de simplifier et de régulariser les rapports des cultivateurs, soit avec le gouvernement, soit entre eux. La base du nouveau système métrique introduit par Akbăr à cet effet fut l'*iláhy gaz*, de 41 doigts (2), qui servit à son tour à former l'*akbary bigah*, de 3,600 *gaz* carrés. Akbăr perfectionna d'ailleurs les instrumens d'arpentage, et des officiers intelligens furent députés dans tout l'empire pour présider aux opérations cadastrales.

(1) Mesure agraire qui varie beaucoup dans l'Inde, mais qu'on peut évaluer en moyenne à environ un quart d'hectare.

(2) On peut voir dans les *Useful Tables* de J. Prinsep (part 1re), publiées à Calcutta en 1834, le détail et le résultat de l'enquête instituée par le gouvernement suprême pour la détermination de la valeur du *găz ilâhi* en mesure anglaise. La moyenne des évaluations se trouvant être de 32,61 pouces anglais, le gouvernement se décida à adopter pour valeur définitive du *găz ilâhi*, en nombre ronds, 33 pouces. Le *bigah* des provinces septentrionales, de Patnâ, Sagôr et du littoral de la Narbadda, etc., a été fixé, dans la même occasion, à 3,600 *găz* carrés, c'est-à-dire à la surface d'un carré ayant pour côtés (*djărrîb*) 60 *găz ilâhi*. C'est à ce *bigah* officiel de la présidence du Bengale que se rapporte particulièrement l'évaluation en mesure française mentionnée dans la note précédente, — un quart d'hectare.

La détermination relative de l'impôt était une opération plus délicate que l'arpentage, et qui demandait plus de précautions. Les terres furent divisées en trois classes, suivant leur degré de fertilité. On détermina le produit moyen du *bigah* pour chaque classe, et la moyenne de ces trois produits fut considérée comme représentant le produit du *bigah*. Un tiers de ce produit constitua le droit du gouvernement ou l'impôt territorial. Le principe une fois arrêté, le gouvernement n'en reconnut pas moins à chaque cultivateur qui se croyait trop imposé le droit de réclamer une nouvelle mesure de ses terres, avec le partage de la récolte qui en était la conséquence. En outre, afin de concilier les droits du fisc avec la justice due aux cultivateurs, il fut décidé que les terres qui n'avaient pas besoin de se reposer paieraient la totalité de l'impôt chaque année, — que les terres en jachère ne paieraient que lorsqu'elles seraient remises en culture, — que les terres envahies par l'inondation, ou qui auraient été trois années sans culture et exigeraient quelques dépenses pour les remettre en valeur, ne paieraient que les deux cinquièmes la première année, trois cinquièmes la seconde, quatre cinquièmes les deux années suivantes, et l'impôt total la cinquième année. Toute terre enfin qui aurait été improductive pendant plus de cinq ans obtiendrait des conditions plus favorables encore.

Ces points étant ainsi réglés, il restait à arrêter comment, dans la plupart des cas, le paiement de l'impôt en nature serait remplacé par un paiement en argent. Le gouvernement se fit donc remettre les prix courans des denrées, dans chaque commune, pour les dix-neuf années antérieures au mesurage des terres (1), et la valeur des récoltes fut estimée d'après la moyenne des prix fournis par ces documens. A l'expiration de dix années, l'assiette de l'impôt fut établie sur la moyenne des perceptions faites pendant ces dix années, et on dut le régler ainsi, pour l'avenir, de dix ans en dix ans. Ce système de cadastre et de perception de l'impôt est encore en usage aujourd'hui, même dans les parties de l'Hindoustan qu'Akbär n'avait pu ranger sous son autorité et où les avantages qui distinguent ce mode de perception l'ont fait adopter.

En même temps que cette grande mesure recevait son exécution, Akbär abolit un nombre infini d'impositions indirectes et d'honoraires exigés par les agens de l'administration, et qui pesaient de la manière la plus vexatoire sur les classes inférieures. Le résultat de ces divers changemens fut de réduire considérablement les demandes du fisc, c'est-à-dire le *revenu brut*, mais de diminuer, dans une pro-

(1) Voir sur la fixation de cette période le chapitre de l'*Ayin-Akbäry* intitulé *Of the nineteen years Collections*, vol. Ier, p. 292.

portion plus grande encore, les frais de perception et les non-valeurs. Les *revenus réels* de l'état restèrent ainsi à peu près ce qu'ils avaient été dans l'hypothèse la plus favorable à la réalisation de ce produit sous l'ancien régime, et les peuples furent soulagés. Abou'l-Fazl remarque même à ce sujet que l'impôt était moins lourd par le fait sous Akbăr qu'il ne l'avait été sous l'usurpateur Shère-Shâh, quoique celui-ci prétendît n'exiger du cultivateur que le quart du produit de sa terre, tandis qu'Akbăr lui en demandait le tiers.

Les instructions d'Akbăr à ses gouverneurs et à ses receveurs généraux nous ont été conservées dans l'*Ayîn-Akbary*, et montrent toute sa sollicitude pour l'application juste et libérale de son système, comme, en général, pour la sécurité et le bien-être de ses sujets. Aucune branche des revenus publics ne fut affermée sous son règne; il enjoignit à ses receveurs généraux de traiter directement, autant que possible, avec les cultivateurs, et de ne pas s'en rapporter aveuglément au chef du village et au *patwarî*. Les instructions d'Akbăr, rédigées avec un soin particulier par Abou'l-Fazl (1), sont bien dignes d'être étudiées et méditées par quiconque veut se faire une idée exacte de la capacité administrative de cet habile ministre, digne interprète d'un monarque juste et bienfaisant.

Les convictions de l'empereur Akbăr en fait de gouvernement et les principes fondamentaux qu'il avait adoptés comme règles de sa conduite se déduisent de sa correspondance, du témoignage d'Abou'l-Fazl, et de celui des autres écrivains mahométans des XVIe et XVIIe siècles, du *Dabistán* en particulier. Pour Akbăr comme pour tous les princes de sa race, *un roi est l'ombre de Dieu sur la terre;* de plus un souverain ne peut bien gouverner qu'en s'aidant des conseils de sages ministres, en se montrant soigneux de l'honneur et de la dignité des *grandes familles*. « L'empereur Akbăr, dit le *Dabistán* (IIIe volume, p. 136 et 137), écrivit tout un livre d'*avis* au roi de Perse, et ce livre est écrit de la main du *shaikh* Abou'l-Fazl. Quelques préceptes de ce livre sont comme il suit : « Les grands parmi le peuple, qui sont dépositaires des divins secrets, doivent être considérés avec les yeux d'une admiration bienveillante et garder leur place dans nos cœurs. Le Créateur de l'univers leur a confié la direction du monde apparent, pour qu'ils veillent sur le bonheur des peuples sans négliger surtout l'honneur et la gloire des grandes familles. » Ce passage est remarquable. Soit qu'Akbăr eût été amené par ses propres réflexions à considérer le maintien des grandes familles et de leur influence comme un des principaux moyens de bon gouvernement, soit qu'il eût trouvé l'idée première de ce principe dans les anciennes institu-

(1) *Instructions for the officers.* — *Ayin-Akbary*, vol Ier, p. 294 à 312.

tions des Hindous, il en fit une application constante aux pays que la conquête rangea successivement sous sa domination. Les *omrahs* de la cour moghole représentent historiquement la pairie en Angleterre, avec cette différence toutefois qu'ils ne transmettaient à leurs descendans ni leurs titres ni leurs dignités. Cette circonstance est digne d'attention; elle nous montre en effet que dans la variété infinie des gouvernemens sous lesquels de grandes nations ont prospéré jusqu'à notre époque, le principe de l'égalité civile des familles a pu être maintenu avec avantage dans un état despotique, tandis que l'institution de la noblesse héréditaire et les priviléges de la naissance se sont combinés, sans inconvéniens sensibles, dans une monarchie républicaine avec une représentation nationale restrictive du pouvoir souverain et la liberté de la presse. Le fait est que l'organisatiou du vaste empire moghol telle que l'a conçue et réalisée le génie d'Akbăr différait essentiellement de tous les gouvernemens qui avaient précédé le sien. C'était une monarchie despotique tempérée par le protectorat, les priviléges des communes, et subsidiairement, dans un grand nombre de cas, par les droits de la féodalité héréditaire et le pouvoir seigneurial concédé pour un temps.

II. — L'AYIN-AKBARY ET LES THÉORIES GOUVERNEMENTALES D'AKBAR.

La source principale où il faut puiser non-seulement des données précises sur le gouvernement d'Akbăr, mais encore des renseignemens positifs sur l'esprit et les mœurs de son époque, est sans contredit l'*Ayîn-Akbary*. Les justes reproches qui ont été adressés à la rédaction de ce grand ouvrage, et qu'Elphinstone en particulier a fait valoir avec une sage critique et une grande impartialité, doivent nous mettre en garde contre les témoignages d'Abou'l-Fazl en tout ce qui touche au récit des faits qui peuvent affecter la réputation de prudence, de sagesse, d'impeccabilité relative qu'il revendique partout pour son héros; mais à l'égard des institutions gouvernementales, des règlemens administratifs, de la vie publique du souverain et des habitudes de sa vie privée, l'*Ayîn-Akbary*, appuyé, comme l'est son témoignage, par toutes les autorités contemporaines sans exception, doit être considéré comme le monument le plus précieux qui nous ait été transmis par le XVIe siècle sur l'état politique et social de l'extrême Orient. Nous sommes loin de penser cependant que la traduction de Gladwin fasse pleinement connaître cet admirable recueil. Cette *prétendue* traduction (comme le dit Duncan Forbes) (1), publiée il y a

(1) Voyez l'article *Akbăr* du *Biographical Dictionary of the Society for the diffusion of useful knowledge*, London 1842 à 1844, in-8°, ouvrage remarquable dont il n'a paru que les trois premiers volumes en six parties, et la première partie du quatrième volume.

soixante-neuf ans, n'est qu'une version maigre et incomplète à tous égards, plutôt un extrait qu'une traduction, et encore cet extrait fourmille-t-il d'omissions importantes, d'erreurs et de négligences palpables. Il faut convenir en même temps que la traduction d'un pareil ouvrage était une œuvre d'une extrême difficulté à l'époque où Gladwin l'a entreprise, même avec l'appui de Warren Hastings, qui en comprenait cependant toute l'importance. Ce grand homme d'état, dans la *minute* où en sa qualité de gouverneur général il recommande la publication de la traduction de Gladwin au patronage du conseil des Indes, s'exprime ainsi : « Cet ouvrage sera une acquisition d'autant plus précieuse pour la science européenne qu'il expose la constitution première de l'empire moghol, et que l'original a été écrit sous les yeux du *fondateur de cet empire*. Il aidera le jugement de la cour des directeurs sur plusieurs points importans pour les intérêts de la compagnie; il montrera en quoi l'administration actuelle se rapproche des principes de l'ancien gouvernement indigène, *principes qu'on trouvera peut-être supérieurs à ceux qu'on a fondés sur leurs ruines*, et certainement d'une application beaucoup plus aisée comme étant plus familiers aux esprits des peuples de l'Inde; il fera voir également les conséquences probables d'une déviation quelconque de ces principes. »

Dans cette même *minute*, Warren Hastings exprime une opinion très favorable sur le travail de Gladwin. Il n'est pas douteux qu'on doive tenir compte à Gladwin du zèle et du talent qu'il a montrés dans l'exécution de cette version, si imparfaite qu'elle ait été, ainsi que de la franchise avec laquelle il a fait allusion aux omissions et aux incertitudes qu'on pourrait lui reprocher. Les temps sont changés : l'étude des langues asiatiques et de l'Hindoustan tout entier a fait de tels progrès, qu'une traduction *complète* de l'*Akbar-Nâmeh* et de l'*Ayîn-Akbary* (qui ne forment, à proprement parler, qu'un seul ouvrage) pourrait être abordée aujourd'hui avec succès en consultant les annales indiennes (celles du Radjasthân en particulier) et les auteurs mahométans dont les travaux sont entrés dans le domaine de la science historique européenne depuis un quart de siècle. Exécutée dans les conditions philologiques que nous avons indiquées, avec le concours d'un certain nombre de savans et d'artistes, ce serait une entreprise digne d'une grande nation, car ce serait à la fois faire connaître une des époques les plus intéressantes de l'histoire orientale, constater pour ainsi dire ce qui s'est passé à l'une des principales étapes de l'humanité, et éclairer peut-être d'un jour tout nouveau l'ethnographie et l'histoire naturelle de l'Inde (1).

(1) Il n'a encore été publié aucune traduction de l'*Akbâr-Nâmeh*. Il en existe une ma-

Les extraits que nous avons déjà donnés de l'*Ayîn-Akbary*, principalement en ce qui touche à la réforme du culte et à l'administration des revenus territoriaux, suffisent pour montrer le mélange singulier d'enthousiasme religieux et d'esprit philosophique, de larges vues et de minutieuse ponctualité dans la pratique des affaires, qui distingue le caractère d'Akbär et celui de son ministre. Quelques citations relatives à l'administration générale de l'empire, à l'organisation de la cour moghole, quelques détails sur les habitudes du grand empereur, compléteront l'ensemble des renseignemens qui nous paraissent indispensables à une appréciation générale du gouvernement d'Akbär.

« Celui-là est noble entre tous, dit Abou'l-Fazl, qui sait commander à ses passions et se conduire avec une égale convenance envers les hommes de toutes les classes de la société... — Le plus noble exercice du pouvoir suprême, dit-il encore, consiste à améliorer les mœurs, à encourager et perfectionner l'agriculture, à régler convenablement les différentes branches de l'administration et à entretenir une armée bien disciplinée. Il est impossible d'atteindre ces résultats si désirables sans s'étudier à mériter l'affection des peuples par une sage administration des finances et la plus stricte économie dans les dépenses de l'état. Quand on ne perd pas de vue ces conditions indispensables, les différentes classes de la société jouissent d'une égale prospérité. » Cette théorie gouvernementale repose évidemment sur la notion d'un pouvoir absolu, mais paternel. La pratique y répondit pendant toute la durée du règne d'Akbär; mais ce ne fut qu'à dater de la vingtième année de ce règne que l'assiette de l'impôt fut définitivement établie, et à dater de la quarantième, que le système entier du gouvernement reposa sur des règlemens et institutions régulièrement promulgués. C'est à cette dernière époque qu'il faut rapporter la division de l'empire en gouvernemens ou *soubahs*. Il n'y en eut que douze dans l'origine. Voici comment Abou'l-Fazl expose cette partie importante de l'œuvre gouvernementale d'Akbär :

nuscrite, en anglais, par le lieutenant Chalmers, de l'armée de Bombay, qu'Elphinstone a pu consulter à la Société royale asiatique de Londres. Nous venons de dire ce que nous pensons de la traduction publiée de l'*Ayîn-Akbäry* : c'est donc un travail à reprendre. Outre cette grande histoire du règne d'Akbär, on doit à Abou'l-Fazl l'*Ayar-Danish* (*Pierre de touche du savoir*), élégante version du poème attribué à Pilpay ou Bidpay, et connu sous le titre *pehlvy* de *Kalei-lah-Dämnah*; — *Dästour-oul-'Aml*, ou *Règles d'administration*, développement de la partie de l'*Ayîn-Akbäry* qui traite des mœurs et des coutumes des peuples de l'Inde; — *Maktoubât* ou *Inshâ*, recueil de dépêches publié par le neveu d'Abou'l-Fazl, Abdou-Isamäd, etc. Ces deux derniers recueils devraient être mis à contribution, et fourniraient des pièces du plus grand intérêt pour l'histoire générale du règne.

« Dans la quarantième année du règne de sa majesté, ses états comprenaient cent quinze *sircars* (provinces), divisés en deux mille sept cent trente-sept *kasbas* (villes), dont le revenu, réglé pour dix ans, s'élevait à une rente (impôt territorial) annuelle de 3 *arribs* 62 *krores* 97 *laks* 55,245 *dams* (1).

« L'empire fut alors partagé en douze grandes divisions, et chacune de ces grandes divisions confiée au gouvernement d'un *soubadâr* ou vice-roi. *Le souverain du monde* (l'empereur) *fit distribuer à cette occasion* 12 *laks de bétels* (2). Les noms des *soubahs* ou vice-royautés étaient : Allahâbâd, Agrâ, Aoudh, Adjmîr, Ahmedabâd, Bâhâr, Bengâl, Dehly, Kaboul, Lahore, Moultân, Malwa. Quand sa majesté conquit le Bérar, Khandeish et Ahmâdnagâr, on en forma trois *soubahs*, ce qui porta le nombre des *soubahs* à quinze (3). »

Le vice-roi portait le titre de *sipâh sâlâr* (correspondant à celui de général en chef) (4). Il correspondait directement avec l'empereur et réunissait les pouvoirs civils et militaires. Le plus haut fonctionnaire militaire après lui était le *faodjdâr*, commandant en chef des milices et des troupes régulières dans chaque province, chargé du maintien de la police territoriale, c'est-à-dire d'assurer la rentrée des contributions foncières. La justice était rendue, au nom du souverain, par une cour composée du *mîr ad'l* (grand-juge) et du *quazy*, assistés au besoin par les ministres des différentes religions, suivant la croyance des parties, dans les cas litigieux. Le receveur des contributions, *amil gouzzar*, était le principal officier des revenus publics dans les provinces : il avait sous ses ordres les *tepaktchîs* ou percepteurs, et les trésoriers (dont Gladwin ne donne pas le titre en persan). Dans les grandes villes, la police était confiée à un fonctionnaire d'un rang élevé, connu encore aujourd'hui sous le nom de *katwâl* ou *koutwâl*. Les instructions très détaillées données à ce magistrat le placent, aussi exactement que possible, dans les conditions d'importance politique, d'utilité et d'influence locale, qui distinguent chez nous le préfet de police. Ces instructions sont en général irréprochables au point de vue de l'humanité et de la justice. Nous y avons remarqué la consécration d'un principe qui devait avoir été souvent méconnu avant le règne d'Akbâr, et qui l'est de nos jours encore dans bien des pays civilisés, — l'*inviolabilité du domicile*.

(1) Le *dam* était la quarantième partie de la roupie. Le *lak* vaut 100,000 roupies, le *krore* 100 *laks*, l'*arrib* 100 *krores*. On peut évaluer la roupie de cette époque à 2 fr. 50 cent. de notre monnaie

(2) *Bétels* ou *pânn* (prononcez *pânes*), feuilles du *piper betel*, préparées avec des aromates et de la chaux, et qu'on mâche comme stomachiques. Le bétel laisse un goût agréable et un parfum particulier dans la bouche.

(3) Après la conquête de Bédjapour et de Golconde, le nombre des *soubahs* fut porté à dix-huit ou vingt.

(4) C'est le titre indiqué dans l'*Ayîn-Akbâry*; la désignation de *soubadâr*, employée par Gladwin dans sa traduction, est postérieure à Akbâr, selon Elphinstone.

Cette disposition, si honorable pour Akbär, est spécialement rappelée dans le *Dabistân*. A côté de plusieurs prescriptions d'un caractère également recommandable, on est affligé autant que surpris de trouver une injonction au *koutwâl* de faire couper la tête de quiconque aura bu dans la même coupe que le bourreau, — ou le doigt seulement s'il a mangé des alimens cuits pour cet exécuteur public! On ne peut expliquer cet écart tout à fait inattendu des principes de justice et des habitudes essentiellement *humaines* d'Akbär que par l'horreur que lui inspiraient les professions liées de près ou de loin à la destruction des *créatures de Dieu*. Aussi, dans ces mêmes instructions au *koutwâl*, lui est-il expressément recommandé de veiller à ce que les bouchers, ceux qui lavent les corps morts ou se livrent à d'autres occupations *impures*, habitent dans des quartiers éloignés des demeures des autres hommes, *qui devaient*, ajoutent les instructions, *éviter la société de ces misérables à l'esprit borné et au cœur endurci*. — Bien que les vice-rois eussent le pouvoir de condamner à la peine capitale, il leur était enjoint de n'avoir recours à l'application de cette peine que dans les cas de flagrant délit, en cas de sédition par exemple; hors de ces circonstances exceptionnelles, ils ne devaient ordonner l'exécution du coupable qu'après confirmation de la sentence par l'empereur (1).

L'ensemble des instructions données aux principaux officiers du gouvernement dans les provinces est, nous le répétons, marqué au coin de la prévoyance, de la sagesse, de l'humanité et de la justice. Quelques habitudes de despotisme s'y montrent encore çà et là; quelques remarques frivoles ou vaniteuses, quelques préjugés puérils contrastent avec l'élévation ordinaire de la pensée et la solidité du jugement; mais le système gouvernemental dont elles sont l'expression garantissait évidemment à cette singulière agglomération de peuples placés par le droit divin ou la conquête sous le sceptre d'Akbär les conditions de liberté, de bien-être et de progrès compatibles avec leurs croyances, leurs habitudes et le degré de civilisation générale auquel ils étaient parvenus.

III. — INSTITUTIONS RELIGIEUSES DONNÉES PAR AKBAR A L'HINDOUSTAN.

Au milieu des agitations prodigieuses dont l'Inde fut le théâtre sous l'empereur Akbär, pendant ce règne d'un demi-siècle, on éprouve une vive satisfaction à démêler une pensée persévérante d'humanité, d'organisation et de paix. Il est consolant de reconnaître

(1) Plusieurs historiens et voyageurs assurent même qu'aucune exécution capitale ne devait avoir lieu avant *trois* injonctions positives de la part de l'empereur.

que les qualités qui assignent à Akbăr un rang élevé parmi les plus grands monarques sont de l'ordre civil, et qu'il a moins brillé par ses exploits militaires que par la sagesse de son gouvernement. Si une bravoure poussée jusqu'à la témérité, si la vive intelligence des choses de la guerre, si la rapidité du coup d'œil dans l'action, l'énergie entraînante dans l'attaque, la clémence après la victoire, sont les vertus du conquérant, Akbăr les a possédées sans doute à un haut degré; mais sa valeur réelle comme souverain d'un vaste empire créé par son ambition, organisé par son génie, se résume essentiellement dans les actes de son administration intérieure. Nous n'aurons pas été le seul à l'affirmer, mais nous aurons peut-être été le premier à faire reposer cette affirmation sur la discussion des faits que la critique historique a dégagés des annales louangeuses des contemporains ou des récits des voyageurs.

Akbăr était ambitieux : le penchant aux émotions de la bataille et aux jouissances de la conquête, s'il lui fut transmis par ses ancêtres, s'était développé naturellement dans une âme aussi ardente, dans une constitution aussi virile que la sienne. Des cinquante ans de son règne, il en passa trente-six dans l'Inde gangétique, et quatorze sans interruption dans le bassin de l'Indus ou dans l'Afghanistân. C'est là sans doute, indépendamment des hautes raisons politiques qui l'appelèrent et le retinrent longtemps dans ces contrées, qu'il se sentait involontairement attiré par les souvenirs de son jeune âge et le voisinage du berceau de Babăr, ce grand homme dont il avait continué la race et l'empire, dépassé la puissance et la gloire. Nous avons dit qu'après avoir affermi sa domination dans le nord, il avait reporté son attention sur le sud et résolu d'entreprendre la conquête du Dăkkhăn. On l'a beaucoup blâmé d'avoir voulu étendre sa puissance de ce côté; mais Elphinstone a fait observer, avec sa justesse accoutumée et sa connaissance des peuples et des mœurs de l'Orient, que les pays qu'Akbăr envahit avaient jadis été soumis à la couronne de Dehly, et qu'il eût encouru bien plutôt le blâme qu'il n'eût obtenu les louanges de ses contemporains, s'il eût négligé l'occasion de reculer les frontières de son empire au-delà de la Nărbăda. Quoi qu'il en soit, il ne saurait être douteux, d'après l'ensemble de ses actes, qu'Akbăr plaçait sa véritable gloire dans la bonne administration de ses états, et qu'il voulait surtout confier à la reconnaissance des peuples l'immortalité de son nom.

Les sages règlemens qu'il mit en vigueur, et dont il surveillait lui-même l'exécution avec le zèle le plus infatigable et le plus minutieux, embrassaient toutes les branches du service public et le service de la maison impériale. Semblable en ce point à notre Charlemagne (qui a montré autant de génie avec moins de connaissance et

de respect de l'humanité, dans un siècle, il est vrai, plus voisin de la barbarie, mais chez un peuple plus compacte, plus homogène et plus fort), il ne dédaignait aucun détail et paraissait aussi soucieux de l'entretien de ses jardins, de la prospérité de ses écuries, de ses étables, de ses pigeonniers, du bon état de ses ateliers de menuiserie et d'armurerie, que de la bonne organisation de ses troupes, des triomphes de ses armes ou de sa politique, de la vigilance de sa police, de la tranquillité et du bien-être de ses sujets. L'*Ayîn-Akbary*, rédigé par son ordre et sous ses yeux, nous a transmis ces règlemens ou *institutions* avec leurs *exposés de motifs* tracés de main de maître. Bien que la rédaction de ce bel ouvrage se ressente des habitudes d'adulation qui s'unissaient dans l'esprit d'Abou'l-Fazl (comme dans celui de tous les seigneurs de ce temps) à une admiration sincère du grand empereur, il est impossible de le lire avec attention sans se convaincre qu'Akbär était un homme d'une haute intelligence, d'une bonté et d'une magnanimité qui devaient lui gagner tous les cœurs, et de plus d'une piété exaltée. Sous ce dernier rapport, le caractère d'Akbär mérite d'être étudié avec un soin particulier, parce que ce tour religieux de son esprit a exercé une très grande influence sur ses déterminations comme souverain, et ne nous semble avoir été suffisamment apprécié ni par les historiens indigènes ni par les historiens européens.

L'immense série des croyances religieuses qui règnent encore depuis la Perse et l'antique Bactriane jusqu'aux rives du Brahmapouttra offre un des sujets d'études les plus vastes et les plus curieux que le philosophe et le moraliste puissent embrasser. Ces croyances ont plusieurs points de contact, mais on y peut signaler aussi les divergences les plus singulières, en sorte que deux systèmes de croyances partis clairement de la même source aboutissent à des résultats opposés, ou que, se rencontrant, se confondant pour ainsi dire en un point capital, ils s'éloignent ou se contredisent de façon à dérouter toute recherche. On y est parfois choqué du mélange des dogmes ou de la perversion des principes : à côté d'une conception qui vous frappe par sa sublimité, viennent se placer les manifestations d'une crédulité dégradante: à côté de l'ascétisme le plus rigoureux, de la pureté et de la simplicité des mœurs, surgissent le matérialisme le plus hardi, la sensualité la plus effrénée. Les élémens les plus discordans y sont comme mêlés et confondus. Au milieu de ce chaos, une sorte de poésie superstitieuse plane sur toutes les existences, pénètre toutes les intelligences et les unit par un lien mystérieux. Un Indien vit et respire dans l'atmosphère du surnaturel : un dieu, un esprit, un ange, un diable, une fée ou une sorcière, l'épie et le surveille, pour ainsi dire, caché derrière chaque buisson ou chaque

quartier de rocher (1). Ce que nos intelligences occidentales considèrent comme d'absurdes légendes a ici un caractère divin : ce sont des *faits* non-seulement probables, mais certains, attestés par de sages *mounis*, et d'ailleurs en parfaite harmonie avec l'état du monde à l'époque où vivaient ces divins ascètes et avec ce que la nature conserve encore de cet état primitif. Le vieux *pandit* s'extasie sur les exploits amoureux de Krishna, qui, en Europe, l'enverraient aux galères. Les idées qui servent de base à nos jugemens et à notre approbation morale sont bouleversées par cette naïve et imperturbable admiration. Quelle opinion peut-on se former de la valeur intellectuelle de ces innocens enthousiastes! Et cependant, dans la pratique, ni la raison, ni la conscience de l'Hindou ne semblent affectées par l'admission de ces puérilités. Nous pouvons le prendre en pitié, rire de lui comme d'une espèce de don Quichotte spiritualiste; mais, dans les affaires ordinaires de la vie, nous trouvons qu'il ne manque ni de sens, ni de tact, et qu'il se montre en général aussi honnête, aussi *moral* que ses juges. De l'accomplissement de ses pèlerinages et des cérémonies qui sont liées à ses croyances, il retire une satisfaction intérieure et des droits toujours respectés à la considération publique, qui l'indemnisent largement de son ignorance philosophique. « En gravissant le Pounaguiri, dit un voyageur auquel nous empruntons une partie de ces remarques, je rencontrai une famille qui revenait après avoir visité un lieu de pèlerinage; la vieille mère s'avançait d'un pas mal assuré, et non sans émotion, le long des précipices, mais son œil brillait de la flamme de la foi la plus ardente, et témoignait de la conviction qu'elle venait d'assurer son bonheur éternel! N'eût-il pas été cruel de chercher à la détromper (2)? » Ne nous dissimulons pas que, pour ces pauvres Indiens, les légendes religieuses, les traditions empruntées au *Ramayana*, au *Mahabharata*, remplacent nos drames, notre opéra, nos romans, nos poèmes, nos journaux, et, à tout prendre, n'ont-elles pas un caractère de vérité et d'exactitude relatives aussi satisfaisant que les récits aventureux dont se contente l'Occident? Il est possible, sinon probable, que Ram et Krishna, tels que les Hindous se les représentent, n'aient jamais répondu à des types réels; mais

(1) Dans les montagnes de Kamaoun, toute maladie a une origine diabolique. L'une des conjurations les plus efficaces pour chasser l'esprit malin est d'enfouir une pièce en terre à la rencontre de quatre chemins, et d'enterrer certaines graines ou drogues à l'endroit même. Les corbeaux ne tardent pas à déterrer les provisions enfouies, et les montagnards voient dans la disparition de ces objets l'accomplissement prochain de leurs désirs. On peut consulter à ce sujet *Turace and outer Mountains of Kamaoon*, by major Madden, Bengal artillery. *Journal of the Asiatic Society of Bengal*, may et june 1848.

(2) Voyez le major Madden dans son mémoire sur les montagnes de Kamaoun.

qu'avons-nous le droit d'en conclure, nous autres Occidentaux? Si nous analysons nos propres sentimens, nous trouverons que don Juan, don Quichotte, Roland, Renaud, Falstaff, et tant d'autres créations de l'imagination humaine, vivent autant et plus dans notre esprit et nos discours que César, Alexandre, Napoléon. Cet ordre d'idées, cultivé de préférence par des imaginations avides du merveilleux, a peut-être été la principale cause, pour le dire en passant, de l'absence presque totale d'*historiens* dans l'Inde proprement dite. Les écrivains indiens ont négligé l'histoire véritable, rationnelle, *exacte* en un mot, pour s'adonner de préférence à la poésie épique et au roman.

Les mahométans établis depuis longtemps dans l'Inde gangétique ou dans le Dăkkhăn partagent les convictions des Hindous sur l'existence et l'intervention des esprits, des génies, sur l'efficacité des pèlerinages, sur la puissance surnaturelle que de saints personnages ont acquise par des actes de dévotion et de méditation, par la pénitence et par la prière. Les races auxquelles appartenaient les conquérans ou les usurpateurs qui ont exercé une influence si remarquable sur les destinées de l'Hindoustan avaient conservé les traditions de leurs ancêtres sur la nature mystérieuse des astres, sur le culte dû à ces sources éternelles de feu, de lumière, de vie. La conversion des Moghols et des Tourks à l'islamisme n'avait pu avoir pour résultat de détourner leur imagination de ces sublimes rêveries. Ils retrouvaient d'ailleurs dans l'Hindoustan des croyances semblables aux leurs sur les rapports intimes qui liaient la destinée de l'homme aux mouvemens et aux qualités occultes des planètes et des étoiles. « Les sages, dit le *Dabistán* (1), croient que chaque grand prophète était voué à un astre particulier : Moïse à *Saturne* par exemple, Jésus au *Soleil*, Mahomet à *Vénus*.—Tchenguiz-Khan (Gengiskan) adorait les astres, et plusieurs circonstances merveilleuses s'observaient dans sa personne. Il faut placer en première ligne la crise extatique connue sous le nom de *washt*, pendant laquelle *certains esprits des étoiles s'unissaient à lui.* » L'auteur du *Dabistán* dit encore de l'empereur Akbăr : « Il a vénéré méditativement l'image du *seigneur des feux ou lumières* (le soleil), jusqu'à ce qu'il ait poussé cet exercice de méditation si loin qu'il suffit qu'il couvre ses yeux pour que *le grand objet* lui soit présent. Alors, quel que soit celui des puissans et illustres personnages de Hind, Irân ou Grèce, ou de tout autre pays, qu'il désire voir, *cette personne se présente à sa vue, et il voit des lumières, explore des routes nouvelles sans nombre, et se rend maî-*

(1) *The Dabistán or School of Manners*, translated from the original persian, etc., by David Shea and Anthony Troyer. Paris, 3 vol. in-8°, 1843.

tre du temporel et de l'éternel. » Ce passage est curieux, quand on le rapproche du récit des faits plus ou moins constatés que le somnambulisme magnétique offre de nos jours à la curiosité du public. Plus loin, l'auteur du *Dabistân*, racontant la mort du philosophe Kamrân de Shiraz, qui avait été contemporain d'Akbăr, s'exprime ainsi : « Kamrân, voyant arriver sa dernière heure, dit à ses disciples qui l'entouraient : « Je crois à la divinité du souverain Créateur, à la prophétie de l'intelligence, à la sainteté (*imâmet*) de l'esprit, au ciel étoilé comme *kiblah* (temple, autel, le point vers lequel on doit se tourner dans l'acte de la prière) et à la délivrance finale par la philosophie, et je déteste les francs penseurs et toutes les autres religions. » Au moment de mourir, Kamrân prononça les noms de l'Être existant par lui-même, de l'intelligence, de l'esprit et des astres; les assistans répétèrent en chœur ses paroles jusqu'à ce qu'il eût quitté sa dépouille mortelle. Sa vie s'était étendue au-delà de cent ans, et il avait conservé jusqu'au dernier moment ses forces et ses facultés intactes. Il eût préféré être brûlé après sa mort; mais, prévoyant qu'on s'y opposerait, il recommanda à son ami Houshiar de l'enterrer en ayant soin de tourner ses pieds vers l'occident, *comme cela avait eu lieu pour Aristote et ses disciples.* Houshiar se conforma à sa volonté à cet égard. Suivant son désir, il alluma aussi une lampe qu'il laissa brûler à la tête de son cercueil pendant toute une semaine, « *en honneur de la planète* (*le seigneur Moushterry, Jupiter*) *qui gouvernait alors sa destinée, et distribua les alimens et les vêtemens appropriés à cet astre* parmi les brahmanes et les nécessiteux, qui tous prièrent pour que Jupiter se montrât propice, afin que l'âme de Hakîm Kamrân pût être réunie aux esprits purs. » La prospérité de la race de Gengiskan paraissait si intimement liée à ces croyances traditionnelles, que le même auteur déclare, dans un autre endroit, « qu'aussi longtemps que les sultans des Moghols ont professé le culte des astres, ils ont conquis les habitans du monde; mais aussitôt qu'ils ont abandonné ce culte, ils ont perdu beaucoup de pays, et ceux qu'ils ont conservés se sont trouvés être sans force et sans valeur. »

Si l'on se rappelle les pratiques superstitieuses de Houmayoûn, comment il *souffla* sur le front de son fils en lisant à haute voix, au coucher de la lune, quelques versets du Korân, etc., on comprendra qu'Akbăr, élevé au milieu de musulmans zélés et fanatiques, disposé d'ailleurs à se passionner pour une religion qu'il croyait révélée à Mahomet par Dieu lui-même, ait été sincèrement dévoué d'abord à la loi du Korân. Marié de très bonne heure, mais arrivé à l'âge de vingt-huit ans sans avoir d'enfans qui eussent vécu « au-delà d'une heure astronomique, » dit Djăhân-Guîr dans ses *Mémoires*, il alla au village de

Sikry, à dix *côss* environ d'Agra, pour visiter un saint derviche, Sheikh-Selim, et sollicita l'intervention de ses prières à l'effet d'obtenir du Tout-Puissant qu'il lui accordât au moins un héritier. En présence de ce saint personnage, il fit vœu, s'il avait un fils, de faire à pied le pélerinage d'Agra à la tombe de Khôdjah Moyin-ed-dîn, *dans la cité d'Adjmîr*. Une de ses *bégums* était fort avancée dans sa grossesse à cette époque; il l'envoya à la maison du sheikh, à Sikry, où elle accoucha d'un prince, *soultân* Selîm, et la même année (1569) Akbăr accomplit le pélerinage annoncé. Il visita plusieurs fois le tombeau du *pîr* (guide spirituel, saint) Moyin-ed-dîn et d'autres lieux sanctifiés par la résidence ou la mort de quelque éminent confesseur de la foi musulmane. Il paraîtrait même qu'il eut, dans la vingt et unième année de son règne, l'intention de faire le pélerinage de La Mecque; mais déjà sa tolérance marquée pour d'autres opinions religieuses, et son penchant à s'informer des particularités qui caractérisaient les diverses croyances adoptées par l'humanité, avaient alarmé le bigotisme musulman.

Vingt ans s'écoulèrent sans qu'Akbăr jugeât à propos d'exprimer publiquement ses doutes sur la légitimité des croyances islamiques. Son temps avait été tellement absorbé, dans cet intervalle, par la guerre et la politique, qu'il ne lui avait pas été possible de s'occuper de l'examen des questions religieuses, examen auquel le portait cependant le penchant naturel de son esprit. Il s'était montré depuis longtemps tolérant par principe et par caractère, et lorsqu'il introduisit dans les traités qu'il eut à conclure avec plusieurs *radjas* la clause qu'une de leurs filles entrerait dans le harem impérial, il laissa à ces princesses la liberté de pratiquer les cérémonies de leur religion. Le concours éclairé et énergique qu'il trouva d'ailleurs dans ses conseillers favoris, Sheikh-Abou'l-Fazl et son frère aîné, Sheikh-Feizy (1), hommes d'une grande libéralité de sentimens et d'une habileté reconnue, ne dut pas peu contribuer à détruire sa confiance première dans l'excellence de la doctrine du Korân et à lui faire pressentir les avantages qui pourraient résulter, pour l'affermissement de son empire, de l'adoption d'une croyance qui embrasserait, en les conciliant, les principaux dogmes du mahométisme et de la révélation brahmanique. Ni lui cependant ni ses conseillers ne pouvaient se dissimuler les difficultés que rencontrerait l'introduction d'un nouvel ordre d'idées et de pratiques religieuses. Ce ne fut donc qu'avec

(1) Duncan Forbes (art. *Akbăr* du *Dictionnaire biographique* de la Société pour la propagation des sciences utiles) fait entrer Abou'l-Fazl au conseil en 1572; Elphinstone dit qu'il ne fut présenté à l'empereur qu'en 1574, et par son frère Feizy, déjà depuis cinq ou six ans dans l'intimité de ce prince. D'autres prétendent au contraire que Feizy fut présenté à Akbăr par Abou'l-Fazl pendant la campagne de Tchitôre.

une extrême prudence, et en ménageant à l'antagonisme des diverses croyances des occasions de se manifester sur un terrain où la violence fanatique devait nécessairement faire place à une discussion rationnelle, c'est-à-dire en présence même du souverain, qu'Akbăr et ses amis commencèrent à jeter les fondemens de la réforme projetée.

L'empereur saisit le premier prétexte favorable qui s'offrit d'appeler l'attention des seigneurs de sa cour sur l'insuffisance des prescriptions du Korân. Ce fut en 1575. Une controverse très vive s'était engagée entre les docteurs musulmans sur la grande question du mariage. Les uns soutenaient que le texte du Korân autorisait tout vrai croyant à avoir jusqu'à quatre femmes légitimes, mais non plus; les autres maintenaient au contraire que le texte autorisait jusqu'à *neuf* femmes légitimes, — et les uns aussi bien que les autres appuyaient leur conviction sur des citations empruntées aux docteurs les plus renommés. — Un autre point, non moins vivement controversé, était celui de la *légalité* du mariage *temporaire* appelé *moutâh*, et conséquemment de la légitimité des enfans issus d'un semblable mariage. Sur ce point également et sur d'autres encore relatifs au mariage, les opinions et les autorités variaient d'une manière trop frappante pour ne pas ébranler la foi la plus robuste dans l'infaillibilité de la loi musulmane. Akbăr, à dater de cette époque, ne cacha pas son opinion sur l'incertitude dangereuse des textes et des doctrines du Korân; il multiplia ses entrevues et ses conférences avec les hommes instruits de toutes les sectes et de toutes les religions. Il parut obéir d'ailleurs, ou crut céder peut-être en effet à une inspiration secrète, en proclamant dès ce temps la mission qu'il se croyait appelé à remplir. Voici comment Abou'l-Fazl explique et justifie cette détermination :

« Quand l'heure arrive où, pour le bonheur de l'humanité, la vérité doit être manifestée, un homme apparaît tout à coup, doué de ce savoir surhumain et revêtu par Dieu de la robe impériale, afin qu'il ait autorité pour conduire les hommes dans le vrai chemin. Tel est de nos jours l'empereur Akbăr. Dès l'heure de sa nativité, les astrologues avaient été instruits de ses hautes destinées, et s'étaient communiqué à voix basse cette grande et triomphante nouvelle. Sa majesté jugea longtemps à propos de cacher à tous les yeux cette vocation mystérieuse; mais comment éviter ce que le Seigneur tout-puissant a résolu dans sa sagesse? Encore enfant, Akbăr faisait involontairement des choses qui surprenaient ceux qui en étaient témoins, et quand enfin ces actes merveilleux prirent malgré lui un caractère tellement évident, que les moins clairvoyans en étaient frappés, il reconnut que la volonté du Tout-Puissant l'avait destiné à guider les hommes dans la voie du salut, et commença à enseigner, à l'extrême satisfaction de ceux qui étaient avides de savoir, etc. »

L'*Akbar-Nameh* ne dit rien ou presque rien de la religion introduite dans l'Inde par l'empereur Akbär, Abou'l-Fazl s'étant réservé de traiter ce sujet dans l'*Ayîn-Akbary* d'une manière générale, sauf à y revenir (comme il le dit lui-même) dans un écrit spécial que sa mort prématurée ne lui permit pas de mettre au jour. Nous n'avons même à cet égard, dans l'*Ayîn-Akbary*, que des notions fort incomplètes; mais le *Dabistân* et le *Muntakhab al Tawârikh* de Sheikh-Abdoul Kâdär Badaouni, cités par Kennedy (1) dans sa notice sur les institutions religieuses d'Akbär, nous permettent de porter un jugement assez exact sur les convictions particulières qui déterminèrent Akbär à s'arrêter aux nouveaux principes de croyances qu'il proclama et aux formes d'adoration qu'il mit en usage. Parmi les conférences religieuses supposées que nous a transmises le *Dabistân*, il en est une assez étendue qui se passe entre un philosophe, un brahmane, un musulman, un parsi, un juif et un chrétien, conférence à laquelle Akbär lui-même est censé prendre part. Le philosophe y résume la discussion par une exposition générale de la nouvelle doctrine et conclut en ces mots : « Ainsi, pour tout homme sage, il doit être évident que la seule voie de salut est celle que nous a tracée l'illustre Akbär; celui qui veut la suivre doit s'abstenir de tout acte de luxure et de sensualité, de détruire tout ce qui a vie, d'attenter à la propriété d'autrui, de l'adultère, du mensonge, de la calomnie, de la violence, de l'injustice et de propos méprisans. Les moyens d'obtenir la félicité éternelle sont compris dans l'exercice des vertus suivantes : libéralité, indulgence et tolérance; chasteté, dévotion, tempérance, courage, douceur, politesse; ferme résolution de plaire à Dieu plutôt qu'aux hommes, et enfin résignation à la volonté du Créateur. »

Akbär n'admettait l'authenticité des missions divines ni dans la personne d'un Dieu incarné, ni dans celle d'un homme inspiré; il est donc probable que l'auteur du *Dabistân*, en accordant à Akbär les noms d'apôtre et de messager ou envoyé de Dieu, n'a voulu que se conformer au langage adopté à l'égard de Mahomet. Il est au moins certain qu'Akbär ne prit aucun de ces titres; mais, comme il était nécessaire de distinguer la foi nouvelle et son fondateur par des désignations spéciales, il se fit appeler *Khalî-Oullah* ou vice-régent de Dieu, et voulut que la religion qu'il prétendait enseigner fût désignée par l'épithète *ilâhi* (divine), ou plus exactement « de Dieu. » Il est à remarquer que, comme preuve décisive ou *criterium* de sa croyance, Akbär alléguait qu'elle était en tout d'accord avec la

(1) *Transactions of the Literary Society of Bombay*, vol. II, p. 242 et suiv. Londres, 1820, in-4°.

raison. Par la raison seule, elle pouvait et devait être comprise et affermie, comme il était de son essence d'être propagée par la seule persuasion et non par la force. En 1578, voulant donner une sanction éclatante aux réformes qu'il méditait, Akbăr fit publier une ordonnance revêtue des sceaux des principaux docteurs en théologie et des personnages les plus renommés pour leur savoir, déclarant que l'intérêt et la prospérité de la religion exigeaient que l'empereur fût considéré et reconnu comme seul directeur suprême de la foi. C'était imiter, sans le savoir, mais par de plus nobles motifs, la conduite de Henri VIII d'Angleterre. A dater de cette époque, la fameuse formule du *kalma* : « Il n'y a de Dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète, » fut remplacée par la formule suivante : « Il n'y a de Dieu que Dieu, et Akbăr est son *khalîf* (1). » C'était introduire le déisme pur et nier non-seulement la mission divine de Mahomet, mais toute interposition, toute médiation à titre de prophétie ou d'apostolat entre l'homme et Dieu. Aussi, dans les vingt-sept années qui s'écoulèrent entre la fameuse ordonnance de 1578 et la mort d'Akbăr, l'abolition graduelle de toutes les institutions particulières au mahométisme occupa presque exclusivement l'empereur. De là l'adoption d'une ère nouvelle, datant de l'avénement d'Akbăr au trône de l'Hindoustan, et les nombreuses modifications introduites dans la loi musulmane, jusqu'alors la seule applicable aux familles de cette croyance. Il est remarquable qu'Akbăr ne toucha point au culte hindou, malgré son aversion pour toutes les pratiques de l'idolâtrie. L'antiquité de ces pratiques et leur alliance intime et constante avec la vie publique et privée des Hindous ne permettaient pas, en effet, qu'un souverain humain et bon politique comme l'était Akbăr courût risque de s'aliéner la confiance et l'affection de la très majeure partie de ses sujets en essayant d'attaquer leurs croyances par le côté le plus inexpugnable, celui des habitudes invétérées.

La perfection de la religion nouvelle ne consistait pas d'ailleurs, selon Akbăr, dans certaines formules de prières et dans de vaines cérémonies, mais dans la pureté d'une vie sans tache, dans la pra-

(1) Sur la monnaie d'or nommée *schensch*, de forme ronde et de la valeur de 100 *lâl djelaly mohurs* (1,200 roupies, environ 3,000 fr.), selon Abou'l-Fazl, on lisait (dans l'origine) d'un côté cette inscription : « Le grand roi, le glorieux empereur, Dieu veuille perpétuer son royaume et son règne! — Frappé à la capitale Agra, etc. » De l'autre le *kälma* et un verset du Khorân. On y ajouta depuis — d'un côté : « La meilleure des monnaies est celle qui est employée à secourir les nécessiteux et qui profite à ceux qui marchent de concert dans les voies du Seigneur; » de l'autre : « Le sublime monarque! *le très haut khälif!* Dieu veuille perpétuer son royaume et son règne et augmenter sa justice et sa droiture. » Enfin on substitua à ces inscriptions deux *tetrastiques* du *prince des poètes* (Sheikh-Fézy), comme dit Abou'l-Fazl, qui les cite tout au long. (*Ayîn-Akbăry*, vol. Ier, p. 23-24.)

tique constante du bien, dans la subordination des attachemens mondains à l'amour de l'humanité, et surtout dans l'habitude de rapporter à Dieu chaque pensée, chaque détermination, chaque acte de la vie.

Nous manquons de détails sur la forme définitive donnée par Akbăr au culte *iláhi*. Une religion aussi spirituelle et aussi abstraite n'admettait probablement pas, dans les convictions de ce grand homme, des formes liturgiques ou des démonstrations extérieures compliquées. Aussi Akbăr fut-il le seul pontife et le seul ministre du nouveau culte, et ce culte n'eut point de temples. Les efforts d'Akbăr et de ses amis tendirent constamment à discréditer le prophète arabe et ses doctrines, ainsi que les pratiques de l'islamisme; mais l'obligation par lui proclamée, de ne servir la cause de sa grande réforme que par la persuasion, s'opposait à ce qu'il gênât ouvertement les musulmans dans l'exercice de leur religion et à ce qu'il imitât les sectateurs du Korân ou des Védas en élevant autel contre autel, en confiant à des ministres particuliers l'enseignement et la propagation de la foi nouvelle. Comprenant toutefois qu'il pouvait être indispensable au but qu'il se proposait de populariser sa doctrine par l'adoption de quelques cérémonies qui s'adresseraient à des objets extérieurs liés d'une manière évidente et intime à l'adoration du Créateur, il eut recours à certaines pratiques de l'*astrolâtrie* qui lui semblaient concilier ce que lui dictait sa conscience avec la nécessité de se prêter dans des limites raisonnables aux faiblesses et aux tendances matérielles de la multitude. Les savans pouvaient entretenir des opinions différentes au sujet de l'existence des esprits, de l'unité divine, de l'être existant par lui-même, quelques sectes pouvaient admettre la légitimité de ces notions, d'autres les nier; mais il n'y avait pas de négation possible au sujet de l'existence du *feu*, de la splendeur et de la bienfaisance du *soleil*. Raisonnant d'après ces prémisses, Abou'l-Fazl exprime dans les termes suivans l'importance du grand exemple qu'Akbăr voulut donner chaque jour à ses sujets :

« L'empereur ne se permet jamais de tourner en ridicule les opinions d'aucune secte ou religion; il ne songe qu'à faire un bon emploi de son temps et à ne négliger aucun de ses devoirs religieux, en sorte que, grâce à la pureté de ses intentions, chaque action de sa vie puisse être considérée comme un hommage à la Divinité. Plein de reconnaissance envers la Providence, il lui demande sans cesse de le guider dans l'examen de sa propre conduite; mais il implore plus particulièrement cette faveur à certaines heures de la journée. Ainsi, au point du jour, au moment où le soleil émet ses premiers rayons, à midi quand ce flambeau de l'univers resplendit de tout son éclat, et le soir quand il se dérobe aux regards des habitans de notre globe, à minuit enfin, lorsqu'il va recommencer sa marche ascendante,—ces grands mystères se cé-

lèbrent en l'honneur du Tout-Puissant, et il faut plaindre les intelligences obscurcies par l'ignorance au point de ne pas en comprendre la signification. Puisque c'est un devoir indispensable pour tous de proportionner la reconnaissance au bienfait, ne devons-nous pas des hommages sans fin à ce dispensateur des biens d'ici-bas, à cette fontaine éternelle de lumière? Et c'est surtout aux princes de la terre qu'il convient de s'incliner devant ce souverain des cieux, symbole de la divine influence qui les protége! Sa majesté professe une grande vénération pour le *feu* en général, et pour la lumière artificielle, qu'on doit regarder comme une émanation de la lumière naturelle (1). »

Conformément à ces principes, Akbär se prosternait devant le soleil ou devant une image de cet astre, et recommandait à ses disciples la pratique constante de cette adoration mystérieuse.

La formule d'initiation au culte *iláhi* nous a été conservée dans l'*Ayîn-Akbary*, et il ne sera pas sans intérêt de rapporter les termes exprès d'Abou'l-Fazl à ce sujet :

« L'empereur, dans sa sagesse, se prête difficilement au désir de ceux qui recherchent les bienfaits de l'initiation. — Comment pourrais-je enseigner, dit sa majesté, quand j'ai besoin moi-même d'être instruit? — Cependant, si le pétitionnaire donne des marques évidentes de sa sincérité, et s'il insiste avec importunité, il est admis un dimanche au moment où le soleil va passer au méridien. Le récipiendaire se prosterne devant l'empereur, la tête nue et le turban sur la paume de ses mains; il prononce alors la formule suivante : « Je rejette loin de moi la présomption et l'égoïsme, causes de tant « de maux, et viens ici en suppliant, faisant vœu de consacrer le reste de ma « vie dans ce monde à mériter l'immortalité. » — Sa majesté étend alors la main vers le récipiendaire, l'aide à se relever, replace le turban sur sa tête, et dit : « Mes prières sont adressées au ciel en votre faveur, afin que vos as- « pirations soient exaucées, et que vous obteniez la vie réelle après la vie « apparente d'ici-bas. » — Il lui donne ensuite le *shüst* (2), sur lequel on a gravé *l'un des grands noms de Dieu* et les mots *Allâh Akbar*, en sorte qu'il puisse comprendre le sens du vers suivant :

Le vrai *shüst* et l'œil pur ne manquent point le but.

(1) Abou'l-Fazl a consacré un chapitre de l'*Ayîn-Akbäry* à la description de l'*éclairage* du palais (vol. Ier, p. 51-53). En voici un extrait : « A midi, quand le soleil entre dans le 12e degré du Bélier, on expose aux rayons du soleil une pierre particulière (une espèce d'onyx (*) connue dans l'Hindoustan sous le nom de *souredj keränt;* on met en contact avec cette pierre du coton, qui ne tarde pas à prendre feu, et ce feu céleste est confié à la garde de certaines personnes. Il sert exclusivement à l'éclairage du palais et pour la cuisine impériale, etc., et quand l'année expire, on se procure de nouveau du feu céleste par les mêmes moyens. » Le *Dabistân* explique fort en détail comment « le sage *nawab* et *sheikh* Abou'l-Fazl reçut ce feu sacré pour la première fois (par ordre de l'empereur) des mains d'Ardeshir, disciple de Zoroastre, etc. » (vol. III, p. 95).

(2) Le mot *shüst* (prononcez *chüstt*) désigne l'étui en ivoire que l'archer porte au pouce, et signifie en même temps l'action de *viser* le but.

(*) Corindon, — *adamantinus corindum.*

L'initié recevait ensuite quelques instructions ou injonctions spéciales, qui sont mentionnées dans l'*Ayîn-Akbary*.

A toutes ces injonctions positives, Akbăr avait ajouté une recommandation expresse, à tous les vrais disciples, de ne point porter de barbe au menton. Nous ne saurions trouver d'autre explication à cette étrange répugnance d'Akbăr que le désir passionné qu'il éprouvait de contrarier en tout les prescriptions du Korân. Il paraîtrait même, d'après les relations des jésuites et d'autres témoignages, que l'antipathie d'Akbăr pour tous les signes extérieurs et pratiques de la religion musulmane le porta à encourager ses sujets musulmans à ne plus fréquenter les mosquées, qu'il n'hésita pas à souiller plusieurs de ces temples de l'islamisme en les convertissant en écuries, en magasins, qu'il fit abattre les minarets, etc. Cependant ces démonstrations intolérantes et passionnées nous semblent tellement opposées au caractère d'Akbâr, que nous doutons de l'exactitude de ces assertions.

Nous avons déjà eu occasion de remarquer qu'Akbăr respecta singulièrement les habitudes religieuses et les préjugés des Hindous. Le prince Sélim (depuis Djăhân-Guîr) ayant demandé à son père quel était le motif de ces ménagemens pour des idolâtres, Akbăr lui répondit : « Mon cher enfant, je suis un puissant monarque, l'ombre de Dieu sur la terre. Je vois que le Tout-Puissant accorde les bienfaits de sa gracieuse providence à toutes les créatures sans distinctions; je remplirais mal les devoirs du rang suprême, si je retirais ma compassion ou mon indulgence d'aucun de ceux qui sont confiés à ma charge. Je suis en paix avec la grande famille humaine, avec toutes les créatures de Dieu : pourquoi donc me permettrais-je, par quelque motif que ce fût, d'être la cause de molestations ou d'agressions envers qui que ce soit? D'ailleurs les cinq-sixièmes de l'humanité ne se composent-ils pas, soit d'Hindous, soit d'autres infidèles? et si je me laissais aller aux sentimens qu'indique la question que vous m'adressez, quelle autre alternative me resterait-il que de les exterminer tous? J'ai donc cru que le parti le plus sage était de les laisser tranquilles. — Il ne faut pas oublier d'ailleurs que la classe dont nous parlons, ainsi que les autres habitans d'Agra, est utilement occupée, soit de l'étude des sciences, soit de la pratique et du perfectionnement des arts utiles à l'humanité. Un grand nombre d'Hindous sont arrivés aux plus hautes distinctions dans l'état, et l'on rencontre, à vrai dire, dans cette capitale des hommes de toutes les races et de toutes les religions qui existent sur la surface du globe, et auxquels je dois une égale protection. »

On peut rapprocher cette admirable réponse, qui nous a été transmise par Djăhân-Guîr lui-même dans ses *Mémoires*, de la lettre au

roi de Portugal que nous reproduisons plus loin, et on se convaincra que l'esprit de tolérance qui distingua si éminemment Akbăr s'alliait chez lui au sentiment le plus net et le plus élevé de ses devoirs comme souverain. S'il fit intervenir son autorité pour modifier quelques-unes des institutions des Hindous, ou, pour mieux dire, de leurs coutumes superstitieuses, ce fut exclusivement dans un intérêt d'humanité. C'est ainsi qu'il ne voulut pas souffrir qu'une veuve fût brûlée, contre son gré, avec le corps de son mari (1), qu'il permit aux veuves de se remarier, qu'il défendit qu'on eût recours aux *jugemens de Dieu*, que les filles fussent mariées avant l'âge de puberté, qu'on égorgeât des animaux pour les sacrifices, etc. En même temps il se garda bien de chercher à discréditer, comme il l'avait fait pour le mahométisme, les doctrines fondamentales de la religion des Védas et les principales cérémonies ou les habitudes innocentes liées, dans le système hindou, à l'accomplissement des devoirs domestiques. Indépendamment des motifs politiques qui l'avaient déterminé à se montrer ainsi tolérant à l'égard des Hindous, il est à présumer qu'il avait été frappé de la vitalité inhérente à cette grande organisation sociale dont les profondes racines plongeaient dans l'antiquité la plus reculée. Et à ce sujet nous ne pouvons nous empêcher de remarquer le phénomène particulier que présente la société hindoue envisagée au point de vue de ses croyances et de ses habitudes religieuses. Des principales religions qui florissaient autrefois dans l'Asie occidentale, cinq ont disparu, ont cessé d'être dominantes, ou enfin n'existent plus qu'à l'état sporadique : ce sont le sabéisme, le culte hébraïque, le paganisme proprement dit, le culte de Zärdhäst (Zoroastre), et le christianisme. Ces différens systèmes de croyances religieuses ont été remplacés, comme *moyen de gouvernement*, par une religion, comparativement nouvelle : des côtes de la Méditerranée aux rives du Sirr (le *Iaxartès* des anciens), la seule foi nationale reconnue est celle de Mahomet. Or, aucun des pays compris dans cet immense espace ne repoussa énergiquement les premières invasions des musulmans et leurs tentatives de prosélytisme. L'Hindoustan seul, envahi par eux à son tour, a su conserver son ancienne religion. *Sept cents ans* de guerres ou de persécutions, ou de tentatives de conversions par l'appât des honneurs et des richesses, n'ont pu entamer la croyance hindoue, depuis la première invasion mahométane par Mähmoud, en 1001, jusqu'à la dernière par Ahmäd-Shâh en 1761. Un siècle d'essais tentés par la domination chrétienne avec les

(1) Ayant appris que le radja de Djodpour voulait obliger la veuve de son fils à se faire *satti*, c'est-à-dire à se sacrifier sur le bûcher où allait être consumé le corps de son mari, Akbăr s'élança à cheval, partit ventre à terre, et ne s'arrêta qu'au lieu même où l'on venait d'entraîner la victime, qu'il arracha à la mort.

merveilles de sa force matérielle, les séductions de son commerce, de son luxe, de ses arts, de ses sciences, de ses prédications patientes, n'a pas fait, à cet égard, la moindre impression. Akbăr, en refusant d'imiter ses prédécesseurs dans leur intolérance sanguinaire, avait donc montré sa supériorité sur l'esprit de son siècle, et donné à son arrière-petit-fils, Aurăngzèbe, un exemple dont ce musulman fanatique n'a pas su profiter, ce qui a amené la chute de l'empire moghol.

Ce grand fait politique et religieux suffit pour démontrer combien sont fausses les idées, si longtemps accréditées en Europe, de la faiblesse constitutionnelle des races hindoues. L'opinion qu'on s'était formée de l'infériorité intellectuelle et de la dégradation morale des Hindous ne repose pas sur de meilleurs fondemens. — Le témoignage des hommes les plus éminens et les plus dignes de confiance par leur expérience et la libéralité de leurs idées, Warren Hastings, sir John Malcolm, etc., ne laisse aucun doute à cet égard. En 1813 notamment, sir John Malcolm, qui depuis a commandé en chef dans l'Inde et a été gouverneur de Bombay, s'exprimait ainsi devant la chambre des communes :

« ..... Du moment que vous entrez dans le Băhâr ou plutôt dans le district de Bănarès, aussi bien que dans les territoires du năwâb d'Aoude, dans le Douâb et dans tous les pays soumis au pouvoir de la compagnie de ce côté, vous trouvez dans les Hindous une race d'hommes non moins distingués, généralement parlant, par la richesse de leur taille, plutôt supérieure qu'inférieure à celle des Européens, et la vigueur de leur constitution (développée chez presque tous par l'habitude des exercices gymnastiques) que par les plus nobles qualités de l'âme. Je parle plus particulièrement des Rădjpouts (1), qui forment une portion considérable de la population. Ils sont braves,

(1) Un spirituel écrivain qui nous a fait l'honneur de consulter nos études sur l'Inde anglaise, en traçant le tableau qu'il a publié sur ce sujet pendant notre longue absence d'Europe, a méconnu complètement l'importance de l'élément rădjpout dans l'armée anglo-hindoue. Les autorités dont nous nous sommes fait un devoir d'appuyer les résultats de nos propres recherches auraient triomphé sans doute de l'incrédulité de M. de Warren, auteur de *l'Inde anglaise en* 1843 *et* 1844. Il ne sera pas inutile d'insister plus particulièrement, puisque l'occasion s'en présente, sur le témoignage de sir John Malcolm. Cet officier-général, dans un ouvrage publié vingt ans après l'enquête parlementaire de 1813 (*Government of India*, London 1833, in-8°), a développé son opinion sur le soldat hindou, et sur les Rădjpouts en particulier, dans des termes qui ne sauraient laisser aucun doute sur les éminentes qualités qui distinguent cette race, au point de vue militaire, même européen. On trouve dans les mémoires d'un autre officier général, dont le témoignage nous a été conservé par le journal militaire publié à Calcutta sous le titre de *East-Indian united service Journal*, etc. (numéro de juillet 1834), une appréciation tout à fait semblable du caractère militaire des Rădjpouts, et nous y lisons que ce vétéran de l'armée du Bengale estimait à *plus d'un tiers, peut-être à moitié*, il y a quarante ans, la proportion des Rădjpouts (ou des brahmanes *enrôlés comme Rădjpouts*) dans l'infanterie de cette armée.

généreux et humains et ne se font pas moins remarquer par leur véracité que par leur courage. L'armée du Bengale se compose, en grande partie, de ces hommes, et c'est un fait digne d'observation, qu'on est rarement obligé d'avoir recours à des punitions corporelles dans cette armée, le moindre reproche ayant autant d'effet sur eux que les peines disciplinaires les plus sévères sur les troupes des autres nations. »

La classe militaire peut, il est vrai, être considérée dans l'Inde comme l'élite de la population, mais il est à remarquer que l'ensemble de la population hindoue a été jugé d'autant plus favorablement que le jugement porté a été le fruit d'une plus longue expérience.

Le colonel Munro (1) a exprimé aussi devant la chambre des communes la haute opinion qu'il s'était faite de la moralité des Hindous des deux sexes et de la civilisation hindoue en général. Ses conclusions sont dignes d'une attention particulière. « Les Hindous, dit-il, ne sont pas inférieurs aux nations de l'Europe, et si la civilisation pouvait devenir jamais un article de commerce entre les deux pays, je suis convaincu que la balance des importations serait en faveur de l'Hindoustan. » Tout en tenant compte d'une certaine exagération libérale qu'on serait peut-être en droit de reprocher aux dépositions que nous avons invoquées, on ne saurait se refuser à reconnaître que l'ensemble des témoignages, émanés comme ils le sont d'hommes éminens par leur intelligence, leur instruction et la part qu'ils ont prise au gouvernement du pays, décide péremptoirement la question de l'infériorité prétendue des races hindoues. Que ces races aient dégénéré sur certains points de l'Inde, que les classes privilégiées aient, depuis longtemps déjà, cessé de maintenir la pureté relative de leur sang et de leurs institutions, et que la civilisation hindoue en général semblât plutôt rétrograder que rester stationnaire dès le temps d'Akbär, — tout cela peut être plus ou moins susceptible de démonstration, mais les argumens que l'on pourrait tirer de ces faits pour soutenir la thèse étrange de l'infériorité *à priori* ne nous paraissent pas plus concluans que les argumens que l'on prétendrait fonder sur des faits analogues en ce qui touche certains peuples de l'Occident, si différens d'eux-mêmes à diverses époques de leur histoire.

Ce qui est certain, c'est que dans l'Hindoustan la caste sacerdotale et la caste guerrière se rattachent par leurs traditions, leurs croyances et leurs habitudes spéciales, aux grands rameaux caucasiques. Les secrètes sympathies d'une origine commune devaient révéler promptement à une haute intelligence comme celle d'Akbär le

(1) Depuis général et gouverneur de la présidence de Madras.

fort et le faible des peuples sur lesquels elle aspirait à dominer. Aussi voyons-nous ce prince, élevé dans la religion musulmane, entouré exclusivement de musulmans à son arrivée dans l'Hindoustan, affermi sur son trône par l'énergique Behrâm-Khan et par ses frères d'armes et de croyance, rechercher bientôt l'alliance des grandes familles hindoues, appeler les chefs hindous dans ses conseils et à la tête de ses troupes, et former des intrépides Râdjpouts sa cavalerie d'élite. Bien plus, comme s'il eût reconnu que le respect pour les femmes, la fidélité vigilante aux consignes les plus délicates, le dévouement le plus héroïque et le fanatisme du point d'honneur fussent les attributs distinctifs de cette race, c'était aux Râdjpouts qu'était confiée la garde de l'enceinte intérieure du *haram :* les *omrâhs* de service, les *adhiâns* (hommes d'armes) et autres corps de la garde impériale étaient campés en dehors des portes (1). S'il admirait la bravoure chevaleresque et l'intelligence militaire chez les Râdjpouts, il savait apprécier l'aptitude merveilleuse d'autres classes de la grande famille brahmanique aux détails de l'administration intérieure, aux combinaisons fiscales, leur intelligence des procédés de l'agriculture et de l'industrie. Avec les *pandits,* quelque déchus qu'ils fussent de l'érudition première de leur caste, il se plaisait à s'entretenir de la science et de la philosophie de leurs ancêtres. Il plaçait un *Mânn-Sing* ou un *Tadar Mall,* nobles hindous, à la tête de ses armées mahométanes ou de sa grande réforme administrative, et il chargeait de graves moullahs, des musulmans sanctifiés par le pèlerinage de la Mecque, un *sheikh* Feizy, un Abou'l Fazl, un *hadjy* Hibrahîm, etc., de traduire en persan les livres sacrés de l'Inde gangétique.

Ainsi Hindous et musulmans furent appelés à l'aider dans ses efforts pour créer l'unité gouvernementale. Ainsi ce grand homme trouva des élémens d'organisation, de force et de progrès dans cette diversité de races, d'habitudes et de croyances qui semblaient ne pouvoir constituer que des élémens de discorde, de désordre et de ruine. Il aurait voulu cimenter l'union politique et sociale qu'il était parvenu à établir parmi ses sujets immigrés et indigènes à l'aide d'une transaction religieuse, et nous avons vu que ce fut là le but de la réforme qu'il introduisit d'abord dans les classes supérieures de la société avec l'espoir qu'elle s'infiltrerait peu à peu dans les masses : méprise d'un cœur aimant et d'une haute pensée ! Ce fut au moment

(1) « L'intérieur du *harâm* est gardé par des femmes ; les principales sont stationnées près de la porte de l'appartement impérial. Immédiatement en dehors de cette porte veillent les eunuques, et à quelque distance de là les Râdjpouts, plus loin les portiers de l'enceinte du *harâm,* et, en dehors de l'enceinte, les *omrâhs,* les *adhiâns* et autres troupes de la garde selon leur rang. » (*Ayîn-Akbâry,* vol. Ier, p. 47.)

même qu'il donnait à ce déisme pur, tempéré par le sabéisme, un caractère officiel que les clartés du christianisme brillèrent pour la première fois sur sa vaste intelligence et firent naître en lui l'espoir d'arriver par les révélations de l'Évangile à la découverte des vérités absolues qui peuvent seules guider les individus et les peuples dans la connaissance et l'accomplissement de leurs devoirs. C'est de cette époque, en un mot, que datent ses relations avec les jésuites.

IV. — RELATIONS D'AKBAR AVEC LES JÉSUITES. — SON CARACTÈRE COMME SOUVERAIN ET COMME HOMME PRIVÉ.

Nous avons consulté pour l'histoire des relations d'Akbăr avec les jésuites toutes les sources auxquelles il paraissait raisonnable de puiser, et nous avons eu principalement recours au recueil de Pierre Du Jarric, dont nous donnons le titre détaillé en note à cause de son importance (1). Cet ouvrage, malgré le manque absolu de critique historique qu'on y remarque, porte un caractère général d'exactitude et de bonne foi (souvent crédule, sans doute) qui n'exclut pas de temps à autre une certaine vivacité de narration et une appréciation assez juste des hommes et des choses. Ce qui nous touche surtout dans le récit de Du Jarric, c'est qu'il a été commencé peu de temps après la mort d'Akbăr, en 1608, et terminé dix ans après, en 1614; qu'il a été composé sur les lettres des missionnaires qui vivaient à la cour d'Akbăr, lettres recueillies de deux ans en deux ans par le père Ferdinand Guerreiro, Portugais, « homme d'un jugement net et solide, et bien versé dans ces histoires, » comme le dit Du Jarric; c'est enfin que les principaux faits mentionnés par Du Jarric sont confirmés par le témoignage des historiens indigènes. Il résulte clairement de l'examen critique que nous avons fait de ces diverses autorités que l'empereur, indépendamment des relations et conférences qu'il eut avec des missionnaires isolés, demanda et obtint à trois reprises différentes qu'il lui fût envoyé de Goa des missionnaires jésuites autorisés à résider un certain nombre d'années à sa cour. La première mission, composée des pères Rodolphe d'Aquaviva (sans doute le *padre Redef* mentionné dans l'*Akbar-Nameh*), Antoine de Monserrat et Henriquez, arriva à *Fattehpour Sikry* (résidence favorite d'Akbăr) en février 1580, et Rodolphe d'Aquaviva resta auprès de l'empereur jusqu'en 1583. La seconde mission, confiée aux pères Édouard Leiton, Christophe Véga et un autre qui n'avait pas encore

(1) « *Histoire des choses plus mémorables advenues tant ez Indes Orientales que autres pays de la découverte des Portugais*, etc., par le P. Pierre Du Jarric, Tolosain, de la même compagnie. A Bourdeaus, 1608, in-4°. » — Deuxième partie (ou deuxième vol.), portant le même titre que le précédent. Bordeaux, 1610. — Troisième partie, etc., depuis l'an 1600 jusqu'à 1610. Bordeaux, 1614.

reçu les ordres sacrés, arriva à la cour moghole en 1591; elle n'y séjourna qu'une année. La troisième enfin quitta Goa à la fin de l'année 1594 et rejoignit l'empereur le 5 mai 1595 à Lahore, où la cour était établie depuis plusieurs années.

Ce fut dans l'intervalle qui s'écoula entre la première et la seconde mission des jésuites qu'Akbăr, résolu d'approfondir les dogmes de la religion du Christ, écrivit au roi de Portugal une lettre qui nous a été conservée dans le recueil d'Abou'l-Fazl. Nous allons la faire connaître d'après la version de J. Fraser (1), celle de J. Hanway (2), et la traduction littérale que nous devons à l'obligeance du savant traducteur du Korân (3).

« Répandons le tribut de nos louanges au pied du trône du *vrai roi*, dont la puissance est à l'abri du choc de la décadence et dont l'empire est inaccessible à l'atteinte des révolutions (4).

« L'étendue de la terre et du ciel visible n'est qu'un petit recoin de sa création, et l'espace infini un échantillon de ses œuvres. — C'est lui qui *gouverne* et maintient par des règles immuables l'ordre de cet univers, et qui dirige la société humaine par l'organe de la haute raison des souverains dont la justice et la fermeté assurent l'exécution des lois. — C'est lui dont la volonté toute puissante a mis dans chaque individualité le besoin d'affection et d'amour qui unit l'immense variété des êtres par une inclination mutuelle et fait sortir de cette tendance commune l'harmonie et le lien de la création.

« Louange infinie soit aussi offerte aux âmes pures de toutes les catégories de prophètes et d'envoyés qui ont constamment marché dans les voies du Seigneur et ont guidé leurs semblables dans les sentiers de la vérité!

« Ceux d'entre les hommes clairvoyans qui empruntent leurs lumières aux flambeaux de la sainteté savent bien que, dans ce bas-monde où se réfléchit

(1) *The History of Nader Shâh, formerly called Thomas Kuli Khan, the present emperor of Persia. To which is prefixed a short History of the Moghol emperors*, etc., by James Fraser. The second edition, London 1742, in-8°, p. 12-18.

(2) *The Revolutions of Persia*, etc., by Jonas Hanway, Merchant. — Vol. IIe. (IVe vol. de l'ouvrage intitulé : *An Historical Account of the British trade over the Caspian sea*, etc.). London, 1753, in-4°, p. 217-219.

(3) Nous nous sommes également aidé des lumières de M. Alex. Chodzko, qui a bien voulu comparer, à notre demande, les textes de plusieurs manuscrits de la Bibliothèque nationale, à l'effet d'éclaircir surtout la question, plus d'une fois controversée, de savoir à quel personnage la lettre qui nous occupe a été réellement adressée. MM. Kazimirski et Chodzko sont convaincus, d'après un examen attentif du texte, qu'Akbăr s'adresse ici à un prince chrétien. Le titre de la lettre, *en rouge*, diffère selon les manuscrits. Celui que Fraser avait sous les yeux portait : *Firmân revai Farâng* (souverain des Francs). Certaines expressions communes à tous les manuscrits ne laissent aucun doute sur la destination de cette lettre remarquable, attendu qu'elles ne peuvent s'appliquer qu'à un souverain.

(4) Les musulmans, non-seulement dans leurs lettres, mais dans la plupart de leurs écrits, consacrent les premières lignes à la louange de Dieu, puis à celle du prophète. Akbăr débute en effet par les louanges de l'Être suprême, mais il ne fait aucune mention de Mahomet ni au commencement de la lettre ni dans le paragraphe relatif aux *catégories* (comme il le dit) *des prophètes* et *des apôtres* ou *envoyés*.

le monde spirituel comme dans un miroir, rien n'est préférable à l'amour ou plus sacré que l'amitié. Aussi attribuent-ils l'économie et la disposition admirable de l'univers à l'affection et à l'harmonie. — Quand le soleil de l'amour éclaire nos cœurs, il dissipe jusqu'au fond de l'âme les ténèbres de la vie mortelle, et cela est surtout désirable pour les princes dont la bonne intelligence mutuelle est la garantie du bonheur des peuples. — C'est pourquoi tous les efforts d'une intelligence élevée tendent à favoriser, à entretenir ces sentimens d'union et d'amitié parmi les serviteurs de Dieu, et surtout parmi les rois que la faveur divine a placés à la tête de l'humanité. — Plus particulièrement devons-nous désirer resserrer les liens de fraternité qui nous unissent à un prince dont l'esprit éclairé et le zèle qui l'anime pour la propagation des ordonnances de Jésus sont au-dessus de toute description et de tout éloge. — Le voisinage de nos états (1) de ceux d'un prince aussi renommé rend cette alliance plus indispensable encore; mais attendu que plusieurs obstacles et raisons majeurs rendent une conférence personnelle impraticable, on ne peut y suppléer que par des ambassades et par la correspondance. Puisque c'est le seul moyen de remplacer les avantages d'une entrevue et d'une conversation intime, nous y avons recours, avec l'espoir que ces communications ne souffriront aucune interruption, et qu'ainsi s'établira une manifestation mutuelle de nos sentimens et de nos désirs en ce qui touche à nos intérêts réciproques. — Votre majesté n'ignore pas que les savans et les théologiens de tous les temps et de tous les pays, malgré la diversité de leurs opinions sur le monde extérieur et le monde intellectuel, s'accordent en ce point, que le monde extérieur n'est d'aucune importance par rapport à l'autre, et cependant les prétendus sages de toutes les nations et les grands de la terre se donnent un mal infini pour améliorer leur condition dans ce monde périssable, où tout n'est qu'apparences, et consacrent le meilleur de leurs vies et leur temps le plus précieux à l'acquisition des trompeuses délices, des vains plaisirs et des joies passagères qui les absorbent tout entiers. — Le Très-Haut, dans sa bonté infinie et par l'effet de sa grâce éternelle, a permis qu'au milieu de tant d'obstacles et du tourbillon des affaires, mon cœur le cherchât toujours; et bien qu'il ait soumis à ma puissance tant d'états considérables, que je m'efforce de gouverner de mon mieux et de manière à rendre tous mes sujets contens et heureux, cependant (et j'en bénis son saint nom!) sa volonté a été ma règle, et l'accomplissement de mes devoirs envers *lui*, le but constant de mes actions et de mes désirs. — Considérant en même temps que la plupart des hommes, enchaînés par la coutume de leurs habitudes héréditaires ou entraînés par l'exemple, suivent aveuglément la religion dans laquelle ils sont nés, sans se donner la peine de peser dans leur esprit la juste valeur des argumens ou des preuves qu'on invoque en faveur de leurs croyances, et sont ainsi privés de l'excellence de la *vérité*, dont la découverte est le but légitime de tout esprit raisonnable, je me plais à converser avec les hommes les plus instruits des diverses religions et profite des discours de chacun d'eux (2).

(1) Les provinces conquises par les Portugais dans l'Hindoustan et occupées par eux à cette époque les rendaient *voisins* de l'empereur moghol.

(2) Non content de s'entretenir avec les ministres des diverses religions, Akbăr encourageait des conférences sur ce sujet et prenait part lui-même aux discussions théolo-

« Comme la différence des langues est un obstacle entre nous, il serait à désirer que vous voulussiez bien m'envoyer une personne qui fût en état de me faire comprendre toutes les hautes questions, afin que je puisse les graver dans mon esprit. — J'ai entendu dire que les *livres divins*, tels que le Pentateuque, les Psaumes et les Évangiles, ont été traduits de l'*arabe en persan* : si l'on peut se procurer dans votre pays ces traductions ou celles de tous autres livres d'une utilité générale et parfaite, faites qu'ils me soient envoyés.

« Afin de cimenter notre amitié et de donner une base plus solide à l'affection qui doit nous unir, nous avons envoyé vers vous le refuge de la *sayadat* (descendance des prophètes), le personnage rempli de mérites qui nous a donné maintes preuves de fidélité et d'un entier dévouement, Säyed Mäzäffer, qui est l'objet de notre faveur et de notre distinction particulières. — Il est chargé de vous communiquer quelques paroles de notre part. — Fiez-vous à ce qu'il vous dira. — Tenez toujours ouvertes les portes de la correspondance et des ambassades réciproques, et que la paix soit avec celui qui suit le divin guide!

« Écrite dans le mois de *rabby al avväl* 990 (avril 1582). »

Cette belle lettre n'a pas besoin de commentaire; elle prouve clairement que, chez Akbär, le désir de s'instruire dans la religion chrétienne était une *idée fixe* qui justifiait les tentatives faites à diverses reprises pour amener sa conversion. A un siècle et demi de là, un autre grand souverain, un conquérant dont le nom doit sa célébrité fatale aux instincts de destruction et de pillage qui lui firent envahir l'empire moghol et massacrer les habitans de Dehly, Nadär-Shâh, prétendait s'instruire des dogmes de la religion chrétienne dans l'intention de substituer aux croyances de l'islamisme un culte mixte de son invention. Comme Akbär, il fit traduire nos saintes Écritures, et quand ce grand travail fut terminé, il se le fit apporter à son camp (près de Therân) au mois de mai 1741 (1), par les principaux membres de la commission qu'il avait instituée à cet effet, et qui se composait de moullahs, de prêtres juifs, arméniens et chrétiens. Nadär les reçut à peu près civilement et jeta un coup d'œil sur leur version. Il s'en fit lire ensuite certaines parties, ce qui amena de sa part quelques plaisanteries sur les mystères de la religion chrétienne. Il se moqua, par la même occasion, des Juifs, et tourna également en ridicule Mohammäd et Aly. Il remarqua que les évangélistes ne s'accordaient pas plus dans leurs récits que ne le faisaient les prêtres chrétiens et les docteurs musulmans; il en con-

giques. Nous avons vu qu'il avait donné une attention particulière à l'étude des croyances brahmaniques, et il existe des lettres d'Abdoullah-Khân, prince des Ouzbegs, à Akbär, dans lesquelles ce khân lui reproche vivement sa froideur pour la religion mahométane et l'accueil favorable qu'il fait aux brahmanes.

(1) La traduction, commencée, selon le père Desvignes, au mois de mai 1740, selon Hanway à la fin de la même année, fut terminée en six mois. Les missionnaires ne purent obtenir une copie de leur travail

clut qu'il devait rester dans les mêmes doutes que par le passé, mais il ajouta que, des deux croyances, s'il plaisait à Dieu de lui donner la santé, il s'engageait à faire une religion beaucoup meilleure qu'aucune de celles qui avaient jusqu'à ce jour été pratiquées par l'humanité. Il congédia ensuite les théologiens traducteurs en leur faisant quelques présens dont la valeur ne suffisait pas pour défrayer les dépenses de leur voyage. Ce qui a frappé Hanway, auquel nous empruntons ce récit (confirmé dans tous les points essentiels par le père Desvignes, missionnaire jésuite, l'un des traducteurs employés par Nadăr-Shâh) (1), ce qui nous semble, en effet, bien digne de remarque, c'est le contraste que forme la conduite de Nadăr-Shâh, dans cette occasion, avec la modération, la dignité et la sincérité qu'Akbăr a constamment manifestées dans ses fréquentes relations avec les ministres du culte catholique. Les deux souverains semblent, il est vrai, avoir montré la même indépendance en matière de religion, et Nadăr-Shâh affectait la prétention de devenir, comme Akbăr, le fondateur d'une croyance nouvelle. Seulement le but de Nadăr lui était exclusivement indiqué par son ambition et sa politique personnelles; celui que se proposait Akbăr était, dans la pensée de ce grand homme, inséparable des scrupules de sa conscience et du bonheur de l'humanité.

Akbăr, à l'arrivée de la troisième mission partie de Goa pour sa cour et rendue à Lahore en 1595, reçut le père Jérôme-Xavier et ses compagnons avec de grandes démonstrations de joie; il leur montra les livres dont les missions précédentes lui avaient fait cadeau, et parmi lesquels nous citerons, indépendamment des saintes Écritures, les *Ordonnances de Portugal* et les *Constitutions de la Société de Jésus*. L'empereur fit plus d'honneurs à ses nouveaux hôtes qu'il n'en faisait à ses principaux *omrâhs*, et il paraîtrait même que, dans une réception solennelle (28 août 1595), il les accueillit avec plus d'égards encore que des princes souverains ses vassaux, qui venaient lui rendre foi et hommage. Il accorda aux missionnaires toutes les facilités qu'il pouvait leur donner sans engager directement son gouvernement et compromettre inutilement leur propre sûreté. Il s'entretint fréquemment lui-même avec eux, assista plusieurs fois aux cérémonies de leur culte avec les démonstrations d'une humilité et d'une vénération sincères et toutes les apparences d'une conversion prochaine; mais cette fois encore les espérances des chrétiens devaient être déçues. Cependant rien n'avait été négligé par les missionnaires pour assurer le triomphe de leurs armes spirituelles. Le plus profond respect témoigné en toutes circonstances à l'empereur

(1) Lettre du père Desvignes au père Royer, procureur des missions du Levant, datée de Julfa, en Perse, le 26 mai 1744. (*Lettres édifiantes.*)

et à sa famille ou aux grands personnages de sa cour, l'observance des formes de l'étiquette orientale poussée jusqu'à la *prostration* dans les occasions solennelles, l'empressement le plus gracieux à se prêter aux décisions ou aux caprices de la cour la plus brillante qui fût alors au monde, l'exemple des vertus chrétiennes, du zèle et du désintéressement de l'apostolat, l'enthousiasme ardent et calme à la fois d'une conviction sincère, les ressources de l'instruction européenne, tout fut mis en usage et apprécié sans aucun doute par l'intelligence et la bonté d'Akbăr. Néanmoins les mêmes objections radicales se présentaient toujours à l'esprit du philosophe et aux méditations du souverain.

Hâtons-nous d'arriver au terme de cette lutte morale, qui fut aussi le terme de la carrière de ce grand homme. Le père Jérôme-Xavier et son compagnon Benoist de Goës ne quittèrent plus l'empereur; ils étaient avec lui quand il partit pour sa grande expédition du Dăkkhăn (1599). Ce fut le 16 juillet de cette année qu'eut lieu l'entretien rapporté par Xavier, qui avait demandé à l'empereur la permission de lui soumettre les lettres qu'il venait de recevoir du père provincial, et où on lui prescrivait de hâter son retour à Goa dans le cas où l'empereur tarderait encore à se déclarer définitivement pour la religion catholique. Akbăr, respectueusement pressé par Xavier de faire enfin connaître ses intentions sur ce point important, répondit : « J'avoue que je vous ai appelés dans l'intention de connaître la vérité, afin de me déterminer plus tard à embrasser la croyance qui me semblerait la plus conforme à la raison. Je marche vers le Dăkkhăn et établirai mon quartier-général non loin de Goa. Je me débarrasserai des affaires pressantes, et au premier instant de loisir que j'aurai, je vous écouterai très volontiers. » Puis il ajouta : « Je vous ai fait appeler dans cette pensée sans doute, mais je me suis résolu à m'entretenir avec vous sans interprète, et j'ai prêté l'oreille à vos conseils. Vous semble-t-il donc que vous n'ayez rien gagné, quand vous pouvez librement et sans crainte confesser Jésus-Christ et prêcher sa doctrine dans un pays où les mahométans ont le pouvoir, et où, avant moi, quiconque eût voulu déclarer que Jésus-Christ est le vrai Dieu aurait été immédiatement mis à mort? » Xavier convint qu'il en était ainsi, et qu'à cet égard ils lui devaient des actions de grâces particulières; mais il le supplia, dans l'intérêt de son salut, de les entendre encore avec bonté. Akbăr le promit et congédia les pères avec de nouvelles assurances de sa protection. Ce fut la dernière conférence intime à ce sujet entre Akbăr et les missionnaires. On sait comment ils cherchèrent à le voir à son lit de mort, et ne purent pénétrer jusqu'à lui.

L'ensemble des faits et des opinions que nous venons d'exposer a

créé dans notre esprit des convictions que nous devons essayer de résumer. La plupart des jugemens qui ont été formulés sur Akbăr, comme fondateur de secte, portent l'empreinte des préjugés musulmans ou chrétiens, ou décèlent une ignorance plus ou moins complète des faits sur lesquels ces jugemens auraient dû reposer. Aucun reproche de cette nature n'est applicable à l'appréciation, si nette et si lumineuse en général, qu'Elphinstone nous a donnée de la réforme religieuse tentée par ce grand homme. Nous serions plutôt porté à croire qu'Elphinstone attribue à l'empereur moghol dans cette affaire une pureté d'intentions trop absolue, une absence trop entière de toute préoccupation vaniteuse, de toute prétention à des inspirations privilégiées. Une âme avide de tous les genres de gloire, comme l'était celle d'Akbăr, devait difficilement résister à la tentation d'imiter la Providence dans la direction spirituelle des peuples commis à sa garde, comme il s'efforçait de l'imiter dans la protection de leurs intérêts matériels. Elphinstone n'a pas tenu suffisamment compte de l'influence exercée sur les déterminations d'Akbăr par l'exaltation de ses idées, par le milieu superstitieux dans lequel il vivait, par l'habitude du pouvoir, enfin par l'admiration exagérée dont il était l'objet; il n'a pas non plus envisagé, comme il aurait pu le faire, le côté politique de la question. L'auteur anglais remarque bien, il est vrai, que « la religion d'Akbăr était trop spirituelle et trop abstraite pour réussir avec les masses, et qu'elle mécontenta beaucoup de gens; » il reconnaît qu'Akbăr s'était montré supérieur à tous les novateurs, ses devanciers, par sa conception de la nature divine, et que sa tolérance en matière de dogmes prouvait, dans un monarque absolu, une hauteur de pensée, une libéralité de vues bien extraordinaires pour l'époque et la race auxquelles il appartenait; mais il ne déduit pas de ces faits les conséquences que nous nous croyons en droit d'en faire ressortir. En les combinant avec les considérations d'une autre nature que nous avons indiquées il y a un instant, on arrive à se rendre complétement compte des motifs qui ont déterminé le réformateur et du peu de durée des nouvelles institutions religieuses qu'il avait recommandées plutôt qu'imposées à ceux dont il prétendait changer les croyances.

Ce qui nous frappe dans cette conception mystique d'Akbăr, c'est qu'elle a été le résultat de la lutte qui s'était établie en lui entre le sentiment et la raison, entre l'instinct religieux et l'esprit philosophique. Nous le voyons avant tout sincèrement pénétré de la perfection, de la toute-puissance et de la bonté infinie du Créateur, et non moins sincèrement convaincu que les souverains doivent se considérer comme les délégués de Dieu sur la terre. Nous remarquons qu'arrivé à la maturité de son jugement et en possession de toute la

vigueur de son intelligence, il condamne ouvertement la religion dans laquelle il avait été élevé comme entachée d'ignorance, du fanatisme le plus aveugle et du sensualisme le plus grossier. Nous constatons, d'après l'*Ayîn-Akbary*, le *Dabistân*, d'après le témoignage des voyageurs et des missionnaires, qu'une curiosité sérieuse et infatigable l'avait porté de bonne heure à étudier et à comparer les croyances religieuses des différens peuples, et qu'il avait été particulièrement ému de la pureté et de la grandeur des dogmes exposés dans les livres sacrés des Hindous et des adorateurs du feu. Entraîné ensuite vers le christianisme par la simplicité et l'élévation de ses doctrines, par le sentiment de charité et de fraternité universelle qui est son attribut distinctif et qui trouvait un écho dans sa belle âme, retenu cependant par les difficultés insurmontables que présentaient à son esprit le dogme absolu de la trinité et celui de l'incarnation, il hésita à se déclarer publiquement pour la religion de Jésus. Il était embarrassé d'ailleurs de concilier l'humilité, la douceur, le détachement de tout intérêt mondain qu'il admirait dans les missionnaires jésuites appelés à sa cour, avec les rigueurs de l'inquisition et son intervention redoutable dans la société chrétienne de cette époque. Persuadé enfin, par le peu de succès des prédications entreprises par les jésuites avec l'appui le plus loyal de sa protection et de son autorité, que l'introduction du christianisme dans ses états rencontrerait une opposition formidable et présentait conséquemment de graves inconvéniens au point de vue gouvernemental, il revint, non sans de nouvelles hésitations, au plan qu'il avait conçu en 1575. Il crut donner une base morale suffisante à la réalisation de l'unité politique et sociale qu'il voulait établir dans son vaste empire, en adoptant une profession de foi et quelques pratiques extérieures de dévotion qui pussent être accueillies à la longue par les deux grandes classes de ses sujets. Suivant les inspirations de son cœur essentiellement humain et les convictions de sa raison, il voulut ramener les hommes à des notions élevées de leurs droits et de leurs devoirs religieux sans perdre de vue les exigences de sa politique; il proclama le culte *iláhi*, culte sans temple, sans autel et sans ministre!

Ainsi, dominé par la bonté de sa nature, la pureté de ses intentions et son penchant au spiritualisme, Akbăr demandait à son siècle des sympathies et des vertus qu'il était impossible d'en obtenir. Il ne comprit pas aussi bien que l'avait fait Mahomet avec son inspiration pratique si merveilleuse que les peuples pouvaient être dirigés et contenus par le dogme, jamais par la morale. Chez lui, l'homme, essentiellement bon et sincèrement religieux, nuisit au souverain. C'est en effet à son abandon des formes et des pratiques de l'islamisme qu'il voulut remplacer par un déisme compliqué, comme nous l'avons

vu, d'*astrolâtrie*, qu'il faut attribuer en partie les difficultés contre lesquelles son gouvernement eut à lutter pendant les dernières années. C'est à cette cause qu'il faut en particulier faire remonter l'opposition qu'Akbăr rencontra dans son propre fils. De la part de ce prince, ce ne fut, il est vrai, qu'un prétexte, car en même temps qu'il faisait assassiner Abou'l-Fazl, parce que ce grand ministre avait, disait-il, corrompu l'esprit de son père en le détournant de la confiance aveugle et du respect qu'il devait à la religion de ses ancêtres, il accueillait lui-même les missionnaires chrétiens et se montrait disposé à embrasser personnellement leurs doctrines. Cependant ce prétexte avait une importance politique des plus réelles en assurant au prince Sélim les secrètes sympathies des *omhrâs* et des *moullahs*. Ce fut donc une faute grave que l'introduction du culte *iláhi*, et il fallut toute l'énergie d'Akbăr, tout le respect et l'admiration qu'il inspirait à ses sujets, pour contrebalancer le mauvais effet de cette innovation. Sa réforme devait mourir et mourut avec lui. — Voilà, si nous ne nous abusons pas, le véritable point de vue sous lequel il convient d'envisager cette grande question, tant en ce qui touche au caractère d'Akbăr qu'à l'influence que cette tentative inopportune de réforme religieuse devait avoir et a eue en effet sur sa politique. Les motifs en ont été honorables; les effets en ont été pernicieux. Toutes ses autres mesures gouvernementales, sans exception, nous paraissent au contraire marquées au coin du génie; elles révèlent un sentiment admirable du caractère et des besoins de son siècle et des conditions auxquelles son gouvernement devait satisfaire pour mériter l'approbation et le concours de ses contemporains comme l'admiration de la postérité.

On aime à étudier l'homme dans le souverain, quand ce souverain est un Alexandre, un Trajan, un Charlemagne ou un Akbăr. Les détails que nous donne l'*Ayîn-Akbary* sur les différens services du palais et sur la vie intérieure de l'empereur nous paraissent dignes d'un intérêt particulier : ils donnent une haute idée de la puissance et de la splendeur du monarque, de la noble simplicité, de l'activité infatigable, de la bonté de l'homme privé.

Akbăr donna des encouragemens extraordinaires aux manufactures d'étoffes de toutes sortes et à la fabrication des châles; il étudiait lui-même les divers procédés de fabrication. L'*Ayîn-Akbary* contient des détails précieux sur tous ces sujets. — Il fallait aux Hindoustanis un gouvernement fort et paternel, mais il leur fallait aussi (comme à plusieurs peuples de l'Occident, à nous-mêmes peut-être!) la pompe et la splendeur d'une centralisation puissante et respectée, d'où rayonnent les bienfaits du présent et les espérances de l'avenir. C'est ce que fut la cour moghole sous Akbăr; ce prince n'a pas montré

moins de grandeur, d'habileté et de sagesse dans l'administration de cette cour vraiment impériale et dans ses rapports avec ses sujets de toutes les classes que dans la direction des affaires politiques. L'ordre, l'économie, un tact intelligent et minutieux et cependant libéral, caractérisent les mesures adoptées par Akbär et par son ministre dans les différentes branches du service intérieur comme dans celles du service public. Nous ne trouvons pas de détails précis sur toutes les sources qui venaient alimenter le trésor impérial, mais nous avons déjà vu que l'impôt territorial produisait, à lui seul, plus de 200 millions de notre monnaie (valeur de beaucoup supérieure à celle qu'exprimerait le même chiffre aujourd'hui). Les tributs et les *nazers* (présens) offerts à l'empereur, suivant l'usage de cette époque, s'élevaient annuellement à une somme bien plus considérable. On rencontre dans les *Mémoires* de Djähân-Guîr des indications évidemment exagérées sur les immenses richesses de son père en or et en pierres précieuses, mais les indications plus sérieuses d'Abou'l-Fazl et de Ferishta ne sauraient laisser aucun doute sur l'accumulation vraiment extraordinaire d'or et d'argent monnayés et en lingots, de diamans, de rubis, de perles, etc., que ce long règne avait réalisée. Il est également certain qu'en même temps qu'Akbär pouvait passer pour le souverain le plus riche qui fût alors au monde, il était aussi le plus libéral et le plus bienfaisant. Les traitemens assignés par lui aux *mansabdars*, et dont Abou'l-Fazl nous a transmis le détail, témoignent de sa munificence, en même temps que le chiffre des pensions, secours et aumônes, également mentionné par lui dans plusieurs chapitres de l'*Ayîn-Akbary*, donne l'idée la plus élevée de cette bienfaisance toujours active et prévoyante qui caractérisait particulièrement le fondateur de l'empire moghol. Ferishta confirme pleinement les assertions d'Abou'l-Fazl sur tous ces points : il nous représente Akbär comme entretenant un établissement de cinq à six mille éléphans, de douze mille chevaux, de mille chameaux, de près de mille léopards, pour la chasse. Jamais aucune cour impériale ou royale n'avait déployé autant de grandeur et de magnificence. Le monde asiatique n'est plus dans des conditions où cette exubérance de représentation somptueuse puisse ou doive se reproduire, mais les peuples de l'Hindoustan, malgré la simplicité de plusieurs de leurs habitudes, seront longtemps encore amis du faste et du cérémonial le plus coûteux, — dans de certaines occasions pour eux-mêmes, en toute occasion pour leurs chefs.

Akbar était musicien, il avait inventé plus de deux cents modes musicaux *qui faisaient les délices de tous ceux qui les entendaient*, s'il faut en croire Abou'l-Fazl, qui nomme trois de ces *inventions* ou compositions de l'empereur. Il était fort avide d'instruction et

avait formé une des plus riches bibliothèques de son temps, la plus riche selon toute probabilité (1). Il faut lire dans l'*Ayîn-Akbary* tout le chapitre intitulé *Tasvire khâneh* (manuscrits et peintures), qui contient le détail des mesures adoptées pour la formation et l'accroissement de cette collection. On y trouve le passage suivant : « Une personne capable fait tous les jours la lecture à sa majesté, qui écoute tous les ouvrages (qu'elle a désignés) depuis le commencement jusqu'à la fin. On marque la place où elle s'arrête, avec la date du mois, et *le lecteur est payé suivant le nombre de pages qu'il a lues.* Il y a à peine un ouvrage d'histoire, de science ou de haute littérature qui n'ait pas été lu à sa majesté. Elle se les fait souvent relire et écoute toujours avec l'attention la plus soutenue. » Suit une liste des principaux ouvrages dont l'empereur faisait sa lecture favorite, puis l'énumération des ouvrages en langues étrangères traduits par son ordre.

Les lettres des missionnaires, qui ont résidé, comme nous l'avons vu, à la cour d'Akbăr, à trois époques différentes, complètent les renseignements que nous ont laissés les historiens musulmans sur le caractère et les habitudes de ce grand homme. Lorsque les jésuites virent Akbăr pour la première fois, il était dans sa quarantième année. Ils le représentent comme étant d'une constitution robuste et de moyenne stature, d'une physionomie noble et douce, l'œil vif et remarquablement intelligent. Du Jarric nous a conservé quelques détails curieux sur ce prince. Il décrit son habillement et mentionne qu'il portait une chaussure de forme particulière, *de son invention.* Il aimait à se vêtir de temps en temps à l'européenne, d'après la mode portugaise, en soie noire, mais il ne le faisait que dans son intérieur. Il avait toujours le sabre au côté ou à la portée de sa main. Ses gardes du corps étaient changés tous les jours, ainsi que les officiers et gens de service auprès de sa personne, de manière cependant à reprendre leurs fonctions tous les huit jours (2). Il était affable et gai dans le commerce habituel, sans jamais s'écarter de la décence et de la gravité royales. Il s'entourait d'hommes instruits qui traitaient devant lui de toutes sortes de questions et lui racontaient tout ce qui pouvait l'intéresser ou l'instruire : « Il espérait, disent les jésuites, suppléer par ces doctes exercices à son *manque de lettres* (3). » Il

(1) « Vingt-quatre mille manuscrits ou volumes écrits à la main, et si richement reliez, qu'on les a estimez six millions quatre cens soixante-trois mille et sept cent trente-un *ropias*, ou trois millions deux cens trente-un mille et huit cens soixante-cinq écus et demi. » (*Voyages du sieur Jean Albert de Mandelslo*, t. Ier, colonne 121.)

(2) L'armée était formée de douze divisions qui faisaient chacune une année de service à la capitale ou au quartier-général impérial; — elle était aussi divisée en douze corps qui étaient de service pour un mois donné. Enfin la *garde impériale* était composée de sept divisions qui faisaient le service un jour de chaque semaine.

(3) Ils ont même affirmé qu'Akbăr ne savait pas lire! Il est impossible d'admettre

était habile et expert non-seulement dans la guerre et la politique, mais dans tous les arts mécaniques. Il se plaisait surtout à la confection des machines de guerre, et il avait, dans l'enceinte même de son palais, des ateliers destinés à ce travail. Il était naturellement d'un caractère mélancolique et *sujet à la maladie épileptique*. Aussi lui fallait-il avoir recours, pour se distraire et se reposer l'esprit, à divers jeux et amusemens; de là le plaisir qu'il prenait à des combats d'éléphans, de chameaux, de buffles, de coqs, de béliers, etc. Une de ses distractions favorites était de voir *des éléphans et des chameaux dressés à se balancer en mesure*. Les combats des gladiateurs et les exercices de lutteurs (*pahelwâns*) étaient aussi de son goût; mais ce qui semblait digne d'admiration aux musulmans, c'est que, tout en prenant part à ces amusemens, il ne laissait pas d'expédier les affaires les plus sérieuses.

Avant de terminer cette esquisse d'une époque, d'un règne et d'un homme si remarquables à tous égards, il nous reste à rendre compte en peu de mots de l'impression que nous a laissée l'étude de cette existence exceptionnelle.

En nous reportant à l'époque où vivait Akbăr, en nous replaçant par la pensée sur la scène où sa mission s'est accomplie, et où nous avons humblement marché nous-même au milieu des grands souvenirs qu'il a laissés, nous sommes à la fois surpris et touché de la supériorité intellectuelle et morale qui caractérise ce mortel privilégié. Nous en sommes surpris, parce que la race à laquelle il appartenait avait pu lui léguer sans doute l'intelligence et le courage, avec l'instinct militaire et l'esprit de conquête, mais non le génie de l'organisation sur la plus vaste échelle et l'esprit conservateur. Dans l'histoire de ses prédécesseurs, il rencontrait les habitudes cruelles du despotisme et le fanatisme religieux, mais non la tolérance et l'humanité; le penchant aux voluptés grossières (1), mais non la frugalité et la pureté des mœurs. Et cependant Akbăr a fondé sur des bases durables l'empire le plus puissant qui fût alors en Asie, il a été tolérant, humain, tempérant, frugal. — Nous sommes touché, avons-nous dit, de sa supériorité intellectuelle, parce qu'au point où en étaient arrivées les affaires de l'Hindoustan à la mort de Houmayoûn, par suite des désordres qui menaçaient l'état d'une désorganisation com-

l'exactitude de cette assertion, quand on se rappelle qu'Akbăr était le petit-fils de Bâbăr, le fils de Houmayoûn (tous deux hommes lettrés), et qu'il avait eu pour précepteurs le moullah Pîr Mohammăd et le hâdjy Mohammăd-Khan-Systany. Ferishta dit en propres termes : « Akbăr n'était pas fort lettré; il écrivait cependant quelquefois des vers et était versé dans la lecture de l'histoire. » C'est là évidemment la vérité.

(1) Les Timourides étaient tous grands buveurs. Akbăr lui-même, dans sa jeunesse, était fort adonné, si nous en croyons le témoignage de son fils, aux plaisirs de la table.

plète, cet enfant de quatorze ans, né dans le désert, élevé dans un camp, sut se placer, par le génie des grandes choses et l'amour de l'humanité, à la hauteur de la grande tâche que lui donnait la Providence. — Rien n'est plus merveilleux, selon nous, que cette apparition à point nommé d'un prince doué de toutes les qualités qui avaient illustré ses ancêtres et de toutes les vertus qu'ils n'avaient pas. Nous voyons cet homme, intrépide par constitution, se plaisant au milieu des plus vives émotions de la guerre et de la chasse, et les recherchant parfois avec une ardeur plus digne d'un paladin que d'un roi, préférer toujours à la longue les émotions d'un ordre supérieur que lui procurent des actes de générosité et de bienfaisance, la sage direction des affaires publiques, les combinaisons politiques et le commerce des hommes les plus instruits de son temps. Il avait su se débarrasser en temps opportun, et avec une fermeté, une modération au-dessus de tout éloge, de l'orgueilleuse tutelle de Behrâm-Khan; il sut également conserver la coopération intelligente de son vertueux ami et digne conseiller Abou'l-Fazl jusqu'à la mort tragique de ce savant illustre et de ce grand ministre, en 1602. D'un tempérament irascible et souvent provoqué par l'ingratitude, Akbär ne put toujours réussir à dominer les élans de sa colère. Il faut déplorer cette faiblesse, toujours si dangereuse dans un souverain, mais il est impossible de ne pas reconnaître que sa bonté naturelle et la rectitude de son jugement le maintenaient en général dans une simplicité, une dignité d'attitude et de manières qui firent à juste titre l'admiration des grands de sa cour comme des plus humbles de ses sujets et des étrangers qu'il se plaisait à accueillir dans son palais ou sous sa tente.

En résumé, les talens militaires et les conquêtes d'Akbär, son génie comme fondateur d'un vaste empire, la sagesse de son gouvernement et ses grandes qualités personnelles lui assurent une place éminente dans l'histoire; mais de tous les monumens qui ont marqué son passage sur la terre, le plus glorieux, celui qui défiera les ravages du temps, est l'*Ayîn-Akbary*. Ces admirables règlemens porteront témoignage devant les générations à venir de l'ardent amour de l'humanité et de la noble intelligence qui ont illustré ce règne d'un demi-siècle. Akbär a dignement porté son nom, car il a été vraiment grand en toutes choses, et la reconnaissance des peuples lui a décerné la seule immortalité qu'un souverain puisse envier.

D. DE JANCIGNY.

LA LITTÉRATURE

ET

LE SERVAGE EN RUSSIE

Mémoires d'un Chasseur russe, par M. Ivan Tourghenief.

Tout le monde a pu remarquer que les voyageurs, causans et communicatifs dans une voiture publique tirée par des chevaux, deviennent silencieux et plus ou moins égoïstes lorsqu'ils se trouvent sur un chemin de fer. Sans chercher aujourd'hui une explication à ce phénomène, je me bornerai à faire remarquer une de ses conséquences. On a imaginé une littérature spécialement à l'usage des personnes qui, de même que Jocrisse, « n'aiment pas à faire connaissance avec les gens qu'elles ne connaissent pas. » Les *Mémoires d'un Seigneur russe* me semblent une heureuse addition à cette bibliothèque des chemins de fer; seulement il est fâcheux qu'un livre destiné à être lu parmi les *lacets*, malheureusement trop fréquens sur nos rails, ne soit pas imprimé avec des caractères plus gros et moins serrés. Qui nous rendra les belles éditions du XVIe et du XVIIe siècle, le papier solide et pas trop blanc, les lettres nettes et carrées? Mais la civilisation et le progrès ont sans doute leurs conditions mystérieuses, et il faut savoir se résigner à quelques inconvéniens pour beaucoup d'avantages. Au reste, quelque mal imprimés que soient les *Mémoires d'un Seigneur russe*, on les lira pourtant avec plaisir, non-seulement en diligence, mais dans les châteaux, où le désœuvrement va commencer; c'est un ouvrage amusant, instructif, sans prétention, qui en dit plus qu'il n'est gros.

Il est intitulé en russe *Mémoires d'un Chasseur*, titre modeste que le traducteur a cru devoir changer, je ne devine pas trop pourquoi, à moins que ce ne soit pour ne pas induire en erreur MM. les *sportsmen*, qui espéreraient y trouver des renseignemens sur les ours et les gélinottes. Selon toute apparence, l'auteur, M. Ivan Tourghenief, n'est point un Nemrod, et pour ma part je ne l'en estime pas moins. Pour lui, la chasse paraît être un prétexte à parler de toutes sortes de choses, peut-être même a-t-il jugé nécessaire de prendre une espèce de déguisement pour observer à son aise un pays où l'on ne tolère guère que les observateurs patentés du gouvernement. M. Tourghenief donc, costumé en chasseur, va de village en village à la poursuite d'un gibier dont il ne paraît pas se soucier beaucoup; mais chemin faisant il rencontre des gens de toutes les classes, de tous les caractères, qu'il aime à faire jaser; il décrit leurs façons, leurs gestes, attrape quelque chose de leur histoire, puis il poursuit sa chasse en laissant à son lecteur le soin de commenter et de conclure. Les vingt-deux chapitres de ce petit livre n'ont aucune liaison l'un avec l'autre; ils n'ont qu'un rapport de forme, qui, à vrai dire, manque un peu de variété. « J'étais à la chasse, dit l'auteur, en telle saison, en tel pays. » Vient une description bien faite d'un paysage russe qui ne manque pas d'originalité, mais où l'on sent un peu la pauvreté et la monotonie de la nature du nord; puis un personnage entre en scène, et l'intérêt commence. Ce sont vingt-deux petits tableaux de genre, encadrés à peu près uniformément, mais habilement variés de composition et de couleur, tous très finement travaillés, parfois avec un peu de minutie; leur ensemble, dit-on, donne une idée assez exacte de l'état social de la Russie.

Contre l'habitude de presque tous les voyageurs, qui n'aiment à parler que du beau monde, notre chasseur s'attache de préférence à étudier les mœurs du peuple, surtout celles des paysans, assez mal observées en tout pays, et plus mal peut-être en Russie que partout ailleurs. On se demandera si l'auteur, appartenant lui-même à la noblesse, s'est trouvé en mesure de voir les choses au point de vue le plus vrai. Après avoir lu le livre de M. Tourghenief, on répondra hardiment que ce n'est ni la curiosité ni la philanthropie qui lui font défaut. C'est un observateur honnête et consciencieux qui cherche et qui trouve. Il se complaît dans les détails; il sait surprendre les mouvemens du cœur humain et les décrit avec esprit et finesse, comme Sterne dans son *Voyage sentimental*, qu'il paraît avoir pris pour modèle, ou, ce qui est plus exact et plus juste, dont il s'est inspiré heureusement. Un patriotisme honorable ne l'empêche pas d'apercevoir les vices et les malheurs des institutions de son pays. Il ne cherche pas le mal, souffre même à le rencontrer, et c'est à regret

qu'il le dénonce; il le signale avec candeur cependant et avec courage. Parlant des paysans, il est obligé de parler de l'esclavage, et c'est un sujet qu'on ne peut aborder en Russie qu'avec une certaine réserve; aussi M. Tourghenief ne tire pas le voile, mais il le soulève discrètement, et d'ordinaire c'est au lecteur de deviner ce que l'auteur aurait eu quelque peine à lui dire.

Malgré ses réticences et les euphémismes dont il se sert quelquefois, on ne peut s'empêcher d'être frappé d'une certaine hardiesse d'honnête homme qui respire dans tout le livre. Il m'a fait éprouver une surprise analogue à celle qu'ont produite sur moi d'autres ouvrages de la littérature russe, où les institutions nationales sont traitées encore plus cavalièrement. Tel est le roman des *Ames mortes* de Gogol et sa comédie de *l'Inspecteur général*. En réfléchissant, on trouvera que les satiriques n'ont que l'apparence de la témérité, et qu'ils obéissent en effet à un mot d'ordre du maître. Il y a en Russie le gouvernement et la coutume qui ne sont pas d'accord sur bien des points. Par exemple, la coutume des employés, s'il en faut croire Gogol et le bruit public, est de voler très effrontément, et le gouvernement y trouve à redire. Ni les destitutions, ni le Caucase, ni la Sibérie, ne pouvant remédier à un mal invétéré, le gouvernement abandonne la coutume à la malice des gens de lettres et les prend comme des auxiliaires utiles; mais la coutume est, comme il semble, en état de résister à une double attaque.

Sur la question de l'esclavage, le gouvernement a des principes très libéraux et qui lui font honneur, même dans l'hypothèse où des intérêts matériels et politiques dicteraient sa conduite. Vraisemblablement l'émancipation des serfs ajouterait à sa force et à sa richesse; elle le délivrerait de certaines inquiétudes que la noblesse peut lui causer. A cela, la coutume répond que des inconvéniens graves naîtraient de cette mesure, et qu'il est difficile de s'arrêter lorsqu'on commence une réforme. Peut-être; mais cette réforme est commandée par la morale et la justice, et les embarras de l'avenir ne sont pas des motifs suffisans pour empêcher de l'entreprendre. Si, comme on l'assure, sa majesté l'empereur Nicolas s'est proposé pour but de détruire l'esclavage dans ses états, l'exécution d'un tel plan suffisait à sa gloire, et il est à regretter qu'il en ait cherché une autre beaucoup plus difficile et beaucoup moins honorable.

L'opposition que fait la coutume au gouvernement en matière d'esclavage est représentée par la classe des gentilshommes propriétaires, dont la fortune ne se calcule pas, comme dans l'Occident, par le nombre d'arpens de terre, mais par le nombre d'*âmes*, c'est-à-dire de paysans, qu'ils possèdent. Dans toutes les contrées de l'Europe, excepté en Russie et peut-être en Espagne, la caste noble est des-

cendue d'une race étrangère, autrefois conquérante, aujourd'hui plus ou moins intimement unie et amalgamée avec le peuple conquis. Les nobles russes au contraire ont la même origine que leurs paysans; ils sont Slaves comme eux. Quelques grandes familles, il est vrai, se disent issues des princes Varègues, qui donnèrent des souverains à la Moscovie vers le milieu du IXe siècle; mais les Varègues ne furent pas des conquérans. Appelés comme médiateurs entre un grand nombre de petits chefs qui se faisaient une guerre acharnée, ils s'établirent assez paisiblement au milieu d'une nation qui les adopta à peu près comme les princes étrangers qu'à différentes époques les diètes de Pologne élevèrent sur le trône. Autant qu'on peut le conjecturer d'après des annales très confuses et très obscures, les chefs russes ou les plus anciens nobles furent des espèces de patriarches exerçant une autorité toute paternelle sur leur famille ou sur leur tribu, assimilée par les mœurs à une famille naturelle. Dans les idées du peuple russe, toujours si attaché aux antiques traditions, un gentilhomme est encore un patriarche. L'autorité et l'âge ont été autrefois inséparables, et l'on en trouve la preuve dans le langage. Ainsi les magistrats municipaux portent les noms caractéristiques d'*anciens* ou de *vieillards*. Au XVIe siècle, les petits gentilshommes d'un rang inférieur aux boyards s'appelaient *fils de boyards*. Enfin aujourd'hui même un paysan sexagénaire, en parlant à son seigneur âgé de vingt ans, le traitera de *petit père*.

Dans l'antique société patriarcale de la Russie, le chef de famille possédait une certaine étendue de terre qui faisait vivre sa tribu. Les individus qui la composaient étaient cultivateurs, mais non propriétaires, et comme pour bien prouver qu'ils ne possédaient en propre aucune parcelle déterminée de cette terre, tous les ans, d'après un usage qui se perd dans la nuit des temps, elle était divisée par les soins du chef en un certain nombre de lots et partagée entre tous les membres de la tribu pour être exploitée jusqu'à la récolte. Cette antique institution, qui remonte à l'origine des sociétés, s'est perpétuée jusqu'à ce jour en Russie. Partout on y trouve ce partage annuel du territoire entre les individus d'une même communauté, soit que cette communauté soit libre, soit qu'elle soit esclave. Dans le premier cas, les produits appartiennent au cultivateur; dans le second, au seigneur terrien, qui en abandonne quelque chose à ses paysans.

Il était nécessaire d'entrer dans ces détails pour comprendre l'histoire de l'esclavage en Russie. Je ne me charge pas d'expliquer par quelle transition le fils d'un chef devint chef lui-même avant que l'âge eût consacré ses droits sur ses frères ou sur ses égaux. Il est certain qu'à une époque très reculée on trouve en Russie des nobles

et des paysans. Il semble que le principe d'une noblesse héréditaire fut reconnu plutôt dans le nord de la Russie que dans le sud, et il n'est pas improbable que ce fut une importation étrangère parmi les Slaves. Tandis qu'on voit d'antiques familles princières dans la Moscovie, l'histoire nous montre en même temps dans la Petite-Russie des communautés fondées sur le principe de l'élection. Tels furent les premiers Cosaques du Dnieper, et un peu plus tard ceux du Don et du Volga. Cependant dans la Grande-Russie même, où régnait le système de l'hérédité, le servage n'existait pas avant la fin du XVIe siècle. A la vérité, la loi nationale n'accordait qu'aux seuls nobles le droit de posséder des terres; mais les paysans étaient libres, et louaient leurs bras à leurs seigneurs selon une convention débattue de gré à gré. D'après un ancien usage, les engagemens, qui n'avaient lieu que pour une année, commençaient et finissaient le jour de la Saint-George, *Iourev Den*, encore célèbre dans les poésies populaires comme un souvenir de liberté.

Sous le règne d'Ivan IV, surnommé le Terrible, la Russie fit une conquête importante, celle du royaume de Kazan, enlevé aux Tartares et aux Tchérémisses idolâtres. Presque en même temps un capitaine de Cosaques, ancien bandit, Iermak, découvrait et subjuguait la Sibérie. La petite république des Zaporogues florissait dans les îlots du Dnieper. Sur les rives de ce fleuve, sur celles du Don, du Volga et de l'Iaïk, des colonies militaires à peu près indépendantes, qui prenaient le nom d'*armées* cosaques, possédaient des territoires fertiles et s'enrichissaient par la petite guerre contre leurs voisins musulmans. Aussi l'émigration fut-elle considérable en Russie vers ces grands fleuves où les Cosaques avaient formé leurs établissemens. Le goût de la vie nomade et des aventures est un des caractères du paysan russe. Il aime à changer de demeure aussi bien que de métier, pourvu toutefois qu'il ne quitte pas la *sainte Russie*, dont il ne franchit jamais les frontières sans un secret effroi. La vie des Cosaques avait de quoi le séduire : tantôt une culture facile et des pêches abondantes sur de grands fleuves poissonneux, tantôt de rapides expéditions sur terre ou sur mer, dont les privations étaient bien vite oubliées dans d'immenses orgies. Or ces communautés cosaques étaient des asiles, comme Rome autrefois, où tous les aventuriers étaient reçus à bras ouverts. Les paysans polonais s'enfuyaient chez les Zaporogues. Les laboureurs moscovites, au lieu de renouveler leur engagement de la Saint-George, abandonnaient leurs villages pour s'enrôler dans les camps du Don ou du Volga. On put craindre un moment la dépopulation complète du nord de l'empire, et de fait plusieurs localités importantes au commencement du règne d'Ivan IV étaient devenues des déserts, à la mort de ce prince, par l'émigration de tous leurs habitans.

Un homme énergique et peu scrupuleux, Boris Godounof, gouvernait alors la Russie au nom de Fëdor Ivanovitch, qui l'avait nommé régent de l'empire pour vaquer plus librement lui-même aux soins de son salut. Boris vit le danger, et y porta remède avec son inflexibilité ordinaire. Il fit rendre un ukase qui abolissait la coutume de la Saint-George, et défendait aux paysans de changer de demeure. Désormais ils durent vivre et mourir au lieu où ils étaient nés. C'est de cet ukase, rendu en 1593, que date l'esclavage en Russie.

Il y a grande apparence que ni Boris, ni la noblesse russe, ni les paysans ne comprirent bien nettement d'abord la portée et les conséquences de ce décret. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il fut réprouvé alors aussi bien par la classe des gentilshommes, qui acquéraient ainsi des serfs, que par celle des paysans, qui perdaient leur liberté. Les nobles qui avaient de grandes propriétés, mais éloignées des villages, se trouvaient ruinés faute de pouvoir se procurer des laboureurs; d'autres, ayant plus de paysans qu'ils n'en pouvaient employer à la culture de leurs terres, se plaignaient qu'on fît peser sur eux une charge intolérable; enfin les paysans, exaspérés, prirent souvent les armes pour recouvrer leur indépendance. L'histoire russe, au commencement du XVIIe siècle, est toute remplie par les désastreuses conséquences de l'abolition de la Saint-George. Presque partout les terres demeuraient incultes, au point que trois années de famine consécutives désolèrent le centre de l'empire. Les paysans, nouvellement attachés à la glèbe et encore impatiens du joug, accueillaient tout bandit audacieux comme un libérateur, et se mettaient à ses ordres dès qu'il leur promettait le pillage des villes et des châteaux et l'extermination de leurs oppresseurs. La facilité avec laquelle les différens imposteurs qui prirent le nom de Démétrius soulevèrent les populations, l'accroissement prodigieux des républiques cosaques, les armées immenses qu'à plusieurs reprises elles vomirent sur la Pologne, tout atteste l'ébranlement profond de la société en Russie dans les premières années du XVIIe siècle, et les efforts des paysans pour échapper à la servitude. Ils furent vaincus cependant, et par tous leurs excès ils méritèrent de l'être. Quelques écrivains russes, avec le talent particulier à leur nation pour défendre les mauvaises causes, ont essayé de justifier la mémoire de Boris; ils ont prétendu qu'il n'avait pas voulu que les paysans fussent esclaves, et qu'il s'était borné à leur interdire la vie nomade. Je le veux bien; mais quelle est la condition de travailleurs *libres* condamnés à rester sur le sol où ils ont pris naissance, et qu'ils ne peuvent posséder? Évidemment leur liberté, dont il leur est interdit de faire usage, et qui les condamne à mourir de faim ou bien à accepter le salaire qu'il plaît au propriétaire du sol de leur offrir, leur sera bientôt à charge, et la servitude leur paraîtra préférable à l'incertitude de leur position

Dans un pays neuf comme la Russie, une institution qui date de près de trois siècles a reçu sa consécration. Le *moujik* s'est habitué à son sort, et il pense à la Saint-George comme au paradis dont nos premiers pères furent chassés. Si l'on en juge par les récits de M. Tourghenief, le trait caractéristique du paysan russe, c'est la patience. C'est une vertu que le climat seul sous lequel il vit suffirait à développer. Les lois et les habitudes nationales contribuent merveilleusement à l'entretenir. Depuis son enfance jusqu'à sa mort, le serf obéit. Voilà pourquoi, je pense, le Russe est un excellent soldat, bien que ses instincts ne soient pas trop belliqueux. Peu touché de l'amour de la gloire, trop sensé pour avoir une ambition impossible, il va au feu sans enthousiasme, mais parce que c'est *l'ordre*.—*Prikaz*, ce mot répond à tout. Pénétré de respect pour ses chefs, qu'il sait d'une autre espèce que lui, il ne se mêle pas de penser, bien rarement de comprendre. On raconte que dans un engagement sur la Baltique entre les Suédois et les Russes, un vaisseau russe fut coulé bas. Le vaisseau le plus proche met ses embarcations à la mer, et le capitaine leur crie : « Sauvez les officiers de la garde! » Les matelots, avant de tendre une gaffe aux têtes qu'ils voyaient surnager, leur demandaient : « Êtes-vous officiers de la garde? » Quelques-unes de ces têtes répondaient : Non, et disparaissaient sous les vagues.

On dit que lorsque l'excès du mal, la colère et l'eau-de-vie ont mis fin à cette merveilleuse patience, le serf devient une bête féroce; mais sa rage s'acharne contre un homme, et non contre l'institution qui a fait de cet homme un tyran. Chez les Slaves, on ne se passionne guère pour une idée. Un gentilhomme, ou, ce qui est le cas le plus fréquent, l'homme d'affaires, le régisseur d'un gentilhomme, à force de voleries, d'exactions, de violences, pousse à bout les paysans de son village : ils le saisissent, le massacrent, quelquefois avec des raffinemens de cruauté, et, dans le premier enivrement de la fureur, font main-basse sur toute personne de condition noble qui a le malheur de tomber entre leurs mains. Cependant le droit seigneurial n'en demeure pas moins intact. Vers le milieu du siècle dernier, un simple Cosaque nommé Pougatchef, assez mauvais sujet et déjà brouillé avec la justice, se rappela qu'on lui avait dit un jour qu'il ressemblait à Pierre III. Ce prince était mort depuis quelques années de l'accident qu'on sait. En Russie, c'est une espèce de tradition consacrée pour un chef de rebelles que de prendre le nom d'un prince miraculeusement échappé à des assassins. Pougatchef se fit passer pour Pierre III, rassembla une armée nombreuse composée de quelques bandits de son espèce et d'une multitude immense de niais. A leur tête, il ravagea le sud de la Russie, pilla de grandes villes et causa d'affreux ravages. Les paysans lui amenaient leurs seigneurs,

qui essayaient de les détromper, et les pendaient aussitôt sur l'ordre de l'imposteur; mais ils les pendaient comme rebelles à leur légitime souverain. Pougatchef ne faisait pas la guerre à l'esclavage; après avoir pendu un gentilhomme, il donnait ses terres et ses paysans à quelque coquin de sa bande.

La révolte et le meurtre sont heureusement de rares exceptions dans les mœurs du paysan russe, qui conserve plus de reconnaissance pour les bons traitemens que de rancune pour l'injustice dont il a souffert. Humble et résigné, il croit que son maître a raison, même quand il en est le plus maltraité. Tout au plus pense-t-il qu'ainsi le bon Dieu l'a voulu, et que ce lui serait un gros péché que d'aller contre l'ordre des choses. Malheureusement un des plus tristes effets de la servitude, c'est de corrompre tout ce qu'elle entoure, et trop souvent le plus généreux naturel se déprave aux leçons de valets toujours intéressés à deviner les faiblesses de leurs maîtres et à flatter leurs passions. Qui résisterait aux entraînemens d'un pouvoir sans limites? Demandez l'impossible à un moujik, et il essaiera d'obéir. Son maître s'est accoutumé à le regarder comme sa chose, dont il peut user et abuser, et l'homme étant de tous les animaux celui dont il y a le plus de parti à tirer, c'est celui dont on abuse le plus.

Bien que M. Tourghenief ait évité de nous montrer l'esclavage sous son aspect terrible et tragique, il y a dans son livre des scènes qui serrent le cœur : c'est par exemple le contraste, si fréquent en Russie, de la civilisation occidentale la plus raffinée avec les coutumes de l'antique barbarie. Je recommande au lecteur le chapitre intitulé *le Bourmistre* : c'est le nom qu'on donne aux magistrats qui gouvernent pour un seigneur un village de serfs. Je n'ai pas besoin de dire qu'ils n'ont rien de commun avec les respectables *bourguemestres* allemands, dont les Russes ont emprunté et défiguré le nom. Le seigneur de ce *bourmistre* est un jeune élégant qui passe l'été dans ses terres. Il a voyagé dans toute l'Europe, il en sait toutes les langues, il en a importé chez lui toutes les espèces de luxe. Sa maison de campagne, admirablement tenue, ferait honneur à un lord d'Angleterre. Sa table est excellente, sa livrée magnifique; mais dans toute cette maison il y a quelque chose de guindé, de contre nature qui attriste d'abord. Tout ce bel ordre est dû à certain mystère qu'on ne tarde pas à découvrir. Le jeune seigneur est à déjeuner, causant gaiement avec un ami. Il se verse un verre de vin de Bordeaux, et il arrive que ce vin est de quelques degrés au-dessous de la température qu'il a ordonnée d'après Brillat-Savarin. « Qu'est-ce que cela? » dit-il à son sommelier sans colère, sans élever la voix. Le domestique convaincu de négligence tord sa serviette et n'a pas la force de répondre. Le jeune gentilhomme presse un timbre; entre un grand

gaillard de mauvaise mine : c'est le fouetteur de cette jolie maison de campagne. « Va, » dit le maître au coupable, toujours froidement, négligemment. On emmène le pauvre diable, et on a soin de le fouetter assez loin pour que ses cris ne donnent aucune incommodité aux nobles hôtes du château. M. Tourghenief aurait pu ajouter qu'à la ville la bastonnade s'administre encore plus poliment. Une jeune dame donne à son domestique, dont elle est mécontente, un petit billet parfumé à porter chez le commissaire de police : « La princesse *** prie M. le commissaire de faire châtier le porteur. » Le nouveau Bellérophon remet la lettre fatale, à laquelle on ne manque pas de faire honneur. On donne au patient, non pas un reçu, mais un certificat qui le dispense de montrer son dos, et comme la justice en aucun pays n'instrumente gratis, le fouetté paie les verges. Voilà le mélange des institutions patriarcales et de la régularité administrative de l'Occident. J'avoue que j'aime mieux la vieille sauvagerie moscovite et le maître battant son serf, avec lequel il s'est enivré et s'enivrera bientôt. Il semble, du moins M. Tourghenief nous l'assure, que les paysans sont du même avis. « Qui aime bien châtie bien, » dit un de ces maîtres de la vieille roche qui vient de faire rosser un de ses gens que le traducteur appelle son *buvetier*. Une demi-heure après, l'auteur rencontre ledit buvetier qui marche comme si de rien n'était, tout en croquant des noisettes. « Qu'est-ce donc, frère? On t'a châtié aujourd'hui? Pourquoi ton maître t'a-t-il fait rosser? — Il y avait une raison, monsieur, certainement. Chez nous, on n'est pas rossé sans cause,... non, non. Chez nous, rien de pareil, non, non. Chez nous, le *bârine* (le seigneur) n'est pas comme ça. Chez nous, c'est un bârine... ho! ho! ho! un tel bârine! non, non, il n'a pas son second dans tout le gouvernement, allez. »

Rabelais appelle messer Gaster « le premier maître ès-arts du monde; » s'il fût allé en Russie, il eût sans doute donné ce titre à Martin Bâton. Moyennant ce dernier instructeur en « toute honnête discipline, » il n'est sorte de métier que le moujik n'apprenne et ne fasse *à peu près*. Il faut lire dans les *Mémoires d'un Chasseur russe* un joli chapitre intitulé *Lgof*. Ce mot, très difficile à prononcer pour un Français, est le nom d'un village où l'auteur, allant chasser aux canards, rencontre, au bord d'un étang *sans poissons*, un pêcheur. C'est le seigneur du lieu qui a trouvé comme il faut d'avoir un pêcheur, et qui en a donné les fonctions impossibles dans la localité à un pauvre diable nommé Kouzma Soutchok. Avant d'être pêcheur, il a fait plus d'un métier; il était cocher, mais il ne savait pas conduire; puis il a été veneur, bien qu'il ne sût pas monter à cheval. Rossé parce qu'il s'était laissé choir et que son cheval s'était estropié à la chasse, un de ses maîtres l'a fait cuisinier, mais *seulement pour la*

campagne. A la campagne même, ses sauces paraissant trop mauvaises, on l'envoie en apprentissage chez un cordonnier; bientôt son maître meurt, et l'héritier rappelle Soutchok au village, et lui donne un emploi qu'il n'a pas trop compris, et dont il ne sait pas même bien le nom; il appelle cela être *kofichenok* (probablement pour *konfektchik*, faiseur de confitures). — « Quel emploi est-ce là? lui demande-t-on. — Est-ce que je sais, moi! Seulement j'étais à l'office, et je devais me nommer Anton et non plus Kouzma; madame l'avait ordonné ainsi. » A chaque maître qui achète Soutchok ou qui en hérite, c'est un emploi nouveau; il en a rempli d'assez relevés. — « On m'a fait *akhter*, dit-il (il veut dire acteur); je jouais sur un *kéatre*. Oui, notre dame avait fait un *kéatre* dans une grande chambre. — Quel était ton emploi? — Plaît-il? — Qu'est-ce que tu faisais sur le théâtre? — Eh! vous ne savez donc pas? On me prenait, on m'habillait. Moi, je marchais comme cela, avec ces habits. Je m'arrêtais, je m'asseyais. On me disait : Parle, et dis ça et ça. Moi, qu'est-ce que cela me faisait? Je parlais tout de suite et je disais. Un jour, j'ai représenté un aveugle... comment donc! oui, monsieur, un aveugle. »

La manière de M. Tourghenief offre une certaine analogie avec celle de Gogol. Comme l'auteur des *Ames mortes*, il excelle dans les petits détails, il s'arrête à tous les accessoires. S'il est question d'une chaumière, il en compte les bancs et ne fait pas grâce du moindre ustensile. Il décrit les habits de ses personnages et n'en oubliera pas un bouton; leur signalement est si précis, si minutieux, qu'après l'avoir lu, deux peintres, sans se concerter, pourraient, je pense, en faire des portraits qui seraient ressemblans entre eux. Ce goût, ce talent pour décrire est une qualité, ou, si l'on veut, un défaut commun à la plupart des écrivains russes. Je ne connais que Pouchkine dont la manière soit vraiment large et simple, et qui sache, avec une merveilleuse sûreté de goût, choisir entre mille traits celui qui doit vivement frapper son lecteur. Au début de son poème des *Bohémiens*, cinq ou six vers lui suffisent pour nous représenter le campement d'une bande de ces nomades groupés autour d'un feu, en compagnie d'un ours apprivoisé. Chaque mot de cette description si courte éveille une idée et laisse un souvenir ineffaçable. Il n'en est pas de même des tableaux si précieusement étudiés de M. Tourghenief, et en lisant un de ses chapitres, d'ailleurs fort intéressant, *Biejine-Loug*, qui commence par une scène de bivouac dans la steppe, je me suis rappelé involontairement le poème de Pouchkine, en regrettant que sa concision n'ait pas fait école. J'ai commencé par comparer M. Tourghenief à Gogol, et me voici le mettant en parallèle avec Pouckhine. C'est être trop exigeant, je m'en aperçois, et je reprends ma première comparaison. Sur Gogol, M. Tourghe-

nief a un avantage qui, à mon sentiment, est considérable. Il fuit le laid, que l'auteur des *Ames mortes* recherche avec tant de curiosité. On sent dans tout ce qu'il écrit un amour du bien et du beau, une sensibilité communicative. Rien de tout cela dans Gogol; toujours sarcastique et morose, il rit d'un rire faux, qui souvent est plus triste que les larmes. L'un et l'autre se sont appliqués à faire la satire des mœurs de leur temps. Gogol, qui était, à ce que j'ai ouï dire, le plus honnête homme du monde et de plus animé d'une piété sincère, s'est montré railleur impitoyable, et semble désespérer d'une société où il n'a vu que des brutes ou des coquins. M. Tourghenief raille aussi, mais plus doucement; il voit le bien à côté du mal, et jusque dans les figures grotesques et ridicules qu'il nous présente, il sait découvrir quelque trait noble et touchant. J'espère que M. Tourghenief, que je n'ai pas l'honneur de connaître, est un jeune homme, et que les *Mémoires d'un Chasseur russe* sont un prélude à un ouvrage plus sérieux et plus considérable.

Je ne dois point oublier son traducteur, M. Charrière. Il fallait une connaissance très approfondie non-seulement de l'idiome, mais encore de la société russe, pour faire passer dans notre langue un ouvrage tout rempli de nuances et de petits détails de mœurs. M. Charrière s'est bien tiré de cette tâche difficile. Des notes très courtes et substantielles expliquent tout ce qui n'a pas d'équivalent en français. On pourrait reprocher parfois au traducteur d'avoir introduit quelques expressions qui sans doute ont cours dans la société française de Pétersbourg ou de Moscou, mais qui n'ont pas encore acquis en France droit de naturalité. Pourquoi par exemple écrire, au lieu d'un grand seigneur, un *velmoje*, mot qui n'est pas même russe, car c'est *velmoja* qu'il faudrait dire? Notre langue autrefois n'admettait pas ces emprunts inutiles; aujourd'hui on est malheureusement plus facile. C'est ainsi qu'on lit dans un journal : Le colonel A... s'est mis à la tête du *maghzen;* il est entré dans un *douar* où on lui a demandé l'*aman* et donné une *diffa;* puis il est allé faire une *razzia*... — Ce qui est encore plus grave, c'est que M. Charrière, trop plein de son russe, traduit quelquefois mot pour mot sans s'apercevoir que chaque langue a ses métaphores particulières et ses idiotismes qu'on ne peut changer impunément. Qu'est-ce que la *corne d'un bois?* Cela est fort intelligible pour un Russe, qui ne comprendrait peut-être pas aussi bien le *coin* d'un bois. Je relève ces taches légères, parce qu'il est facile de les faire disparaître dans une nouvelle édition : elles n'empêcheront personne de lire avec plaisir les *Mémoires d'un Chasseur russe*.

PROSPER MÉRIMÉE.

PERSPECTIVES

SUR

LE TEMPS PRÉSENT

DE L'IDÉE DE MONARCHIE UNIVERSELLE.

Une des présomptions les plus amusantes et les plus curieuses de notre époque, c'est une certaine fatuité propre à nos contemporains qui consiste à leur faire penser que les lois qui ont régi jusqu'à présent l'humanité ont changé subitement depuis leur naissance, et qu'ils n'ont plus à redouter ce qui troubla la vie de leurs pères. Cette aveugle fatuité est tellement enracinée, que l'expérience elle-même ne peut les en corriger. — La veille de 1848, de fortes têtes politiques vous auraient affirmé que l'Europe n'avait pas à craindre de nouvelles révolutions, et le lendemain tous les peuples étaient soulevés, toutes les armées étaient sur pied, et deux années remplies d'émeutes, de siéges, de combats et de ruines suffirent à peine pour épuiser cet accès de fiévreuse agitation. — Lorsque la question d'Orient eut éclaté, il était clair pour tout esprit à peu près sensé que la guerre en sortirait infailliblement; cette désastreuse conséquence ressortait nécessairement de l'ensemble des faits, de la situation de la Turquie, des tendances avouées du gouvernement russe, du caractère bien connu du tsar. Cependant l'Europe entière a refusé de croire à la guerre! — Quoi! la guerre dans une époque de chemins de fer et de trois pour cent! la guerre lorsque nous avons tant de moellons à tailler, et tant de quintaux de coton à tisser! la guerre lorsque nos intérêts veulent absolument que la paix continue! — Ainsi raisonnait un chacun prenant ses désirs pour des réalités et ses intérêts

pour des lois invariables. Néanmoins la guerre a éclaté, une guerre confuse et difficile, engagée en faveur d'un empire qui ne se soutient qu'à force d'héroïsme contre un empire plein de ressources, dans des pays de races diverses, toutes ou à peu près tièdes pour leurs maîtres et sympathiques à l'agresseur ou sans mauvais vouloir envers lui. Elle a éclaté, cette guerre à laquelle personne ne voulait croire et dont personne ne voulait; en dépit de la prépondérance des intérêts matériels, elle a passé au travers des mailles subtiles des protocoles diplomatiques; elle a éclaté pour nous apprendre que définitivement nous sommes gouvernés par les mêmes lois que nos pères, et que nous devons nous résigner à vivre et à mourir en vertu des mêmes lois qui les ont fait vivre et mourir. La cause de cette guerre est également un mobile qu'on n'aurait pas cru de notre temps, l'esprit d'envahissement, mais qui existe et qui existera jusqu'à ce que l'Europe ait retrouvé son unité perdue, ou pour mieux dire jusqu'à ce qu'elle ait trouvé son unité nouvelle. C'est là un fait du plus haut intérêt et qui mérite bien quelques développemens.

I.

Qu'est-ce que cet esprit d'envahissement? — C'est l'aspiration à la domination universelle. — Ce désir, qui semble le rêve d'un fou, a été pourtant le mobile déterminant de tous les actes de quelques-uns des souverains les plus remarquables, les moins enthousiastes du monde moderne, le mobile du sagace Charles-Quint comme du fanatique Philippe II, du magnifique Louis XIV comme du pratique Pierre Ier. Que cet esprit soit bon ou mauvais en lui-même, il faut donc avouer que, puisqu'il a exercé une si forte influence sur les desseins et les actes de tant de grands personnages, il est autre chose encore qu'un esprit de convoitise ou qu'un rêve insensé. Pour trouver son origine, il faut remonter au XVIe siècle, à l'époque de la grande scission qui a divisé l'Europe en deux camps et rendu nécessaire l'existence d'un équilibre européen. A partir de cette époque, la passion de l'unité est devenue la passion dominante de tous les hommes zélés pour l'autorité. Le catholicisme, en se brisant contre la réforme, a enfanté une sorte de catholicisme politique qui a été la monarchie absolue, catholicisme qui jusqu'à présent n'a jamais trouvé son pape, mais qui l'a toujours obstinément cherché. Génération après génération, toute une série de grands hommes, Charles-Quint, Philippe II, Ferdinand II, Louis XIV, se passent l'un après l'autre, comme les coureurs de Lucrèce, cette idée désastreuse à notre sens. Pour savoir de quel système sort cette idée, il suffit de nommer les personnages qui ont voulu l'appliquer et les pays où ils ont régné,

pensé, gouverné, commandé des armées, — la France, l'Espagne, l'Autriche. C'est le catholicisme qui en est l'inspirateur, le défenseur et l'interprète, et il est remarquable, au point de vue historique, qu'aucun des grands princes protestans n'a jamais été possédé de ces désirs; vous ne les retrouverez ni chez Élisabeth, ni chez Gustave-Adolphe, ni chez Cromwell, ni chez les deux Guillaume d'Orange. Le plan de république européenne de notre semi-protestant Henri IV indique assez qu'il n'était converti que pour la forme, et qu'en embrassant le catholicisme, il n'avait pas embrassé ce qui en fait la vie et ce qui en est l'âme; car partout où vous trouverez un homme convaincu que la monarchie universelle est une impiété, que les nations ont le droit de se gouverner indépendamment les unes des autres, que les pays chrétiens doivent former une confédération, mais n'ont pas besoin d'être soumis à une unité temporelle et d'être absorbés par un seul membre tout puissant, vous avez trouvé un protestant. L'esprit du protestantisme est essentiellement opposé à cet esprit d'envahissement décoré chez nous des noms magnifiques d'unité et de monarchie européenne.

Et que l'on ne pense point que cette idée ait été tout simplement propre à quelques souverains ambitieux et orgueilleux, enivrés de leur puissance et saisis du vertige que donne l'autorité. L'existence d'un ordre célèbre, la société de Jésus, et l'histoire d'un fait immense, la révolution française, sont là pour prouver que ce désir de la domination universelle n'a pas saisi seulement les rois. Il s'est trouvé un groupe d'hommes obscurs, humbles, pieux, se succédant de génération en génération, n'ayant pour défense que les armes dangereuses et mortelles que donnent l'humilité et la patience, qui ont conçu le même projet que Charles-Quint et Louis XIV, et qui de siècle en siècle en ont essayé l'exécution. Ils ont été partout chassés, persécutés, poursuivis, condamnés: rien n'a pu les dompter. Ils présentent, quelque chose qu'on puisse penser d'eux, l'exemplaire le plus mémorable du dévouement à un idéal invisible et de la croyance à un absolu qui n'a pas de récompenses matérielles à donner à ses serviteurs et à ses fidèles. C'est là, dans cet esprit de désintéressement moral, plutôt que dans de misérables intrigues aussitôt découvertes que nouées, plutôt que dans des attentats aussitôt punis qu'exécutés, qu'il faut chercher le secret de la force de cette société célèbre. La passion de l'unité lui a tenu lieu de tout et l'a soutenue contre tous; elle lui a tenu lieu de richesses, de pouvoir, et même quelquefois de vertu et d'honneur; elle l'a soutenue contre le péril, la persécution, la calomnie et même contre la vertu et la vérité. Ces Charles-Quint obscurs et ces anonymes Philippe II ont eu exactement les mêmes projets que les rois dont ils étaient les con-

seillers, moins la soif d'élévation politique et de domination ostensiblement exercée; leur vie était dirigée par les mêmes principes et tendait au même but.

D'un autre côté, le peuple sous la révolution française a été pris de la même ambition. Il a cherché, lui aussi, à sa manière, la monarchie universelle et l'unité du monde, pour d'autres motifs sans doute que les souverains des XVIe et XVIIe siècles, mais avec autant d'ardeur, de violence et d'ambition. L'opinion de certains révolutionnaires modernes, qui ont voulu voir dans les jacobins d'excellens catholiques et dans les septembriseurs des missionnaires de la foi, tout odieuse qu'elle soit, n'est pas, au point de vue politique, entièrement dépourvue de justesse. Il est certain que les idées qui sont au fond du système catholique, l'idée de l'autorité et celle de l'unité, se retrouvent perverties et faussées sans doute, mais bien entières et très absolues, dans le système des conventionnels. La révolution française, qui n'eut d'abord d'autre ambition que celle de propager ses principes, en vint bientôt, lorsqu'elle eut été attaquée et combattue, à vouloir les imposer par la force à l'Europe entière. Le drapeau tricolore, qui devait faire le tour du monde comme emblème de la fraternité moderne des peuples, le fit en effet, mais comme étendard triomphant et signe de domination politique; et comme s'il eût voulu clairement montrer que cette idée de domination universelle par le peuple était au fond identique à l'idée de domination universelle par les rois, le destin suscita un homme qui, réunissant en lui-même les deux ambitions, celle du peuple dont il était issu et qui l'avait sacré, celle des rois dont il avait relevé la couronne et dont il héritait, poussa ce rêve plus loin qu'aucun de ses prédécesseurs, plus loin que Charles-Quint et que Louis XIV.

Nous savons maintenant d'où cette idée de monarchie universelle est sortie. C'est une idée essentiellement romaine et catholique, que les peuples protestans ont toujours repoussée avec autant de violence que les peuples catholiques en mettaient à vouloir l'imposer. L'histoire moderne tout entière n'est que le récit de la longue lutte engagée entre ces deux tendances. Les guerres religieuses du XVIe siècle, la guerre des Pays-Bas et la guerre de trente ans, les deux révolutions d'Angleterre, les luttes de la révolution et de l'empire elles-mêmes, n'eurent pas d'autre cause et ne contiennent pas d'autre enseignement.

II.

Cette idée de monarchie universelle, sous quelque belle apparence qu'elle se présente, a deux grands défauts cependant : c'est une im-

piété, et c'est en outre un non-sens politique. A quel propos et de quel droit voudrait-on imposer aux peuples une même domination? Sur quel droit peut-on s'appuyer pour démontrer que toutes les nations doivent se courber devant un même pouvoir, qui non-seulement n'est pas de leur choix, mais qui n'est pas de leur race et de leur croyance? Selon la religion chrétienne, il y a un maître pour tous les hommes, et il n'y en a qu'un : Dieu, — et c'est parce qu'elles reconnaissent toutes le même Dieu que les nations chrétiennes ne sont point étrangères les unes aux autres, ni instinctivement ennemies les unes des autres, qu'elles ont formé au moyen âge et qu'elles peuvent former encore une même grande confédération. C'est là, dans cette idée d'une confédération universelle des peuples, et non pas dans l'idée de la monarchie universelle, qu'est contenue la solution de cette grande question de l'unité du monde. Toutes les différences de gouvernement, de culte, de civilisation, peuvent être acceptées sans que pour cela l'unité morale soit en danger. Que sont en effet toutes ces différences, sinon de purs accidens de forme, résultat ici du développement original, et nous dirions volontiers de l'allure qu'a prise la civilisation dans tel ou tel pays, là d'une influence naturelle des objets physiques sur l'homme, ailleurs du tempérament de telle ou telle race, plus loin de souvenirs et de traditions contre lesquels est venue se briser la toute-puissance du temps? Pures choses de hasard, purs accidens que la mer de la vie a apportés avec son flux chez tel ou tel peuple, et qu'elle a oublié de remporter dans son reflux! Et cependant ce sont tous ces accidens extérieurs, ce sont toutes ces différences de forme qui donnent à la vie des peuples sa beauté et son charme, qui arrêtent l'œil du contemplateur, qui enflamment l'imagination du poète, qui enfantent les diverses littératures et les diverses écoles d'art; c'est grâce à elles que ce monde vaut la peine d'être habité et que l'existence a tout son prix.

Au fond d'ailleurs, en quoi ces différences détruisent-elles l'unité? L'unité est-elle une chose spirituelle, morale, intangible, infinie de son essence et inaccessible à l'analyse? ou bien est-elle une chose tangible qui se pèse et se mesure? Est-elle une des conditions nécessaires de l'humanité? ou bien n'est-elle que le produit d'un système et le résultat d'une volonté énergique? Si la première de ces deux hypothèses est la vraie, qu'est-ce donc que l'idée de la monarchie universelle, sinon une impiété religieuse et un non-sens politique? Pour que l'unité existe dans l'humanité, il n'est pas nécessaire que tous les hommes soient liés par les mêmes chaînes matérielles, qu'ils soient garrottés dans les mêmes formes extérieures; il suffit qu'ils s'accordent sur les quelques choses essentielles et sur les quelques faits éternels qui sont les bases inaccessibles à tout change-

ment de l'ordre du monde, des sociétés et de la vie individuelle. C'est là l'unité qui peut et qui doit arriver, et qui s'exprimera par une confédération des peuples; mais l'unité par la monarchie universelle, qu'est-ce autre chose que le triomphe des formes extérieures, que l'hypocrisie de l'apparence, que la tyrannie et la contrainte des âmes, et le règne artificiel d'un système ou d'une force mécanique substitué sur toute la surface du monde civilisé au libre développement de la vie et à l'expression spontanée des forces intimes de l'être? Je ne m'étonne pas que partout où cette idée a passé, elle ait empoisonné les sources de la vie, énervé les caractères, et qu'à un certain moment, les peuples qui y ont été soumis en soient arrivés à ne plus savoir reconnaître la vertu, la religion, le devoir en eux-mêmes et dans leur essence, et qu'ils aient pris pour ces saintes choses les dévotieuses images plus ou moins imparfaites qu'on leur avait représentées comme étant ces choses elles-mêmes.

Là où ce système n'a point passé, là où il a été repoussé, la vie a grandi et s'est multipliée dans des proportions extraordinaires. La Suède, la Hollande, l'Angleterre, ont montré qu'il n'était pas besoin d'ambitions démesurées et de visions asiatiques pour arriver à la grandeur. Ces pays ont montré que pour s'agrandir il suffisait du travail de l'homme, et que pour arriver à la vie morale il suffisait d'une vie temporelle pratique et patiente. Ils ont été récompensés de leur modération et de leur confiance en eux-mêmes par la possession de tous les biens temporels désirables, la richesse et le pouvoir, et par une manière de vivre saine, pratique, grâce à laquelle ils ont échappé aux folies qui nous tourmentent et nous minent. C'est là que s'est formée la vie moderne, c'est là que depuis la mort de Louis XIV ont habité la fortune et les bons génies de l'humanité, c'est là qu'a été formulée et déterminée la règle morale des peuples et des temps nouveaux. Ainsi partout où cette idée de la domination universelle a pris racine, l'orgueil et la superstition se sont unis pour dessécher et tarir toutes les sources non-seulement de la vie morale, mais même du bonheur terrestre et de la prospérité matérielle; et si la France, malgré tant de secousses et de malheurs, a échappé au sort commun des peuples qui ont été possédés de cette diabolique ambition, c'est beaucoup, je le crois, pour avoir hésité entre les deux tendances qui ont divisé le monde depuis trois cents ans. Ses hésitations ont engendré tous ses malheurs, mais elles ont été en même temps son moyen de salut. Si elle ne doit pas se convertir définitivement, puisse-t-elle hésiter longtemps!

III.

Ce système de la monarchie universelle, qui a été tenté si souvent, n'a jamais pu réussir à s'établir même un seul jour, et nous ne pouvons savoir en conséquence les résultats qu'il eût produits. Cependant nous pouvons logiquement imaginer les suites qu'aurait eues le succès de chacune de ces tentatives; elles eussent été presque toujours absurdes. Si Charles-Quint eût réussi complétement, nous aurions eu une contrefaçon de l'Europe du moyen âge : un pape et un empereur; mais dans cette résurrection impossible, le pape aurait été nécessairement inférieur à l'empereur. Le ministère de la parole divine eût été dominé par le ministère de la force temporelle. Ces deux puissances, qui s'étaient à peu près balancées au moyen âge, auraient été nécessairement inégales, et peut-être aurions-nous eu en Europe le système inauguré en Russie par Pierre le Grand, la prise de possession violente et arbitraire de l'administration spirituelle par l'administration laïque. Si l'Espagne à son tour avait triomphé sous Philippe II, nous aurions eu le règne de la théocratie; le pouvoir d'une caste ecclésiastique aurait dominé même la royauté; l'Europe eût été gouvernée par un concile permanent qui aurait étendu aux choses politiques l'infaillibilité qu'il se serait attribuée dans les choses spirituelles. Mais un tel système, qui eût dépassé le moyen âge, comment aurait-il pu prendre racine au XVIe siècle? Pour établir un tel système, il aurait fallu vaincre non-seulement la réforme, mais encore la renaissance. La science toujours croissante des laïques aurait suffi pour empêcher le succès d'un tel régime, comme la simple invention de l'artillerie aurait suffi pour empêcher le rétablissement des deux pouvoirs du moyen âge. En Allemagne et en Espagne, on tenta donc non-seulement des choses insensées, mais encore (les choses insensées réussissent parfois) des choses impossibles. Si la France à son tour, ayant Louis XIV à sa tête, avait réussi à établir sa domination sur l'Europe, que serait-il arrivé? N'ayons point de faux patriotisme et voyons les choses telles qu'elles sont. Nous aurions eu le règne de la superstition monarchique, une sorte de religion semi-espagnole, semi-française de l'autorité, le triomphe des formes et des convenances sociales et le despotisme de la vanité. Telles sont quelques-unes des conséquences que n'aurait pas manqué de produire le succès de chacune de ces tentatives.

Mais ces tentatives étaient condamnées d'avance. Un juste châtiment n'a jamais manqué d'atteindre ces accès d'orgueil. La prostration morale ou une démence furieuse s'est emparée des pays où régna cette idée et des peuples qui ont voulu l'imposer. Ils y ont perdu les

vertus qui leur avaient inspiré ces désirs, et ils n'en ont pas regagné d'autres. Comme j'exposais dernièrement à un des artistes les plus distingués de ce temps-ci, le mieux informé peut-être de toutes les choses de l'histoire et de la philosophie, les désastres auxquels la passion de la monarchie universelle avait poussé les peuples qui avaient été sa proie, il me répondit avec un optimisme qui n'est pas toujours dans sa nature : « Il ne faut pas se plaindre de ces tentatives, elles ont donné lieu à de belles choses que nous n'aurions pas connues sans elles. En soulevant toutes les passions d'un peuple, en surexcitant outre mesure toutes ses forces morales, en enivrant son esprit d'espérances impossibles, ces désirs ont forcé le génie national de ce peuple à donner de lui-même une expression plus complète et plus énergique que celle que nous aurions eue sans cela. » Peut-être; mais, même en admettant ce raisonnement, on peut dire que ce désir de domination a imposé encore sa tyrannie sur le génie de ce peuple, et en a souvent perverti l'expression. Regardez les Espagnols : de peuple plus virilement, plus énergiquement doué, il n'en exista jamais. Regardez ses héros et ses grands hommes, Fernand Cortez, Philippe II, le duc d'Albe, Alexandre Farnèse, Torquemada, Ignace de Loyola, et dites si votre conscience n'est pas effrayée de porter un jugement sur leur compte, et si l'admiration qu'ils vous inspirent ne vous cause pas un frisson d'épouvante. Deux siècles et demi nous séparent d'eux à peine, et déjà nous les comprenons moins que les hommes de temps bien plus reculés. Les héros de la Grèce fabuleuse, les sauvages enfans de la Rome primitive, les barbares des forêts germaines, sont plus faciles à comprendre, plus explicables pour l'homme moderne que les habitans de l'empire le plus puissant et le plus civilisé du XVIe siècle. Il faut un effort d'esprit remarquable pour saisir les mobiles qui firent agir tous ces personnages terribles, et pour reconnaître le genre de grandeur qui les caractérise. Il faut aussi un effort pour leur rendre justice; l'impartialité coûte à leur égard. Il faut oublier toutes les règles éternelles de morale auxquelles ont cru les hommes, et consentir à des explications que l'intelligence peut comprendre, mais que la conscience refuse d'accepter. Leur histoire est une histoire exceptionnelle, anormale, monstrueuse; leurs vertus, leur génie, leur héroïsme, qui sont très réels et de la trempe la plus solide, sont frappés de stérilité, et n'ont en eux aucun principe fécondant. Ils ne peuvent être imités, ils ne peuvent servir de modèles aux hommes, ils ne peuvent leur être proposés comme exemplaires de sagesse, de vertu et de courage. Ces héros, s'ils étaient imités, ne pourraient produire que des bandits; ces saints (quelques-uns le sont bien réellement) ne pourraient produire que des monstres. Un esprit satanique a perverti toutes ces vertus étonnantes, et a engendré ces

anomalies et ces énigmes historiques si difficiles à déchiffrer au bout de deux cents ans. Et la littérature de ce grand peuple, est-elle assez abondante, assez riche, assez passionnée! Et cependant qu'est-ce qu'on en accepte et qu'est-ce qu'on en veut accepter? Toutes ces œuvres singulièrement naïves et fortes, expression franche, sincère, ardente, de la foi et de la vie du peuple espagnol, sont, comme l'héroïsme de ses grands hommes et les vertus de ses saints, privées d'un principe fécondant. Ce sont des œuvres espagnoles et non humaines, catholiques (dans le sens contraire d'*universel* toutefois) et non chrétiennes. Un seul livre surnage dans toute cette littérature, le *Don Quichotte*, le seul livre *universel, humain*, que l'Espagne ait produit. — Et cela est bien heureux, me disait un jour tristement un Espagnol, car si nous n'avions pas ce livre, l'Espagne n'aurait aucune voix pour s'exprimer devant l'Europe, elle n'aurait aucun témoignage de son génie et de son ancienne grandeur.

Si après l'Espagne nous considérons la France du XVIIe siècle, nous verrons bien en effet que le génie français s'éleva à cette époque à son plus haut point de perfection; mais nous doutons que l'ambition de Louis XIV ait eu aucune influence sur le développement de ce génie. N'a-t-elle pas été punie d'ailleurs, cette ambition? Il est remarquable que le pays dans lequel la monarchie a été presque une religion politique soit devenu le pays régicide par excellence. Ce peuple ami de la royauté est devenu le peuple sans-culotte et jacobin que nous avons connu. Ainsi l'ambition de la royauté a tué la royauté elle-même, et les adulations dont nos pères l'enivrèrent se changèrent, avant même la mort du grand roi, en murmures, qui à leur tour ne tardèrent pas à se changer en menaces, en insultes et en défis. Je suis de ceux qui considèrent le XVIIIe siècle comme n'étant autre chose qu'une réaction fatale contre les superstitions sur lesquelles Louis XIV voulut trop appuyer son pouvoir. Malgré tous les revers du grand roi, l'Europe laissa la France intacte; et comme si la Providence eût voulu séparer la cause du peuple français de celle de son souverain, la France conserva les conquêtes de Louis XIV, mais se chargea de fournir des vengeurs à l'Europe : les encyclopédistes furent les hommes qui vengèrent les dangers que la monarchie française avait fait courir à l'équilibre des états et les terreurs qu'elle avait inspirées au continent.

IV.

Cependant cette pensée d'orgueil, toujours fatale aux peuples et toujours suivie d'un prompt châtiment, n'a pas disparu du monde. Deux nations colossales, faibles encore, mais faibles seulement parce

qu'elles n'ont pas eu le temps d'assembler et de concentrer leurs forces énormes, se sentent prises à leur tour de ce vertige de domination : l'Amérique et la Russie. De ces deux ambitions, une seule est jusqu'à présent redoutable, celle de la Russie. Jamais ambition démesurée ne s'est encore révélée sous des formes aussi dangereuses et aussi habiles. Tous les peuples qui ont aspiré à la domination universelle ont étalé leurs désirs en plein soleil, ils ont proclamé à haute voix leurs tendances. L'Allemand brutal et sincère a marché vers son but avoué à visage découvert; l'Espagnol, ivre d'orgueil et de pensées de destruction, a loyalement déclaré à la terre entière une guerre sans trève ni merci; le Français, vaillant, susceptible et toujours satisfait de lui-même, a ri au nez des peuples dont il méditait la conquête, et déclaré plaisamment qu'il ne ferait d'eux tous qu'une bouchée. Le premier peuple qui n'ait pas avoué son but est le peuple russe. Humble, discret, modeste, spirituel et poli, comment le redouterait-on? Cet homme qui causera avec vous pendant des mois entiers d'une manière si charmante de futilités qui sembleraient ne pouvoir fournir l'étoffe d'une conversation de dix minutes, et qui pendant des mois entiers aussi n'abordera jamais une question sérieuse, quel péril peut-il vous faire courir? Cette surface tout unie, toute brillante et gracieuse, vrai miroir aux alouettes, faite pour séduire des femmes et des dandies, quelle âme peut-elle recouvrir sinon une âme uniquement occupée de pensées de plaisir et de vanités mondaines? Regardez la physionomie du Russe : vous n'y découvrirez pas un trait, pas une ride qui dénote les tourmens de l'ambition, de l'orgueil et du mépris; aucune passion violente n'y a laissé des traces. Ces physionomies sont celles d'honnêtes bourgeois lorsqu'elles sont respectables, celles de spirituels vauriens lorsqu'elles ne le sont pas. Il n'est ni gênant, ni gêné; pour ne point vous choquer, il renoncera aisément à ses habitudes, si tant est qu'il en ait jamais eu; il se fera tour à tour Français, Anglais, Allemand avec une étonnante facilité d'assimilation. Il consentira à vous traiter de grand peuple, à accepter vos leçons, vos idées et vos goûts; il renoncera à tous ses préjugés russes, vous demandant seulement grâce pour son empereur, c'est-à-dire pour la seule chose qui au fond fasse la vie et soit l'âme de la Russie. Sauf cette unique et importante exception, il ne vous importunera nullement de son patriotisme. Et voilà précisément où réside la force du caractère national russe; le peuple russe est le plus circonspect et peut-être le moins sot des peuples. C'est là ce qui peut lui permettre d'en être facilement et avec le moins de dangers le plus agressif.

Le plus agressif et le plus difficile à abattre et à dompter! car ce peuple ne donne aucune prise à ses adversaires; il sacrifiera tout à

son but, mais en renonçant même aux moyens qui pourraient l'y mener le plus sûrement, si ces moyens, quoique avantageux dans le présent, peuvent être périlleux pour l'avenir, s'il y a la moindre chance qu'ils puissent un jour se retourner contre lui. Il n'apporte avec lui aucun de ces mobiles d'amour-propre qui rendent les peuples si dangereux à un moment donné, mais qui donnent si aisément prise sur eux, et qui les rendent si faciles à réduire après leur moment de triomphe passé : il n'a ni point d'honneur espagnol, ni vanité française, ni entêtement germanique, ni respectabilité anglaise. Peu importe aux Russes d'avoir raison, pourvu qu'ils gagnent; ils reculeront s'il le faut, en dépit du point d'honneur militaire; ils accepteront les quolibets et se laisseront volontiers traiter de Cosaques, pourvu qu'ils avancent d'un pouce de terrain. Nulle fausse honte, pas de respect humain, nul bruyant amour de la gloire. Voilà leur force; ils sont en ce sens le plus moderne des peuples; ils le sont même plus que les Anglais. Quelle est la manière moderne de comprendre la vie? Arriver à son but et y arriver en sacrifiant toutes les idoles auxquelles les peuples avaient élevé un culte, — la gloire, le courage militaire, l'enivrement du succès; y arriver modestement, à pied, en habit noir et de tous les jours; triompher, en un mot, sans le vain appareil des triomphateurs, sans les ovations, les fanfares et le cortége. C'est là, comme on sait, la méthode qui a rendu l'Angleterre si puissante et si grande, c'est cet héroïsme obscur, ce dévouement à un but, quelque restreint et modeste qu'il soit, ce sacrifice de l'amour-propre et de l'éclat. Faire tout simplement ce qu'on a à faire, quand on peut, comme on peut, avec les outils qu'on a sous la main, tel a été le moyen de succès de tous ses hommes d'état, de tous ses capitaines et de ses plus humbles enfans eux-mêmes. Lutter contre un sol rebelle ou affronter des glaces, défricher des forêts ou creuser des *railways*, se battre indifféremment, selon que l'occasion ou la nécessité l'exige, contre un alligator ou un Indien, pendre un rajah rebelle ou abattre la puissance de Napoléon, peu importe le but à atteindre et le genre d'entreprise à mener à fin : il s'agit de les atteindre tous également bien et de les mener toutes également à bonne fin. C'est dans la connaissance de cette vérité, — que toutes les vertus sont égales et en fin de compte rendent tous les buts de la vie égaux, quelque différens qu'ils soient en apparence, — c'est dans cet héroïsme obscur et modeste que l'Angleterre a trouvé sa force et sa grandeur. Mais il est une dernière idole à laquelle l'Angleterre ne renoncera jamais. Un Anglais peut consentir à bien des choses; il peut consentir à mourir bravement tout en laissant un nom ignoré, il peut consentir à se laisser railler pendant des années entières, s'il est persuadé de l'importance du projet qu'il a conçu; il peut consentir à tous les sacrifices

d'amour-propre : jamais il ne consentira à abdiquer sa dignité. L'Anglais est capable de cruautés, capable d'exactions, jamais d'une lâcheté ou d'un mensonge. En dépit de son Bentham, il n'a jamais su la valeur exacte d'un vice, l'utilité qu'il contient et le parti qu'on en peut tirer. Or le peuple russe semble (je dis *semble*) au contraire posséder à fond cette science tout à fait nouvelle, et sur laquelle jamais peuple n'a réfléchi d'une manière suivie et persistante. Qu'on tire de ce fait la conclusion générale qu'on voudra.

Ce n'est point par-là seulement que le peuple russe est profondément moderne. Il a une autre force très appréciée de notre temps, il a l'art des formes et des apparences, il sait présenter des surfaces. Le Russe peut avoir tous les vices, il n'a aucun défaut. Les défauts de l'esprit allemand, de l'esprit anglais, de l'esprit français, chacun les connaît; mais quel est le défaut de l'esprit russe? Les hommes nous blessent bien moins par leurs vices que par leurs défauts, cela est très vrai; mais en revanche ils sont bien plus dangereux par leurs vices, car quiconque a le malheur d'avoir un défaut trop visible est déjà à demi vaincu.

Redoutable par son caractère, le peuple russe trouve encore dans l'état de l'Europe des armes dangereuses. Pour résister efficacement à la Russie, il ne faudrait pas seulement résister à ses troupes, il faudrait aussi résister à son esprit et à ses idées, et, j'ai regret de le dire, je trouve cet esprit et ces idées répandus à doses diverses dans toutes les contrées de l'Europe. De fausses doctrines, des désirs immoraux, des libertés non réfrénées par la contrainte morale, l'envie démocratique, la passion de l'égalité, le dédain de tout ce qui n'est pas avantage terrestre immédiat, ont conduit l'Europe à un état où ce rêve de monarchie universelle est bien plus dangereux qu'au temps de Charles-Quint et de Philippe II, — époque où toutes les forces aristocratiques du continent, princes temporels, docteurs protestans, capitaines hérétiques, écrivains de la renaissance, luttaient ligués ensemble contre une théorie contraire à leurs principes et contre une servitude que leur nature refusait d'accepter. Aujourd'hui, grâce au progrès moderne, il n'y a plus d'aristocrates de naissance, et il y en a moins encore de cette catégorie bien plus noble et bien plus puissante qui jusqu'à présent a, sous un nom ou sous un autre, gouverné le monde : il n'y a plus d'aristocrates d'intelligence, de caractère et de vertu. Rien n'est fatal comme une fausse idée de l'égalité. Si cette idée, la plus enracinée dans le cœur de l'homme, sortant des justes limites dans lesquelles elle doit être renfermée, arrive à devenir une passion et prend un développement démesuré, elle étouffe l'idée de liberté, et avec l'idée de liberté disparaît le contre-poids qui sert à tenir la balance politique en équilibre. Alors le plateau dans lequel pèse l'idée d'autorité

l'emporte outre mesure, la tyrannie commence, et c'est ainsi qu'une démocratie trop absolue fraie les voies au despotisme. Ce système s'établit sans obstacle, car la résistance est impossible là où les individus ne sont plus rien et où le principe aristocratique a disparu. Alors il ne reste plus en présence que deux puissances, les masses populaires et le souverain. Un accord tacite s'établit entre ces deux puissances, car les masses populaires ne sont jamais fortes et ont toujours besoin d'un protecteur, et le souverain ne peut jouir de la plénitude de son pouvoir qu'autant que lui seul est élevé au-dessus de la masse de ses sujets et n'a pas à craindre de rivaux d'influence. Cet état est presque celui de l'Europe moderne. Quel beau moment pour rêver la monarchie universelle! Il n'y a plus maintenant de Calvin pour fonder des républiques et de Guillaume le Taciturne pour les maintenir. L'homme qui viendra au nom de l'égalité soulever les populations, qui, — en échange d'une liberté utile seulement au petit nombre d'hommes destinés à faire pour le genre humain exactement les mêmes choses que le despote, mais à les faire plus noblement, — étendra sur les sombres et muettes masses humaines la protection qui les assurera contre leurs propres excès et promettra de donner à tous une part égale dans une gamelle commune, — celui-là, si l'on n'y prend garde, réussira infailliblement. L'égalité par la force sinon autrement, la fraternité par le knout sinon autrement! Et maintenant ouvrez M. de Haxthausen et les rares voyageurs qui ont su voir et pénétrer le génie de la Russie, et dites si cette idée de l'égalité par le tsar et du nivellement par la souveraine puissance ne s'y trouve point. La Russie ne me paraît si dangereuse que parce que ses tendances politiques se trouvent juste au niveau des dispositions morales de l'Europe.

Enfin, troisième et suprême danger, la Russie est la main des peuples slaves. C'est elle qui en est l'armée et le moyen d'action. Toutes les qualités du génie latin, qui se traduisent sous des formes excessives et violentes en Espagne, passionnées et sensuelles en Italie, ont trouvé en France leur forme modérée et pratique. Toutes les qualités du génie germanique ont trouvé leur expression modérée et pratique en Angleterre. Il en est ainsi de la Russie vis-à-vis des peuples slaves; elle représente leur génie et leurs mœurs sous une forme étrange, mais modérée et pratique aussi : facilité de vivre, soif du bonheur, douceur de caractère, gouvernement patriarcal, vif sentiment de la fraternité humaine, tous les instincts des Slaves sont également ceux des Russes. La Russie représente en outre une pensée de vengeance. Il n'y a pas eu de peuples aussi malheureux que les peuples de l'Europe orientale, à quelque race qu'ils appartiennent. La Bohême, deux fois écrasée par l'Allemagne, a vu changer sa po-

pulation, disparaître sa noblesse et abolir sa religion; la Hongrie meurt tout entière à Mohacz en quelques heures, et passe sous la domination de l'Autriche pour échapper à celle du musulman; la Pologne se voit trois fois déchirée toute vivante et rayée du rang des nations. Les peuples chrétiens de l'empire grec passent sous le joug des Turcs. La Russie, subjuguée par les Tartares, voit ses boyards réduits à l'état de serfs et ses femmes nobles à la condition de servantes. A chaque instant, sur toute cette vaste région, qui est le théâtre naturel de la lutte entre l'Europe et l'Asie, lorsque l'Asie envahit l'Europe, passent les armées ennemies. Lorsque le Turc s'est retiré, l'Allemand arrive. Soumis ainsi à des oppressions et à des exactions sans nombre, les peuples slaves n'ont pu jouir des bienfaits de la civilisation moderne. Ils ont été arrêtés dans leur développement normal et forcés de croupir dans le moyen âge. Les nobles institutions du moyen âge, excellentes pour un temps, sont devenues chez eux semblables à un marais stagnant, plein d'exhalaisons impures. Leur vie en a été empoisonnée. Pour eux, il n'y a pas eu de monarchie moderne, pas de Henri IV, pas de Louis XIV; pour eux, il n'y a pas eu de renaissance et de culture intellectuelle générale, pas de réformation; ils n'ont eu que les échos de ces grands mouvemens. Ils n'ont pas eu d'industrie, et par conséquent aucune des transformations sociales que l'industrie a amenées dans le monde; ils n'ont pas eu de classes moyennes, et leur société, composée de nobles et de serfs, est restée scindée en deux par un abîme énorme. Ils se sont arrêtés sur le seuil du monde moderne, et n'ont jamais pu y entrer qu'individuellement. En masse et comme nation, ils en ont été exclus par la fatalité des circonstances, par la violence de la guerre, par la tyrannie des gouvernemens. Dans un de ses rêves, le poète anonyme de la Pologne met en scène le *Vengeur* des opprimés de l'ancien monde, et le décrit comme le fils d'un pirate grec de l'Archipel et d'une vierge barbare des bords de la Baltique. A son tour, voilà que le vengeur de ce monde oriental se lève, issu, lui aussi, d'un Grec et d'une barbare, et unissant en lui l'astuce du Byzantin à la sauvagerie du Cosaque. Oh! comme elle est vraie, cette loi de l'histoire et de la morale que nous appelons de noms divers, selon le système que nous avons adopté, rétribution, châtiment, expiation! Les injustices accumulées finissent par devenir un germe de mort pour les oppresseurs et pour les innocens à la fois. La violence subie trouve sa récompense, et un jour des débris amoncelés par les tyrannies barbares des Tartares et des Turcs, par la tyrannie savante des gouvernemens civilisés, par l'indifférence des peuples puissans et heureux, sort un empire redoutable, armé de pied en cap, qui vient troubler dans ses joies et dans ses plaisirs, dans ses affaires et sa poursuite de la richesse et du luxe, l'Europe heureuse et tranquille, et pousse un cri que tout

le monde a pu entendre : « A ton tour, Turquie, tu paieras l'impôt de la capitation, et tu achèteras le droit de vivre! A ton tour, Allemagne, tu subiras le sort de la Pologne! A ton tour, Europe, tu recevras d'étrangers et d'ennemis la tyrannie que tu n'as pas voulu accepter de tes princes nationaux, et l'Orient t'imposera le système que tes propres despotes n'ont pu faire triompher! »

V.

Je m'arrête à regret. Cette question de la monarchie universelle demanderait, pour être examinée dans tous ses détails, un de ces énormes traités politiques dont le XVIe siècle se montra si prodigue dans ses controverses; mais si la pensée de la domination est de toutes les époques, en revanche les *in-folios* ne sont guère de notre temps. J'ai voulu tout simplement faire l'historique de cette idée, en montrer tous les dangers, non-seulement pour les peuples qu'elle menace, mais pour les peuples qui l'adoptent et essaient de la faire triompher. J'ai voulu montrer la Russie reprenant à son tour cette idée fatale, et la reprenant dans les conditions les plus redoutables pour l'Europe. Dès la nouvelle apparition de cette chimère qui a fait couler tant de sang et qui a exténué tant de peuples, l'Europe s'est émue, et les nations se sont serrées l'une contre l'autre par un même sentiment de péril et un même mouvement de crainte. La Russie sera certainement repoussée, elle rentrera pour un temps dans ses steppes. Prudente et patiente comme elle l'est, elle reculera sans honte et consentira à reculer pour attendre en sûreté le moment de tomber de nouveau sur sa proie; mais que la Russie recule et consente à reculer, là n'est pas la question : il faut des garanties pour l'avenir, ainsi que disent les orateurs du parlement anglais; oui, des garanties non-seulement matérielles, mais morales.

Les précautions morales que l'on peut prendre contre la Russie sont nombreuses; nous en signalerons quelques-unes seulement, en laissant au lecteur le soin de suppléer à ce que nous ne dirons pas. Ce n'est pas la Russie qui a inventé la première cet esprit d'envahissement à outrance qui la caractérise, ni ce rêve de monarchie universelle qu'elle a repris à son tour, ni cette utopie de l'unité par le pouvoir politique qu'elle célèbre et préconise. Tout cela est parti d'ailleurs et de bien des points divers. Tous les peuples ont été coupables tour à tour de ces chimères impies qui ont engendré des réalités sanglantes, et est-il bien sûr que l'Europe en soit guérie? Il ne manque pas de gens d'une orthodoxie trop ardente qui sont tout prêts à regretter l'insuccès de Philippe II, ou de gens d'un patriotisme trop opiniâtre qui sont tout disposés à regretter l'insuccès de Louis XIV. On pourrait trouver des prôneurs d'autorité à tout prix

faisant profession de croire, en leur âme et conscience, à l'infaillibilité des gouvernemens et des mécanismes politiques; les plus intelligens sont encore ceux qui croient à l'infaillibilité de la force, contre laquelle en effet il n'y a pas à résister. A leur tour, les philosophes cosmopolites vous répondront que le but de l'humanité est d'arriver à n'avoir qu'un seul costume pour tous les peuples, qu'une seule langue pour exprimer partout les mêmes sottises; puis les révolutionnaires avoueront que le monde ne sera sauvé que lorsqu'il aura passé tout entier sous les fourches caudines de leurs principes. Nous ne sommes donc pas si loin de croire, nous aussi, à la monarchie universelle. Si nous voulons résister efficacement à la Russie, ne croyons point aux mêmes principes qu'elle, car qu'importeraient les succès de la guerre, si son esprit devait triompher, et ses défaites matérielles, si la victoire morale devait en fin de compte lui rester?

Il faut donc résister à la Russie par les armes; mais, chose plus importante, il faut lui résister par les principes sur lesquels les sociétés se sont toujours appuyées jusqu'à une date très récente (la fin du dernier siècle, si l'on veut), et que les despotes les plus absolus ont toujours implicitement reconnus et n'ont jamais osé trop ouvertement violer. L'esprit russe, c'est la haine de l'individu et son absorption dans l'état au profit du pouvoir despotique. Ce système politique, qui est tout simplement une impiété, est nécessaire aujourd'hui à l'établissement de la monarchie universelle. C'est une justice à rendre à l'Allemagne, à l'Espagne et à la France, à Charles-Quint, à Philippe II et à Louis XIV, qu'ils n'ont jamais, pour arriver à leur but, fait appel aux passions démocratiques. La nature élevée de leur pouvoir, dont l'origine se perdait dans la nuit du moyen âge, l'organisation aristocratique de la société, le génie humain, qui, dans les siècles où ils vécurent, arriva à sa plus grande fécondité, s'opposaient également à cette introduction dans les affaires humaines d'une force aveugle, brutale et muette. Mais la Russie n'a pas dédaigné de faire parfois appel à ces passions, et, en y faisant appel, elle agit conformément à ses principes. Là où l'individu n'a aucune part au gouvernement et où son influence est nulle, le despotisme sera facile; car, ainsi que nous l'avons dit, les masses populaires ne lui résisteront pas, et même elles l'appelleront de tous leurs vœux. N'ayant plus auprès d'elles aucune protection locale, elles se retourneront naturellement vers le pouvoir central et feront entendre le cri des paysans russes : « Ah! si Dieu n'était pas si haut et l'empereur si loin! » Qu'un tel système puisse être appliqué dans des pays où l'aristocratie n'a jamais existé, ou bien dans des pays où l'influence aristocratique a été funeste et où l'individu a mal usé de son pouvoir, c'est là un fait malheureusement incontestable; mais ce fait ne prouve

rien, grâce à Dieu, contre un principe qui est absolument nécessaire aux états, soit qu'on veuille une société sensée et pratique, bien gouvernée et moralement conduite, soit qu'on rêve une société idéale et abstraitement ordonnée.

Le pouvoir de l'individu a toujours existé dans les sociétés humaines : on l'a quelquefois contesté, quelquefois combattu; jamais on ne l'a nié avant notre époque. Il est vrai de dire en revanche que l'individu réclamait sa part de légitime influence avec un acharnement et un courage qui devaient lasser les plus terribles despotes. Il s'avançait humblement, timidement; il réclamait, pétitionnait, suppliait, s'agenouillait, et lorsque tous ces moyens respectueux étaient épuisés en vain, lorsqu'il ne lui restait plus de ressources, il prenait bravement son parti et se redressait de toute sa hauteur. L'histoire du moyen âge et celle du XVIe siècle, époque où l'influence individuelle a été souvent combattue, sont pleines de ces revendications, humbles d'abord, hautaines et courageuses ensuite, des droits de la conscience humaine. Au XVIIe siècle, sous le monarque le plus fier qui se soit assis sur un trône, cette influence n'a jamais été contestée, et on peut dire qu'à cette époque chacun des hommes dont le nom est resté célèbre a obtenu la part de respect et de pouvoir qui lui était due. Ce n'est qu'à notre époque que l'individu a perdu ses droits. Que l'Europe moderne retourne aux principes qui ont toujours fait sa force, c'est pour elle le plus sûr moyen d'échapper à l'influence russe, car une civilisation ne vaut la peine d'être sauvée que lorsqu'elle diffère sur tous les points importans de la civilisation ennemie qui cherche à l'anéantir. Et ce qui compose précisément la civilisation traditionnelle de l'Europe, c'est que l'équilibre n'a jamais été rompu entre cette action *continue*, permanente de l'autorité établie, et l'action exceptionnelle, temporaire, *discontinue* de la liberté humaine et de l'influence individuelle.

Je voudrais résumer en deux lignes la pensée de cette esquisse, et je dirai donc : L'ambition de la monarchie universelle a toujours causé la mort des peuples, et elle ne l'a causée que parce qu'elle s'est brisée contre des obstacles impossibles à franchir; mais si l'on suppose que les dispositions morales des peuples menacés soient exactement les mêmes que celles du peuple qui menace, cette ambition, qui jusqu'à présent n'a été qu'une chimère, pourrait devenir réalisable. Cette ambition existe maintenant en Russie, et, si nous voulons la vaincre, non-seulement matériellement, mais en principe et en esprit, de manière à ce qu'il n'en reste plus trace, purifions-nous, dépouillons-nous de tout ce qui peut lui donner prise et action, non-seulement sur nos corps, mais sur nos âmes.

ÉMILE MONTÉGUT.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

30 juin 1854.

L'Europe marche-t-elle en ce moment vers une pacification prochaine? La question d'Orient entre-t-elle plus simplement dans une phase nouvelle après avoir subi déjà tant de transformations et s'être montrée sous tant d'aspects divers? La Russie, en présence de l'Europe prête à combattre, se résout-elle tardivement aux concessions que réclament les plus légitimes intérêts de l'Occident, ou bien le rappel de ses troupes du Danube et des principautés n'est-il encore qu'une évolution politique ou stratégique masquant d'autres desseins? Voilà la question qui est venue se poser subitement ces derniers jours et éveiller toutes les conjectures, tous les commentaires. Le fait caractéristique du moment où nous sommes en effet, c'est le mouvement de retraite de la Russie. Annoncé, démenti, discuté partout et à tous les points de vue, ce mouvement est aujourd'hui avéré, et devient un des élémens de la situation actuelle; il la domine à vrai dire. Or il n'est point inutile peut-être d'observer en quelles conditions cet événement trouve les différentes puissances engagées dans la guerre ou à la veille de s'y engager, la Russie elle-même vis-à-vis de la Turquie, et toutes les questions nées des complications présentes.

D'abord, dans une affaire ainsi remise au sort de la guerre, n'est-il point juste de signaler l'honneur que s'est fait jusqu'au dernier moment, surtout au dernier moment, cette armée turque qui se bat avec intrépidité depuis sept mois pour l'indépendance de son pays sans doute, mais aussi dans l'intérêt de l'Europe, puisque l'Europe a placé une des bases de la sécurité du continent dans l'intégrité de l'empire ottoman? Qu'on se souvienne des craintes qu'excitait la simple pensée d'une rencontre entre les deux armées mises en présence! On s'exagérait même la supériorité et le prestige des forces du tsar; on ne doutait pas de leurs succès. Les deux armées se sont rencontrées pourtant, et non-seulement les Turcs ont eu de leur côté l'avantage moral du droit, ils ont eu de plus l'avantage matériel. Depuis le passage du Danube et l'occupation de la Dobrutscha par l'armée russe, toutes ses opérations

se sont bornées au siége mis devant Silistria, et là encore elle n'a pas été plus heureuse qu'à Oltenitza, à Citaté, à Kalafat; elle l'a été beaucoup moins même: toutes ses attaques ont été victorieusement repoussées, tous ses travaux de siége ont été détruits. Le commandant turc de Silistria, Mussa-Pacha, a été tué, il est vrai, mais les pertes de l'armée russe ont été autrement nombreuses; le maréchal Paskevitch lui-même a été atteint et s'est retiré à Iassy; le général Schilder, commandant des travaux du génie, vient de mourir à la suite d'une amputation nécessitée par une blessure. Le général Luders et le prince Gortchakof ont été également blessés et mis hors de combat. Les officiers les plus distingués et les plus braves ont payé avec honneur de leur sang l'erreur de la politique de leur maître. Le dernier assaut livré à Silistria date à peine de quelques jours; il n'a pas eu plus de succès que les précédentes attaques. Et qu'on le remarque, c'est par elle-même, sans nul secours, que l'armée ottomane a soutenu ces luttes, où les forces russes se sont épuisées, où sont tombés les meilleurs généraux du tsar. Tel était donc l'état de la guerre sur ce point.

La France et l'Angleterre marchaient de leur côté. Les deux puissances occidentales n'en sont plus depuis longtemps aux protocoles; elles sont engagées dans l'action, et si elles n'ont pu encore accomplir rien de décisif, elles sont du moins sur le terrain de la guerre : elles occupent la Mer-Noire et la Baltique par leurs flottes, et bloquent les ports russes; leurs forces de terre sont en mouvement en Turquie. Au nord, l'escadre française vient de rallier la flotte anglaise dans la Baltique, et l'amiral Napier peut disposer aujourd'hui de plus de cinquante bâtimens de guerre. En Orient, une portion considérable des armées alliées est déjà rassemblée à Varna, où elle se trouve à peu de distance de Schumla, quartier-général turc, de Silistria et du Danube. La Russie et les puissances occidentales se rapprochaient, on le voit, et il n'est point impossible certainement que la présence des troupes anglo-françaises à Varna ne soit aussi venue en aide aux assiégés de Silistria, et n'ait exercé quelque influence sur le mouvement de retraite de l'armée russe. Toujours est-il que dès ce moment l'Angleterre et la France sont en mesure de jeter dans la balance le poids de leur épée, et d'agir d'une manière prompte et décisive. Si elles ne trouvent pas la Russie sur le Danube, elles la trouveront sans doute ailleurs; les flottes combinées de la Mer-Noire peuvent favoriser tous les mouvemens de leurs armées.

Tandis que l'Angleterre et la France arrivaient ainsi sur le théâtre de la guerre, où en étaient cependant les puissances allemandes? Leur politique se dégageait de ses incertitudes et se dessinait chaque jour davantage. On n'a point oublié les divers actes intervenus entre l'Autriche et la Prusse pour régler leur action. On sait aussi les difficultés momentanées soulevées en Allemagne par les états secondaires réunis à Bamberg. La conférence de Bamberg émettait plusieurs prétentions étranges comme condition de son acquiescement à la convention austro-prussienne du 20 avril; mais la plus singulière, à coup sûr, était que la sommation adressée à la Russie pour l'évacuation des principautés eût pour pendant une sommation semblable adressée aux autres puissances belligérantes, et réclamant également leur retraite du théâtre de la guerre. Ces embarras intérieurs n'ont pas tardé à se dissiper devant la fermeté de l'Autriche et de la Prusse. C'est le 2 juin que

partait pour Saint-Pétersbourg la note du cabinet de Vienne, invitant le tsar à évacuer les principautés. Cette note a dû être appuyée par le cabinet de Berlin, et les deux souverains allemands, à la suite de l'entrevue de Tetschen, ont ajouté, dit-on, à cet acte officiel de leur diplomatie une démarche personnelle auprès de l'empereur Nicolas. L'Autriche ne s'arrêtait pas là; elle signait le 14 juin avec le divan une convention spéciale qui l'autorise éventuellement à entrer dans les provinces moldo-valaques. L'Autriche s'engage à poursuivre, fût-ce par la force, l'évacuation des principautés dans le cas d'un refus du tsar d'obtempérer à la sommation qui lui a été adressée. Du reste la base essentielle du traité est celle de l'intégrité de l'empire ottoman, qui a été consacrée par toutes les délibérations de la conférence de Vienne. L'Autriche réunissait en même temps ses forces dans la Transylvanie. La convention du 14 juin signée avec la Turquie, l'armée autrichienne mise en position d'agir, il ne restait plus qu'à attendre la réponse de Saint-Pétersbourg à la note du 2 juin. C'est dans ces conditions que survient l'évolution nouvelle de la politique du tsar. Le siége de Silistria est levé, les positions sur le Danube sont abandonnées, l'armée russe se replie de toutes parts vers la Moldavie, pour se retirer, assure-t-on, derrière le Pruth. Ainsi la situation semblerait se simplifier et se compliquer à la fois. Elle se simplifierait, parce qu'une des conditions de la paix se trouverait remplie; elle se compliquerait en remettant en question peut-être la politique de l'Allemagne, selon le sens réel de cette subite évacuation des principautés.

Quel est le caractère de ce mouvement de retraite de la Russie? Toute la question est là aujourd'hui. Le rappel de l'armée russe serait-il un acte suprême de déférence envers l'Autriche? Cache-t-il d'autres desseins au contraire? Est-ce une combinaison stratégique destinée à faire face par une puissante défensive à tous les périls à la fois? Il est certain que l'empereur Nicolas, ne fût-il mû que par la pensée de continuer la guerre, n'agirait point autrement, puisqu'il serait insensé à lui d'exposer son armée à être cernée par toutes les forces coalisées des puissances intervenantes. Par elle-même, l'évacuation des principautés n'est donc point absolument un signe de paix. Ce n'est point sans raison que nous résumions les élémens principaux de la situation actuelle en montrant l'Angleterre et la France présentes sur le terrain de la guerre, l'Autriche disposant son armée et décidée à faire prévaloir sa dernière sommation, la Turquie soutenant victorieusement la lutte, et la Russie s'obstinant vainement jusqu'ici dans un siége où elle ne réussit qu'à faire périr ses soldats, à perdre ses meilleurs officiers. La première impression qui en résulte, c'est qu'en se rendant à la nécessité de la paix dans de telles conditions, le gouvernement russe se résignerait sans coup férir à la plus grande défaite morale que puisse essuyer un état de premier ordre. Ce qu'il aurait pu faire il y a un an avec honneur, sans rien perdre de sa position dans le monde, le tsar le ferait aujourd'hui avec ses armes humiliées, sous le coup d'une sommation impérative de l'Europe! C'est là, il faut le dire, ce qui laisse quelque mystère sur le récent mouvement de l'armée russe, surtout quand on se souvient que le jour même où l'Autriche suppliait l'an dernier le cabinet de Saint-Pétersbourg de ne point envahir les principautés, l'empereur Nicolas donnait l'ordre à ses soldats de passer le Pruth. Si la retraite actuelle n'est qu'une opération straté-

gique de nature à garantir l'armée russe et à assurer l'efficacité de son action ultérieure, cela ne changerait pas essentiellement, il nous semble, les conditions des divers états qui ont pris un rôle dans cette triste affaire. La question qui a mis les armes dans les mains de l'Europe n'en resterait pas moins entière, de quelque côté du Pruth que fussent les troupes moscovites. Si, acceptant la force des choses, le cabinet de Saint-Pétersbourg, dans sa réponse à la note de Vienne du 2 juin, donnait à l'évacuation des principautés le sens d'un acte de considération envers les puissances allemandes, alors il est évident que la situation serait modifiée. Le premier résultat serait de poser la question de la paix. Quelque importance qu'eût un tel fait cependant, est-il vrai qu'il s'ensuivît un changement aussi profond qu'on le pense dans les rapports réciproques des quatre gouvernemens qui ont pris part aux travaux de la conférence de Vienne?

Le système de conduite de ces gouvernemens n'a point été le même, il est vrai, dans la pratique; la mesure de leur action a varié. L'Angleterre et la France sont en état flagrant d'hostilité avec la Russie, l'Autriche et la Prusse sont sur le bord seulement et ont réservé l'indépendance de leur politique; mais au fond, qu'il s'agisse de la paix ou de la guerre dans la question présente, les mêmes intérêts ne lient-ils pas les quatre puissances à un point de vue général? La communauté de leurs vues et de leurs pensées n'a-t-elle point trouvé son expression dans les actes itératifs de la conférence de Vienne? L'Autriche et la Prusse ne se sont-elles point associées à la politique de l'Angleterre et de la France jusqu'à la déclaration de guerre inclusivement, et n'ont-elles point reconnu la nécessité pour l'Europe de poursuivre une pacification qui assurât l'indépendance de l'Orient? Ce qui a pu inspirer quelques doutes, c'est un passage de la communication adressée par les cabinets de Vienne et de Berlin à leurs représentans près la diète de Francfort, passage où il est dit que l'intégrité territoriale actuelle de l'Europe, c'est-à-dire celle de la Russie comme celle de la Turquie, doit être maintenue: d'où on conclut que l'Autriche et la Prusse nourrissent encore la pensée de rétablir l'état des choses avant la guerre. La question n'est pas là; elle est dans les rapports qui devront exister désormais entre la Russie et la Turquie, dans le règlement de l'état de l'Orient, dans les conditions d'une paix protectrice et forte, de nature à garantir le continent contre une prépondérance qui l'a conduit à la crise où nous sommes. C'est là ce qui a jeté l'Europe dans la terrible extrémité du conflit actuel. Il est si peu dans la politique de l'Autriche de se borner au rétablissement de la situation antérieure, qu'indubitablement elle a songé à faire cesser le protectorat russe sur les principautés; elle a mis au nombre des conditions de la paix la liberté des bouches du Danube, la liberté de la Mer-Noire. C'est là un intérêt universel, on peut le dire, mais aussi avant tout autrichien. S'il y a d'autres intérêts à satisfaire, surtout en présence d'une guerre commencée et qui a eu déjà ses résultats, l'Autriche évidemment ne songe point à méconnaître leur puissance. La plus étrange de toutes les guerres serait celle où il n'y aurait aucun risque pour celui qui l'aurait provoquée, et la plus étrange de toutes les pacifications serait celle qui laisserait subsister des causes permanentes de crises nouvelles. Il y a une double pensée, dans tous les cas, qui doit rester la règle de toutes les puissances : celle de ne poursuivre aucun avantage trop exclusivement personnel et celle d'arri-

ver à une paix solide, environnée de toutes les garanties. Les récens mouvemens de la Russie eussent-ils le sens qu'on leur prête au surplus, l'Autriche pourrait peut-être se demander encore si ce ne serait pas simplement un moyen de la désarmer pour le moment, d'embarrasser l'Allemagne en lui jetant sur les bras cette terrible difficulté de la paix dans les circonstances actuelles, et de parvenir à dissoudre cette imposante coalition formée en Europe au nom du droit et de la sécurité universelle. L'Autriche est trop engagée désormais pour séparer sa cause de celle de l'Angleterre et de la France, et elle ne dissimule nullement, assure-t-on, sa résolution sur ce point.

Toutes ces questions, toutes ces éventualités à peine aperçues, étaient récemment l'objet d'une discussion des plus animées dans le parlement anglais sur une interpellation de lord Lyndhurst, qui se faisait l'organe de certaines craintes relativement à la politique de l'Allemagne. Lord Lyndhurst le disait avec raison : « Si vous voulez rétablir le *statu quo*, qui vous répondra de l'union des quatre puissances pour qu'il ne dégénère pas de nouveau en péril? » Seulement cette crainte n'était point justifiée sans doute à l'égard de l'Autriche. Un des incidens les plus remarquables de cette discussion, c'est que le ministre des affaires étragères, lord Clarendon, était beaucoup plus explicite sur la nature de la pacification à poursuivre que lord Aberdeen, si bien que le chef du ministère anglais s'est cru obligé, ces jours derniers, de saisir le prétexte du dépôt d'une dépêche écrite autrefois par lui au sujet du traité d'Andrinople pour amender ou interpréter son premier discours. Le traité d'Andrinople est sorti fort meurtri du débat; il est à croire que l'homogénéité du cabinet de Londres aura profité de l'immolation. N'est-ce point là un signe nouveau de cette double tendance qui s'est si souvent montrée dans le ministère anglais, et qui eût menacé son existence dans d'autres conditions? Quoi qu'il en soit, il y a souvent un moment dans les grandes affaires où une certaine confusion se produit tout à coup. Il suffit, pour rester dans le vrai, pour se diriger sûrement, de revenir aux élémens mêmes de la situation. Or quelle est aujourd'hui cette situation au point où en est venue la crise orientale? Pendant un an, l'Europe a multiplié les efforts pour le maintien de la paix, ne demandant à la Russie aucun sacrifice, aucune abdication; elle n'a rien obtenu, elle a été réduite à placer sa sécurité, ses plus essentiels intérêts sous la sauvegarde de ses armes; elle a engagé ses soldats, grevé ses finances, exposé son industrie aux inévitables perturbations de la guerre. Toute la question est maintenant de savoir si une puissance quelconque peut mettre une moitié de l'Europe en armes sans qu'il sorte de là une paix nouvelle qui soit un frein et une garantie. Ce n'est pas seulement l'affaire de l'Angleterre et de la France, c'est aussi bien l'affaire de l'Autriche et de la Prusse et de tout le continent.

Certes, s'il est une puissance désintéressée à un point de vue restreint, purement national, c'est la France. La France n'a point le même intérêt que l'Autriche, elle n'a point le même intérêt que l'Angleterre; elle n'a rien à gagner pour elle-même à une diminution d'influence de la Russie sur le Danube, non plus qu'à l'affaiblissement de la marine moscovite. Son but est la préservation du droit de l'Europe, de la civilisation de l'Occident; son mobile est dans cet instinct qui la pousse à embrasser et à soutenir les grandes causes, bien qu'il ne puisse être toujours vrai sans doute qu'elle

tienne absolument à payer sa gloire. La fortune a voulu que cette lutte lui échût dans des conditions intérieures entièrement renouvelées. Voici plus de deux ans déjà que s'est accompli ce changement dans l'état intérieur de la France. Il serait hors de propos, on le conçoit, d'en examiner tous les caractères, tous les résultats. On peut voir quelques-uns de ces résultats dans un rapport récent adressé à l'empereur par le ministre de l'intérieur, sorte de testament de M. de Persigny au moment de se retirer du ministère qu'il occupait depuis le 23 janvier 1852. M. de Persigny en effet vient de quitter le pouvoir, et il a quitté Paris en même temps que le pouvoir : c'est là le principal incident de ces derniers jours. L'ancien ministre est remplacé par le président du corps législatif, M. Billault. Ce n'est point évidemment, ainsi que le dit le ministre nouveau, un revirement politique. Quel est cependant le régime où les changemens ne s'expliquent pas par un motif, où les influences ne trouvent pas à s'exercer? Toujours est-il que M. de Persigny n'est plus ministre aujourd'hui. Il ne se donne point lui-même, selon ses expressions, comme un administrateur expérimenté; il se donne comme un homme dévoué à l'empereur et à sa pensée depuis de longues années. C'est à titre d'homme de confiance, selon ses paroles encore, qu'il était placé en 1852 au poste principal de l'administration intérieure, pour communiquer à tous les fonctionnaires le sentiment de la force de la cause qui avait triomphé le 2 décembre, et la foi dans son avenir. Le rapport que publiait M. de Persigny à la veille de sa retraite est le résumé de ce travail de deux années. État de la presse, élections, réformes accomplies dans l'organisation administrative de la France, situation financière des communes, cités ouvrières, services télégraphiques, le rapport passe en revue tous ces élémens, toutes ces questions, qui sont du ressort de l'administration intérieure, et, comme de raison, le ministre du 23 janvier 1852 n'a à constater que des résultats pleinement satisfaisans.

C'est au sujet de la presse particulièrement que M. de Persigny constate les meilleurs résultats du décret organique auquel elle est soumise. Comme il le dit, il n'y a plus de procès de presse, le régime disciplinaire suffit, en quoi il faut être de l'avis du rapport. Du reste le ministre se plaît à reconnaître la modération de la presse, la dignité du langage des écrivains, les sentimens patriotiques exprimés dans les circonstances actuelles. On pourrait ajouter qu'en toute autre situation l'appui prêté par la presse au gouvernement à l'occasion des affaires extérieures n'eût point été peut-être moins efficace. Dans la partie plus indépendante de la politique, on le sait, l'administration publique a été l'objet, depuis quelques années, de nombreux remaniemens que constate le rapport de M. de Persigny. C'est ainsi qu'a été réalisée la décentralisation administrative, qui au fond n'est qu'une extension des attributions des préfets. Une des réformes les plus utiles, relativement aux fonctionnaires administratifs, est celle qui permet au gouvernement d'élever ces fonctionnaires à un rang supérieur dans la hiérarchie sans les déplacer, en rendant en un mot l'avancement indépendant de la résidence. Pourquoi en effet l'administrateur habile qui s'est distingué par son zèle ne recevrait-il pas le prix de ses services là justement où il s'est rendu utile, et où sa connaissance de tous les intérêts locaux peut assurer son influence, l'efficacité de son action? Il n'est point certain qu'il y ait le même avantage dans une réforme récente qui a créé pour les fonctionnaires civils ce qu'on nomme un

cadre de disponibilité. La mesure peut être protectrice pour les hommes; pour l'état, pour le gouvernement, elle crée cette tentation toujours périlleuse de mettre en disponibilité un fonctionnaire qu'on n'aurait aucune raison de révoquer. Les changemens de direction, des circonstances exceptionnelles, le besoin d'avoir une place vacante, peuvent accroître singulièrement, ce nous semble, les cadres de la non-activité. Ce n'est point au début, c'est à la longue que ce danger se manifeste. Si l'on veut un exemple, on n'a qu'à observer l'Espagne, où ce système est appliqué sur une vaste échelle, il est vrai, et où ce qu'on nomme les classes passives, c'est-à-dire en grande partie les fonctionnaires disponibles, sont une des plus lourdes charges du budget de l'état. C'est là un objet digne de l'attention du nouveau ministre, M. Billault. Les changemens de ministère ne sont point toujours sans doute un revirement politique, ils ne l'ont même jamais été autant qu'on l'a dit, autant que l'eussent voulu les oppositions surtout; mais sous tous les régimes les mêmes principes peuvent recevoir une application plus ou moins intelligente, plus ou moins large, selon les hommes chargés de les interpréter. M. Billault a trop l'expérience de notre histoire politique pour ne point comprendre la diversité et la complexité des intérêts qui vivent toujours dans un pays comme la France.

Lorsque le cours singulier des choses a voulu que notre histoire d'il y a cinquante ans recommençât en quelque sorte, passant par les mêmes phases pour aboutir aux mêmes résultats, il s'est trouvé que parmi les hommes qui avaient eu leur part dans cette première histoire beaucoup avaient déjà disparu, les autres étaient en train de disparaître. Par une de ces coïncidences étranges, c'est vers le 2 décembre 1851 que mourait le maréchal Soult. L'heure semblait venue pour toutes ces révélations, pour tous ces témoignages directs qui, en éclairant les événemens passés, tirent des événemens plus récens eux-mêmes une force nouvelle. De là l'intérêt particulier de ces publications diverses qui se succèdent. Ce sont aujourd'hui les *Mémoires du maréchal Soult*, c'était hier la *Correspondance du roi Joseph*, arrivée maintenant à sa fin; c'est encore l'*Histoire de la Campagne de* 1800, écrite par M. le duc de Valmy avec les papiers recueillis dans la succession de son père, le général Kellermann. Tous ces ouvrages d'un caractère différent, politique ou militaire, racontent et remettent sous les yeux toute une époque; ils reproduisent la physionomie vivante des choses, expliquent les faits, comblent les lacunes des récits officiels, et marquent les jalons à travers toutes ces périodes républicaines et impériales. Avant d'être maréchal de l'empire en effet, le duc de Dalmatie n'était-il pas le soldat de royal-infanterie de 1791, l'officier de l'armée du Rhin, le général de l'armée de la Moselle et de l'armée d'Italie? C'est de ces premiers temps d'abord que parlent les *Mémoires* du maréchal Soult.

On a voulu bien des fois, avec raison, dissiper ces confusions à l'aide desquelles les sophistes ont essayé de jeter le lustre de la gloire sur les forfaits gigantesques de 1793, en faisant, pour ainsi dire, de l'énergie révolutionnaire du comité de salut public le ressort des victoires de nos armées. Le maréchal Soult, sans y songer peut-être, révèle dans ses *Mémoires* ce qui en est sur ce point. Au milieu des opérations les plus vigoureuses et les plus intelligentes, le comité de salut public brise l'épée victorieuse de Hoche.

Comment en 1794 la victoire de Fleurus devient-elle possible? C'est parce que Jourdan, au risque de sa tête, refuse obstinément de scinder son armée. S'il eût obéi à un ordre de Saint-Just, la victoire eût été sans doute une défaite. Voilà comment tous ces grands politiques révolutionnaires aidaient nos soldats à vaincre. La vérité est au contraire que les chefs de nos armées n'avaient pas seulement à marcher sur l'ennemi, ils avaient à se débattre contre la présomptueuse ignorance de quelques tribuns qui croyaient avoir tout fait quand ils avaient appuyé d'une menace de mort des ordres souvent contradictoires. C'est en tournant le dos aux factions, c'est en faisant de leurs camps le refuge du patriotisme français que nos armées ont trouvé le courage de la victoire. Les *Mémoires* du maréchal Soult n'offrent pas moins d'intérêt, quelque peu personnels qu'ils soient, quand ils arrivent à des temps moins sombres, à la seconde guerre d'Italie, à la défense de Gênes, et nul n'avait plus de titres pour raconter cet héroïque fait d'armes que l'intrépide lieutenant de Masséna à l'armée de Ligurie; mais ici les *Mémoires* du maréchal Soult se mêlent au récit de M. le duc de Valmy sur la campagne de Marengo, ils rejoignent la *Correspondance du roi Joseph*, avec laquelle ils auront sans doute à se retrouver sur un autre terrain, en Espagne par exemple. Le mérite de ces divers ouvrages, c'est de montrer dans l'époque consulaire et impériale l'origine éclatante, le début magnifique, avant la décadence que les lettres du frère de l'empereur viennent peindre en même temps aujourd'hui dans ce qu'elle a de plus tragique. Ainsi apparaissent à la fois les deux faces opposées de ce règne gigantesque.

Il n'est point de contraste plus saisissant, quand on se laisse aller à l'intérêt de cette *Correspondance* du roi Joseph, et quand on en ressaisit l'ensemble. Voyez à l'origine : la jeunesse semble jeter un lustre immortel sur ces commencemens d'une grande fortune. Tout est bonheur, tout réussit. Cette bataille même de Marengo, sur laquelle le récit de M. de Valmy jette des lumières nouvelles, qu'est-elle? A part la puissante conception du plan de campagne, la bataille elle-même n'est d'abord rien moins qu'un triomphe. Il faut qu'un des lieutenans de Bonaparte arrive à propos, et Desaix arrive pour rétablir le combat. Il faut un coup d'audace pour ressaisir la victoire, et Kellermann, agissant de lui-même, se précipite sur une colonne autrichienne qu'il coupe et qu'il disperse. Dès lors commence à se développer cette pensée immense de domination universelle qui pendant longtemps ne connaît point d'obstacle. Les armées impériales jusqu'en 1810 se répandent sur l'Europe, et vont de Dantzik à Séville. Tournez maintenant la feuille et arrivez aux derniers volumes de la *Correspondance* de Joseph : le mouvement de retraite a commencé; ces armées conquérantes se replient l'une après l'autre—du nord et du midi. Napoléon a certes toujours des lieutenans fidèles, mais il en est souvent à les gourmander et à réveiller leur activité. Dans les victoires même, il y a quelque chose de sombre, au lieu de cet éclat merveilleux de Marengo. Il n'y a pas moins de génie, il y a de moins la jeunesse, le bonheur, et il y a de plus l'impossible, qui est venu rendre inutiles tous ces prodiges. En 1809 et 1810, Napoléon dit : « Mes armées atteindront jusqu'aux colonnes d'Hercule, mon pouvoir ne trouvera point de limites en Espagne! » Il agite dans sa pensée le démembrement de la Péninsule. En 1813 et 1814, il écrit à son frère : « Vous n'êtes plus roi d'Espagne. Je ne veux pas l'Espagne

pour moi, ni n'en veux disposer. Je ne veux plus me mêler des affaires de ce pays que pour y vivre en paix et rendre mon armée disponible. » Cet homme qui est entré en victorieux dans toutes les capitales de l'Europe, on le voit, quelques années après, donnant précipitamment des ordres pour couvrir sa frontière, et réduit à se défendre sur le territoire même de la France envahie, comme un lion assailli et cerné de toutes parts.

Tel est le tableau dramatique des faits, éclairé par une multitude de détails saisissans. Et ici encore, dans cette dernière campagne de 1814, recommence ce drame intime, personnel, dont la correspondance entre l'empereur et son frère offre tant de traces. Seulement, sur ce nouveau terrain, ce n'est plus à Joseph désormais qu'appartient un certain avantage moral, comme lorsqu'il donnait des conseils de modération à l'empereur dans l'enivrement de sa puissance. Joseph en parle à son aise, quand, au milieu des héroïques extrémités de la campagne de France, il presse son frère, qui se prodigue sur les champs de bataille, de renoncer « à un caractère factice, à de grands efforts journaliers, » de faire succéder « le grand roi à l'homme extraordinaire, » quand il demande à Napoléon de faire la paix à tout prix. L'empereur lui répond à peu près : — Je n'ai que faire de vos sermons, je n'ai pas besoin d'être prêché, si la paix était possible. — Joseph semblait croire que le règne de Napoléon et de sa maison était compatible avec toutes les conditions de paix, et c'était là l'illusion. Que faut-il conclure de ces oppositions de caractères? C'est que Napoléon était une de ces natures extraordinaires destinées à tenter l'impossible, faites pour être à la hauteur de toutes les adversités, mais qui ne peuvent en aucun cas se plier à des conditions vulgaires. Joseph était au contraire une nature honnête, incapable de céder à l'enivrement de la puissance, et peu faite aussi pour se mesurer avec ces extrémités de la fortune contre lesquelles se débattait son frère. Tel il se révèle dans ses lettres.

Ce n'est pas seulement sous ce rapport historique que la *Correspondance du roi Joseph*, continuée jusqu'en 1840, offre un intérêt réel; on peut y voir en quelque sorte le moment où à la politique de Napoléon vient s'ajouter une interprétation toute démocratique. Joseph était de bonne foi sans doute quand il faisait sortir le libéralisme du système de son frère; Napoléon lui-même a pu se faire des illusions rétrospectives. C'est un point de vue cependant qu'il ne faudrait point exagérer, sous peine d'ajouter ses propres idées aux idées de l'empereur. Le système de Napoléon, il ressort de ses actes, de ses pratiques de gouvernement, de ses paroles même. Encore aux derniers momens de son règne, au milieu des effrayantes complications de 1814, qu'écrivait l'empereur à son frère au sujet de quelque tendance à rehausser la garde nationale de Paris? « La garde nationale de Paris fait partie du peuple de France, et tant que je vivrai, je serai le maître partout en France. Votre caractère et le mien sont opposés. Vous aimez à cajoler les gens et à obéir à leurs idées, moi j'aime qu'on me plaise et qu'on obéisse aux miennes. Aujourd'hui comme à Austerlitz, je suis le maître... Je suppose qu'on fait une différence du temps de Lafayette, où le peuple était souverain, avec celui-ci, où c'est moi qui le suis. » — La démocratie ! soit, pourrait-on dire en interprétant le système de Napoléon, mais à la condition qu'elle parle et qu'elle agisse par l'empereur, ce qui n'est peut-être pas aussi entièrement libéral que le pensait Joseph. Au fond, on peut croire que l'empereur, dans l'intimité de

son âme, songeait peu à ce rôle d'un prince libéral, même pour l'avenir; il était trop naturellement dominateur, trop conquérant, c'est sa grandeur et sa faiblesse. Faiblessse ou grandeur, c'est à ce titre qu'il est entré dans l'histoire, laissant après lui non un système à suivre, mais des exemples à méditer.

N'en est-il point ainsi de tous ces hommes extraordinaires qui ont vu le jour en des siècles différens et qui ont été tourmentés de cette idée de domination, de monarchie universelle? Tous y ont échoué, Napoléon de notre temps comme au XVIe siècle Charles-Quint, qui est en ce moment même l'objet d'une des plus remarquables études historiques de M. Mignet. Chose étrange, qui montre combien la lumière est lente à se faire sur certaines époques et sur certains hommes! ce n'est que depuis peu qu'on est parvenu à éclaircir complétement un des plus curieux épisodes de la vie de Charles-Quint, sa retraite dans le monastère de Yuste. De nouveaux et précieux documens publiés déjà ou encore inédits ont pu être interrogés. De ce nombre est un manuscrit de D. Tomas Gonzalez, qui est passé des archives de Simancas dans nos archives. Une autre relation manuscrite d'un moine hiéronymite a été découverte il y a quelques années seulement. M. Gachard, archiviste général de Belgique, publiait récemment une collection de dépêches de Charles-Quint et de pièces relatives à sa retraite et à sa mort au monastère de Yuste. Des correspondances du même prince ont été mises au jour à Leipzig, à Vienne, à Madrid. Ainsi de la poussière des documens se dégage la vérité sur cette grande figure du XVIe siècle, sur cet empereur qui nourrit l'ambition de la monarchie universelle pour aller mourir dans un cloître.

Portant dans ses veines le sang de quatre familles souveraines, celles d'Aragon, de Castille, d'Autriche et de Bourgogne, — roi héréditaire d'Espagne, empereur élu d'Allemagne, maître d'une portion de l'Italie et des Pays-Bas, ayant à lutter constamment contre la France ou à repousser les Turcs en Hongrie et presque toujours heureux dans ses entreprises, étendant sa domination jusqu'au Nouveau-Monde, qui venait d'être découvert, Charles-Quint pouvait certes passer pour le premier souverain de la chrétienté. C'est pourtant à ce moment que, dans la plénitude de la puissance, il se dépouillait successivement de toutes ses couronnes pour aller se retirer et mourir bientôt dans un petit monastère de l'Estramadure, à Yuste. C'est cette dernière période de la vie de Charles-Quint que raconte M. Mignet, non sans revenir naturellement sur les faits les plus saillans de cette grande existence. Le récit de M. Mignet, abondant et nourri, est instructif comme l'histoire, attachant comme toute étude qui sait reproduire toutes les particularités intimes d'une destinée exceptionnelle qui s'achève. L'auteur a réussi à tracer un portrait plein de force et de vie qui se détache sur le fond du XVIe siècle. Que faut-il conclure cependant de l'histoire de cet empereur qui allait mourir à Yuste? C'est que les grands hommes coûtent souvent cher à un pays. Charles-Quint est en réalité le premier auteur de la décadence de l'Espagne; il s'est servi de ce peuple héroïque comme d'un instrument pour l'accomplissement de ses desseins de domination. Le mouvement de la civilisation espagnole a été proprement faussé à cet instant. Charles-Quint a été l'inaugurateur de cette politique qui a fait dire ce mot singulier et juste : « La maison d'Autriche est une parenthèse dans l'histoire d'Espagne. » Seulement, si l'on nous permet de continuer la figure, la parenthèse a été un peu longue, et il

s'est trouvé au bout que l'Espagne avait perdu le fil de ses destinées. C'est là le résultat de la fausse impulsion donnée à un peuple par le génie lui-même. C'est la forte instruction de l'histoire que l'étude dégage, que la politique recueille, en présence de ces autres enseignemens de la vie contemporaine.

Au milieu du mouvement universel où s'agitent tant de questions, tant d'intérêts divers, voici deux pays voisins que leur situation même place à l'abri des grandes luttes actuelles, et dont la vie dans ses conditions normales n'en a pas moins ses épisodes. Ces deux pays sont la Belgique et la Hollande, qui viennent de passer en même temps, le même jour, par une épreuve électorale. C'est le 13 juin que les élections belges et hollandaises ont eu lieu. A Bruxelles comme à La Haye, le gouvernement s'est senti atteint par le résultat du scrutin, c'est-à-dire que dans son ensemble le vote n'a pas été absolument en rapport avec la situation actuelle des deux cabinets; mais si des deux côtés à ce point de vue le résultat a été le même, c'est par une raison inverse : à Bruxelles, c'est parce que le parti libéral a éprouvé un échec; à La Haye, c'est parce que les élections ont été trop favorables aux libéraux. L'animation excitée un moment par le travail électoral en Belgique n'a pas tardé à se dissiper; elle a disparu avec la cause qui l'avait provoquée. Au sortir de cette agitation passagère, qu'avait produit réellement le dernier scrutin? Le renouvellement partiel de la chambre des représentans entraînait la nomination de cinquante-quatre députés : quarante-quatre ont été réélus. A Bruxelles notamment, les animosités locales sont restées sans effet, et n'ont point empêché la réélection de M. Ch. de Brouckère et de quelques uns de ses collègues. Parmi les représentans qui ne rentrent point à la chambre, six appartenaient au parti libéral, quatre au parti catholique; parmi les députés nouveaux au contraire, chaque opinion en compte cinq. La différence est légère, on le voit, elle n'est que d'une voix, qui s'est déplacée au détriment du parti libéral et forme l'avantage des catholiques. Le ministère ne s'en est pas moins ému, plus encore sans doute à cause des tendances manifestées par le corps électoral qu'en raison du résultat réel. Il en a délibéré et il s'est mis à la disposition du roi. La suite de cette démarche a été ce qu'elle devait être : le ministère reste en fonctions, et l'époque ordinaire de la convocation des chambres ne sera point devancée. Il n'en pouvait être autrement. Le cabinet actuel de Bruxelles, en effet, bien qu'arrivé au pouvoir au nom de l'opinion libérale, exprimait cette opinion dans ce qu'elle avait de plus modéré, et avait pour mission de tempérer les irritations des partis par une politique de conciliation. Si c'était là sa raison d'être à son avénement, cette raison n'a point cessé d'exister en présence d'un résultat trop peu décisif, qui ne fait que neutraliser encore plus les opinions sans en changer l'équilibre essentiel.

A un certain point de vue cependant, le dernier scrutin n'est pas sans gravité, si l'on songe que depuis 1847 le parti libéral en Belgique avait constamment obtenu une majorité suffisante pour lui assurer la possession ininterrompue du pouvoir, et le fait est d'autant plus remarquable que l'exclusion a porté justement sur M. Ch. Rogier, le ministre de l'intérieur du dernier cabinet, l'un des hommes les plus éminens du libéralisme belge. M. Ch. Rogier a échoué à Anvers, où les électeurs de la ville lui sont restés fidèles, mais où il a eu contre lui la masse des électeurs des campagnes. M. Rogier expie

peut-être aujourd'hui les entraînemens d'une politique parfois trop exclusive, et ainsi interprété, le vote récent des électeurs belges ne ferait que venir à l'appui d'un système conciliant et mesuré. Il est seulement fâcheux qu'un des hommes les plus considérables de la Belgique se trouve momentanément exclu du parlement.

La Hollande se trouvait aussi le même jour, comme nous le disions, en travail d'élections, et ce mouvement électoral lui-même se produisait au lendemain de débats législatifs qui n'ont point été sans importance. Ici comme en Belgique, il s'agit de savoir quel parti prédominera. Sera-ce le parti libéral, que M. Thorbecke a déjà représenté au pouvoir? Sera-ce le parti anti-révolutionnaire ou protestant, dont l'un des chefs principaux est M. Groen van Prinsterer? Entre ces deux tendances tranchées et opposées, le cabinet actuel de La Haye exprime une sorte de juste-milieu. Ces différentes nuances se manifestent naturellement dans la discussion des questions que la seconde chambre des états-généraux a eu à résoudre avant d'être renouvelée par l'élection. L'une des plus graves de ces questions avait trait à l'assistance publique. C'est là un ordre de matières délicates qui a donné lieu déjà à bien des combinaisons et aux opinions les plus divergentes; mais en définitive toutes les divergences portent sur un seul point, qui est le principal, il est vrai : c'est le degré de surveillance de l'état sur les institutions de charité. Un premier projet, présenté par le ministère Thorbecke, avait soulevé la plus vive opposition de la part des communautés religieuses. Le cabinet actuel a cherché une sorte de terme moyen. Comme il arrive souvent, ce terme moyen a eu contre lui les opinions extrêmes dans les deux sens divers. Le parti anti-révolutionnaire reprochait au projet ministériel de n'être autre chose que l'immixtion organisée de l'état dans les œuvres de charité. Le parti libéral au contraire lui reprochait d'énerver le principe de la surveillance publique par des ménagemens inutiles. Ces deux opinions opposées étaient exprimées surtout par M. Groen van Prinsterer et M. Thorbecke. Une lutte des plus animées s'engageait sur l'article de la loi qui stipule la communication à l'état des règlemens organiques et administratifs des institutions de charité. Malgré tout cependant, la loi était votée par 37 voix contre 28, et elle vient récemment d'être adoptée également par la première chambre. La question de l'enseignement n'a pas soulevé des discussions moins vives.

Un incident d'une nature différente et assez singulier par lui-même est venu animer les dernières séances de la seconde chambre. Il s'agissait d'une interpellation de M. Thorbecke au sujet de l'apparition d'un bâtiment de guerre français, *la Favorite*, dans la rade d'Hellevoetsluis. M. Thorbecke demandait au ministère s'il était vrai que des bâtimens appartenant aux puissances aujourd'hui en guerre avec la Russie eussent pour instructions de faire la garde devant les ports de la Hollande, de visiter les navires néerlandais en pleine mer. En tout cela, il y avait évidemment une exagération singulière. Le sens de la réponse du ministre des affaires étrangères, M. van Hall, c'est que la Hollande reste dans une stricte neutralité, que le gouvernement n'a nullement l'intention d'empêcher l'entrée dans les ports néerlandais des vaisseaux de guerre étrangers, et qu'il n'y a rien de fondé dans les craintes inspirées par l'apparition du bâtiment français *la Favorite*.

M. van Hall, en reconnaissant le droit de visite des puissances belligérantes en pleine mer, exprimait du reste la conviction que le commerce hollandais ne s'exposerait pas à transporter des objets de contrebande de guerre. Peut-être au fond de cet incident y avait-il autre chose qu'on n'a point dit. Le gouvernement russe, à ce qu'il paraît, cherche à négocier un emprunt sur diverses places de l'Europe. Il s'est adressé particulièrement à Amstersdam. Or l'Angleterre et la France ne peuvent évidemment accepter que l'emprunt russe soit négocié à Amsterdam, par la raison très simple que la Hollande est un état neutre qui ne peut intervenir en rien pour fournir des ressources à une puissance belligérante. Il se peut que des représentations aient été adressées à ce sujet à La Haye. De là une certaine émotion qui a pu se manifester à l'occasion de la présence de *la Favorite*. Qu'en résulte-t-il, si ce n'est simplement la nécessité pour la Hollande de se borner à une stricte neutralité?

Le cabinet hollandais, en résumé, avait subi assez heureusement l'épreuve de ces derniers débats parlementaires, et semblait se trouver à l'abri de vicissitudes nouvelles, lorsque sont venues les élections du 13 juin. Le fait caractéristique de ces élections, c'est le succès marqué du parti libéral, qui s'est accru de cinq ou six voix. Ce succès, il est vrai, a été obtenu aux dépens du parti protestant; mais comme ce dernier parti votait souvent avec le ministère, le résultat électoral ne laisse point d'avoir son côté menaçant pour le cabinet, qui peut se trouver à la merci d'une coalition entre les diverses oppositions de la fraction catholique, des libéraux et même du parti anti-révolutionnaire ou protestant. Une autre particularité à signaler dans ces élections, c'est que le chef du parti anti-révolutionnaire, M. Groen van Prinsterer, a eu en Hollande le sort de M. Ch. Rogier en Belgique : il n'a point été réélu, et il a précisément échoué en concurrence avec M. van Zuylen van Nyevelt, ancien ministre des affaires étrangères du cabinet Thorbecke. Les élections qui viennent d'avoir lieu ont eu pour résultat, dans leur ensemble, la nomination de trente et un députés ministériels, de dix-huit libéraux avancés ou partisans de M. Thorbecke, de quatorze députés catholiques, et de cinq seulement du parti anti-révolutionnaire. Pour le moment, la situation politique de la Hollande et du cabinet de La Haye n'en est point changée sans doute; c'est dans la session prochaine, au mois de septembre, que les partis se dessineront en mesurant leurs forces, et que le ministère, à son tour, pourra se rendre un compte exact de la situation nouvelle qui vient de lui être faite par les élections.

Si l'on veut observer sur le vif un exemple d'anarchie politique et sociale, c'est en Amérique qu'il faut aller, dans ces malheureuses républiques, autrefois espagnoles. On n'a qu'à choisir entre les divers pays : partout il y a un levain de révolution ou de guerre civile; mais la Nouvelle-Grenade offre certainement à un degré spécial le spectacle de cette anarchie, qui vient encore une fois d'éclater de la manière la plus bizarre à Bogota. La république grenadine, peut-être s'en souvient-on, est depuis quelques années livrée à la domination du parti démocratique. C'est ce parti qui a porté au pouvoir le président actuel, le général Obando; c'est à lui que la Nouvelle-Grenade doit une constitution ultra-libérale, qui établit le suffrage universel, met au scrutin toutes les fonctions publiques, et dépouille à peu près de toute autorité le

pouvoir exécutif. Or il est résulté de cette situation deux choses que ne prévoyaient pas les auteurs de la constitution.

D'un côté, le suffrage universel a singulièrement favorisé les conservateurs, qui ont été élus en assez grand nombre gouverneurs des provinces, sénateurs, députés; de l'autre, le général Obando, dès qu'il a été nommé président, n'a pu se soumettre qu'avec impatience à une constitution qui lui liait les mains et le dépouillait de tout pouvoir. A mesure que cette situation s'est développée, le parti démocratique s'est scindé; une fraction s'est de plus en plus enfoncée dans la démagogie, dans le socialisme; l'autre s'est groupée autour du président et a favorisé chez lui des idées de dictature. Ces détails sont nécessaires pour comprendre la tentative de révolution qui vient d'avoir lieu à Bogota. Qu'est-il arrivé en effet? Dans le désordre d'idées et d'institutions qui règne dans la Nouvelle-Grenade, le malaise n'a fait que s'accroître, les partis n'ont fait que s'irriter. Il y a peu de temps le congrès discutait une loi qui tendait à réduire l'armée à huit cents hommes. Les conservateurs faisaient pourtant élever le chiffre à douze cents; mais les partisans du président n'en étaient pas moins violemment exaspérés de ce coup porté à l'armée. C'est cette occasion qu'ils choisissaient pour agir, dans l'espoir de tourner à leur profit le mécontentement de l'armée. Le 17 avril, le général José-Maria Melo prenait à Bogota l'initiative d'un mouvement révolutionnaire qui proclamait la dictature du général Obando. Ce dernier cependant ne tardait pas à voir que le mouvement révolutionnaire restait sans écho dans la masse de la population, et alors il le désavouait. Le général Melo, ne voulant point sans doute avoir fait une révolution pour rien, retint le général Obando prisonnier, et prit lui-même la direction du mouvement en se déclarant chef du *suprême gouvernement provisoire*. Le général Melo s'est mis immédiatement à l'œuvre. Il a supprimé la constitution démocratique, et il a rétabli dans ses dispositions principales celle de 1843, s'appliquant à donner à ses actes un certain caractère conservateur. Le général Melo était resté maître de Bogota, lorsque la résistance est venue bientôt s'organiser dans les provinces. Un des vice-présidens de la république, le général Herrera, retiré dans la province de Carthagène, a pris en main le pouvoir exécutif. Sur un autre point, un ancien président, le général Mosquera, qui vivait depuis quelques années aux États-Unis et qui se trouvait par hasard en ce moment dans la Nouvelle-Grenade, a adressé une proclamation au pays. Le drapeau qu'il lève, c'est tout simplement celui du rétablissement constitutionnel du général Obando. Rien n'est donc moins certain que le succès de la tentative accomplie par le général Melo à Bogota; mais quelle sera la situation du général Obando, pris en quelque sorte en flagrant délit de complicité avec la révolution du 17 avril et rétabli par ses adversaires? Peut-être après tout n'est-il point impossible que de cette confusion il ne finisse par sortir une amélioration pour la Nouvelle-Grenade.

CH. DE MAZADE.

V. DE MARS.